

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

# RAPPORT ANNUEL

18 avril 1989 - 19 mai 1990

**Conseil économique et social**  
**Documents officiels, 1990**  
**Supplément no. 13**



NATIONS UNIES

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
ABREVIATIONS ET SIGLES		v
INTRODUCTION	1	1
CHAPITRES		
I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION	2-3	1
A. Questions appelant une décision du Conseil économique et social	2	1
B. Questions portées à l'attention du Conseil	3	9
II. ACTIVITES MENEES PAR LA COMMISSION AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 11 AVRIL 1989 AU 19 MAI 1990	4-326	13
A. Activités des organes subsidiaires	4	13
B. Autres activités	5-310	13
C. Relations avec d'autres organes des Nations Unies	311-326	61
III. VINGT-CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION ET SEIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES	327-525	64
A. Participation et organisation des travaux	327-334	64
B. Ordre du jour	335	65
C. Compte rendu des travaux	336-525	68
LISTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA SEIZIEME REUNION		95

IV.	RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA SEIZIEME REUNION	97
-----	---	----

#### ANNEXES

I.	RAPPORT DE LA ONZIEME REUNION DU COMITE TECHNIQUE PREPARATOIRE PLENIER (5 - 13 MAI 1990) TEL QU'ADOPTÉ PAR LA VINGT-CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION/SEIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES	129
II.	REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE	171
III.	LISTE DES DOCUMENTS	173

## ABREVIATIONS ET SIGLES

<b>AAC</b>	Association africaine de cartographie	<b>BOAD</b>	Banque ouest-africaine de développement
<b>AAPAM</b>	Association africaine pour l'administration publique et la gestion	<b>CAC</b>	Comité administratif de coordination
<b>ABN</b>	Autorité du bassin du Niger	<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement
<b>ACARTSOD</b>	Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social	<b>CADIS</b>	Centre de documentation et d'information pour les pays de l'Afrique du Centre
<b>ACMAD</b>	Centre africain pour l'application de la météorologie au développement	<b>CAEM</b>	Centre africain des études monétaires
<b>ACP</b>	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>CAEM</b>	Conseil d'assistance économique mutuelle
<b>AFSA</b>	Association africaine de statistique	<b>CAFRAD</b>	Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement
<b>AGRIS</b>	Système international d'information pour les sciences de la technologie agricole	<b>CAMRDC</b>	Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale
<b>AIEA</b>	Agence internationale de l'énergie atomique	<b>CARFF</b>	Centre africain de recherche et de formation pour la femme
<b>AIHTTR</b>	Institut supérieur africain de formation et de recherche technique	<b>CARPAS</b>	Cadre africain de référence aux programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques
<b>ANC</b>	African National Congress	<b>CATD</b>	Conseil régional africain de télédétection
<b>AOAPC</b>	Association des organisations africaines de promotion commerciale	<b>CBLT</b>	Commission du bassin du lac Tchad
<b>APD</b>	Aide publique au développement	<b>CCAC</b>	Chambre de compensation pour l'Afrique du Centre
<b>APPER</b>	Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique	<b>CCI</b>	Chambre de commerce internationale
<b>ARCEDEM</b>	Centre régional africain de conception et de fabrication techniques	<b>CCI</b>	Corps commun d'inspection
<b>AUA</b>	Association des universités africaines	<b>CCII</b>	Comité de coordination interinstitutions
<b>BAD</b>	Banque africaine de développement	<b>CCN</b>	Comité de coordination national
<b>BADEA</b>	Banque arabe pour le développement économique en Afrique	<b>CCQAB</b>	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
<b>BCEAC</b>	Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale	<b>CDP</b>	Comité de la planification du développement
<b>BCEAO</b>	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	<b>CDRIA</b>	Centre de développement rural intégré pour l'Afrique
<b>BDEAC</b>	Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale	<b>CEA</b>	Commission économique pour l'Afrique
<b>BEI</b>	Banque européenne d'investissement	<b>CEAO</b>	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
<b>BID</b>	Banque islamique de développement	<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BIRD</b>	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	<b>CEE</b>	Commission économique pour l'Europe
<b>BNUS</b>	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne	<b>CEE</b>	Communauté économique européenne
		<b>CEEAC</b>	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale

<b>CEPALC</b>	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	<b>DTS</b>	Droits de tirage spéciaux
<b>CEPD</b>	Coopération économique entre pays en développement	<b>ECLO</b>	Emergency Centre for Locust Operations (FAO)
<b>CEPGL</b>	Communauté économique des pays des Grands Lacs	<b>ECOSOC</b>	Conseil économique et social
<b>CIID</b>	Commission internationale des irrigations et du drainage	<b>EPCT</b>	Evaluation et programme nationaux de coopération technique
<b>CILSS</b>	Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel	<b>ESADIS</b>	Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
<b>CIM</b>	Comité intergouvernemental pour les migrations	<b>ESAMI</b>	Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
<b>CIPEI</b>	Centre international pour la physiologie et l'écologie des insectes	<b>ESAMRDC</b>	Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
<b>CIPEA</b>	Centre international pour l'élevage en Afrique	<b>FACC</b>	Fédération africaine des chambres de commerce
<b>CMA</b>	Conseil mondial de l'alimentation	<b>FADI</b>	Fonds africain pour le développement industriel
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>CNUEH</b>	Centre des Nations Unies pour les établissements humains	<b>FASNUDA</b>	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
<b>CODESRIA</b>	Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique	<b>FED</b>	Fonds européen de développement
<b>COI</b>	Commission de l'océan Indien	<b>FIDA</b>	Fonds international pour le développement agricole
<b>CPC</b>	Comité du programme et de la coordination	<b>FIPF</b>	Fédération internationale pour le planning familial
<b>CRAC</b>	Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement	<b>FLM</b>	Fédération luthérienne mondiale
<b>CRAES</b>	Centre régional africain pour l'énergie solaire	<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>CRAT</b>	Centre régional africain de technologie	<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>CRDI</b>	Centre de recherche pour le développement international (Canada)	<b>FSD</b>	Fonds saoudien pour le développement
<b>CRTK</b>	Centre régional de télédétection (Kinshasa)	<b>GATT</b>	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
<b>CRTO</b>	Centre régional de télédétection (Ouagadougou)	<b>IACC</b>	Comité de coordination interinstitutions
<b>CTPD</b>	Coopération technique entre pays en développement	<b>IAR</b>	Institut africain de réhabilitation
<b>DDIA</b>	Décennie du développement industriel de l'Afrique	<b>ICA</b>	Institut culturel africain
<b>DIESA</b>	Département des affaires économiques et sociales internationales	<b>IDA</b>	Association internationale de développement
<b>DIPCN</b>	Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles	<b>IDE</b>	Institut de développement économique
<b>DTCD</b>	Département de la coopération technique pour le développement	<b>IDEP</b>	Institut africain de développement économique et de planification
		<b>IDWSSD</b>	Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement
		<b>IFORD</b>	Institut de formation et de recherche démographiques

<b>IGADD</b>	Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et le développement	<b>OSPAA</b>	Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques
<b>IIS</b>	Institut international de statistique	<b>OUA</b>	Organisation de l'unité africaine
<b>INSTRAW</b>	Institut international de recherche et de formation pour la programmation de la femme	<b>PAC</b>	Pan-Africanist Congress of Azania
<b>INUPCTD</b>	Institut des Nations Unies pour la prévention des crimes et le traitement des délinquants	<b>PADEM</b>	Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages
<b>LEA</b>	Ligue des Etats arabes	<b>PADIS</b>	Système panafricain de documentation et d'information
<b>MULPOC</b>	Centre multinational de programmation et d'exécution de projets	<b>PAL</b>	Plan d'action de Lagos
<b>NADIS</b>	Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Nord	<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>OIH</b>	Organisation internationale d'hydrologie	<b>PANA</b>	Agence panafricaine d'information
<b>NPSA</b>	Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés	<b>PANAFTEL</b>	Réseau panafricain de télécommunications
<b>OACI</b>	Organisation de l'aviation civile internationale	<b>PANUREDA</b>	Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique
<b>OACT</b>	Organisation africaine de cartographie et de télédétection	<b>PAS</b>	Programme d'ajustement structurel
<b>OAT</b>	Organisation arabe du travail	<b>PAT</b>	Programme africain de télédétection
<b>OBK</b>	Organisation du bassin de la Kagera	<b>PCMPSCN</b>	Programme concernant la mise en place de services de comptabilité nationale
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques	<b>PECTA</b>	Programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique
<b>OCLALAV</b>	Organisation commune de lutte antiacridienne et antiaviaire	<b>PFSA</b>	Programme de formation statistique pour l'Afrique
<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail	<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>OLCP-EA</b>	Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>OMM</b>	Organisation météorologique mondiale	<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>OMPI</b>	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	<b>POPIN</b>	Réseau d'information en matière de population pour l'Afrique
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé	<b>RAIST</b>	Réseau africain d'institutions scientifiques et techniques
<b>OMT</b>	Organisation mondiale du tourisme	<b>RASCOM</b>	Système régional africain de communications par satellite
<b>OMVG</b>	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie	<b>RBA</b>	Bureau régional pour l'Afrique (PNUD)
<b>OMVS</b>	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal	<b>RBASEP</b>	Bureau régional pour les pays arabes et les programmes européens (PNUD)
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	<b>RCSSMRS</b>	Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection
<b>ORAN</b>	Organisation régionale africaine de normalisation	<b>RECTAS</b>	Centre régional de formation aux techniques des levés aériens

<b>RIPS</b>	Regional Institute for Population Studies	<b>URSS</b>	Union des Républiques socialistes soviétiques
<b>SADCC</b>	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe	<b>URTNA</b>	Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique
<b>SAPAM</b>	Programme spécial d'action pour l'administration et la gestion en Afrique	<b>USAID</b>	Agence des Etats-Unis pour le développement international
<b>SAREC</b>	Agence suédoise pour la coopération dans la recherche avec les pays en développement	<b>WADIS</b>	Système ouest-africain de documentation et d'information
<b>SCN</b>	Sociétés transnationales	<b>ZEP</b>	Zone d'échanges préférentiels
<b>SCRSD</b>	Services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques		
<b>SDI</b>	Diffusion sélective de l'information		
<b>SDR</b>	Système de données référentielles		
<b>SISTA</b>	Système d'information sur la science et la technique en Afrique		
<b>STAP</b>	Programme d'assistance technique sous-régional		
<b>SWAPO</b>	South West Africa Peoples' Organization		
<b>SWMTEP</b>	Programme interinstitutions à moyen terme sur l'environnement		
<b>SYDONIA</b>	Système automatisé pour les données douanières		
<b>TEPCOW</b>	Comité technique préparatoire plénier		
<b>UIESP</b>	Union internationale pour l'étude scientifique de la population		
<b>UMA</b>	Union du Maghreb arabe		
<b>UNCSTD</b>	Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement		
<b>UNCTC</b>	Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales		
<b>UNDRO</b>	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe		
<b>UNEDIFACT</b>	Règles des Nations Unies concernant l'échange des données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport		
<b>Unesco</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture		
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance		
<b>UNIFEM</b>	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme		
<b>UNITAR</b>	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche		
<b>UNTACDA</b>	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications		

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique porte sur la période allant du 11 avril 1989 au 19 mai 1990. Il a été établi en application du paragraphe 18 du mandat de la Commission et a été adopté par la Conférence des ministres de la Commission le 19 mai 1990.

## CHAPITRE PREMIER

### I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION

#### A. Questions appelant une décision du Conseil économique et social

2. A sa deux cent soixante sixième réunion tenue le 19 mai 1990, la Conférence des ministres de la Commission a adopté, à l'unanimité les projets de résolution suivants, dont sera saisi le Conseil économique et social pour suite à donner :

#### A

679 (XXV). Amélioration de la circulation de l'information en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 498 (XIX) du 26 mai 1984 relative au Système panafricain de documentation et d'information,

Rappelant en outre sa résolution 600 (XXII) du 24 avril 1987 sur le développement des systèmes d'information en Afrique,

Ayant à l'esprit sa résolution 658 (XXIV) du 7 avril 1989 sur le renforcement des systèmes d'information pour le développement en Afrique,

Notant avec satisfaction les résultats obtenus par le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) en matière de fourniture d'assistance technique aux Etats membres,

Appréciant les efforts déployés par le Système panafricain d'information pour le développement en vue de mettre en place un système d'information visant à aider les Etats membres dans leur développement,

Notant avec préoccupation la situation précaire du gros du financement mis à la disposition du Système panafricain d'information pour le développement aux fins de l'assistance technique et auquel il est prévu de mettre fin le 31 décembre 1990,

Reconnaissant la nécessité d'assurer dans la région une formation adéquate aux techniques modernes de l'information,

Préoccupée par l'insuffisance du matériel informatique moderne dont dispose le Système panafricain d'information pour le développement et qui doit être utilisé au service des Etats membres,

1. Félicite les Etats membres qui ont déjà désigné leurs centres nationaux participant au réseau du PADIS et invite ceux qui ne l'ont pas encore fait à désigner leurs centres participants;

2. Rappelle aux centres participants leur rôle à l'égard du réseau du PADIS et notamment celui qui consiste à fournir des informations;



3. Prie instamment les Etats membres abritant le siège des centres sous-régionaux d'accélérer la mise en place de ces centres;
4. Insiste vivement auprès du Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il fasse en sorte que le Système panafricain d'information pour le développement continue ses activités d'assistance technique en faveur des Etats membres, en augmentant les fonds alloués au projet RAF/86/053 afin de permettre le maintien des experts et des agents pendant toute la durée du cinquième cycle;
5. Exhorte les Etats membres à inclure le Système panafricain d'information pour le développement dans leurs annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;
6. Lance un appel aux donateurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils poursuivent et renforcent leur aide au Système panafricain d'information pour le développement;
7. Demande au Secrétaire exécutif d'étudier d'autres moyens permettant d'obtenir des postes inscrits au budget ordinaire pour le Système panafricain d'information pour le développement;
8. Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir au Système panafricain d'information pour le développement l'équipement informatique nécessaire pour lui assurer un fonctionnement efficace.

## B

680 (XXV). Avenir de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 669 (XXIV) relative au financement futur des activités de l'Institut de développement économique et de planification (IDEP),

Rappelant le Mémoire spécial du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification,

Considérant les excellentes réalisations de l'Institut dans le domaine de la formation de planificateurs et de spécialistes africains du développement,

Considérant en outre le besoin persistant et croissant qu'ont les gouvernements des pays africains des services de l'Institut dans les domaines de la formation, de la recherche et des services consultatifs,

Considérant par ailleurs le fait que le PNUD pourrait retirer son financement à l'Institut à la fin de 1990 et que celui-ci est le seul établissement régional capable de fournir des services de formation et de recherche à tous les Etats membres de la Commission dans le domaine du développement économique et de la planification,

Notant avec une profonde préoccupation que le déficit persistant et important dans les contributions des Etats membres à l'Institut contraindra inévitablement celui-ci à fermer ses portes si aucune mesure correctrice n'est prise,

1. Lance un appel pressant aux Etats membres de l'Institut pour qu'ils :
  - a) Versent immédiatement à l'Institut leurs contributions pour 1990 et leurs arriérés au titre de 1989;
  - b) Paient à l'Institut tous leurs arriérés selon un calendrier à arrêter avec la direction de l'Institut;

c) Versent à temps leurs contributions annuelles ordinaires à l'Institut selon des modalités à fixer avec la direction de l'Institut;

2. Lance un appel à l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle approuve d'urgence l'inscription au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies de quatre postes essentiels pour l'IDEP à savoir, ceux de directeur, de chef de l'administration et des finances et de deux maîtres de conférence conformément à la recommandation faite par le Conseil économique et social dans sa résolution 1985/62 du 26 juillet 1985 afin que l'IDEP puisse exécuter son programme de travail approuvé et s'acquitter régulièrement de ses fonctions statutaires;

3. Exhorte le Programme des Nations Unies pour le développement à aider l'Institut à survivre à sa crise financière actuelle et, en particulier :

- a) A organiser rapidement la mission d'évaluation annoncée en octobre 1989;
- b) A accorder tout son appui au programme de formation à court terme, aux activités de recherche et aux services consultatifs de l'Institut;
- c) A continuer de financer les activités de l'Institut en 1990 et au-delà;

4. Félicite le Conseil d'administration de l'IDEP pour les mesures d'assainissement et de rationalisation des ressources qu'il a prises et invite la direction de l'IDEP à continuer sur cette voie.

#### C

682 (XXV). Amélioration des moyens techniques de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Reconnaissant la nécessité de fournir un équipement adéquat et d'assurer une formation dans la région à la technologie moderne de l'information,

Préoccupée par l'insuffisance, à la Commission économique pour l'Afrique, de matériel bureautique et d'équipement informatique modernes,

Préoccupée en outre par les contraintes que cette situation impose à la Commission économique pour l'Afrique dans les efforts qu'elle déploie pour aider convenablement les Etats membres africains à renforcer leur capacité de planification et de suivi,

Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique le matériel bureautique et l'équipement informatique nécessaires pour assurer son fonctionnement optimal et lui permettre de mieux servir ses Etats membres.

#### D

684 (XXV). Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90

La Conférence des ministres,

Ayant examiné de façon approfondie la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90 telle qu'adoptée par la Conférence régionale africaine sur l'intégration de la femme au développement à sa quatrième réunion tenue à Abuja (Nigéria) du 6 au 10 novembre 1989,

Ayant noté que les questions soulevées et les préoccupations exprimées par la Conférence au sujet de l'application des Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique ont un rapport avec la Déclaration susmentionnée et renforcent le mandat de cette Conférence,

Se souciant de la nécessité d'accélérer le rythme d'application des Stratégies d'Arusha et de mener une action concertée pour obtenir un appui de tous les secteurs afin de promouvoir la participation et l'intégration des femmes dans le processus de développement,

Ayant présente à l'esprit la promotion d'une stratégie socio-économique pour les années 90 permettant aux femmes de jouer pleinement leurs rôles et d'assumer leurs responsabilités en ce qui concerne l'évaluation, la planification et l'exécution de programmes entraînant une transformation socio-économique à long terme soutenue,

Vivement préoccupée par les effets dévastateurs de la crise socio-économique et les mesures d'ajustement structurel à court terme qui ont aggravé la dégradation sociale et le manque d'opportunités économiques pour les femmes,

Se félicitant de l'initiative prise par la Conférence et qui représente une contribution essentielle aux efforts sur les plans national, régional et international pour améliorer la condition humaine en Afrique,

1. Félicite les organisateurs de la Conférence pour cette initiative louable visant à évaluer le degré d'application des Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique, à identifier les problèmes entravant leur effet général et à recommander des mesures globales dont l'application aux niveaux national, sous-régional, régional et international accélérerait l'intégration des femmes au développement;

2. Exprime ses remerciements au Gouvernement de la République fédérale du Nigéria pour avoir accueilli si généreusement la Conférence et en particulier à S.E. le Président de la République fédérale et à Mme Maryam I. Babangida pour les initiatives qu'ils ont prises afin d'assurer le succès de la Conférence;

3. Exprime en outre ses remerciements sincères aux gouvernements participants qui ont tenu à envoyer à la Conférence des représentants de haut niveau et pleinement motivés, aux organismes des Nations Unies, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement, aux organisations non gouvernementales et intergouvernementales et aux autres donateurs multilatéraux et bilatéraux qui ont généreusement contribué à l'organisation de la Conférence qui a débouché sur la Déclaration d'Abuja;

4. Entérine les conclusions et recommandations de la Conférence telles qu'énoncées dans la Déclaration d'Abuja concernant le développement avec la participation des femmes africaines au cours des années 90;

5. Prie instamment les Etats membres de faire appliquer intégralement les recommandations de la Déclaration d'Abuja en faisant des femmes une partie intégrante et essentielle de leurs programmes de redressement et de développement à long terme;

6. Prie instamment en outre les institutions financières internationales, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les organisations intergouvernementales africaines pour qu'ils appliquent d'urgence les recommandations figurant dans la Déclaration d'Abuja;

7. Demande au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des Nations Unies de veiller à ce que des mesures de suivi appropriées et rapides de l'application des recommandations figurant dans la Déclaration d'Abuja soient prises;

8. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de diffuser la Déclaration d'Abuja aussi largement que possible, particulièrement aux Etats membres, à tous les organismes et institutions des Nations Unies, aux pays

et organismes bailleurs de fonds, aux organisations régionales et sous-régionales, aux organisations non gouvernementales, aux établissements d'enseignement supérieur et aux instituts pour la mise en valeur de la main-d'oeuvre en Afrique;

9. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la CEA de coordonner et de suivre l'application des recommandations contenues dans les Stratégies d'Abuja et de présenter des rapports complets sur ce sujet à la Conférence des ministres de la CEA.

## E

693 (XXV). Proposition de projet concernant la coopération interrégionale pour la facilitation du commerce et en particulier pour l'application échelonnée de EDIFACT là où cela est jugé approprié

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1989/118 du Conseil économique et social des Nations Unies sur la coopération interrégionale en vue de faciliter le commerce international, dans laquelle il était demandé aux commissions régionales et à la CNUCED d'élaborer conjointement une proposition de projet à ce sujet,

Reconnaissant que les pays africains doivent coopérer réellement avec le reste du monde et participer à la facilitation du commerce international, notamment à l'échange d'informations électroniques pour la transmission de la documentation commerciale,

Consciente de la nécessité urgente pour l'Afrique de constituer, de renforcer et d'améliorer les moyens permettant de cerner les problèmes et les besoins relatifs à la facilitation du commerce international et intra-africain, notamment l'analyse des pratiques, procédures, lois, réglementations, politiques et documents qui régissent le commerce international, et consciente du fait que la mise en place de ces moyens serait utile aux ministères et services gouvernementaux s'occupant de la planification, du commerce, des transports, de l'administration douanière, des statistiques et du traitement des données,

1. Décide d'appuyer sans réserve la proposition de projet sur la coopération internationale en vue de faciliter le commerce international élaborée conjointement par les commissions régionales et la CNUCED;

2. Recommande que le Conseil économique et social approuve cette proposition et la recommande pour financement par les donateurs;

3. Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à appuyer la proposition de projet;

4. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, les banques de développement régionales et les bailleurs de fonds bilatéraux de fournir des ressources financières suffisantes pour assurer la réalisation intégrale du projet;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport à la Commission à sa vingt-sixième session sur l'application de la présente résolution.

## F

695 (XXV). Planification, programmation, suivi et évaluation

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 674 (XXIV) et 675 (XXIV) du 7 avril 1989 sur le projet de Plan à moyen terme et le projet de Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1990-1991,

---

Rappelant également la résolution 37/234 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1982 relative à la planification des programmes,

Ayant examiné le rapport de la réunion du Comité ad hoc sur le projet de Plan à moyen terme 1992-1997<sup>1</sup>, les propositions de modifications au budget-programme 1990-1991<sup>2</sup>, le rapport biennal du Secrétaire exécutif 1988-1989<sup>3</sup> et l'auto-évaluation des programmes à la CEA<sup>4</sup>,

Rappelant en outre la section B de la résolution 44/201 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1989 sur la Commission économique pour l'Afrique relative à l'adéquation des ressources et à l'examen de la situation des services de traduction et d'interprétation,

Se félicitant de l'appui du Groupe des Etats d'Afrique à New York et des représentants africains au Comité du programme et de la coordination, ainsi qu'au Conseil économique et social,

Appréciant hautement les efforts faits par le Groupe des Etats d'Afrique à New York pour que davantage de ressources soient allouées à la CEA pour la période biennale 1992-1993,

Notant avec satisfaction le taux d'exécution élevé du budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989,

1. Approuve le rapport de la réunion du Comité ad hoc sur le projet de Plan à moyen terme 1992-1997;
2. Fait siennes les propositions de modifications au budget-programme pour la période 1990-1991;
3. Approuve les modifications au budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989, notamment les produits reformulés, les éléments reportés, les propositions d'annulation de certains éléments et les produits ajoutés à l'initiative du secrétariat conformément aux facteurs nécessitant de telles modifications;
4. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'inclure ces modifications dans le document qu'il soumettra au Comité du programme et de la coordination;
5. Engage les membres africains du Comité à appuyer les modifications au budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989;
6. Engage également le Groupe des Etats d'Afrique à New York à continuer d'appuyer les efforts visant à accroître les ressources de la CEA pour la période biennale 1992-1993 conformément au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

---

<sup>1</sup> E/ECA/CM.16/29.

<sup>2</sup> E/ECA/CM.16/28.

<sup>3</sup> E/ECA/CM.16/2.

<sup>4</sup> E/ECA/CM.16/30.

698 (XXV). Examen final et évaluation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 43/27 de l'Assemblée générale en date du 18 novembre 1988 dans laquelle l'Assemblée générale a décidé que l'examen final et l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique devraient être effectués à sa quarante-sixième session devant se tenir en 1991,

Notant avec satisfaction les deux rapports du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'exécution du Programme d'action des Nations Unies ainsi que les préparatifs pour l'examen final et l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies,

Notant en outre avec satisfaction le travail du Comité directeur de l'Organisation des Nations Unies et de l'Equipe spéciale interinstitutions de l'Organisation des Nations Unies sur le suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies,

Convaincue du fait que l'examen final et l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies par l'Assemblée générale devraient être une occasion pour une évaluation approfondie des actions menées par toutes les parties participant à la mise en oeuvre du Programme et de prendre les mesures nécessaires pour assurer une croissance accélérée et le développement en Afrique au-delà de 1991,

Convaincue en outre de la nécessité pour les Etats membres de la Commission de procéder à une évaluation complète de la mise en oeuvre du Programme et aussi du fait qu'une telle évaluation devrait être aussi actualisée que possible,

Préoccupée par la détérioration continue des conditions économiques et sociales en Afrique et des tendances qui se dessinent au cours des années 90,

1. Recommande que les mécanismes pour l'examen final et l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies soient semblables à ceux qui ont été mis en place pour l'examen à mi-parcours du Programme et qu'à cette fin un comité plénier ad hoc de l'Assemblée générale soit créé pour évaluer le Programme et proposer des mesures propres à assurer le développement durable en Afrique au-delà de 1991;

2. Décide qu'un mémorandum spécial, à l'intention du Comité plénier ad hoc de l'Assemblée générale, sur l'examen final et l'évaluation du Programme sera élaboré en mai 1991 par la Conférence des ministres de la Commission à sa dix-septième réunion et que le projet de ce mémorandum spécial sera examiné par un groupe intergouvernemental d'experts dont la réunion se tiendra immédiatement avant celles du Comité technique préparatoire plénier et de la Conférence des ministres;

3. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission à organiser des missions multisectorielles spéciales dans tous les Etats membres de la Commission au cours du dernier trimestre de 1990 pour qu'elles rassemblent des données à jour sur la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies, qui permettront d'élaborer le mémorandum spécial de la Commission;

4. Demande à l'Assemblée générale de mettre à la disposition du secrétariat de la Commission les ressources financières qui sont nécessaires pour l'organisation de ces missions spéciales sur l'examen et l'évaluation de l'exécution du Programme;

---

5. Prie instamment les Etats membres et leurs organismes de développement et de planification de participer activement à l'élaboration du mémorandum spécial.

H

702 (XXV). Transformation et renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 311 (XIII) du 1er mars 1977 portant création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Reconnaissant que les MULPOC ont, au cours des années, joué un rôle important dans la promotion de la coopération et de l'intégration économiques au niveau sous-régional et que les objectifs qui ont motivé leur création sont aujourd'hui plus valables qu'il y a treize ans,

Considérant l'impérieuse nécessité de la participation positive et effective des femmes à la conception et à l'exécution des programmes qui visent leur intégration au processus de développement au niveau de chaque sous-région,

Préoccupée par l'insuffisance des prestations et résultats des MULPOC durant ces dernières années due en grande partie à la faiblesse des ressources financières et humaines et à leur inadéquation aux nouvelles tâches à mener en vue du redressement et de la transformation économiques,

Se félicitant de la résolution 43/216 de l'Assemblée générale des Nations Unies approuvant les rapports financiers et les états financiers vérifiés du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui a "vivement recommandé que les réalisations des MULPOC soient évaluées de façon complète en vue de voir si cette expérience devrait se poursuivre ou si le mandat, le nombre et la structure de ces centres devraient être complètement revus",

Notant avec satisfaction la décision du Secrétaire général de désigner une équipe d'évaluation dont le mandat était entre autres d'examiner la structure et l'organisation des MULPOC en vue de déterminer s'ils étaient appropriés pour l'exécution de leurs tâches, compte tenu de la résolution de l'Assemblée générale mentionnée plus haut,

Notant que la répartition et la localisation actuelles des MULPOC répondent à l'esprit de l'Acte final de Lagos sur la nécessité de promouvoir la coopération et l'intégration dans le cadre de groupements économiques sous-régionaux,

1. Prend note du rapport de l'Equipe d'évaluation qui conclut à la nécessité de maintenir, transformer et renforcer la structure, l'organisation et les opérations des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission économique pour l'Afrique;

2. Félicite vivement l'Equipe d'évaluation pour la manière complète et objective dont elle a effectué sa tâche et pour ses conclusions et recommandations à cet égard;

3. Appuie vigoureusement les conclusions de l'Equipe d'évaluation tendant à ce que l'institution du MULPOC soit transformée et renforcée pour qu'elle fournisse aux Etats membres l'assistance technique et les services consultatifs nécessaires pour l'exécution de leurs projets communs dans le cadre des organisations intergouvernementales;

4. Adopte le nouveau mandat des MULPOC tel que proposé par l'Equipe d'évaluation;

5. Prie instamment l'Assemblée générale des Nations Unies de doter les MULPOC de ressources humaines et financières supplémentaires pour leur permettre de s'acquitter plus efficacement de leurs obligations en matière de programmation multinationale et multisectorielle sur la base des priorités définies par les Etats membres et de faire en sorte que les ressources essentielles minimum leur soient fournies;

6. Décide que, compte tenu des contraintes financières et de la nécessité d'une meilleure coordination des MULPOC et des organisations intergouvernementales, les MULPOC rendront directement compte à la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique par le truchement de comités intergouvernementaux d'experts qui superviseront les activités des MULPOC au niveau sous-régional;

7. Prie l'Assemblée générale et les organismes d'assistance technique et de financement de doter les MULPOC de ressources suffisantes pour l'élaboration et l'exécution de programmes visant la participation effective des femmes au processus de développement de leur sous-région;

8. Recommande que le nombre et la composition des MULPOC soient maintenus étant entendu qu'ils correspondent à la configuration des groupements économiques sous-régionaux existants. Toutefois, cette distribution pourrait être reconsidérée à l'avenir conformément à l'évolution des groupements économiques sous-régionaux;

9. Soumet le mémorandum ci-joint<sup>5</sup> sur le renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets au Conseil économique et social pour examen;

10. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils continuent leur appui et leur assistance aux MULPOC par le biais du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) et/ou par tout autre moyen approprié;

11. Prie les organismes d'assistance technique et de financement d'apporter leur appui pour la mise en œuvre des recommandations de l'Equipe d'évaluation relatives à la nécessité de doter les MULPOC de moyens financiers et humains suffisants pour une bonne exécution de leur mandat.

#### B. Questions portées à l'attention du Conseil

La Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique a aussi adopté les résolutions suivantes :

678 (XXV). Les intérêts accumulés du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

La Conférence des ministres a autorisé le Secrétaire exécutif à utiliser les intérêts échus des contributions au Fonds spécial du FASNUDA pour l'exécution de projets conformes aux objectifs du FASNUDA.

681 (XXV). Avenir des instituts africains de formation démographique

La Conférence des ministres a attiré l'attention des Etats membres sur le fait que le non-paiement des contributions aux instituts pourrait obliger ceux-ci à fermer leurs portes et a exhorté vivement les Etats membres à faire en sorte d'assumer pleinement leurs responsabilités en ce qui concerne la survie des instituts.

---

<sup>5</sup> Voir chapitre IV, résolution 702 (XXV).



683 (XXV). Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres a lancé un appel aux organisations intergouvernementales, aux organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux pour qu'ils poursuivent et renforcent leur assistance dans le domaine de la statistique dans la région, dans le cadre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90.

685 (XXV). Les femmes et l'apartheid

La Conférence des ministres a demandé à la Commission économique pour l'Afrique d'établir des mécanismes pour renforcer la Southern African Development Co-ordination Conference et appuyer les activités qui profitent directement ou indirectement aux femmes de la sous-région.

686 (XXV). Les femmes et les stratégies mondiales et régionales

La Conférence des ministres a demandé que, lors des négociations avec les organismes de développement, la Commission et les Etats membres tiennent compte des conclusions de la Conférence d'Abuja et veillent à ce que les besoins des femmes soient pris en compte dans les accords.

687 (XXV). Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC)

La Conférence des ministres a prié la Commission économique pour l'Afrique de renforcer les effectifs du Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) afin qu'il soit mieux en mesure de servir le Comité régional africain de coordination.

688 (XXV). Etablissement du Comité technique consultatif pour le développement de la science et de la technologie nucléaires en Afrique

La Conférence des ministres a décidé de créer un Comité technique consultatif pour le développement de la science et de la technologie nucléaires en Afrique, chargé de constituer un système pour l'acquisition et le transfert de la technologie dans le domaine nucléaire dans la région, afin de réaliser un développement soutenu de la capacité de l'Afrique en matière de science et de technologie nucléaires.

689 (XXV). Renforcement de la capacité de l'Afrique pour le développement de la science et de la technique au cours des années 90

La Conférence des ministres a considéré que la science et la technique devraient figurer parmi les principaux éléments des programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux de développement socio-économique en Afrique et a prié les Etats membres de mettre en place un fonds pour la science et la technique au service du développement.

690 (XXV). Mesures visant à rendre opérationnel le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD)

La Conférence des ministres a demandé instamment aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de prendre d'urgence des mesures en vue de ratifier les statuts et de verser leurs contributions afin que le Centre puisse être opérationnel.

691 (XXV). La Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation

La Conférence des ministres a adopté la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (Arusha 1990) comme exprimant la stratégie qui devrait être intégrée dans les politiques de développement adoptées par les gouvernements africains en vue de promouvoir la participation populaire

au développement en encourageant les peuples et leurs organisations populaires à prendre des initiatives de développement autonome.

692 (XXV). Services de levés hydrographiques et de cartographie marine

La Conférence des ministres a attiré l'attention des pays africains sur la disponibilité, au sein de l'Organisation hydrographique internationale, de capacités techniques pouvant être mises à profit dans leurs activités en matière d'hydrographie et de cartographie marine ainsi que pour la création de comités nationaux dans le domaine de l'hydrographie et de la cartographie marine.

694 (XXV). La coopération halieutique en Afrique

La Conférence des ministres a exhorté les pays africains à établir un réseau d'information interafricain sur les bateaux de pêche menant des opérations illégales et à proposer l'adoption de mesures d'exclusion de ces derniers dans un cadre juridique régional.

696 (XXV). Programme "Priorité Afrique" de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)

La Conférence des ministres a accueilli avec satisfaction le programme "Priorité Afrique" et a remercié le Directeur général de l'Unesco d'avoir pris l'initiative de lancer ce programme et d'avoir constitué dans son cabinet un groupe chargé de son exécution.

697 (XXV). Renforcement du rôle de la femme dans le secteur non structuré : production et gestion

La Conférence des ministres a recommandé aux pays africains d'examiner favorablement les moyens juridiques de favoriser la protection des activités et des bénéfices des opérateurs du secteur non structuré et d'accroître le rôle des femmes dans le secteur non structuré.

699 (XXV). Renforcement de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques

La Conférence des ministres a prié les pays membres de l'Institut de verser dans les meilleurs délais leurs contributions à son budget.

700 (XXV). Projet de création de la Communauté économique africaine

La Conférence des ministres a lancé un appel à tous les Etats membres pour qu'ils prennent les dispositions aux niveaux national, sous-régional et continental pour la réalisation du projet selon le calendrier indicatif déjà arrêté.

701 (XXV). Contributions des Etats membres aux institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres a invité tous les Etats membres à accorder une attention particulière aux institutions parrainées par la Commission dans le but de promouvoir leurs activités et de leur permettre de générer les ressources nécessaires à leur fonctionnement.

703 (XXV). Menace posée par la lucilie bouchère

La Conférence des ministres a lancé un appel à tous les pays donateurs, aux organismes des Nations Unies et à tous les autres organes concernés pour qu'ils prennent rapidement des mesures adéquates en vue de permettre de lancer une opération massive à partir de la Jamahiriya arabe libyenne pour éradiquer ce fléau.

704 (XXV). Assistance d'urgence à la Namibie

La Conférence des ministres a lancé un appel aux organismes des Nations Unies, aux organisations internationales et aux organisations multilatérales pour qu'ils fournissent des ressources qui permettraient à la Commission économique pour l'Afrique d'exécuter un programme d'assistance d'urgence en Namibie.

## CHAPITRE II

### ACTIVITES MENEES PAR LA COMMISSION AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 11 AVRIL 1989 AU 19 MAI 1990

#### A. Activités des organes subsidiaires

4. La liste des réunions tenues par les organes subsidiaires au cours de la période considérée figure à l'annexe II du présent rapport.

#### B. Autres activités

5. On trouvera ci-après une description des activités menées au titre du programme de travail et de l'ordre de priorité approuvés de la Commission ou en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Conférence des ministres.

#### Alimentation et agriculture

##### Politiques, planification et programmation du développement agricole.

6. Dans le cadre des efforts poursuivis par le secrétariat afin d'améliorer les compétences nationales en matière de planification agricole et de formulation de politiques agricoles, un séminaire a été organisé à l'intention des pays ci-après du MULPOC de Yaoundé : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée-équatoriale, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et Tchad. L'objectif précis de ce séminaire consistait à relever la capacité des pays en matière d'exécution, de suivi et d'évaluation des programmes et projets d'investissement agricole. En outre, des études ont été effectuées dans certains pays de l'Afrique du Centre ainsi que de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en vue de déterminer des programmes et projets multinationaux viables et les besoins de formation dans le domaine de la planification et de l'élaboration de politiques agricoles. Les résultats du séminaire et des études ont été examinés dans quatre rapports, dont trois ont été soumis aux réunions des comités de suivi des MULPOC de Gisenyi et de Lusaka.

7. Ces rapports traitaient un certain nombre de problèmes dont les plus importants étaient les suivants : manque de compétences en matière d'identification et de formulation de projets; absence de paramètres bien définis pour le suivi et l'évaluation des projets; existence de conflits périodiques entre le personnel étranger du projet et le personnel de contrepartie national; dispersion des activités du projet et retard démesuré dans l'exécution des projets du fait en partie d'obstacles d'ordre bureaucratique. D'autres problèmes également soulevés comprenaient des difficultés inhérentes à la formulation et à l'exécution de projets sous-régionaux et régionaux, la pénurie de ressources, le taux de renouvellement croissant du personnel de projet, la baisse des niveaux d'éducation à l'échelle nationale, la répugnance de la plupart des donateurs à financer des projets de développement à long terme, le coût croissant des cours de formation outre-mer et les insuffisances des politiques nationales d'éducation.

8. Ces rapports ne se sont pas bornés à l'identification des problèmes uniquement. Ils contenaient également des mesures correctrices avec les objectifs suivants : l'introduction de systèmes de gestion axés sur l'incitation, le renforcement de la coopération inter-Etats; l'application des réformes de l'enseignement; la coordination des activités entreprises par les écoles privées et les établissements d'enseignement du secteur public et la restructuration ou la réimplantation de ces établissements selon le principe de la répartition géographique équitable.

9. Le secrétariat a poursuivi ses efforts tendant à aider les Etats membres à améliorer leurs techniques de planification agricole et d'élaboration de politiques agricoles. Des études ont été faites sur les politiques d'ajustement structurel et leurs effets sur le développement du secteur dans la région. Des travaux sont en

cours afin d'élaborer des principes directeurs pour le renforcement des mesures visant à la mobilisation et à l'utilisation efficaces des ressources en vue de l'exécution des programmes/projets.

10. En vue de suivre et d'évaluer l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique dans le secteur de l'agriculture, trois missions sur le terrain ont été entreprises dans les sous-régions des MULPOC de Lusaka, de Niamey et de Tanger afin d'évaluer les activités entreprises pour mettre en oeuvre le Programme et les obstacles rencontrés à cet égard. Dans les conclusions de ces missions, qui ont été mises en évidence dans trois rapports distincts soumis aux réunions des trois MULPOC, il a été unanimement reconnu que les pays de la sous-région déployaient des efforts afin de mettre en oeuvre le Programme, en particulier pour ce qui est du Programme comme la lutte antiacridienne, la lutte contre la sécheresse et la désertification, l'amélioration des systèmes d'alerte rapide nationaux, la mobilisation et la distribution des secours alimentaires d'urgence ainsi que l'expansion de la production vivrière et agricole.

11. D'autres domaines dans lesquels les pays ont eu des résultats honorables figurent ci-après : aménagement, conservation et exploitation des forêts; évaluation et utilisation des ressources halieutiques; développement de l'irrigation, adoption de réformes; mobilisation de ressources; réinstallation et réinsertion des réfugiés, des personnes déplacées et des victimes des catastrophes naturelles; promotion de la coopération inter-Etats dans le développement agricoles et amélioration des services de soutien appropriés tels que la recherche, la vulgarisation, la commercialisation, la formation, le crédit et la mécanisation.

12. Toutefois les missions ont jugé inadéquates certaines activités menées par les pays et soulignées dans le Programme. Il s'agissait des domaines ci-après : réalisation de l'autosuffisance alimentaire; coordination de l'aide fournie par les donateurs règlement des conflits politiques; application rapide des réformes; planification en vue des situations d'urgence et prévention de ces situations; mobilisation et allocation des ressources intérieures et extérieures; mise au point de systèmes d'alerte rapide en particulier aux niveaux sous-régional et régional et gestion des institutions du secteur public. La distribution des secours, la commercialisation des produits agricole et l'utilisation de la main-d'oeuvre hautement qualifiée ont révélé de graves lacunes.

13. Les activités de suivi et d'évaluation ont permis aux pays de comprendre les objectifs du Programme ainsi que les obstacles inhérents à son exécution. Elles ont également permis aux organismes des Nations Unies et à la communauté des donateurs de comprendre ce dont les pays auraient besoin pour mener à bien le Programme. En d'autres termes, elles ont fait en sorte que toutes les parties concernées prennent conscience des objectifs de développement énoncés dans le Programme ainsi que des difficultés rencontrées dans son exécution. Cette prise de conscience favorisera les efforts de développement des pays, des organismes des Nations Unies aussi bien que des bailleurs de fonds. Elle leur permettra de réajuster leurs programmes et stratégies et de prendre des mesures correctrices. Une opération d'évaluation analogue est envisagée dans un proche avenir pour les pays membres des MULPOC de Gisenyi et de Yaoundé.

14. En vue de constituer une base pour la promotion de la sécurité alimentaire, le secrétariat a mené une étude sur l'élaboration et l'amélioration de données agricoles dans les pays membres du MULPOC de Niamey. L'étude dont les conclusions ont été mises en évidence dans un rapport soumis à la réunion de cette année du MULPOC, mettait l'accent sur le système d'alerte rapide nécessitant des données viables en ce qui concerne des paramètres tels que l'importance des récoltes, les variations climatiques, l'humidité du sol et la pluviosité. Elle traitait entre autres des problèmes suivants : l'amélioration de la qualité et de la quantité des données; l'efficacité des techniques; la collecte; le stockage, l'extraction, la mise à jour périodique et l'échange des données; l'utilisation continue des sources de données secondaires; le perfectionnement et la rétention de la main-d'oeuvre requise et l'amélioration des infrastructures et des institutions connexes.

15. L'un des préalables fondamentaux de la promotion de la sécurité alimentaire est la mise en place de systèmes d'alerte rapide efficaces non seulement à l'échelle nationale, mais aussi aux niveaux sous-régional et régional. Pourtant, il s'agit là d'un domaine dans lequel les pays n'ont guère progressé. Etant donné que l'étude définit les obstacles à l'existence de systèmes d'alerte rapide efficaces à tous les niveaux et qu'elle formule des recommandations orientées vers l'action, elle est susceptible d'avoir un effet considérable sur la

capacité des pays à promouvoir la sécurité alimentaire. Le secrétariat envisage de mener dans un proche avenir une étude sur les mesures tendant à améliorer les statistiques de base sur les indicateurs socio-économiques de la réforme agraire et du développement rural dans les pays membres des MULPOC de Gisenyi et de Lusaka. Une publication technique sera produite sur cet aspect et soumise aux pays concernés.

16. Dans le domaine de l'aménagement forestier, des services consultatifs sur les techniques de boisement et de reboisement ont été fournis à certains pays de la sous-région du MULPOC de Lusaka. Le principal objet de ces services était d'améliorer les techniques existantes en matière d'expansions, de conservation et d'exploitation des ressources forestières, en tant que moyen de freiner la sécheresse et la désertification. En outre, une mission a été effectuée dans certains pays de la sous-région du MULPOC de Niamey. Son objectif était d'évaluer les méthodes actuelles de conservation, de gestion et d'utilisation des forêts naturelles. L'évaluation portait principalement sur les projets d'investissement et les besoins en bois de chauffage. Un rapport récapitulant les conclusions de la mission a été rédigé et soumis à l'organe directeur du MULPOC de Niamey tandis qu'un autre portant sur l'assistance fournie dans le cadre des services consultatifs a été transmis aux pays du MULPOC de Lusaka. Les problèmes traités dans les deux cas comprenaient la sélection et la plantation d'espèces végétales xérophiles; la prévention des incendies de forêts et la lutte contre ces incendies; la mise au point de sources d'énergie de remplacement; la formation des compétences requises; la gestion efficace des institutions s'occupant de l'aménagement forestier; et la promotion de la coopération inter-Etats dans les domaines connexes, notamment la recherche et la formation forestières.

17. La sécheresse demeure une menace permanente contre la région tout entière. L'objet des deux rapports consistait à aider les pays à prévenir ou atténuer les conséquences néfastes de la sécheresse et de la désertification grâce à des mesures telles que la conservation, la gestion et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, notamment des forêts. Le secrétariat se propose dans l'avenir immédiat d'entreprendre une évaluation des techniques de conservation, de gestion et d'exploitation des forêts naturelles dans la sous-région du MULPOC de Lusaka, évaluation qui fera l'objet d'un rapport à soumettre au Conseil des ministres du MULPOC au début de l'année prochaine.

#### Production, institutions et services agricoles

18. Dans ses efforts soutenus visant à aider les Etats membres à développer la production vivrière et agricole, le secrétariat a produit plusieurs documents dont deux publications techniques sur la possession de terres par les femmes et leurs droits fonciers ainsi que sur les services de soutien aux petits exploitants. Deux rapports sur l'utilisation des ressources alimentaires non classiques et les améliorations d'ordre institutionnel notamment aux services de soutien à l'agriculture axés sur les besoins des femmes et des éleveurs ont été parachevés. Les problèmes traités dans les documents comprenaient le rôle des femmes dans la production agricole, leur part des avantages en tant que productrices, la nature des terres possédées par elles et leurs droits fonciers, la sécurité de leur droit d'occupation de ces terres, le type de services de soutien offerts à elles comme par exemple les facilités de crédit et les services de vulgarisation, le taux d'analphabétisme chez elles ainsi que l'ampleur de la domination par les hommes. Une autre question soulignée dans les documents était la possibilité de combler les déficits vivriers de la région grâce à l'expansion et à l'utilisation des ressources alimentaires non classiques comme les sous-produits forestiers. Les publications soulignaient également la nécessité de restructurer et d'améliorer les institutions appropriées.

19. Le fait que les femmes jouent un rôle de catalyseur dans la production alimentaire et agricole ne fait pas de doute. Bien qu'elles soient dominées par leurs partenaires de sexe masculin, elles ont à leur actif le gros des activités agricoles notamment la commercialisation. De ce point de vue, les publications du secrétariat revêtent une extrême importance dans la mesure où elles influenceront considérablement sur points ci-après : formulation de politiques agricoles; élaboration de plans de développement agricole; promulgation de législation et mise au point de droits et pratiques équitables en matière d'utilisation des sols; modernisation des services de soutien à l'agriculture; réduction au minimum des souffrances humaines découlant de la famine et de la malnutrition; et promotion d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles.

20. A la suite de la consultation interinstitutions convoquée l'année dernière, le secrétariat a organisé une réunion régionale d'experts sur un programme commun de recherche sur une lutte antiacridienne soutenue. L'importance de la coopération inter-Etats pour l'amélioration des résultats du secteur agricole y compris la lutte antiacridienne a été soulignée dans un rapport à soumettre aux organes directeurs du MULPOC de Tanger dans le contexte du Protocole du Traité de la Zone d'échanges préférentiels. Le secrétariat a également élaboré une publication technique sur la promotion de la coopération inter-Etats en matière de production de céréales et de tubercules dans la sous-région du MULPOC de Gisenyi.

21. Les catastrophes naturelles comme les infestations de criquets et les inondations continuent de compromettre sérieusement la réalisation de l'autosuffisance alimentaire dans la région. En outre, les activités partielles menées dans la région au niveau national se sont révélées insuffisantes pour le développement du secteur alimentaire et agricole. Ceci est particulièrement vrai de la lutte contre les invasions d'insectes, du commerce des produits agricoles, de la formation, de l'exploitation des ressources halieutiques, de la lutte contre la sécheresse et la désertification ainsi que de la conservation et de l'utilisation des ressources naturelles telles que les fleuves, les lacs, les terres et les forêts.

22. Le secrétariat envisage dans l'avenir immédiat d'intensifier ses activités dans le domaine de la coopération sous-régionale ou régionale. Une publication technique sur la promotion de la coopération entre les pays du MULPOC de Lusaka en matière de production et de distribution de machines et de matériels agricoles à faible coût sera préparée. On espère que la publication sera achevée vers la fin de l'année afin qu'elle soit distribuée aux pays concernés.

23. Le secrétariat a également joué un rôle actif dans l'harmonisation des politiques nationales en particulier dans le domaine du développement de l'élevage. A cet égard, il a fourni des services consultatifs à l'Organisation du bassin de la Kagera (OBK) pour l'exécution d'un projet sur la lutte contre la trypanosomiase. Le secrétariat a également établi un rapport devant être présenté aux organes directeurs du MULPOC de Lusaka sur la prévention, la réduction et l'élimination des pertes et du gaspillage dans le domaine de l'élevage.

24. Plusieurs autres publications élaborées traitaient de l'identification des contraintes à l'harmonisation des politiques; de la base pour la formulation des politiques; des autorités nationales concernées et de la détermination des domaines pour l'harmonisation des politiques dans le sous-secteur. Des problèmes d'importance comparable ont également été soulignés dans ces publications et étaient notamment la réduction des pertes de bétail; le recyclage et l'utilisation des sous-produits de l'élevage; l'amélioration de la commercialisation des produits de l'élevage; la lutte contre les épizooties; la sélection et l'élevage des espèces animales résistant à la sécheresse; le développement de la production des aliments pour le bétail et la réhabilitation des industries de transformation des produits de l'élevage.

25. Les mesures recommandées par les documents visent à permettre aux pays de la région de développer leur production en matière d'élevage grâce à des stratégies viables pour l'harmonisation des politiques, la réduction des pertes en matière d'élevage et la lutte contre des maladies telles que la trypanosomiase, l'onchocercose et la peste bovine.

#### Institutions, services et moyens de commercialisation des produits agricoles

26. Dans ce domaine, le secrétariat a organisé deux séminaires. Le premier avait un caractère régional et visait à améliorer les méthodes de stockage avec un accent sur les techniques de lutte phytosanitaire. Le second était destiné au seul MULPOC de Gisenyi et visait à améliorer les techniques de traitement, de conservation et de stockage des produits alimentaires, en particulier des racines et des tubercules. Un rapport sur ce dernier a été élaboré et présenté aux organes directeurs du MULPOC de Gisenyi. Les principaux problèmes traités au cours de ces séminaires étaient la conception, la construction et la localisation des installations de stockage; la gestion et le fonctionnement de ces installations; l'application de pesticides; l'évaluation quantitative et qualitative des pertes durant le stockage; l'amélioration des techniques de gestion des stocks; la lutte biologique contre les insectes nuisibles; et la mise au point et la sélection de variétés de cultures résistant aux insectes.

27. La capacité des pays membres de nourrir leurs populations en croissance dépend en grande partie de leur aptitude à accroître leurs disponibilités alimentaires en réduisant les pertes alimentaires grâce à la mise en place d'infrastructures et de services de commercialisation appropriés notamment le traitement et la conservation des produits alimentaires. Les séminaires qui, comme indiqué plus haut visaient à apporter des améliorations pratiques dans ces services et infrastructures ont eu un impact considérable sur les efforts faits par les pays pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Un rapport sur des mesures à appliquer dans un avenir proche pour réduire les pertes alimentaires grâce à la lutte contre les insectes nuisibles sera présenté à la réunion du MULPOC de Lusaka au début de l'année prochaine.

28. Le secrétariat a également établi un rapport sur la contribution des fonds de stabilisation dépendant des offices de commercialisation au développement de l'infrastructure rurale de commercialisation ainsi qu'une publication technique sur la commercialisation du poisson en Afrique du Centre et en Afrique du Nord. Le rapport avait été établi pour être présenté à la Conférence des ministres de la CEA en 1990. Les principaux problèmes traités dans le rapport ont été entre autres les politiques nationales de stabilisation des prix; la gestion et le fonctionnement des offices de commercialisation; le rôle du secteur privé; l'utilisation des fonds de stabilisation par les offices de commercialisation; les types d'incitations financières offertes pour accroître la production agricole; les cultures avantagées par les politiques de stabilisation des prix appliquées par les offices; l'importance des subventions aux produits alimentaires et la nature et la gestion des services de commercialisation y compris le stockage et la transformation.

29. Dans la publication technique ont été abordés des problèmes ayant trait aux techniques et moyens utilisés pour la capture, le traitement et la conservation du poisson; la détermination des prix du poisson; l'existence de moyens de transport adaptés; la demande de poisson de la part des consommateurs; le rôle des flottes étrangères dans la commercialisation du poisson; les investissements dans le développement de l'infrastructure de commercialisation du poisson; l'évaluation et la réduction des pertes de poisson; le recyclage et l'utilisation effective des sous-produits du poisson et les politiques relatives au rôle de la pêche artisanale dans les activités de commercialisation.

30. Tout comme pour les produits de l'élevage et les récoltes, la disponibilité du poisson conditionne la réalisation de l'autosuffisance alimentaire. Ceci est particulièrement vrai des pays maritimes dont les populations ont des habitudes alimentaires fondées principalement sur les produits de la pêche. L'objectif de la publication technique était précisément d'aider les pays à lever les obstacles à l'accroissement de la production de poisson et à participer à leurs efforts en vue de réaliser l'autosuffisance alimentaire. Aussi son impact est-il considéré comme étant extrêmement bénéfique.

#### Développement rural intégré

31. Les activités entreprises par le secrétariat dans le domaine du développement rural intégré ont été principalement axées sur les objectifs de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Elles ont essentiellement consisté à établir un diagnostic des options de principe pour le développement rural qu'à rassembler et à diffuser l'information sur le développement rural intégré.

32. Afin de sensibiliser les Etats membres aux problèmes cruciaux du développement rural intégré, le secrétariat a publié deux numéros du journal "Progrès rural". Au nombre des questions cruciales évoquées dans ces numéros, figurent la nécessité de la participation à la planification et à l'exécution de projets de développement rural au niveau local; l'adoption de mesures pour améliorer les conditions sanitaires; la réduction progressive de l'analphabétisme; le développement de l'infrastructure rurale, notamment les écoles et les hôpitaux; l'accroissement des ressources en eau et l'amélioration du revenu rural. En outre, des articles concernant le développement rural ont été tirés de publications pertinentes telles que le CARPAS et incorporés dans les numéros pour l'information des Etats membres.

33. Actuellement, entre 80 et 90% des populations africaines vivent dans les zones rurales et la plupart dépendent de l'agriculture pour leur survie. Même si la production alimentaire et agricole dans l'Afrique rurale est en grande partie destinée à la subsistance, elle constitue également une source importante de recettes



d'exportation pour la plupart des pays. Il en résulte que la diffusion de l'information sur diverses questions relatives au développement rural intégré grâce à des publications pourrait avoir un impact profond sur la production alimentaire et agricole dans la région. Plusieurs documents portant sur des questions connexes sont en voie de réalisation. Parmi ceux-ci un manuel sur les typologies et les activités des organisations rurales dans l'agriculture et le développement rural dans certains pays africains est en préparation.

#### Exploitation des ressources halieutiques

34. Conscient de l'immense contribution que les ressources halieutiques pourraient apporter à l'autosuffisance alimentaire de la région, le secrétariat a également mené un certain nombre d'activités dans ce domaine. Il a établi un rapport sur la coopération multinationale en matière de pêche côtière, marine dans les voies d'eau intérieures, lequel a été présenté à la Conférence des ministres en 1990. Une publication technique sur la coopération en matière de développement des ressources halieutiques côtières et marines à l'intention des Etats membres insulaires a été réalisée. Le secrétariat a également organisé un séminaire sur les ressources biologiques de la mer à l'intention des pays du MULPOC de Yaoundé.

35. Les problèmes traités dans les documents comprennent certaines des questions soulevées plus haut en ce qui concerne la commercialisation des produits de la pêche. D'autres problèmes examinés notamment en matière de production sont, entre autres, l'évaluation et le développement de la pêche intérieure; l'amélioration des facilités portuaires; et la fourniture aux petits producteurs de moyens tels que des cannes à pêche, des filets et des bateaux de pêche équipés. L'accent a également été mis sur la sélection et la multiplication des espèces de poisson; l'amélioration des services de vulgarisation; l'identification des domaines de coopération multinationale; l'analyse et la coordination des activités des organisations intergouvernementales concernées; la mobilisation des fonds d'investissement pour accroître la production des produits de la pêche; la mise sur pied de co-entreprises dans le domaine de l'exploitation du poisson; l'acquisition de flottilles modernes pour la pêche hauturière; le développement de l'aquaculture; et l'amélioration des moyens et des institutions.

36. Puisque la capacité de la région de satisfaire ses besoins alimentaires dépend également de son aptitude à exploiter ses ressources halieutiques, la plupart des problèmes traités et des mesures proposées dans les documents favorisent donc les efforts de la région visant à accroître ses prises de poisson. En conséquence, on s'attend à ce que les publications aient un impact considérable sur les stratégies de développement alimentaire et agricole de la région. Le secrétariat envisage ainsi de mener des activités similaires dans un avenir proche. Une de ces activités est l'établissement d'une publication technique sur les mesures visant à renforcer la coopération inter-Etats en vue d'optimiser l'exploitation et la gestion des ressources de la pêche marine dans la région.

#### Programme de coopération technique

37. Outre les activités mentionnées plus haut, le secrétariat a fourni des services consultatifs et a participé aux réunions ou conférences appropriées.

38. Des services consultatifs ont été fournis à Djibouti, à la Guinée, au Burundi, au Rwanda, au Zaïre et au Congo dans des domaines tels que la recherche agricole, l'élaboration de stratégies de planification du développement agricole et la création de réseaux de recherche en vue de systèmes d'exploitation agricole régionaux. Des services consultatifs seront fournis aux pays des MULPOC de Lusaka et de Niamey pour l'élaboration de programmes régionaux de recherche permettant de résoudre les problèmes agricoles communs et de mieux utiliser les résultats obtenus par les centres internationaux de recherche agronomique. Des services consultatifs seront également fournis aux pays des MULPOC de Tanger et de Yaoundé sur la coopération sous-régionale en vue de la mise en place d'un réseau régional de sécurité alimentaire. Des services consultatifs ont été fournis aux pays en fonction de leurs besoins exprimés ou supposés en matière de développement du secteur essentiellement dans les domaines où le secrétariat a fait des efforts considérables comme indiqué plus haut. Ils ont ainsi permis de renforcer les mesures prises par les pays dans le cadre des différents sous-programmes. Des questions telles que celles relatives à la recherche agronomique, à la sécurité alimentaire et à la planification du développement étaient et demeurent cruciales. Etant donné que les services consultatifs

fournis ont permis de proposer des mesures pour y faire face, ces services devraient influencer sur le développement agricole des pays.

39. La participation du secrétariat aux réunions, colloques ou conférences a eu un objectif double dans la mesure où ces manifestations ont permis aux Etats membres d'être informés des activités du secrétariat et vice-versa. Il est évident que ce type d'échange de l'information pourrait également avoir un effet positif sur le développement agricole car il permet de sensibiliser davantage aux questions de développement actuelles et d'éliminer ainsi les doubles emplois.

40. Parmi les réunions et conférences figuraient le Symposium du réseau de recherche sur les systèmes de culture en Afrique de l'Ouest portant sur la mise au point de technologies améliorées pour différentes zones agro-écologiques de la sous-région, la Conférence africaine sur les défis de la production agricole et de la sécurité alimentaire en Afrique et l'Atelier BAD/AFAA sur la recherche agronomique et le développement en Afrique.

#### Affaires de la mer

41. Le secrétariat a effectué en mars 1989 une mission d'assistance technique en Ouganda et au Zaïre pour le développement des pêches sur leurs lacs partagés. Cette mission s'inscrivait dans le cadre d'un accord de coopération signé entre les deux pays en raison des particularités de gestion des ressources partagées. Un ensemble de projets ont été présentés et discutés à une Conférence de bailleurs de fonds (CEE, PNUD, DANIDA, BAD, FAC). Cette mission a été suivie d'un séminaire sur la gestion des lacs partagés de la Vallée faillée, organisé conjointement avec la FAO en mai 1990 dans le cadre du MULPOC de Lusaka.

42. Le secrétariat s'est aussi occupé du volet "pêche et aquaculture" d'une mission pluridisciplinaire entreprise par le PNUD en mai-juin 1989 en vue de l'identification de projets de coopération sous-régionale pour l'ensemble des pays du Nil. La mission était chargée de définir les principes et les modalités de coopération et d'identifier pour chaque pays les avantages escomptés par les pays de la gestion commune du développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture dans le Bassin du Nil, ainsi que les activités, plans et programmes de coopération sous-régionale pour le développement du secteur.

43. A la demande de la Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT), la CEA a entrepris en août 1987, en liaison avec le département des pêches de la FAO, une mission d'assistance technique et économique en vue de réhabiliter le programme "pêches" de la CBLT. Afin d'organiser un séminaire sur la planification des pêches, tel que recommandé par la mission, le secrétariat a mené une étude en août 1989, en collaboration avec la FAO, sur la commercialisation et la transformation du poisson dans la sous-région, en prélude au séminaire.

44. Le séminaire sur la planification des pêches dans le Bassin conventionnel du lac Tchad s'est tenu à N'Djaména en janvier 1990, sous l'égide de la CBLT, avec l'assistance du secrétariat de la FAO. Le séminaire a permis une redéfinition totale du programme "pêches" de la CBLT, et la formulation de projets de développement devant être soumis aux bailleurs de fonds.

45. Au cours de la période, le secrétariat a participé à la Conférence *ad hoc* de l'ONU sur le droit de la mer, et en mars 1989, à la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique. A la première, la CEA a présenté un rapport sur le "Programme d'activités CEA et mission de coopération entre la CEA et les autres agences de l'ONU dans le domaine des pêches et de l'aquaculture" et à la seconde un projet relatif à la création de banques de données halieutiques dans la sous-région concernée. La Conférence a en particulier permis de faire le point et d'harmoniser les actions entreprises par différents organismes de l'ONU dans le domaine du droit de la mer et des affaires de la mer.

46. Le secrétariat se prépare à organiser en juillet 1990 à Moscou un séminaire sur le développement des ressources vivantes marines en Afrique. Le séminaire regroupera 21 pays africains et une dizaine de pays non africains concernés par l'exploitation des ressources marines vivantes en Afrique et sera axé sur les problèmes liés à la coexistence parfois conflictuelle des pêches artisanales et des pêches industrielles en Afrique.

47. Le secrétariat, en collaboration étroite avec la FAO, a réalisé en octobre 1989 une étude sur le développement de la coopération multinationale dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture au sein des pays du MULPOC d'Afrique du Nord. L'étude sera présentée à un séminaire régional à la fin de 1990 afin de permettre l'établissement de fiches de projet.

#### Questions et politiques relatives au développement

48. Au titre du sous-programme intitulé "Analyse et projections socio-économiques", les documents ci-après ont été élaborés :

a) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique (E/ECA/CM.15/3/Rev.1). L'étude est un document technique annuel visant à examiner les grandes tendances dans la région africaine, faire l'inventaire des événements socio-économiques et analyser les principales questions touchant aux résultats économiques et au développement de l'Afrique aux niveaux régional, sous-régional et sectoriel ainsi qu'à faire ressortir les préoccupations soulevées au niveau des politiques;

b) Rapport économique sur l'Afrique 1990 (E/ECA/CM.16/3). Ce document, qui est une publication annuelle, fournit une analyse concise et pertinente des principales tendances socio-économiques dans la région africaine et traite des questions clés relatives au développement de l'Afrique, notamment la limitation des ressources et les difficultés matérielles, la dette extérieure, les politiques définies et les préoccupations sociales.

49. Le secrétariat a fourni une assistance technique aux Etats membres pour l'élaboration et l'évaluation de plans afin de les aider à concevoir et améliorer leurs propres mécanismes nationaux pour l'examen et l'évaluation des politiques et programmes de développement et à mettre au point des techniques pour la planification sectorielle. Il a également apporté son concours pour l'élaboration de systèmes de prévision à court terme pour les pays africains afin de leur permettre de suivre les événements à court terme et d'en évaluer les conséquences pratiques.

50. Des études ont été également réalisées en ce qui concerne les progrès accomplis dans l'application des stratégies régionales de développement, notamment du Plan d'action de Lagos (PAL), de l'Acte final de Lagos, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS).

51. Suite à la résolution 43/182 de l'Assemblée générale, le secrétariat a établi le document constituant la contribution de l'Afrique à l'élaboration de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.

52. Dans le but de mettre en oeuvre le CARPAS, des études ont été réalisées en ce qui concerne les taux de change, les subventions à la production et les taux d'intérêt utilisés comme instruments de politique pour opérer l'ajustement accompagné de transformation. En outre, une étude a été faite sur un modèle du Cadre avec un accent sur les modèles de base proposés permettant d'élaborer finalement un modèle macro-économique du CARPAS.

53. Dans le domaine de la coopération et de l'intégration économiques, des études ont été faites sur les méthodologies et approches conceptuelles et pratiques d'harmonisation et de coordination des plans nationaux de développement au niveau sous-régional ainsi que sur la structure des marchés africains et la création d'unions douanières.

54. Au titre du sous-programme intitulé "pays les moins avancés", les trois documents suivants ont été élaborés :

a) L'Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés 1980-1989 et perspectives pour 1990 et 1991 (E/ECA/LDCs.10/EXP.9/2), qui analyse les tendances de la croissance macro-économique et sectorielle ainsi que la performance socio-économique des 28 PMA africains en mettant l'accent sur des secteurs clés comme l'alimentation, l'agriculture et les industries manufacturières. L'étude fait le point sur le problème de la dette des PMA africains comparativement au reste de l'Afrique en développement ainsi que sur les flux de ressources et leur effet sur la croissance au cours des années 80;

b) Exécution du Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des PMA : Examen de la Décennie en Afrique et questions de politiques pour les années 90 (E/ECA/LDCs.10/EXP.9/3), qui évalue les mesures prises par les PMA africains au niveau national, les mesures internationales d'appui concernant le volume des flux d'APD, les modalités d'octroi de l'aide et l'allègement de la dette, et propose un cadre d'intervention à l'examen de la Conférence des ministres des PMA africains dans le cadre des efforts visant à déterminer les activités conformes aux objectifs économiques et sociaux nationaux pour les années 90, en prélude aux négociations à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés prévue en septembre 1990;

c) Evaluation préliminaire de certains aspects des problèmes et politiques de l'emploi dans les PMA africains, qui donne un aperçu de la situation de l'emploi dans les PMA africains, notamment des difficultés qui aggravent le problème du chômage dans les secteurs manufacturier et agricole. Selon ce document, en raison de la croissance démographique rapide et de la capacité d'absorption insuffisante de la main-d'oeuvre dans l'industrie, l'agriculture doit être organisée de façon non seulement à fournir des produits commercialisables mais également de façon que ce secteur offre beaucoup plus d'emplois productifs qu'à l'heure actuelle. Un appel y est lancé en vue d'une suppression totale des barrières d'ordre institutionnel afin que les petites exploitations deviennent un instrument d'accroissement de la production, de création d'emplois et de répartition du revenu. Le fait d'accroître l'investissement, de fournir de nouvelles techniques et de nouveaux services s'est avéré insuffisant pour réduire la pauvreté généralisée, en l'absence d'instruments visant à influencer sur leur répartition finale dans l'économie rurale.

55. Le secrétariat a fourni des services techniques à la neuvième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés et à la dixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés, tenues à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) du 3 au 5 mai et les 14 et 15 mai respectivement, et a établi les rapports les concernant.

56. Un document sur la position africaine a été élaboré pour être présenté à la réunion de haut niveau préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA et pour être examiné par le Comité intergouvernemental d'experts des PMA africains et la Conférence des ministres des PMA africains. Le secrétariat a participé à une deuxième table ronde de suivi sur l'agriculture et le développement rural, tenue à Maseru (Lesotho), les 6 et 7 septembre 1989. Le secrétariat a également pris part à un atelier international sur les pays les moins avancés, organisé par l'Institut pour le développement et la coopération de Vienne les 30 et 31 octobre 1989 en Autriche.

57. Des missions ont été également envoyées à Djibouti et en Ouganda pour aider ces pays à élaborer des documents nationaux qui seront présentés à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, qui se tiendra en septembre 1990.

#### Politiques, institutions et assistance technique pour la coopération économique

58. La promotion et le renforcement de la coopération et de l'intégration économiques sous-régionales constituent la pierre angulaire des activités des MULPOC. Les réunions des comités de suivi des cinq MULPOC ont eu lieu et ont bénéficié d'un appui fonctionnel. Ces réunions ont examiné les progrès réalisés dans l'exécution des programmes de travail. Des réunions consultatives de promoteurs potentiels d'entreprises multinationales ont été également organisées. Celles-ci avaient pour but d'évaluer la possibilité de créer des entreprises multinationales en tenant compte des ressources existantes et des complémentarités sous-régionales.

59. Un certain nombre d'études ont également été réalisées dans les MULPOC sur le rattachement des réseaux nationaux de transport au programme sous-régional des transports, dont l'objectif est d'ouvrir chaque pays de la sous-région afin de faciliter la circulation des personnes, des biens et des services à l'intérieur de chaque sous-région. Par ailleurs, d'autres études ont été faites sur les travailleurs migrants en Afrique australe, la viabilité des projets d'irrigation des vallées du Niger et du fleuve Mano en Afrique de l'Ouest, le transport lacustre dans la sous-région de la CEPGL et sur les échanges frontaliers non comptabilisés dans la sous-région du MULPOC de Yaoundé.

60. La neuvième réunion des chefs de secrétariat des institutions sous-régionales et régionales parrainées par la CEA s'est tenue du 11 au 13 avril 1989. Elle a notamment étudié l'approche collective à adopter pour la mobilisation de ressources financières et sur l'harmonisation des conditions d'emploi.

61. La quatrième réunion commune de la CEA, du PNUD, des organisations intergouvernementales africaines et des institutions spécialisées des Nations Unies a essentiellement examiné les progrès accomplis dans l'exécution des projets d'assistance multinationaux de groupements économiques africains et de mise en valeur de bassins fluviaux et lacustres et en ce qui concerne la création d'une instance consultative d'institutions financières pour la mobilisation de ressources en faveur de projets sous-régionaux et régionaux.

62. Une série de séminaires de haut niveau sur l'intégration économique ont été organisés à Addis-Abeba (Ethiopie), à Dakar (Sénégal) et à Lagos (Nigéria) en vue de réactiver le processus d'intégration économique en Afrique de l'Ouest.

63. Une étude technique a été entreprise sur l'exécution de projets de coopération technique entre pays en développement (CTPD) et de coopération économique entre pays en développement (CEPD). Elle a permis de définir un certain nombre d'obstacles entravant les initiatives interrégionales dans ces deux types de coopération. Elle a également permis de formuler des propositions visant à donner un nouvel élan aux activités de CTPD/CEPD sur la base d'études de promotion concrètes à mener au titre des projets multisectoriels financés par le PNUD et dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

#### Planification, mise en valeur et utilisation des ressources humaines

64. Pendant la période considérée, les activités de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines ont été centrées sur l'enseignement et la formation aux fins du développement et sur la planification et les politiques en matière de main d'oeuvre et d'emploi.

65. Dans le domaine de l'enseignement et de la formation aux fins du développement, un séminaire national portant sur l'enseignement de type non scolaire et sur la vulgarisation, ainsi que sur le personnel, les méthodes, les techniques et les stratégies indispensables pour améliorer les moyens d'enseignement de type non scolaire dans les zones rurales, s'est tenu à l'université d'Ibadan (Nigéria) du 1er au 7 octobre 1989; il a regroupé 156 participants de tous les Etats du Nigéria. Il a permis, d'une part, d'étudier et de cerner les problèmes communs rencontrés par les ministères (éducation, développement communautaire, administration locale) et par les organisations non gouvernementales dans l'élaboration des stratégies requises pour l'éducation de masse au niveau national, en vue de trouver des solutions durables à l'analphabétisme, à l'ignorance, à la pauvreté et aux superstitions, et, d'autre part, de mettre au point une approche africaine au problème général de l'analphabétisme ainsi qu'un plan d'action pour le lancement de l'Année internationale de l'alphabetisation au Nigéria.

66. Quatre publications techniques ont été produites au cours de la période considérée. La première, parue en décembre 1989 et portant sur les tendances et les problèmes de l'enseignement en Afrique, était axée sur l'évolution de l'enseignement, les modifications structurelles et les réformes et sur l'élaboration des programmes scolaires dans 16 pays africains (Kenya, Libéria, Maurice, République-Unie de Tanzanie, Ethiopie, Lesotho, Botswana, Gambie, Ghana, Somalie, Ouganda, Rwanda, Swaziland, Malawi, Zambie et Zimbabwe). Les études relatives à ces pays ont mis en évidence un certain nombre de problèmes communs à résoudre lors de l'application des réformes de l'enseignement et les différentes approches adoptées par les gouvernements pour

résoudre ces problèmes. Une deuxième publication, parue aussi en décembre 1989, avait trait au rôle de l'enseignement de type non scolaire dans le développement et appelait l'attention sur les questions fondamentales liées à l'enseignement de type non scolaire et sur les problèmes de pauvreté rurale ainsi que sur la manière d'utiliser certaines approches de l'enseignement de type non scolaire pour résoudre ces problèmes.

67. La troisième publication technique, datant également de décembre 1989, concernait les stratégies et les méthodes de formation d'instructeurs en gestion. Elle attirait l'attention sur la fonction de la formation dans une organisation, sur la définition des besoins en formation, la formulation des politiques en matière de formation, l'administration de la formation, les principales approches en matière de formation à la gestion ainsi que sur les méthodes, techniques et stratégies couramment utilisées pour la formation du personnel. La dernière publication, parue en avril 1990, avait trait à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des études dans les établissements d'enseignement supérieur en Afrique. Elle traitait essentiellement des problèmes généraux de l'enseignement et de la recherche au niveau de l'enseignement supérieur, des divers aspects du travail des chargés de cours, des compétences requises de ceux-ci et des possibilités de les perfectionner, et, enfin, de méthodes efficaces d'enseignement et de recherche pour des résultats de qualité.

68. Pour ce qui est du renforcement de la coopération régionale dans la mise en valeur des ressources humaines, une mission consultative a été effectuée en octobre-novembre 1989 sur l'élaboration des programmes et sur les aspects opérationnels de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, qui a son siège à Nairobi (Kenya). Les trois membres de cette mission se sont rendus dans six pays (Egypte, Ghana, Nigéria, Sénégal, Zaïre et Zambie) où ils se sont entretenus avec de hauts fonctionnaires responsables de l'enseignement supérieur et technique. Le principal objectif de cette mission était de définir les obstacles communs qui ralentissent le paiement des contributions, limitent le nombre des membres de l'Institut et freinent son développement. Les conclusions de la mission ont été présentées au Conseil d'administration de l'Institut pour suite à donner.

69. S'agissant de l'administration des subventions et des bourses d'étude, une brochure d'information sur la formation a été publiée en décembre 1989, donnant des détails sur la nature et le type de cours de formation qui existaient au cours de la période considérée.

70. Dans le cadre de la planification et des politiques en matière de main-d'oeuvre et d'emploi, deux ateliers sous-régionaux ont été organisés concernant les besoins sur le plan institutionnel pour la planification et la programmation des ressources humaines, l'un pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et l'autre pour l'Afrique de l'Ouest. L'atelier relatif à la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe s'est tenu à Moscou (URSS) du 9 au 19 octobre 1989 et a réuni des hauts fonctionnaires du Botswana, de l'Ethiopie, du Kenya, du Lesotho, de l'Ouganda et de la Zambie et des représentants de l'OIT. L'atelier organisé pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest s'est déroulé à Freetown (Sierra Leone) du 12 au 26 mars 1990; y ont assisté des fonctionnaires du Burkina Faso, du Bénin, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, de la Sierra Leone, du Tchad et du Libéria. Ces deux ateliers ont permis, entre autres, d'arrêter des grands principes et des stratégies en vue de mettre au point des procédures nationales de gestion des ressources humaines portant sur tous les aspects du problème. Les rapports issus de ces ateliers contiennent une analyse de la planification et de la programmation des ressources humaines et précisent la nature des facteurs, notamment institutionnels, qui ont entravé la planification et la programmation de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines dans ces deux sous-régions.

71. Un atelier national sur les stratégies permettant de créer des emplois et d'élever la productivité s'est tenu au Swaziland en décembre 1989. Cet atelier a permis notamment de déterminer les blocages d'ordre socio-économique et institutionnel qui ralentissent la croissance de l'emploi dans le système économique du Swaziland, de proposer des stratégies pour la création d'emplois et l'amélioration de la productivité et aussi de définir les modalités de renforcer l'appui institutionnel pour la planification de l'emploi et le suivi de l'exécution des plans.

72. Deux autres activités ont eu lieu au cours de cette période. La première, un séminaire sur l'enseignement de l'économie du développement dans les universités africaines, s'est tenue à l'Université du Ghana, à Accra,

les 29 et 30 mars 1990. Ce séminaire, auquel ont assisté des chercheurs, des enseignants et des experts venant de plusieurs universités africaines, a fait le point sur l'enseignement de l'économie du développement dans les universités africaines et proposé des moyens d'améliorer cet enseignement grâce à la publication de manuels d'économie plus en rapport avec les réalités africaines. La seconde, à savoir la réunion du Comité ministériel de suivi des Dix de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, s'est tenue à Tripoli (Libye) les 11 et 12 mai 1990. Elle a permis d'examiner la situation, les politiques et les programmes en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines en Afrique.

73. Toujours dans le domaine de la planification et des politiques en matière de main-d'oeuvre et d'emploi, trois publications techniques ont été produites. La première était un rapport établi en vue de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, qui s'est tenue le 11 et 12 mai 1990, et portait sur les besoins en ressources humaines pour le développement de l'agriculture en Afrique. Ce rapport donnait un aperçu de la situation de la main-d'oeuvre dans l'agriculture en Afrique, de la structure et du type de cette main-d'oeuvre, de la répartition de la main-d'oeuvre qualifiée dans ce secteur et faisait une estimation des besoins en main-d'oeuvre qualifiée pour assurer le développement de ce secteur; en outre les questions qui se posent à tous les pays africains dans la formation de la main-d'oeuvre agricole y ont été étudiées.

74. La deuxième publication, parue en décembre 1989, était une monographie sur la mise en valeur des ressources humaines en Afrique et appelait l'attention sur les liens entre les réformes, les ajustements et la mise en valeur des ressources humaines en Afrique. La Zambie y a été citée pour ce qui est des politiques d'ajustement et de stabilisation et de leurs effets sur la mise en valeur des ressources humaines; la situation actuelle de la main-d'oeuvre au Malawi ainsi que les chances de pourvoir aux besoins de ce pays en main-d'oeuvre qualifiée y ont été examinées.

75. La troisième publication technique était un manuel à l'intention des planificateurs de la main-d'oeuvre en Afrique. Ce manuel traitait de façon exhaustive les questions suivantes : ressources humaines et dynamique de la transformation socio-économique et du développement en Afrique, fondement macro-économique de la planification de la main-d'oeuvre, aspects quantitatifs de la planification de la main-d'oeuvre, approches et techniques de la planification de la main-d'oeuvre, planification et programmation de la gestion des ressources humaines; il a examiné en détail quelques grandes questions relatives à la politique générale et aux institutions et finalement le cadre institutionnel requis pour une planification et une programmation globales des ressources humaines.

#### Système panafricain d'information pour le développement (PADIS)

76. Le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) a été créé en vue d'aider les Etats membres à mettre en place un support informatique pour la planification du développement. En Afrique, les chercheurs, les planificateurs et les décideurs n'ont souvent pas un accès direct à l'information dont ils ont besoin pour la planification du développement du fait de la pénurie de personnel qualifié en gestion de l'information, de méthodes de traitement et de diffusion de l'information dépassées et de l'absence de normes pour l'harmonisation de la documentation et de l'information à des fins de développement.

77. Afin d'aider à surmonter ces obstacles, le PADIS a entrepris durant la période considérée, une série d'activités dont la fourniture de services de formation, de services consultatifs et d'autres formes de coopération technique à l'intention des Etats membres de la CEA en matière de gestion et de développement de l'information; il a entrepris l'établissement d'une base de données et d'un réseau d'information; il a fourni des services des usagers, assuré le service des réunions des organes délibérants et d'autres réunions de groupes d'experts, et réalisé des études et des publications qui visaient tous au développement de l'information dans la région. Ci-après le détail de ces différentes activités.

### Activités de formation

78. Durant la période considérée, les activités de formation ont notamment consisté à organiser des stages de formation au niveau national à l'intention du personnel des centres nationaux participant au PADIS; des programmes sous-régionaux de formation aux techniques de documentation informatisée; des stages de formation à la gestion des centres de documentation et d'information et d'autres stages.

79. Dans le but d'améliorer la capacité des centres nationaux (dont le nombre a atteint 33 durant la période considérée) de participer au réseau du PADIS, le PADIS a organisé au niveau national des cours de formation aux méthodologies du PADIS pour certains de ces centres. Le programme de formation a porté sur l'utilisation de programmes informatiques pour la gestion de la base de données bibliographiques ainsi que sur d'autres aspects des outils et des méthodologies du PADIS pour le travail bibliographique. Trois stages nationaux dans le domaine des méthodologies du PADIS ont été organisés durant la période :

- a) pour des participants du Botswana à la Library School de l'Université du Botswana du 20 au 24 juin 1989;
- b) pour des participants de la Zambie, à Lusaka, du 22 juillet au 6 août 1989;
- c) pour des participants du Ghana à Accra, du 17 au 27 avril 1990.

80. Après l'organisation d'une formation initiale aux méthodologies du PADIS, des cours spécialisés ont été élaborés et fournis aux centres nationaux participants, à leur demande. Ces cours ont porté sur la formation concernant la publication de DEVINDEX nationaux, l'utilisation des bases de données du PADIS et des logiciels CDS/ISIS pour la gestion des bases de données bibliographiques. Durant cette période les activités de formation ci-après ont été effectuées :

- a) Formation du personnel au Swaziland à l'utilisation de CDS-ISIS, du 25 au 28 juillet 1989;
- b) Formation à l'intention des centres nationaux du Soudan et de l'Egypte en CDS-ISIS, organisée à Khartoum du 26 mars au 4 avril 1990;
- c) Formation en CDS-ISIS à l'intention des participants du Botswana, organisée à Addis-Abeba, du 24 avril au 5 mai 1989.

81. Le PADIS a également organisé les stages sous-régionaux de formation ci-après aux techniques de gestion informatisée des données aussi bien bibliographiques que numériques :

- a) Pour le personnel de la Communauté économique des pays des Grands Lacs en CDS-ISIS et autres logiciels du 21 août au 3 septembre 1989;
- b) Pour les chefs des centres de documentation et d'information du Système ouest-africain de documentation et d'information (WADIS) à Niamey, du 18 au 22 septembre 1989;
- c) Pour les documentalistes agricoles des Etats membres anglophones du CIRDAFRICA, en collaboration avec CIRDAFRICA, à Nairobi, du 23 au 28 octobre 1989;
- d) Pour les documentalistes agricoles des Etats membres francophones de CIRDAFRICA, en collaboration avec CIRDAFRICA, à Brazzaville, du 6 au 11 novembre 1989;
- e) Pour les documentalistes des Etats membres de l'Organisation du bassin de la Kagera (Burundi, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda) à Kigali, du 14 au 23 mai 1990.



82. Le domaine de la gestion des centres d'information et de documentation est un domaine relativement nouveau en Afrique. La formation fournie par le PADIS aux Etats membres en cette matière a consisté en séminaires nationaux et régionaux ainsi qu'en un voyage d'étude régional hors de la région. Les séminaires spécifiques organisés dans ce domaine sont les suivants :

a) Voyage d'étude en Union soviétique sur la gestion des systèmes et réseaux d'informations scientifiques techniques et socio-économiques, à Moscou et Léninegrad, du 15 au 27 octobre 1989;

b) Séminaire régional sur la gestion des centres et services de documentation nationaux et institutionnels en Afrique, à Nairobi, du 11 au 15 décembre 1989.

83. Durant la période, des bourses de perfectionnement ont été attribuées à des stagiaires de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et le développement et de l'Organisation pour l'aménagement du bassin de la Kagera. En plus des documentalistes et des chefs des établissements de bibliothéconomie et de science de l'information ont obtenu des bourses pour participer à un cours spécial sur le rôle du PADIS dans la normalisation et l'harmonisation des systèmes d'information en Afrique organisé à Addis-Abeba, du 26 mars au 4 avril 1990.

84. A la demande des Etats membres, des centres institutionnels participants y compris des institutions parrainées par la CEA et des organisations non gouvernementales, le PADIS a fourni des services consultatifs en ce qui concerne une large gamme de sujets relatifs à la gestion de l'information pour le développement. Durant la période considérée, notamment des services consultatifs ont été fournis à l'Algérie (en mai 1989); à la Zambie (5-12 juin et 22 juillet-6 août 1989); au Rwanda (juin 1989); au Swaziland (21-30 novembre 1989); au Ghana (20-29 janvier 1990) et à l'Ouganda (13-17 novembre 1989, 1-9 mars et 7-11 mai 1990).

85. Des services d'appui technique ont été fournis :

a) Au Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social de Tripoli (ACARTSOD), pour la mise en place d'une base de données sur le développement social en Afrique du 25 au 30 avril 1989;

b) A l'Environnement Liaison Centre à Nairobi, pour la mise en place d'une base de données sur les femmes et l'environnement en Afrique, du 26 au 29 juin 1989;

c) Au CIPEI, pour l'établissement d'un réseau d'informations spécialisées, PESTNET, du 27 au 29 novembre 1989;

d) A l'Organisation du bassin de la Kagera, pour l'installation de matériel informatique et l'organisation de son service de publication, du 9 janvier au 3 février 1990;

e) A l'African Association of Science Editors pour sa participation, en qualité de centre institutionnel participant au réseau PADIS, pour sa conférence régionale tenue à Ibadan (Nigéria), du 1er au 5 mars 1990;

f) A l'IDEP, pour l'organisation de son service de documentation et la collecte d'informations, du 30 avril au 5 mai 1990.

86. La mise en place de bases de données s'est poursuivie dans plusieurs domaines. PAD-DEV, la base de données bibliographiques du PADIS en matière de documentation socio-économique, scientifique et technique relative au développement de l'Afrique, à laquelle contribuent des centres nationaux participants, s'est enrichie d'environ 10 000 entrées, dont près de 8 600 fiches fournies par les centres nationaux. L'acquisition d'entrées par PADIS-COMP, la série de fichiers complémentaires du PADIS (bases de données acquises auprès d'organismes des Nations Unies et d'autres organismes internationaux), s'est intensifiée. En effet, quatre nouvelles bases de données contenant environ 70 000 références ont été acquises. Il s'agit de : ILCADOC, du Centre international pour l'élevage en Afrique; DUNDIS, la base de données sur les projets de développement

de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions, acquise auprès du Conseil consultatif de coordination des systèmes d'information (ACCIS); SESAME, la base de données de référence sur la recherche agricole et le développement rural, acquise auprès du Ministère français de la recherche et de la technologie; enfin, la base de données du groupe de recherches sur l'énergie du CRDI.

87. La base de données sur les experts africains s'est enrichie d'environ 1 500 entrées au cours de la période considérée. Les données de cette base ont servi à des fins de recherche et à élaborer les éditions actualisées du répertoire des experts africains.

88. Deux nouvelles bases de données ont été créées, l'une sur les projets de recherche en cours dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (RESPRO) et l'autre sur les institutions africaines de développement.

89. Parmi les faits marquants concernant la banque de données statistiques (PADIS-STAT) il y a eu l'extension de la période couverte par la base de données de 21 à 26 années, les possibilités de transfert de la banque de données de l'ordinateur Hewlett Packard et de son système d'exploitation sur des micro-ordinateurs compatibles IBM et l'utilisation des systèmes de gestion de la base de données Dbase, et l'élaboration de directives à l'intention des administrateurs de bases de données et des utilisateurs finals. Des missions pour l'installation et la formation à l'utilisation de la base de données ont été également effectuées dans plusieurs pays de la région comme indiqué plus haut.

90. Le réseau PADIS comprend les centres nationaux, sous-régionaux et institutionnels. Des progrès ont été réalisés au cours de cette période en matière de création et de renforcement de ces centres.

91. Au cours de la période considérée, le nombre de centres nationaux participants est passé de 25 à 33, soit une augmentation de 32% en une seule année. Les pays qui ont adhéré au réseau au cours de cette période sont l'Egypte, le Ghana, la Sierra Leone, le Lesotho, le Kenya, la Jamahiriya arabe libyenne, la Tunisie et le Zimbabwe. Nombre de ces centres ont bénéficié de services consultatifs du PADIS et commencé à fournir des entrées aux bases de données du PADIS.

92. S'agissant de la création de centres sous-régionaux, le Zaïre a signé l'accord de siège en vue de l'établissement du système d'information pour le développement d'Afrique du Centre (CADIS) en février 1990. Le matériel a été installé et le personnel formé au MULPOC de Niamey, qui doit abriter le WADIS. En outre, les responsables de systèmes de documentation de la sous-région ont été formés aux techniques de documentation informatisée et le documentaliste engagé pour exploiter le WADIS a reçu une formation en techniques de documentation informatisée au PADIS. Des activités conjointes ont été entreprises avec le Centre de documentation de la Ligue arabe en vue de promouvoir le système d'information pour le développement d'Afrique du Nord (NADIS).

93. Une base de données sur les réseaux de télécommunication et les systèmes d'information de la région a été conçue à la demande du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information des institutions parrainées par la CEA, comité créé par les chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA à leur réunion de 1986. Un projet d'accord a été élaboré à l'intention des centres institutionnels désireux de participer au réseau PADIS. Environ 43 institutions l'ont signé à ce jour, manifestant ainsi leur intention de participer au réseau PADIS.

94. Le PADIS a continué de fournir des services aux utilisateurs par la publication d'index sur la documentation relative au développement, la production de bulletins SDI, l'établissement de questionnaires sur commande et la fourniture de documents et de microfiches.

95. Le nombre de particuliers et d'institutions abonnés au service de diffusion sélective de l'information (SDI) a augmenté. Il est actuellement de 173 contre 134 au début de la période. Le nombre de demandes de questionnaires sur commande est passé de 43 au cours de la période précédente à 125 pour la présente période. Si les demandes d'informations relatives aux experts, institutions et projets de développement en

Afrique étaient négligeables avant 1989, 89 demandes de ce genre ont été enregistrées en 1989-1990. Près de 950 documents sous forme de copies sur papier et de microfiches ont été fournis à des particuliers et à des institutions au cours de cette période. Les centres nationaux et institutionnels participants ont également reçu des bandes magnétiques et des disquettes contenant des références relatives à la documentation sur le développement fournies par les bases de données bibliographiques, statistiques et d'orientation du PADIS et de PADIS-COMP.

96. Des services d'exploitation en liaison directe ont été installés à l'intention du secrétariat de l'OUA et des bureaux du PNUD et du BIT à Addis-Abeba. On envisage de les étendre à l'université d'Addis-Abeba et au Centre international pour l'élevage en Afrique ainsi qu'à certains centres nationaux, sous-régionaux et institutionnels participants (grâce à une subvention fournie par le Centre de recherche pour le développement international pour un projet relatif à la mise en place d'un réseau informatisé en Afrique), d'ici la mi-1990.

97. Le PADIS a fourni des services fonctionnels au Comité informatique de la sixième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, tenue à Addis-Abeba en janvier 1990 et pour la réunion du Comité de suivi d'experts d'Afrique du Nord, tenue à Tripoli les 14 et 15 mai 1990. Des rapports techniques ont été établis à cet effet et examinés à ces réunions.

98. Le PADIS a organisé une réunion d'experts sur la création d'une banque de données sur la femme et le développement, tenue à Addis-Abeba du 15 au 19 mai 1989. Des documents techniques et d'information ainsi que des rapports ont été élaborés et présentés à cette réunion.

99. Afin de suivre l'évolution en matière d'informations sur le développement dans la région, le PADIS a réalisé des études au cours de cette période, dont les suivantes :

a) Une étude sur l'utilisation des micro-ordinateurs par les centres de documentation et d'information en Afrique (janvier 1990);

b) Une étude sur les besoins et les ressources en matière d'information sur la femme et le développement au Botswana, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Egypte et au Sénégal.

Il est procédé actuellement à une étude des besoins des utilisateurs des informations relatives au développement dans les pays francophones d'Afrique et sur la commercialisation de l'information en Afrique.

100. Au cours de la période considérée, le PADIS a publié quatre numéros de son bulletin d'information trimestriel, en anglais, en français et en arabe. Le Manual for PADIS participating centres a été également publié. Trois bulletins de sensibilisation de DEVINDEX ont été publiés : les numéros 2 et 3 de 1989 et le numéro 1 de 1990. Une disquette expliquant les opérations de PADIS au moyen de l'informatique graphique a été produite et distribuée au réseau PADIS.

101. Les activités de PADIS ont permis une augmentation notable du nombre de personnes formées dans la région aux techniques de pointe de la gestion de l'information ainsi que l'accroissement des institutions participant à un réseau d'échange d'informations sur le développement et une meilleure acceptation des normes et critères d'harmonisation de la documentation et de l'information sur le développement.

102. En juin 1990, PADIS mettra en oeuvre un projet pilote relatif à un réseau informatisé qui visera à expérimenter de nombreuses nouvelles techniques de l'information qui n'ont pas été introduites en Afrique ou l'ont été de manière limitée - CD-ROM, disques optiques effaçables, utilisation de modems, lecteurs et télécopie entre autres - en vue d'améliorer les échanges de l'information concernant le développement.

103. Malgré les progrès accomplis, le PADIS fait face à des problèmes de survie dans un avenir immédiat. Tout son personnel est payé sur des fonds extrabudgétaires qui ne sont disponibles que jusqu'à la fin de 1990. Pour que le PADIS poursuive ses activités en 1991 et au-delà, il faudrait que les donateurs actuels poursuivent leur

assistance financière, que d'autres donateurs soient trouvés ou que des fonds provenant du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies soient recherchés.

### Environnement

104. Au cours de la période considérée, le programme de la CEA relatif à l'environnement a porté essentiellement sur la mise en place de moyens dans le domaine de l'environnement, notamment pour la conservation des ressources et la lutte contre la pollution. Dans ce cadre, les Etats membres ont bénéficié d'une assistance pour la mise en place de mécanismes institutionnels pour la surveillance de la dégradation de l'environnement résultant d'activités de développement.

105. L'accent a été mis sur les trois grands domaines suivants:

- a) Coopération technique pour la mise en place de moyens dans le domaine de l'environnement;
- b) Coordination des activités entreprises par la Commission en matière d'environnement avec celles du PNUE et d'autres organisations internationales s'occupant de problèmes d'environnement en Afrique;
- c) Evaluation et gestion des effets du développement sur l'utilisation des ressources naturelles, notamment la lutte contre la pollution et l'élimination des déchets.

106. Les activités menées au titre de l'élément de programme intitulé Coopération technique pour la mise en place de moyens nationaux dans le domaine de l'environnement ont porté essentiellement sur la lutte contre la sécheresse et la désertification dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

107. Au titre de cet élément de programme une activité importante a été la mobilisation de ressources pour rendre opérationnel le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) situé à Niamey (Niger). Il s'agissait là d'une activité commune de la CEA et de l'OMM entreprise avec la collaboration d'autres organismes concernés des Nations Unies et pour laquelle la communauté des donateurs a manifesté un intérêt considérable. Une réunion de donateurs a été organisée à Genève le 28 septembre 1989 et durant laquelle de nombreux donateurs et organismes bilatéraux ont pris des engagements concrets de fournir un soutien financier et technique.

108. Au titre de l'élément coordination des activités dans le domaine de l'environnement avec le PNUE et d'autres organisations s'occupant des problèmes d'environnement en Afrique, des activités ont été effectuées pour faire en sorte que les préoccupations en matière d'environnement soient prises en compte dans tous les programmes de la Commission. La CEA a, en outre, été associée aux activités visant à assurer une coordination adéquate des activités de tous les organismes du système des Nations Unies en ce qui concerne les questions d'environnement, afin d'éviter le chevauchement des programmes et projets. On peut citer notamment les activités coordonnées par le PNUE, en particulier celles des fonctionnaires désignés pour les questions d'environnement qui assurent une programmation croisée efficace entre les organismes concernés du système des Nations Unies et le PNUE.

109. La dernière réunion s'est tenue à Genève du 25 février au 1er mars 1990. L'un des points importants examinés était la préparation de la Conférence de 1992 des Nations Unies sur l'environnement et le développement prévue au Brésil en juin 1990.

110. Concernant l'évaluation et la gestion des effets du développement sur l'utilisation des ressources naturelles, y compris la lutte contre la pollution et l'élimination des déchets, des études et publications techniques sur les différents aspects de l'évaluation de l'environnement ont été établies et ont été distribuées aux Etats membres soit directement soit par l'intermédiaire du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement et de la Conférence des ministres de la CEA.

111. Etant donné que le déversement par des pays et des institutions commerciales privées des pays développés de déchets dangereux et toxiques en Afrique, est aussi un motif de préoccupation, la CEA a réalisé une étude sur la pollution industrielle dans la région dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et une publication a été élaborée sur ce sujet. La CEA a aussi collaboré avec l'OUA pour élaborer l'avant-projet d'une convention africaine sur le mouvement transfrontières des déchets dangereux et toxiques dans le cadre de la Convention de Bâle sur le mouvement transfrontières des déchets dangereux et toxiques.

112. Au cours de l'exécution de cet élément de programme, le principal problème qu'a rencontré le secrétariat a été la pénurie de données adéquates sur les divers Etats membres en raison du fait que quelques pays seulement répondent aux questionnaires qui leur sont envoyés et que d'autres n'y répondent pas du tout. L'autre problème grave c'est qu'il est difficile même aux missions envoyées dans le pays de rassembler les données appropriées car celles-ci sont éparpillées dans plusieurs ministères et services gouvernementaux. Cela montre à quel point il est nécessaire que les gouvernements désignent des centres de liaison pour ce qui est des questions d'environnement.

#### Etablissements humains

113. Malgré les difficultés budgétaires au cours de cette période, toutes les activités prévues ont été exécutées. Des efforts ont été déployés pour obtenir des ressources extrabudgétaires pour l'exécution du projet relatif au développement des matériaux de construction en Afrique. Conformément aux décisions prises par le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à sa cinquième réunion, et approuvées par la Commission, le Programme relatif aux établissements humains a porté sur deux activités essentielles, à savoir formulation des politiques et le développement des matériaux de construction. Les activités entreprises au cours de la période sont décrites ci-après :

#### Formulation des politiques

114. Les quatre activités suivantes ont été exécutées au cours de cette période :

- a) Publication technique sur les principes applicables à la création, par les gouvernements, de réseaux d'institutions de formation dans les domaines des établissements humains;
- b) Réunion de groupe d'experts sur les méthodologies et techniques de planification des établissements humains en milieu rural;
- c) Publication technique sur les besoins organisationnels du secteur de la construction pour ce qui est de fournir des services de production et d'appui dans les régions rurales;
- d) Collecte de données pour l'élaboration d'une publication technique sur les principes applicables à l'élaboration de politiques et de programmes intégrés au niveau national propres à faciliter l'application de la stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000.

115. Les études publications et techniques mentionnées plus haut contiennent des recommandations tant aux niveaux national que régional sur les applications méthodologiques et les pratiques de gestion visant à réaliser les objectifs fixés par le programme des établissements humains au niveau des Etats membres.

116. La réunion de groupe d'experts a permis entre autres un échange d'expériences entre les participants.

#### Développement des matériaux de construction

117. Deux activités principales ont été effectuées au cours de cette période dans le cadre des efforts déployés par le secrétariat en vue du développement des matériaux de construction en Afrique. Ces activités étaient les suivantes :

- a) Une publication technique sur le programme régional africain relatif à la recherche-développement appliquée dans le domaine des matériaux de construction;
- b) Elaboration de descriptifs de projet en vue d'obtenir des ressources extrabudgétaires pour la mise en place d'unités pilotes de production pour les briques en terre stabilisées, au Sénégal les tuiles en fibro-ciment en Guinée et au Cameroun et des fours à chaud en Ouganda.

### Développement industriel en Afrique

#### Elaboration de politiques, planification et création d'institutions

118. Dans le domaine de la politique et de la planification industrielles, les activités du secrétariat ont entre autres consisté à établir des publications techniques et à préparer tout en en assurant le service, la réunion du Comité intergouvernemental d'experts sur l'industrialisation en Afrique et la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie tenue du 22 au 31 mai 1989, à Harare (Zimbabwe).

119. Parmi les documents examinés par le Comité intergouvernemental d'experts figurent des publications techniques portant sur deux questions importantes actuellement pour l'industrie africaine, à savoir la sous-utilisation de la capacité industrielle installée et les politiques de protection industrielle. La première soulignait que les principaux points faibles des industries en Afrique étaient dans les domaines suivants : planification, études de pré faisabilité et de faisabilité, fourniture de l'équipement et d'autres matériels, main-d'œuvre et gestion. S'agissant de la publication sur les politiques de protection industrielle, elle visait surtout à définir des directives pour la formulation et l'application de mesures visant à protéger les industries africaines naissantes aux niveaux national, sous-régional et régional.

120. Les autres documents étaient entre autres les suivants :

- a) Rapport à la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des mesures visant à promouvoir le Fonds africain de développement industriel (FADI);
- b) Rapport à la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie sur les mesures visant à renforcer le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques;
- c) Rapport sur les programmes et activités industriels entrepris dans les pays africains dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;
- d) Rapport sur la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique en ce qui concerne le développement de l'industrie alimentaire;
- e) Etude des projets et industries de la pâte à papier et du papier en Afrique;
- f) Perspectives pour la rationalisation et le développement des industries de la pâte à papier et du papier en Afrique.

121. Ces documents comptent parmi ceux qui ont constitué la plate-forme de la position commune africaine à la troisième Conférence générale de l'ONUDI, adoptée par la Conférence des ministres africains de l'industrie. Les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI ont établi le huitième rapport intérimaire commun sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Ce rapport comportait deux parties : la première portant sur les mesures prises par les secrétariats en vue de l'exécution du programme de la Décennie et la seconde sur l'incidence de certains projets de la Décennie.

122. Deux numéros du bulletin Focus on Africa Industry ont paru en juillet et décembre 1989 respectivement. Le premier numéro traitait de l'alignement des politiques industrielles sur les stratégies d'industrialisation à long

terme. Le second était axé sur la réorientation des politiques industrielles vers le développement et sur les travaux préparatoires de la proclamation de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. Ces publications faisaient ressortir les problèmes qui se posent actuellement à l'industrialisation ainsi que la nécessité de définir de nouvelles approches du développement industriel de l'Afrique.

123. Dans le cadre de la création d'institutions générales, les activités ont été centrées sur la prestation de services d'appui au Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et sur la préparation et le service des réunions organisées au titre de la coopération industrielle sous-régionale dans le contexte de la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

124. S'agissant des services d'appui fournis au Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, les activités du secrétariat ont porté essentiellement sur la préparation et la conduite de séminaires et de voyages d'étude, des cours de formation dispensés au siège du Centre, à Ibadan (Nigéria) et sur l'achat d'outils à main, de machines et d'équipement pour ses différents ateliers. A cet égard un atelier combiné avec un voyage d'étude et consacré aux industries métallurgiques motrices a été organisé du 8 au 21 octobre 1989 en Hongrie pour des stagiaires du Centre.

#### Développement des industries de base

125. Industries chimiques : Dans le sous-secteur de l'industrie chimique, les engrais, les pesticides et les produits pharmaceutiques ont, comme auparavant, bénéficié d'un rang élevé de priorité au titre du programme de la Décennie. Dans ce domaine, un document intitulé "Rapport sur la réhabilitation et l'optimisation de l'utilisation de l'unité industrielle de production de quinine de séredou a été élaboré en décembre 1989, à la demande du Gouvernement guinéen.

126. Industries mécaniques : Un rapport sous-régional (en quatre volumes) sur les industries mécaniques existant dans les pays de la ZEP a été achevé et diffusé aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales. On a ensuite mis au point et diffusé quatre rapports modèles de préféabilité concernant respectivement les machines agricoles, l'équipement et les tracteurs, les véhicules automobiles de transport routier à coûts modérés et les machines- outils et pièces de rechange. Ces rapports ont été présentés à la neuvième réunion du Comité de coopération industrielle de la ZEP, le 31 octobre 1989 à Lusaka (Zambie). Ces rapports types de préféabilité devraient permettre aux Etats membres de disposer de données et de renseignements techniques et économiques sous des formes utilisables et de décider plus facilement des activités complémentaires, telles que des études de faisabilité ou des études connexes.

127. Compte tenu de la priorité donnée aux intrants agricoles par le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, on a élaboré des publications techniques et organisé des ateliers combinés avec des voyages d'étude pour la sous-région de l'Afrique du Nord. Les publications techniques portaient sur la production de machines et équipements agricoles dans les pays de l'Afrique du Nord et sur l'amélioration de la capacité d'entretien d'équipements agricoles.

128. Ces publications visaient essentiellement à faciliter l'utilisation et la production locale d'intrants essentiellement de ce type, le but étant d'élever de façon sensible la productivité et la production du secteur agricole. La première de ces publications a été examinée lors d'un atelier tenu à Tanger (Maroc) du 1er au 8 décembre 1989 et suivi d'un voyage d'étude, toujours au Maroc, qui a permis de visiter des installations d'adaptation, de conception, de production et d'essai de prototypes ainsi que de fabrication et d'entretien d'outils, d'instruments et de machines agricoles. Les participants, venus des pays d'Afrique du Nord, ont eu l'occasion d'échanger des données d'expérience et de se familiariser avec différentes méthodes de conception, de production et d'entretien.

129. Industries métallurgiques : Dans le sous-secteur des industries métallurgiques, deux publications techniques ont été élaborées. La première portait sur la remise en état des ateliers nationaux, sous-régionaux ou régionaux de production de pièces détachées, qui devrait permettre de mieux exploiter et de remettre en état les ateliers de métallurgie et de constructions mécaniques en vue de la production de pièces détachées dans

les Etats membres. La deuxième publication avait trait à la situation actuelle et aux perspectives de la production d'ouvrages en barres plates en Afrique. Ces deux publications visent à encourager la production d'une gamme d'intrants essentiels pour les industries mécaniques.

130. En outre, un rapport a été établi concernant les problèmes et les perspectives de la coopération intra-africaine dans le domaine de la métallurgie; ce rapport a été présenté au Colloque international sur le thème : problèmes et perspectives de l'industrie minière en Afrique, qui a eu lieu en décembre 1989 à Paris (France).

#### Développement de l'agro-industrie et des industries forestières

131. L'autosuffisance alimentaire reste la grande priorité pour la région, conformément au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Dans le domaine de l'agro-industrie, les activités de promotion de la production et de l'exploitation des farines composées ont continué. On a fait paraître une publication technique intitulée "Promotion de la recherche-développement sur la production et l'utilisation des farines composées en Afrique". Ce document souligne que les pays africains doivent dépasser les farines composées pour aller jusqu'aux produits sans blé et recommande des mesures en vue de cet objectif.

132. La CEA a apporté une contribution de fonds à l'élaboration de l'approche des programmes pour ce qui est de la programmation des réseaux d'agro-industries en Afrique de l'ONUDI. Cette approche peut être utilisée avec de bons résultats en tant qu'outil de programmation pour une insistance technique complète devant avoir une forte incidence sur le développement des agro-industries.

133. Dans le domaine des industries forestières, deux études sur la pâte à papier et le papier établies à partir des conclusions de missions approfondies effectuées dans certains pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, ont été présentées au Comité intergouvernemental d'experts. Les études ont recensé les industries et les projets relatifs à la pâte à papier et au papier en Afrique et examiné les perspectives pour la rationalisation et le développement de l'industrie de la pâte à papier et du papier en Afrique. Elles ont abouti à des propositions pour la revalorisation et/ou l'extension des installations existantes et, dans certains cas, la création de nouvelles installations.

#### Développement de la petite industrie

134. L'accent a continué d'être mis sur le développement et la promotion de la petite industrie. Afin d'aider les entrepreneurs africains engagés dans la petite industrie à améliorer leurs capacités, un ensemble de profils de projets sur la petite industrie à l'intention d'entrepreneurs a été établi et présenté à un séminaire régional organisé à l'intention des entrepreneurs engagés dans la petite agro-industrie et qui s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 11 au 15 décembre 1989. De plus, un rapport intitulé "Développement des capacités entrepreneuriales pour les petites industries en Afrique" a été établi (octobre 1989).

135. Projet Inde/CEA sur la petite industrie : Ce projet financé grâce à un don du Gouvernement indien à la CEA et comprenant un atelier et voyage d'étude a démarré en décembre 1989. Ses objectifs sont les suivants : identifier les projets industriels pouvant être mis sur pied dans le secteur de la petite industrie; élaborer des profils pour les projets identifiés; renforcer les institutions engagées dans la promotion de la petite industrie ou proposer la création d'industries dans ce secteur et préparer des manuels sur les profils industriels et les services de promotion industrielle. La plupart des missions prévues dans certains pays africains ont été effectuées. Les missions ont eu des discussions détaillées avec des entrepreneurs, des responsables gouvernementaux et des organisations chargées de la promotion de la petite industrie. On espère qu'à la fin de ce projet chaque pays concerné sera en mesure d'élaborer un programme à long terme pour le développement de la petite industrie et de l'infrastructure connexe.

136. La neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie conjointement organisée par la CEA et l'ONUDI, en coopération avec le Gouvernement zimbabwéen et l'OUA s'est tenue à Hararé du 29 au 31 mai 1989. Le but principal de la réunion était d'examiner, sur la base du rapport de la réunion précédente



du Comité intergouvernemental plénier d'experts sur l'industrialisation en Afrique, les progrès accomplis pour l'industrialisation des pays africains, avec un accent particulier sur la mise en oeuvre du Programme de la Décennie du développement industriel et sur le rôle de l'industrie dans le redressement et le développement de l'Afrique.

137. Les secrétariats ont tenu une série de réunions de consultation dans le cadre de la préparation de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique tant à Addis-Abeba qu'à Vienne. L'une de ces réunions tenue à Vienne en septembre 1989 a mis au point la contribution qui devrait figurer dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU à l'Assemblée générale en décembre 1989. Les secrétariats ont coordonné leurs efforts en vue d'assister le Groupe africain lors de la troisième session de l'ONUDI à Vienne en novembre 1989 et à l'occasion des négociations concernant une résolution relative à la deuxième Décennie à l'Assemblée générale à New York en décembre 1989. Les principaux résultats des réunions et activités susmentionnées sont examinés ci-après.

138. Le bureau de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie a été convoqué à Vienne le 19 novembre 1989 par le Secrétaire général de l'OUA en vue d'examiner le suivi des résolutions et décisions adoptées à Harare et de préparer la troisième session de la Conférence générale de l'ONUDI. La réunion qui a été présidée par S.E. le Ministre zimbabwéen de l'industrie et de la technologie a également vu la participation des membres du Groupe africain à Vienne. Au cours de cette réunion les trois secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI ont fait le point sur les événements survenus depuis la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie et sur les questions traitées lors des consultations intersecrétariats de la seconde session ordinaire du Conseil économique et social en septembre 1989 sur la préparation du rapport du Secrétaire général relatif aux préparatifs de la deuxième DDIA (1991-2000); cela a facilité les discussions et la prise de décisions à la vingt-cinquième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement et l'adoption de la résolution AHG/Res.180 (XXV) sur la proclamation de la deuxième DDIA ainsi que les discussions et la prise de décisions du Conseil du développement industriel sur la deuxième DDIA.

139. A la troisième session de la Conférence générale de l'ONUDI tenue du 20 au 24 novembre 1989 sur un point relatif à la deuxième DDIA, un projet de résolution élaboré par le Groupe africain a servi de base aux discussions. Ce projet de résolution a été adopté par consensus (Res. GC3/10 du 23 novembre 1989); dans cette résolution le Directeur général est prié de renforcer et de rationaliser, au sein du secrétariat de l'ONUDI, le mécanisme pour la coordination, le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre de la deuxième DDIA en vue de corriger les insuffisances de la Décennie précédente identifiées dans le rapport d'évaluation à moyen terme tout en conservant l'identité spécifique du programme et sa place dans la Division des programmes régionaux.

140. La proclamation de la deuxième DDIA par la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1989 et l'adoption de la résolution 44/237 comportant les incidences en ce qui concerne le budget programme ont été d'une grande signification pour la phase préparatoire de la deuxième DDIA. Sur un total de 1 345 800 dollars affectés à la préparation de la deuxième DDIA, 883 900 dollars et 461 900 dollars seront décaissés respectivement par l'ONUDI et la CEA, permettant ainsi aux secrétariats d'aider les Etats membres dans la phase préparatoire de la deuxième DDIA conformément à la résolution 2 (IX) de mai 1989 de la Conférence des ministres africains de l'industrie.

141. Les secrétariats ont élaboré un projet de cadre pour la préparation des programmes nationaux et sous-régionaux de la deuxième DDIA ainsi que le mandat des experts locaux et internationaux qui aideront les Etats membres et les organisations sous-régionales compétentes à préparer leurs programmes respectifs. Le projet de cadre a été distribué aux Etats membres et aux organisations sous-régionales à qui on a demandé de commencer immédiatement la préparation des programmes. Parmi les autres activités menées figurent la sélection et le recrutement d'experts ainsi que la mise au point de la composition du Groupe de travail des experts gouvernementaux de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

## Commerce international et financement du développement

142. Au cours de la période considérée, le secrétariat a, entre autres, fourni des services fonctionnels pour la dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), les 17 et 18 novembre 1989. La Conférence a pris note d'un important document intitulé "Les Stratégies d'Addis-Abeba pour la relance du commerce et la croissance en Afrique pour les années 90" (E/ECA/TRADE/89/25/Rev.1). Ces stratégies visaient à offrir un cadre pour la mise en oeuvre des mesures relatives au commerce contenues dans le Plan d'action de Lagos en vue de la restructuration et de l'expansion du commerce africain au cours de la prochaine décennie. Le document définit des mesures et des moyens d'intervention novateurs et pratiques intéressant le commerce intérieur, intra-africain et international et dont l'application permettrait d'améliorer les résultats d'ensemble obtenus dans le secteur commercial en Afrique.

143. Etant donné l'importance du commerce dans le développement, la Conférence a décidé de reporter l'adoption du document afin qu'il fasse l'objet de consultations et de débats supplémentaires au niveau national. Les stratégies seront présentées à la réunion extraordinaire des ministres africains du commerce qui se tiendra très prochainement.

### Commerce intérieur

144. Suite aux principes directeurs et recommandations énoncés dans le Plan d'action de Lagos, une publication technique a été élaborée sur les biens de consommation et les circuits de commercialisation en vue de la promotion de la production et du commerce intérieurs dans les pays africains (E/ECA/TRADE/89/30). Cette publication visait à aider les Etats membres, notamment les hauts fonctionnaires des ministères du commerce, à cerner les problèmes et adopter des mesures propres à améliorer les circuits de commercialisation des biens de consommation, et à renforcer le rôle du commerce intérieur dans le processus de développement de leurs pays. Une étude intitulée "Modèles alternatifs des structures et des mécanismes du commerce intérieur en Afrique en vue de la création de réseaux de distribution et de marchés financiers plus rationnels" (E/ECA/TRADE/89/14) a été présentée à la Conférence des ministres africains du commerce. Cette étude, qui fait ressortir les moyens d'intervention permettant d'améliorer la structure du commerce intérieur des Etats membres, analyse les principaux problèmes rencontrés par la région africaine en matière de promotion du commerce intérieur et recommande des mesures à prendre par la Conférence pour les résoudre.

145. La question de la participation des femmes au commerce intérieur intéresse particulièrement l'Afrique en raison du rôle prépondérant qu'elles jouent dans ce domaine particulier. Dans ces circonstances, et étant donné le poids économique et social des femmes en tant qu'élément de la population africaine économiquement active, un rapport intitulé "Mécanismes d'intégration de la femme africaine dans le secteur commercial et des services y relatifs" (E/ECA/TRADE/89/20) a été présenté à la Conférence susmentionnée. Le rapport faisait une évaluation critique de la participation des femmes et des activités particulières entreprises par celles-ci dans le secteur commercial. On s'est efforcé également dans le rapport de définir les mesures nécessaires pour promouvoir leur activité et renforcer leur rôle dans la société.

146. D'une manière générale, le sous-programme a permis aux Etats membres de prendre davantage conscience de la nécessité d'intégrer le commerce intérieur dans la politique générale de développement et de promouvoir et rationaliser le commerce intérieur comme un moyen de poursuivre le développement économique et de maintenir un équilibre approprié entre les zones rurale et urbaine.

### Commerce intra-africain

147. Le secrétariat a entrepris des activités dans le but d'aider les Etats membres à formuler, adopter et appliquer des politiques et mesures visant à promouvoir et à développer le commerce intra-africain. Parmi celles-ci, la publication d'un manuel sur la normalisation de la documentation et des procédures relatives au commerce intra-africain (E/ECA/TRADE/89/38). L'étude menée à cet effet visait à aider les Etats membres à simplifier et harmoniser leurs documentation et procédures commerciales en adoptant une classification tarifaire uniforme, globale et systématique, adopter un système type d'évaluation des marchandises, réduire au minimum

le nombre d'institutions nécessaires pour traiter les documents commerciaux, harmoniser les informations devant figurer dans les documents commerciaux et établir des documents commerciaux types en vue de formalités douanières relatives à l'exportation, à la réexportation et à l'importation des marchandises.

148. Un rapport sur le "Commerce intra-africain : situation, problèmes et perspectives - Une analyse générale" (E/ECA/TRADE/89/15), a été présenté à la Conférence des ministres africains du commerce. Ce rapport a fait ressortir les principales caractéristiques du commerce intra-africain dans le but d'aider à déterminer les principales raisons pour lesquelles le commerce n'a pu, jusque là bénéficier des effets des mesures déjà adoptées par les pays africains pour favoriser son expansion.

149. Le secrétariat a également établi un recueil des législations, règles, réglementations et pratiques commerciales à partir des expériences de certains groupements économiques sous-régionaux des pays africains anglophones. Un recueil similaire concernant certains groupements des pays africains francophones est en voie d'élaboration.

150. La collecte et la diffusion des informations requises par les milieux d'affaires africains et les Etats membres ont figuré parmi les autres activités importantes du secrétariat. A cet égard, quatre numéros de "Flash on Trade Opportunities for Traders and Businessmen" (No. 46, 47, 48 et 49) et un volume (vol. 14, septembre 1989) du Bulletin du commerce africain ainsi qu'un "Répertoire commercial africain 1989" (E/ECA/FACC/3) ont été produits et distribués aux organismes de promotion commerciale, aux chambres de commerce et aux hommes d'affaires. Ces revues ont continué d'aider les Etats membres à combler le manque manifeste d'informations commerciales qui a entravé la promotion du commerce entre les pays africains.

151. Dans le cadre du suivi du premier Colloque régional sur les organismes africains de commerce d'Etat organisé par le secrétariat à Addis-Abeba en mars 1987, un rapport sur les "Structures et la gestion des organismes africains de commerce d'Etat" (E/ECA/TRADE/89/18) a été présenté à la réunion technique des experts de la dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), du 13 au 16 novembre 1989. Le rapport contenait une analyse générale des caractéristiques structurelles et fonctionnelles des organismes africains de commerce d'Etat faite à partir de conclusions de consultants et d'enquêtes sur le terrain menées dans le cadre du projet RAF 88/012/A.01/51 du PNUD relatif à la formation spécialisée du personnel des organismes de commerce d'Etat en vue du développement et de la gestion de ces organismes dans les pays d'Afrique au Sud du Sahara.

152. Le deuxième Colloque régional sur les organismes africains de commerce d'Etat s'est tenu à Port Louis (Maurice) en octobre 1989. Organisé conjointement par la CEA et l'Association internationale des organismes de commerce d'Etat (ASTRO) en collaboration avec la société mauricienne de commerce d'Etat, le colloque a porté sur : a) les effets du processus de restructuration et de réforme sur les organismes africains de commerce d'Etat et la solution de rechange adaptée à la situation africaine; b) un plan de mise en valeur des ressources humaines en vue du perfectionnement des cadres commerciaux des organismes de commerce d'Etat dans une situation de commerce de plus en plus compétitif; c) l'examen de moyens d'intervention et de mesures opérationnelles pour la coopération entre organismes de commerce d'Etat.

#### Commerce avec les pays non africains

153. Les activités du secrétariat ont porté sur la recherche de moyens efficaces permettant d'aider les Etats membres à promouvoir un accroissement stable de leurs recettes d'exportation grâce à une diversification des marchés d'exportation et de la composition de la production. A cette fin, les activités ont essentiellement visé à promouvoir l'assistance technique fournie aux Etats membres dans la poursuite de politiques visant à arrêter ou renverser la tendance à la baisse des recettes d'exportation grâce notamment à la restructuration et à la diversification de leur commerce extérieur, à une participation plus efficace aux négociations internationales afin d'éliminer les barrières protectionnistes tant tarifaires que non tarifaires et grâce au renforcement des politiques tendant à une expansion du commerce avec d'autres régions en développement dans le cadre de la CEPD.

154. Un document a été établi sur les "Mécanismes propres à faciliter les échanges entre les pays africains et la Chine" (E/ECA/TRADE/89/7). Ce document présente les avantages que les pays africains pourraient tirer des échanges avec la République populaire de Chine, en particulier pour ce qui est des produits agricoles dont la Chine a besoin comme matières premières pour combler le déficit de sa production intérieure, en échange de divers biens de consommation provenant d'industries manufacturières légères que la Chine offre relativement à meilleur marché que ceux que l'Afrique obtient d'autres sources.

155. Lors de la Conférence des ministres africains du commerce, plusieurs rapports ont également été examinés, notamment le rapport sur "Les tendances du commerce entre l'Afrique et d'autres régions en développement" (E/ECA/TRADE/89/9), "La mise en pratique du système global de préférences commerciales entre les pays en développement" (E/ECA/TRADE/89/12), le "Rapport sur la situation des relations commerciales entre l'Afrique et la Chine" (E/ECA/TRADE/89/24). D'autres publications ont été également présentées à la Conférence. Il s'agit du "Rapport intérimaire sur le programme intégré pour les produits de base" (E/ECA/TRADE/89/17), des "Etudes sur les récents développements des relations commerciales internationales" (E/ECA/TRADE/89/16), des "Mécanismes pour la diversification du commerce des produits de base y compris les mesures de politique générale en vue de la transformation et de l'industrialisation en Afrique" (E/ECA/TRADE/89/10) et du "Rapport d'évaluation de la mise en pratique du système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)" (E/ECA/TRADE/89/21).

156. Conformément à la résolution de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce, le secrétariat a aidé les Etats membres à se préparer pour les négociations relatives à la quatrième Convention ACP-CEE de Lomé. Il a continué à fournir au Groupe africain une assistance technique pour les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay en cours dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). A cet effet, la CEA a participé à plusieurs séminaires organisés, au titre d'un projet du PNUD, dans plusieurs pays africains : République-Unie de Tanzanie (25-27 octobre 1989); Zimbabwe (30-31 octobre 1989); Ethiopie (2-4 novembre 1989); Burundi (16 mars 1990). Par ailleurs, le secrétariat a pris une part active à la troisième réunion du Groupe d'experts sur les problèmes des produits de base africains.

#### Politiques financières et monétaires internationales

157. Ce sous-programme a été axé sur la recherche de modalités permettant d'améliorer les flux financiers internationaux, de les adapter aux besoins des pays africains et de favoriser une réforme du système monétaire international sur une base équitable facilitant un développement auto-entretenu. Le secrétariat a fait paraître des publications techniques contenant des propositions visant à permettre aux pays africains de tirer le meilleur parti des relations financières et monétaires et il a fourni une assistance technique à cet effet. Dans ce cadre, trois documents ont été élaborés : un manuel sur l'application des théories générales et l'utilisation des bases de données concernant la dette extérieure des pays africains, à l'intention des hauts fonctionnaires des ministères des finances et du plan et des banques centrales (E/ECA/TRADE/89/37); "Les incidences de l'évolution récente des principales relations monétaires et financières internationales sur les économies africaines" (E/ECA/TRADE/89/32); "Mécanismes et structures possibles pour une coopération monétaire et financière entre les pays en développement" (E/ECA/TRADE/89/31).

158. En application des décisions prises à la première réunion du Comité ministériel élargi élargi de Libreville pour la création du fonds monétaire africain, tenue à Addis-Abeba les 11 et 12 avril 1989, une réunion spéciale d'experts a été organisée à Addis-Abeba du 27 novembre au 1er décembre 1989; elle a permis de faire le point sur l'étude de faisabilité actualisée concernant le fonds monétaire africain proposé (E/ECA/TRADE/89/23) et de formuler des propositions concrètes pour permettre au secrétariat conjoint BAD/OUA/CAEM/CEA d'élaborer le texte final de l'étude révisée et de soumettre son rapport au Sous-comité technique spécial du Comité ministériel élargi de Libreville.

159. Le rapport et les recommandations du Groupe spécial d'experts sur le fonds monétaire africain et sur la dette extérieure de l'Afrique (E/ECA/TRADE/89/33) ont été examinés de façon exhaustive par le secrétariat conjoint CEA/BAD/OUA au cours d'une réunion tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 22 au 26 janvier 1990.

160. L'étude révisée, intitulée "Etude de faisabilité pour la création du fonds monétaire africain (une mise à jour)" a été produite sous sa version finale et envoyée au Président du Sous-comité technique spécial du Comité ministériel élargi de Libreville pour lui permettre d'organiser une réunion du sous-comité spécial.

161. La charge de plus en plus écrasante du service de la dette, entre autres problèmes, a continué d'entraver l'exécution de programmes d'ajustement structurel dans de nombreux pays africains. C'est pourquoi la gestion de la dette a été considérée comme l'un des éléments vitaux du processus de transformation. Une réunion commune de l'OUA, de la CEA et de la BAD a également été organisée à Abidjan (Côte d'Ivoire) au cours de la même période pour permettre d'arrêter les modalités de l'application des décisions prises au Séminaire international sur la position commune de l'Afrique au sujet de la crise de la dette extérieure de l'Afrique, qui a eu lieu au Caire (Egypte) du 28 au 30 août 1989.

#### Sociétés transnationales en Afrique

162. Au cours de la période considérée, le Groupe mixte CEA/Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales s'est consacré essentiellement, comme auparavant, à l'étude de l'incidence des activités des sociétés transnationales sur le développement social et économique dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, en mettant l'accent sur des questions cruciales telles que le rôle des investissements étrangers directs dans le financement du développement africain et celui des rouages institutionnels dans la promotion des investissements étrangers directs.

163. Le Groupe mixte a réalisé une étude technique portant sur le rôle des sociétés transnationales dans le développement de l'informatique en Afrique, en ayant pour objectif de favoriser dans les pays africains la prise de conscience et la compréhension des implications des activités des sociétés transnationales pour certains domaines du développement technologique tels que l'informatique. Cette étude contient des recommandations relatives aux options et possibilités d'action visant à aider les pays africains à prendre les mesures appropriées pour traiter avec les sociétés transnationales dans ce domaine particulier. En outre, le Groupe mixte a mené une étude sur la coopération régionale ayant pour thème les accords relatifs aux investissements étrangers directs au sein de certains groupements économiques sous-régionaux de la CEA, par exemple l'UDEAC et la CEPGL. Dans cette publication sont analysées les stratégies et grandes options en Afrique ayant trait aux négociations avec les sociétés transnationales qui interviennent dans les zones d'action des groupements d'intégration économique.

164. Un rapport sur l'intervention des sociétés transnationales dans le commerce africain, en ce qui concerne en particulier les produits primaires destinés à l'exportation, a été établi et présenté à la dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce. Ce rapport visait à proposer des stratégies et des options permettant de renforcer le secteur du commerce africain, compte tenu en particulier de la récente évolution et des tendances naissantes en ce qui concerne le rôle des sociétés transnationales dans le commerce africain.

165. L'édition de 1989 de Transnational Focus (No.6) a été publiée en vue d'informer les Etats membres des récents travaux de recherche concernant les sociétés transnationales. Une fois de plus, l'accent a été mis sur les données et les renseignements touchant les investissements étrangers directs, l'objet étant la publication en juin 1990 par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, d'un répertoire complet de ces sociétés.

166. Le Groupe mixte a participé à deux ateliers régionaux organisés par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, à savoir : Journée d'études régionales sur les déchets toxiques et dangereux et séminaire régional sur l'élaboration d'un programme relatif aux sociétés transnationales à l'intention des universités africaines.

167. Des missions ont été aussi effectuées dans certains pays membres pour étudier des questions liées à la mise en place de réseaux nationaux d'information sur les sociétés transnationales, évaluer le rôle de ces sociétés dans le financement du développement et leurs autres activités dans des domaines particuliers tels que les

accords régionaux et, enfin, pour rassembler des données et des renseignements sur les investissements étrangers directs, les sociétés étrangères affiliées aux sociétés transnationales et le cadre juridique régissant ces dernières.

### Ressources naturelles

#### Ressources minérales

168. Durant la période considérée, le secrétariat a continué de fournir une assistance technique et administrative aux Etats membres, au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre (CAMRDC) et au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC) situés à Brazzaville (Congo) et à Dodoma (République-Unie de Tanzanie) respectivement.

169. Le secrétariat a poursuivi l'étude sur l'exploitation du trona au Tchad, qui avait été commencée en 1988 à la demande du Gouvernement de ce pays. Des visites sur les lieux d'extraction ont été effectuées et des discussions ont été tenues avec tous ceux qui étaient concernés par cette activité, à savoir les producteurs artisanaux, les acheteurs et les représentants des pouvoirs publics. Des mesures visant à améliorer la production artisanale ont été proposées; un descriptif de projet devant être soumis aux donateurs potentiels a été établi et une étude sur la possibilité de créer une unité industrielle de production, de traitement et de conditionnement a été élaborée.

170. En réponse à une demande du Conseil d'administration du CAMRDC, le secrétariat a procédé à une évaluation du Centre. Le rapport de l'équipe d'évaluation qui examine pourquoi le Centre n'a pas été en mesure de réaliser ses objectifs et propose des mesures pour améliorer la situation de l'institution a été distribué aux Etats membres et sera le principal document de base dont sera saisi le Conseil d'administration lors de sa prochaine réunion prévue en juin 1990.

171. Concernant l'ESAMRDC, le secrétariat a été amené à présenter des avis en ce qui concerne la création d'infrastructures comprenant un laboratoire de traitement des minéraux, un laboratoire technique pour l'étude des roches et des sols, un laboratoire des minéraux industriels ainsi qu'une bibliothèque et un service de documentation.

172. Conformément à son objectif de mieux faire connaître les potentialités du continent en ressources minérales, le secrétariat a continué une étude sur le cuivre et la bauxite/l'alumine/l'aluminium. Il s'agit d'une étude commencée en 1985 et qui porte sur les tendances du développement des industries de ces produits en Afrique au cours de la décennie écoulée. Cette fois, le secrétariat a axé ses efforts sur le traitement et la commercialisation du cuivre, de la bauxite, de l'alumine et de l'aluminium ainsi que des produits du cuivre et de l'aluminium.

173. Le secrétariat a également réalisé une étude sur l'évaluation de la production de minerai de fer et ses perspectives d'avenir en Afrique de l'Ouest, dans le cadre d'une étude globale qui couvrira l'ensemble de la région et dont les conclusions seront examinées par la quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, prévue en 1991.

#### Ressources en eau

174. Dans le domaine des ressources en eau, le secrétariat a fourni au Lesotho des services consultatifs sur les incidences de son "Highlands Water Project" qui prévoit le transfert d'importantes quantités d'eau à travers ses frontières et des programmes de développement multisectoriel tels que l'hydro-électricité et le développement rural intégré. Le secrétariat a participé à la réunion de suivi de la sixième Table ronde (27 février - 1er mars 1989) au cours de laquelle l'état d'avancement du projet susmentionné a été examiné et une assistance financière et technique sollicitée auprès des institutions de financement, de donateurs bilatéraux et d'organismes des Nations Unies. Il a également participé à la deuxième réunion du Comité sur les bassins

fluviaux et bassins lacustres (CORLAB) qui s'est tenue à Harare (Zimbabwe) les 27 et 28 avril 1989 et au cours de laquelle un examen des activités du CORLAB a été effectué et des recommandations pour des actions futures ont été présentées. Le secrétariat a participé à la réunion organisée par le Comité interafricain d'études hydrauliques (CIEH) à l'intention de ses 14 pays membres sur la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. La réunion s'est tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 19 au 25 février 1990. Les participants ont examiné les progrès accomplis et dégagé les perspectives de l'exécution future des activités dans le secteur grâce à une nouvelle orientation des politiques et des stratégies. A cette fin, des recommandations ont été formulées à l'intention des gouvernements et des organisations internationales.

175. Conjointement avec le PNUD, le secrétariat a fourni une assistance aux pays riverains du Nil pour une coopération plus poussée pour la mise en valeur des ressources du bassin fluvial. Une mission d'enquête s'est rendue dans huit pays, à l'exception de l'Ethiopie, en mai-juin 1989. Des projets ont été identifiés et un projet de rapport sur la mission d'enquête relative à l'aménagement intégré du bassin du Nil a été établi. On s'attend à ce que la mission d'enquête se rende en Ethiopie et retourne en République-Unie de Tanzanie afin de rassembler des données supplémentaires. A l'issue de ces visites un projet de rapport révisé devrait être établi et permette de définir de nouvelles actions.

176. Le secrétariat a également participé à la consultation régionale africaine sur les succès et les échecs des Etats membres africains ainsi que de leurs plans et stratégies pour les années 90 pour ce qui est des activités nationales, sous-régionales et régionales menées au titre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Cette consultation régionale a été organisée par le PNUD, la BIRD et la Banque africaine de développement et s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 7 au 11 mai 1990. L'un de ses principaux objectifs était d'élaborer un programme sectoriel régional, avant la consultation sectorielle mondiale prévue à New Delhi (Inde) en septembre 1990.

177. Afin d'aider les Etats membres à promouvoir les activités d'aménagement intégré des bassins fluviaux, un rapport de synthèse sur toutes les activités de mise en valeur intégrée a été présenté à la onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier et à la seizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA. Le document fait le point sur les progrès accomplis dans ce domaine et contient des recommandations pour de meilleurs résultats à l'avenir.

178. En application de la recommandation de la Réunion régionale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine, tenue en juin 1986, la CEA a entrepris de publier, chaque année, un bulletin d'information afin que les techniciens, ingénieurs, planificateurs et administrateurs travaillant dans le domaine des ressources en eau, soient tenus informés des nouvelles techniques, des innovations et des stratégies mises en oeuvre dans le secteur. Deux numéros de ce bulletin ont été publiés.

179. Eu égard au fait que les pays africains n'ont pas atteint tous les objectifs fixés dans la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, le secrétariat a identifié des domaines où une étude des politiques et des stratégies pourrait entraîner de meilleurs taux d'exécution dans les années 90. A cet égard, un document sur les aspects économiques de l'approvisionnement en eau des zones rurales a été établi. Il fait le point sur la situation actuelle en ce qui concerne l'alimentation en eau et l'assainissement et fait ressortir l'inadaptation des liens entre, d'une part la planification macro-économique et, d'autre part, la planification sectorielle des ressources en eau et la planification des projets au niveau micro-économique. Il traite également des questions suivantes: participation du public, fonctionnement et entretien, récupération des coûts, revenus ruraux, subventions, investissement national, apports de ressources extérieures et impact des programmes d'ajustement structurel sur les résultats du secteur et des stratégies y sont également proposées.

#### Cartographie et télédétection

180. Les activités du secrétariat durant la période couverte par le rapport ont continué d'être axées sur le développement des applications de la cartographie et de la télédétection en Afrique en tant qu'élément essentiel

pour la mise en valeur des ressources naturelles, la surveillance de l'environnement et la mise en place de systèmes d'alerte avancée.

181. Le secrétariat a fourni un appui technique et des services consultatifs au Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection de Nairobi (Kenya), au Centre régional de formation aux techniques des levés aériens et à l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection. Il a fourni des services de gestion pour la mise en oeuvre des décisions de leurs organes directeurs respectifs; cela s'est traduit par leur croissance soutenue durant la période considérée et la reconnaissance de l'utilité des services qu'ils ont rendus aux Etats membres.

182. A l'occasion de la septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) en septembre 1989, le secrétariat a, entre autres documents de travail et rapports, présenté une étude sur l'état de la cartographie topographique en Afrique. La Conférence a notamment recommandé que l'accent soit mis sur les programmes de coopération régionale, ce qui permettrait de mettre en place une base solide de données géographiques et permettrait de traiter les problèmes relatifs à la normalisation des spécifications géodésiques et cartographiques ainsi que des noms géographiques en Afrique.

183. Le secrétariat a participé à la réunion interinstitutions des Nations Unies et a apporté sa contribution au rapport du Secrétaire général sur la coordination des activités dans l'espace au sein du système des Nations Unies. La réunion a vivement engagé les autres institutions des Nations Unies à aider le secrétariat de la CEA à renforcer son programme de télédétection.

184. Comme programmé, les feuilles des tableaux d'assemblage révisées de l'un des 12 blocs de l'inventaire cartographique pour l'Atlas de l'Afrique ont été publiées. Une liste des nouvelles acquisitions de cartes et de graphiques du Centre de documentation et de référence cartographiques au cours de 1989 a également été publiée. Le Centre a également beaucoup contribué à l'élaboration des éléments pour l'exposition de cartes et graphiques organisée lors de la célébration du dixième anniversaire du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement à Abuja (Nigéria) en novembre 1989.

185. Dans le cadre des activités de la Commission, le Groupe de la cartographie et de la télédétection a établi des cartes et des graphiques destinées à figurer dans les études, rapports et autres publications du secrétariat et à l'information du public.

#### Energie et développement

186. Les activités menées dans le cadre du programme relatif à l'énergie et au développement visaient à aider les Etats membres africains à mettre en valeur leurs ressources énergétiques et à intégrer les politiques énergétiques dans les politiques de développement socio-économique globales et de croissance économique.

187. En ce qui concerne la prospection, l'évaluation et la mise en valeur des ressources énergétiques en Afrique, des rapports et des publications techniques ont été établis et présentés soit aux organisations intergouvernementales concernées soit distribués directement aux Etats membres. C'est ainsi que deux rapports sur l'étude des possibilités d'interconnexion des réseaux électriques des Etats membres de la CEPGL ont été présentés au Conseil des ministres du MULPOC de Gisenyi en 1989 et au Comité de suivi du Conseil des ministres du MULPOC de Gisenyi en mars 1990. Dans ces rapports on a souligné la nécessité d'instaurer une coopération entre les Etats membres de la CEPGL pour ce qui est de l'interconnexion des lignes de transmission de l'énergie électrique à travers les frontières nationales et pour la mise en place de réseaux électriques. Etant donné que les puissances de crête diffèrent d'un pays à l'autre de la communauté, une telle interconnexion permettrait à la fois d'économiser sur les coûts et régulariserait la puissance électrique disponible. Dans ce rapport, les Etats membres sont encouragés à éviter l'erreur consistant à ne dépendre que de leur propre centrale d'énergie électrique.



188. Une publication technique portant sur la prospection, l'exploitation, la distribution et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables dans certains pays côtiers et insulaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ainsi que dans les pays de la CEPGL a été élaborée en 1989. Cette étude fait le point sur les réalisations de certains Etats membres africains (Djibouti, Ethiopie, Kenya, Seychelles, Somalie, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Burundi et Zaïre) durant les huit années pendant lesquelles les gouvernements ont mené une action concertée pour faire appliquer le programme d'action de Nairobi. Elle vise aussi à établir pourquoi les perspectives concernant les technologies relatives aux sources d'énergie renouvelables dans les pays africains demeurent prometteuses en dépit du peu de progrès accompli jusque-là. Comme suivi de cette étude, un document sur la contribution des sources d'énergie nouvelles et renouvelables au développement rural intégré en Afrique a été élaboré et présenté à la cinquième session du Comité intergouvernemental sur la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui s'est tenue au Siège de l'ONU du 26 mars au 4 avril 1990.

189. De nombreux pays africains ressentent toujours le besoin d'intégrer les politiques et la planification énergétiques dans la planification socio-économique globale. Pour aider à résoudre ce problème, une mission a été effectuée en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe à la demande de ces Etats membres. La mission avait pour objet de présenter des avis sur la formulation de politiques énergétiques intégrées et de les incorporer dans les politiques de développement global et de croissance économique. Les rapports de ces missions, contenant les recommandations du secrétariat de la CEA ont été présentés aux Etats membres concernés.

190. Un rapport sur les possibilités de fabrication locale de matériel électrique, d'éléments et de composants de ce matériel pouvant être utilisés pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables a été établi en 1989 et présenté en mars 1990 au Comité de suivi du Conseil des ministres du MULPOC de Gisenyi. Dans le rapport sont identifiés le type et la nature des éléments et composantes qui pourraient être fabriqués dans les installations actuelles au Burundi, au Rwanda et au Zaïre lesquels produisent déjà des câbles, des isolateurs, des accumulateurs et des ampoules électriques. Les meilleures possibilités de fabrication locale se trouvent au Zaïre, où des réfrigérateurs solaires sont assemblés et où existent des usines pour la fabrication d'ampoules électriques et d'accumulateurs.

191. Une publication sur les ressources énergétiques en Afrique a été élaborée en 1989 et distribuée aux Etats membres. La publication fait le point sur la situation en ce qui concerne les sources classiques d'énergie et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables avec un accent sur les ressources en charbon et le développement de l'énergie hydroélectrique. La situation en ce qui concerne la planification et la politique en matière énergétique, la gestion de l'énergie ainsi que la production et la consommation énergétique au cours de la période 1984-1987 dans les pays africains sont également examinées dans cette publication.

192. La réunion des plénipotentiaires sur l'établissement de la Commission africaine de l'énergie nucléaire s'est tenue à Addis-Abeba du 22 au 25 mai 1989. Ont assisté à cette réunion des représentants de 19 Etats membres africains et certains observateurs. Cette réunion qui était organisée pour suivre l'application de la résolution 572 (XXI) de la Conférence des ministres de la CEA a recommandé la création d'un comité consultatif technique pour le développement de la science et de la technologie nucléaires en Afrique. Ce comité fera office de coordonnateur du développement de la science et de la technologie nucléaires.

193. En coopération avec l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), le secrétariat a organisé du 16 au 20 octobre 1989 à Addis-Abeba un séminaire sur les femmes et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Ont assisté au séminaire 18 participants de 13 pays africains ainsi que 22 observateurs représentants d'institutions et d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. Le séminaire a permis de déterminer les domaines où les femmes peuvent apporter une contribution importante au développement des sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique et d'établir un lien entre les gouvernements et les organismes de financement afin d'améliorer la vie des femmes africaines, en particulier dans les régions rurales.

194. S'agissant de la mise en place d'institutions, le secrétariat a continué à fournir un appui aux Etats membres pour la création du Centre régional africain d'énergie solaire au Burundi. Le secrétariat a assuré le

service des réunions du Conseil exécutif et du Conseil d'administration de ce centre en juin et en décembre 1989 respectivement. La réunion a approuvé le programme de travail du Centre pour la période biennale 1990-1991 et il a été demandé à ce que les efforts soient intensifiés en vue d'amener les Etats membres à verser leurs contributions.

### Population

195. Pendant la période considérée, les activités du secrétariat en matière de population ont, comme lors des années précédentes, été axées sur trois sous-programmes : a) politiques en matière de population et planification du développement; b) analyse démographique dans le cadre du développement économique et social; c) formation et recherche au niveau régional.

196. Le secrétariat a continué d'accorder une attention spéciale à l'aide à fournir aux Etats membres pour les activités ayant trait à la démographie, sous forme de services consultatifs à l'échelle régionale. Cette assistance a comporté notamment les activités suivantes: a) l'évaluation et l'analyse des résultats de recensement ou d'enquête, présentation en tableaux, plans d'évaluation et d'analyse et élaboration de questionnaires de recensement. Les pays ayant bénéficié de ce type d'assistance ont été le Bénin, le Cameroun, le Congo, le Ghana, le Libéria, le Malawi, la Mauritanie, Maurice, le Niger, le Swaziland et le Zimbabwe; b) la définition de projets relatifs i) à la population et au développement au Gabon et ii) à une enquête démographique intercensitaire à Djibouti. En outre, une aide complémentaire a été fournie au Gabon pour le lancement du projet relatif à la population et au développement; c) des activités de formation dont : i) un cours de niveau moyen à la Commission nationale de la population pour des ressortissants nigériens; ii) une formation pour le personnel local et un encadrement pour l'analyse de résultats du recensement au Swaziland; iii) un cours sur les méthodes utilisées en matière de démographie à l'Université d'Addis-Abeba et l'encadrement pour une thèse de maîtrise; iv) des cours sur la fécondité dans le cadre de l'atelier de formation de niveau moyen organisé au Lesotho; v) préparation d'un cours sur la population et le développement à l'Université du Malawi; vi) des conférences données au Regional Institute for Population Studies (RIPS) au Ghana, ayant pour thème la qualité des sources de données et leur caractère adéquat pour l'analyse et l'utilisation en Afrique; vii) prestation d'une assistance au Zimbabwe pour la mise au point finale d'un manuel sur l'évaluation et l'analyse de données démographiques.

197. Les conseillers régionaux ont aussi participé à d'autres activités : travaux préparatoires de l'atelier sous-régional de formation à l'utilisation de micro-ordinateurs pour l'analyse de données; élaboration et publication d'un manuel sur l'évaluation et l'analyse de données démographiques, à partir des résultats d'un atelier organisé par la CEA et le RIPS; participation à une session de réflexion en groupe du FNUAP sur la population et le développement.

198. La prestation de services consultatifs a donné lieu à certains problèmes dont des difficultés de communication et des retards entre le secrétariat et les Etats membres. N'ayant qu'un seul conseiller pour couvrir les pays francophones, le secrétariat a de plus en plus de mal à répondre de façon satisfaisante à toutes les demandes venant des Etats membres. Lors de sa sixième session tenue en janvier 1990, la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains a recommandé au FNUAP d'envisager d'accroître son appui aux services consultatifs de la Division de la population de la CEA.

199. Le secrétariat a réalisé et présenté les rapports suivants à la sixième Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains : i) évaluation des données par âge et sexe des récents recensements en Afrique (E/ECA/PSD.6/20); ii) évaluation des expériences des Etats membres de la CEA dans la mise en oeuvre des recommandations du Programme d'action de Kilimandjaro (E/ECA/PSD.6/21); iii) rôle respectif, quant à la fécondité, des programmes de santé maternelle et infantile et de la planification de la famille, des déterminants immédiats et des facteurs socio-économiques (E/ECA/PSD.6/22); iv) innovations méthodologiques et techniques dans les domaines de la collecte, du traitement et de l'analyse des données démographiques (E/ECA/PSD.6/TP8); v) rapport biennal sur les activités du Réseau d'information en matière de population pour l'Afrique (POPIN-Africa) (E/ECA/PSD.6/TP9). Les participants à la Conférence commune se sont déclarés satisfaits des documents présentés pour les travaux. Ils ont aussi indiqué les domaines qu'il fallait approfondir.

200. D'autres études ont été réalisées et diffusées auprès des Etats membres dans le cadre du programme de travail. Il s'agit des suivantes : i) étude de l'incidence des programmes de santé maternelle et infantile et de planification de la famille sur la fécondité, la mortalité infantile et juvénile et la santé maternelle (ECA/POP/TP/89/2(1.3)). Cette étude a confirmé que les programmes de santé maternelle et infantile et de planification de la famille peuvent contribuer à réduire la mortalité infantile et juvénile ainsi que la mortalité maternelle dans la mesure où ils sont rigoureux. Les réactions des utilisateurs finals reçues des Etats membres au sujet de cette étude montre qu'elle a été utile et qu'elle est venue en temps opportun; ii) étude de l'incidence des variables de nuptialité sur la fécondité dans certains pays africains (ECA/POP/TP/89/6/2.1(ii)b). Cette étude, qui couvrait la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Lesotho et le Sénégal, a montré que le mariage précoce et généralisé, les taux élevés de remariage et l'usage limité de contraceptifs comptent parmi les variables qui contribuent à élever les taux de fécondité. Pour réduire les niveaux de fécondité, l'étude recommande notamment d'élever l'âge du mariage, de relever le niveau d'instruction des femmes et d'améliorer leur condition, d'encourager l'utilisation de méthodes modernes de contraception ainsi que de certaines méthodes traditionnelles de régulation de la fécondité ayant fait leurs preuves. La réaction des utilisateurs finals montre que l'étude a été bien accueillie. La seule critique a trait à la mauvaise qualité d'impression des tables statistiques; iii) étude comparative de la mortalité infantile et juvénile et de ses relations avec la fécondité, les facteurs culturels et le développement socio-économique dans certains pays africains (E/ECA/POP/TP/89/4/2.4). Les conclusions de cette étude qui couvrait l'Egypte, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, le Soudan et la Tunisie ont fait ressortir le rôle important joué par le niveau d'instruction des femmes, l'espacement des naissances et l'âge des femmes sur la fécondité comme sur la mortalité. Les mesures suivantes y sont préconisées : a) donner aux femmes une instruction suffisante; b) encourager un espacement des naissances de deux ans ou plus; c) inciter les femmes à ne plus avoir d'enfants au-delà de 35 ans; d) améliorer les programmes de développement. Ces mesures sont considérées comme indispensables pour réduire la fécondité ainsi que la mortalité infantile et juvénile; e) étude des caractéristiques, des causes et des conséquences de l'urbanisation en Afrique (ECA/POP/TP/89/1/2.5(ii)). Cette étude fait ressortir l'urbanisation encore faible mais en croissance rapide, le développement de villes dominantes avec les conséquences négatives de ce phénomène sur le développement national dans son ensemble. Un appel y est lancé aux pays pour qu'ils appliquent des politiques urbaines bien conçues, envisageant la question sous tous ses angles, et coordonnées avec les programmes de développement régional et rural; f) étude des estimations et projections relatives aux tendances démographiques en Afrique (ECA/POP/TP/89/3/2.5(iii)). Cette étude souligne qu'en matière démographique, l'Afrique garde comme principale caractéristique des taux de croissance démographique élevés avec les conséquences que cela entraîne pour le développement socio-économique, en particulier un accroissement de la main-d'oeuvre difficile à absorber; g) étude de la situation actuelle et des perspectives en ce qui concerne les politiques démographiques dans les Etats membres de la CEA (E/ECA/SER.A/8) publiée dans African Population Studies Series No. 10. Dans cette étude sont rassemblées les données relatives aux politiques démographiques extraites des rapports de suivi des Nations Unies publiés jusqu'ici, notamment la sixième enquête des Nations Unies sur la population. Les conceptions fondant les politiques démographiques et l'évolution de ces conceptions sont maintenant mieux connues que l'application des politiques elles-mêmes. Les réactions des utilisateurs finals témoignent de l'utilité de cette étude.

201. Le Réseau d'information en matière de population pour l'Afrique (POPIN-Africa) a entrepris les activités suivantes : a) convocation d'une réunion du groupe de travail sur la diffusion de l'information concernant la population (DIP). Ce groupe se compose d'experts et de spécialistes des organes d'information, d'éducateurs, d'experts en communication pour les questions de population, de spécialistes de l'information et de la documentation sur la population et d'experts en matière de population. Le groupe de travail a élaboré des stratégies visant à trouver des solutions plus adéquates aux questions relatives à l'information sur la population, à l'éducation et à la communication dans la région africaine; b) organisation d'une réunion du groupe de travail technique de POPIN-Africa, au cours de laquelle ont été examinées entre autres, les stratégies pour la mise en place de centres nationaux d'information sur la population (CNIP) au sein du réseau POPIN-Africa; c) établissement de contacts avec un certain nombre de pays pour étudier avec eux la création des CNIP. A cet effet, POPIN-Africain a aidé un certain nombre d'Etats membres à élaborer des descriptifs de projet pour la création de centres nationaux participants; d) informatisation de la base de données de POPIN-Africa et e) diffusion de l'information et de documents concernant la population.

202. Le secrétariat a participé à un certain nombre de réunions sur la population dont les suivantes : colloque sur l'impact des programmes de planification familiale en Afrique subsaharienne : questions d'actualité et perspectives futures, tenu à Accra; séminaire sur le rôle de la planification familiale en tant que déterminant de la fécondité, tenu à Tunis; vingt et unième session de la population du Conseil économique et social à New York; forum international sur la population organisé par le FNUAP à Amsterdam; séminaire/atelier de l'Unesco et du FNUAP à l'intention de journalistes et de communicateurs africains sur les méthodes de sensibilisation, tenu au Cameroun; réunion de groupe d'experts sur les politiques en matière de migration internationale et sur la condition des femmes migrantes, tenue en Italie et séminaire national sur la maternité sans risques, tenu en Ethiopie.

203. Le secrétariat a continué à fournir un soutien administratif au Regional Institute for Population Studies (RIPS), au Ghana, à l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) au Cameroun et au Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (CERPOD) de l'Institut du Sahel au Mali. Le secrétariat a aidé à assurer le service des réunions des conseils d'administration de l'IFORD et du RIPS lesquelles ont eu lieu en mars 1990 et a assisté à la réunion entre le Comité de gestion du CERPOD et les donateurs.

#### Administration et finances publiques

204. Au cours de la période considérée, le secrétariat a aidé les Etats membres à améliorer la gestion de leur administration et de leurs finances publiques.

205. Dans le domaine de l'administration publique et de la gestion, le secrétariat a, à titre d'organe consultatif, collaboré avec les gouvernements des Etats membres pour organiser et mettre au point une série de cours et de programmes de formation.

206. En mai 1989, le secrétariat a collaboré avec le Ministère de l'administration locale de la Gambie pour réorganiser les structures de l'administration locale; il a également apporté son assistance pour la conception d'un mécanisme pour la planification du développement local et l'exécution des plans et pour élaboration d'un programme ayant pour objet d'améliorer les ressources humaines au sein des conseils.

207. En juin 1989, le secrétariat a collaboré avec l'Institut d'administration publique et de gestion du Zimbabwe pour organiser à Harare un atelier portant sur les compétences essentielles pour la gestion de la politique générale. Trente-cinq participants et spécialistes en provenance des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ont assisté à cet atelier.

208. En septembre 1989, le secrétariat a procédé à une évaluation des activités en matière de formation du Service centralisé des administrations locales au Botswana. Il a présenté des avis pour la formulation d'une stratégie de formation globale, notamment la définition d'objectifs précis en matière d'information et d'autres mesures visant à accroître l'efficacité des conseils locaux dans le pays.

209. Du 30 octobre au 8 novembre 1989, le secrétariat a, en collaboration avec l'Ecole nationale d'administration (ENA) de Lomé (Togo), organisé un stage de formation nationale sur le rôle de l'administration locale dans le redressement économique et le développement à l'intention de 35 participants parmi lesquels des fonctionnaires togolais de l'administration locale.

210. Du 13 au 22 novembre 1989, avec la collaboration de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM) de Ouagadougou (Burkina Faso), un cours de formation national sur le rôle de l'administration locale dans le redressement économique et le développement a été organisé à Ouagadougou à l'intention des fonctionnaires burkinabé de l'administration locale. Trente participants ont assisté à ce cours de formation.

211. En novembre 1989, en collaboration avec l'Institut national d'administration publique de Zambie, le secrétariat a organisé, à l'intention de cadres supérieurs des conseils locaux, un stage de formation sur le rôle de l'administration locale dans la planification et l'exécution des plans.

212. Au cours de 1990, le secrétariat a organisé un séminaire sur le développement à l'intention des officiers supérieurs de la police nigériane (en février); en collaboration avec l'Ecole d'administration publique du Libéria, il a organisé un séminaire national axé essentiellement sur le Programme de redressement économique du Libéria (en mars); il a collaboré avec l'Institut gambien pour le développement de la gestion à l'organisation d'un séminaire sur le développement à l'intention des officiers supérieurs de la police gambienne ainsi que d'un stage de formation à l'intention de hauts fonctionnaires de l'administration locale, le séminaire et le stage se sont tenus en avril.

213. Afin de fournir aux Etats membres des directives appropriées pour une meilleure gestion de leur fonction publique, les publications techniques sur les sujets ci-après ont été élaborées :

a) Les problèmes des systèmes d'administration publique et de gestion en Afrique et mesures en vue de les améliorer (ECA/PHSD/PAM.5(1.1(i)(b)));

b) Les capacités des institutions régionales et sous-régionales d'administration publique et de gestion en Afrique à répondre aux besoins urgents en matière de formation, de recherche et de consultance dans le processus de développement (ECA/PHSD/PAM/89/6(1.1(i)(a))).

214. Dans le domaine de l'établissement de systèmes budgétaires et fiscaux, la publication technique suivante a été achevée au cours de la période considérée : amélioration des mesures et procédures en matière d'administration fiscale en vue d'améliorer la collecte des recettes fiscales (ECA/PHSD/BUD/89(2.2(i)(9))).

215. Du 7 au 18 août 1989, un séminaire national de formation a été organisé à l'intention des comptables du Gouvernement zambien, en collaboration avec l'Institut national d'administration publique de Lusaka. Le stage de formation portait sur le contrôle financier et la budgétisation au niveau gouvernemental et 13 comptables venant de divers ministères et départements du Gouvernement zambien y ont assisté.

216. Le secrétariat a, en coopération avec la Commission de l'enseignement supérieur du Gouvernement de l'Union soviétique, organisé à Moscou du 28 août au 9 septembre 1989 un séminaire sous-régional sur la façon d'améliorer les dépenses.

217. Du 16 au 27 novembre 1989, à la demande du service des impôts du Gouvernement zimbabwéen, un cours de formation national sur la réforme des politiques, des systèmes et de l'administration en matière de fiscalité, a été organisé à l'intention des administrateurs des impôts du Gouvernement zimbabwéen.

218. Un séminaire régional sur l'amélioration des politiques, des systèmes et de l'administration en matière de fiscalité a été organisé du 26 au 29 mars 1990 à Addis-Abeba (Ethiopie). Trente et un participants ont assisté au séminaire.

219. Du 16 au 29 avril 1990, un cours de formation national sur la gestion des finances publiques, a été organisé à Maseru (Lesotho) à l'intention de 25 fonctionnaires du Lesotho s'occupant de la gestion financière, en collaboration avec l'Institut d'administration publique du Lesotho.

### Science et technique

220. Au cours de la période considérée, le programme relatif à la science et à la technique a continué de mettre l'accent sur trois grands domaines à savoir, le renforcement des politiques et des institutions en matière de science et de technique, la formation du personnel scientifique et technique et la promotion de la coopération entre Etats membres dans le domaine des activités scientifiques et techniques.

221. La mise en place, dans les Etats membres, de l'infrastructure institutionnelle appropriée pour la science et la technique est un domaine auquel le secrétariat porte une attention considérable. A la demande du Gouvernement marocain, le secrétariat a effectué du 1er au 10 mai une mission consultative au Centre national pour la coordination et la planification de la recherche scientifique et de la technique et à ses organes affiliés.

Elle a présenté des avis en ce qui concerne la création d'une société nationale de recherche - développement qui assurerait la commercialisation des résultats des travaux de recherche effectués par les instituts nationaux de recherche, ce qui permettrait à ces travaux de contribuer au développement socio-économique du pays.

222. Le secrétariat a également effectué des missions de consultation au Centre régional africain de technologie (CRAT) à Dakar (Sénégal), du 27 septembre au 11 octobre 1989 et du 15 au 23 novembre 1989 pour aider à la planification technique de ses activités visant à promouvoir l'innovation technique en Afrique ainsi, qu'au suivi et à l'exécution du projet du PNUD RAF/87/068 et à l'élaboration de programmes par les organes délibérants. Une activité analogue concernant le suivi de projets a eu lieu du 26 au 31 octobre 1989 aux centres de démonstration en cours de mise en place au Ghana et au Kenya. Le secrétariat a aussi participé, du 29 novembre au 1er décembre 1989, à une réunion de révision tripartite concernant le projet du PNUD RAF/87/065 et à une réunion du Comité directeur conjoint des projets du PNUD RAF/87/067 et 068, tenue à Ibadan (Nigéria) les 30 et 31 janvier 1990.

223. S'agissant des services offerts aux organes subsidiaires de la Commission, le secrétariat a participé, en collaboration avec l'OUA, à l'organisation de la deuxième réunion du Groupe de travail pour l'Afrique de l'Est du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique, qui s'est réuni à Addis-Abeba du 19 au 21 avril 1989. Un appui analogue a été fourni à la deuxième réunion du Groupe de travail pour l'Afrique australe qui s'est tenue à Lusaka les 11 et 12 octobre 1989. Les participants à chacune de ces réunions ont examiné et approuvé trois projets scientifiques et techniques devant être exécutés dans leur sous-région respective. Le secrétariat a entrepris de rechercher des fonds pour les exécuter.

224. Dans le même domaine, le secrétariat a organisé, en en assurant le service, la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique, tenue à Addis-Abeba du 6 au 9 novembre 1989. Cette réunion a examiné les activités des groupes de travail du Comité depuis sa cinquième réunion, ainsi que l'application du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement au cours de ses dix années d'existence; elle a formulé des recommandations concernant la relance des efforts visant à concrétiser les objectifs du Programme, lesquels restaient d'actualité au cours des années 90.

225. Pour ce qui est des aspects sectoriels de la politique scientifique et technologique, le secrétariat a entrepris deux études, l'une sur la vulgarisation et l'application des technologies existantes et appropriées permettant d'augmenter la production alimentaire en Afrique, l'autre consacrée à un examen du droit des brevets en Afrique. Ces deux études ont été examinées par l'IGCESTD à sa sixième réunion. Le secrétariat a mené à bien une étude, financée par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), consacrée aux institutions chargées de la politique scientifique et technique au Kenya, en République-Unie de Tanzanie, au Ghana, au Nigéria et en Guinée, et la reproduction du rapport de synthèse fondée sur ces cinq études par pays est en cours. Par ailleurs, le secrétariat a convoqué à Addis-Abeba, les 24 et 25 avril 1990, une réunion de planification à l'intention de chercheurs de plusieurs pays africains, qui consacreront des études aux organes directeurs en matière de science et de technique dans leurs pays respectifs. La réunion a élaboré des directives en vue de la collecte et de l'analyse des données et informations obtenues à cette occasion. Cette activité est financée par la Fondation Carnegie de New York.

226. S'agissant de la formation de personnel dans le domaine de la science et de la technique, le secrétariat a mené à bien la publication d'une étude technique sur les moyens dont disposent le Ghana, l'Ethiopie et la République-Unie de Tanzanie pour former des ingénieurs. Cette étude définit les besoins matériels de quelques institutions qui pourraient être développées pour jouer le rôle d'institutions régionales de formation pratique d'ingénieurs mécaniciens, électriciens, en génie civil et chimie.

227. Le secrétariat a fourni un appui à l'occasion d'un atelier de formation organisé par le CRAT, l'ONUDI et l'Institut fédéral de recherche industrielle Oshodi (FIIRO) du Nigéria du 24 au 28 juillet 1989 et consacré au développement des capacités de traitement des informations scientifiques et technologiques; il a aussi présenté un document sur la création d'un système africain d'information scientifique et technique.

228. En collaboration avec la Fondation allemande pour le développement international, le secrétariat a organisé à Addis-Abeba, du 28 au 30 mars 1990, un atelier de formation sur les conditions culturelles et le rôle de la femme dans l'application et le développement de la science et de la technique en Afrique. Les participants ont examiné les facteurs culturels liés à la diffusion et à la vulgarisation de la science et de la technique, en s'attachant en particulier au rôle des femmes. Ils ont également recommandé un certain nombre d'activités à suivre aux niveaux régional et national pour développer le thème de l'atelier et promouvoir les pratiques culturelles susceptibles d'intérioriser davantage la science et la technique.

229. Le secrétariat a participé aux travaux du Comité intergouvernemental sur la science et la technique pour le développement, qui s'est réuni à New York du 29 août au 1er septembre 1989. L'examen de fin de décennie de l'application du Programme d'action de Vienne était à l'ordre du jour. Le secrétariat a aussi participé au deuxième congrès de l'Union panafricaine pour la science et la technique (UPST), qui s'est tenu à Accra (Ghana) du 29 janvier au 1er février 1990. Le Congrès a approuvé un programme de travail minimum à l'organisation duquel le secrétariat a apporté une importante contribution. L'UPST devrait encourager les diverses unions nationales, sous-régionales et régionales à participer davantage au développement socio-économique de la région.

230. Le secrétariat a élaboré une publication technique sur la production à grande échelle de matériel scientifique scolaire contenant des directives relatives à des coentreprises; cette publication a été communiquée aux organismes éducatifs s'occupant de la fourniture de matériel pédagogique dans les différents pays.

231. Le secrétariat a participé à Nairobi, du 21 au 24 novembre 1989, à des consultations sur la gestion de la science pour le développement en Afrique, organisées par l'Académie africaine des sciences conjointement avec le Centre international de physiologie et d'écologie des insectes (ICIPE). Réunissant des décideurs, des administrateurs, des chercheurs, des représentants de banques de développement, des industriels et des entrepreneurs, ces consultations ont porté sur les aspects et mécanismes de la promotion et du maintien des processus de gestion de la science et de la technique, et ont concerné le projet de forum présidentiel prévu pour septembre 1990.

#### Développement social

232. Dans le domaine de la politique, de la planification et de la recherche sociales, le secrétariat, en préparation de la réunion de la cinquième Conférence des ministres africains des affaires sociales, a établi deux documents de travail relatifs respectivement aux activités de développement social menées au cours de la période allant d'avril 1985 à septembre 1989 et à une synthèse des tendances sociales et des grands problèmes de développement social en Afrique. Le document relatif aux activités de la CEA dans le domaine du développement social portait sur les quatre questions suivantes : politiques, planification et recherche sociales; développement rural intégré; les femmes et les jeunes; et le bien être social. Y étaient soulignées les grandes préoccupations dans ce domaine et les priorités de la CEA dans son action en matière de développement social. Le second document consistait en une synthèse des caractéristiques des années 80 dans le cadre socio-économique. Il indiquait comment les acquis des années 60 et 70 avaient été partiellement perdus au cours des années 80 du fait de la récession économique, des catastrophes naturelles, des troubles civils et politiques ainsi que des déséquilibres structurels aggravés par les programmes d'ajustement structurels orthodoxes. Cette situation touchait surtout les femmes et les enfants, les jeunes, les pauvres, les handicapés, les réfugiés et les personnes déplacées. Le document lance un appel pour que l'on s'attache sincèrement aux dimensions et aux aspects sociaux du développement, ainsi que le recommande le CARPAS.

233. Le secrétariat a assuré, en collaboration avec le secrétariat de l'OUA, le service de la cinquième Conférence des ministres africains des affaires sociales et celle de son Groupe intergouvernemental d'experts. Ces deux réunions se sont tenues à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 23 au 28 octobre 1989. La Conférence a adopté 12 résolutions qui ont été soumises à la Conférence des ministres de la CEA tenue à Tripoli en mai 1990.

234. Dans le cadre de la préparation de la sixième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales, le secrétariat a établi un document sur les implications des conditions, les tendances et les problèmes sociaux, en particulier dans les zones rurales de certains pays africains touchés par la sécheresse, la désertification et l'afflux de réfugiés. Le document examine d'abord la question de la protection de l'environnement sous ses aspects politiques et sociaux ainsi que le degré de prise de conscience générale. Ensuite il y est procédé à une brève évaluation de la situation en ce qui concerne la sécheresse, la désertification et les réfugiés et leurs causes principales sont analysées. Enfin, les mesures prises par les Etats africains pour faire face à la situation sont examinées et certaines recommandations sont présentées.

235. Le secrétariat a également élaboré une publication technique sur les directives et les stratégies pour accroître la participation populaire, en particulier celle des femmes et des jeunes en milieu rural dans le développement en Afrique. La publication examine la participation populaire sous ses diverses formes concernant les populations précoloniales indigènes d'Afrique. Le nouvel intérêt suscité par le concept et la pratique de la participation populaire aujourd'hui est analysé eu égard notamment aux projets d'amélioration faisant appel à la communauté, aux coopératives et aux organisations politiques. La participation des jeunes et des femmes, surtout dans les zones rurales est également soulignée, tout comme les obstacles rencontrés dans le processus. La publication met en relief les efforts des pouvoirs publics pour mobiliser les populations rurales et conclut que si ces groupes restent la pierre angulaire de la participation populaire dans le développement, il reste beaucoup à faire dans le domaine des politiques, des cadres institutionnels et de la motivation de ceux qui aident ces groupes.

236. Dans le Rapport économique sur l'Afrique, 1990 et dans l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1989-1990, le secrétariat a examiné la situation sociale du continent pendant les années 80 dans les chapitres portant respectivement sur la situation sociale et l'étude de certaines questions sociales. Les conséquences sociales de la crise socio-économique qui s'est répandue en Afrique ont été examinées dans les secteurs de la santé, de l'enseignement, de l'emploi et des services sociaux. Les maladies endémiques et épidémiques, la malnutrition, la forte mortalité maternelle et infantile, la famine et la misère humaine générale qui ont caractérisé les années 80 ont été mises en relief. Le nombre de personnes gravement touchées par la famine et la sous-alimentation est passé de 80 millions au milieu des années 70 à plus de 150 millions dans les années 80 tandis que le taux d'inscription dans les écoles primaires est tombé de 80 à 76 %. L'étude réaffirme la nécessité d'une mise en oeuvre plus rigoureuse des directives et des stratégies pour un développement durable intégrant pleinement la dimension sociale, conformément au Plan d'action de Lagos, au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

#### Jeunesse et bien-être social

237. Au cours de la période considérée, le secrétariat a entrepris des activités en ce qui concerne la jeunesse, la criminalité, les personnes handicapées et les personnes âgées.

238. Concernant la jeunesse, le secrétariat a présenté à la cinquième Conférence des ministres africains des affaires sociales, tenue du 23 au 30 octobre 1989 à Arusha (République-Unie de Tanzanie) un rapport sur "l'impact sur le développement rural des programmes d'emploi en faveur des jeunes des zones rurales". Le rapport visait à analyser l'impact du développement sur l'accroissement de la productivité, des niveaux de vie de la population rurale, les programmes d'emploi en faveur des jeunes ruraux entrepris par les pays africains au cours des dernières décennies et a permis aux responsables de réorienter les politiques de développement rural. Le secrétariat a élaboré un autre rapport en vue de la prochaine Conférence des ministres africains des affaires sociales sur "la situation économique et sociale des jeunes dans les villes". Le rapport cherchera à faire plus de lumière sur la situation des jeunes dans les villes, leur mode de vie, les traumatismes dont ils sont victimes et permettra de définir une nouvelle approche pour ce qui est des politiques en faveur de la jeunesse.

239. S'agissant de la prévention du crime et du traitement des délinquants, le secrétariat a fourni un appui technique pour la première réunion inaugurale du Conseil d'administration de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI) tenue à Kampala (Ouganda) les 13 et 14



juin 1989. Au cours de cette réunion, les différents règlements (personnel, financier) ont été adoptés. Il a également organisé la première réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'UNAFRI qui s'est tenue à Addis-Abeba les 13 et 14 août 1989 en vue du recrutement du directeur et du directeur adjoint de l'Institut.

240. Le secrétariat poursuit ses efforts en vue de la création de l'UNAFRI et à cet effet négocie avec le PNUD le montant nécessaire et les conditions de sa participation au budget de l'Institut et s'efforce d'obtenir plus d'adhésions. Jusqu'à ce jour, les statuts ont été signés par les 26 pays africains suivants : Burundi, Congo, Egypte, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Malawi, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

241. Toujours en ce qui concerne la prévention du crime, le secrétariat a présenté à la cinquième Conférence des ministres africains des affaires sociales (Arusha, République-Unie de Tanzanie, 23-30 octobre 1989) un rapport sur la "délinquance juvénile, le crime et la justice à la lumière des conditions socio-économiques en Afrique". Ce rapport a fait ressortir les liens qui existent entre les conditions économiques et sociales et le taux de délinquance, ainsi que les mesures nécessaires à prendre pour une meilleure justice, et la réinsertion sociale des délinquants.

242. Tenant compte des recommandations de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, le secrétariat a entrepris plusieurs activités dans ce domaine dont les plus importantes ont été les suivantes :

a) Publication de la revue "Equal time", qui vise à mettre en contact les différentes organisations de personnes handicapées en Afrique, pour un échange d'expériences;

b) Pour la cinquième Conférence des ministres africains des affaires sociales, le secrétariat a établi un rapport sur "les causes, types d'infirmités et de handicaps dans les pays du fait de conditions économiques et sociales défavorables". Le rapport a analysé les diverses causes et types d'altération et d'incapacité et leur prédominance dans les pays africains. Le rapport fait ressortir les efforts déployés par les pays africains pour la mise en oeuvre du plan d'action mondial en faveur des personnes handicapées durant la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées. Toujours dans le cadre du suivi de la Décennie, le secrétariat a participé à la réunion interorganisations des Nations Unies pour la Décennie des personnes handicapées (Vienne, 6-8 décembre 1989). On s'attend à ce qu'il participe à la réunion d'experts sur les moyens de marquer la fin de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées qui aura lieu à Helsinki en mai 1990.

243. En ce qui concerne les personnes âgées, le secrétariat entreprend une série d'études de cas sur la situation des personnes âgées en Afrique.

#### Centre africain de formation et de recherche pour la femme (CARFF)

244. Le secrétariat a poursuivi ses efforts visant à faire participer davantage les femmes au développement. A cette fin, un manuel sur les moyens de prendre en compte les préoccupations des femmes dans les plans de développement a été élaboré à l'intention des planificateurs et responsables. Il a, en outre, publié la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif: "rôle des femmes durant les années 90", un document qui évalue le degré d'application des Stratégies d'Arusha, fixe des objectifs précis dans tous les secteurs d'activités et indique les mesures pertinentes à prendre aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour réaliser ces objectifs. La Déclaration est issue de la quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement et sur l'application des Stratégies d'Arusha tenue à Abuja (République fédérale du Nigéria) du 6 au 10 novembre 1989 et à laquelle ont participé 41 représentants d'Etats membres ainsi qu'un grand nombre d'observateurs représentant des organismes donateurs, des organisations intergouvernementales, non gouvernementales et des institutions des Nations Unies. La Déclaration invite à mettre davantage l'accent sur des secteurs tels que l'éducation, la participation des femmes dans les domaines scientifiques et techniques, l'agriculture et la production alimentaire, la planification et la prise de décisions et à prendre des mesures pour fournir un abri décent et durable.

245. De même, un rapport sur l'application des Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme : une perspective régionale, a été présenté à la cinquième Conférence des ministres africains des affaires sociales. Après un examen de la situation des femmes dans la région, la Conférence a demandé à ce que les efforts visant à favoriser la promotion de la femme soient intensifiés. Il a été demandé à ce que la situation des femmes réfugiées et des femmes déplacées ainsi que celle des femmes sous le régime d'apartheid soient examinées à titre prioritaire. La participation des femmes à la prise de décisions et à la vie politique dans leurs pays ainsi que les questions de santé et de population ont été considérées comme des domaines de la plus grande importance.

246. Outre ce qui a été mentionné plus haut, un certain nombre d'études ont été entreprises au cours de la période considérée: il s'agit des suivantes : étude sur l'accès des femmes rurales à la technologie appropriée, qui examine les programmes de technologies appropriées s'adressant aux femmes rurales dans la région et leur impact limité. L'étude recommande certaines mesures susceptibles d'améliorer ces programmes et de faire en sorte que les femmes en retirent le plus grand bénéfice; étude sur les femmes en régime d'apartheid, qui analyse les obstacles d'ordre socio-économique, et juridique qui se posent aux femmes africaines noires et qui préconise des actions pour améliorer leurs conditions; étude comparative des législations nationales et de la situation des femmes en Afrique, donnant une information à jour sur les législations actuelles en vue de les améliorer; étude sur l'allocation des ressources en faveur des femmes dans le contexte de la crise de la dette et de la crise alimentaire dans laquelle l'accent est mis sur divers types de ressources investies dans les programmes et activités concernant les femmes. L'étude aborde une situation générale préoccupante à savoir l'amélioration de la distribution et de l'utilisation des ressources allouées aux femmes.

247. Des efforts ont également été faits en vue de promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes. A cet égard, un manuel sur la création de petites entreprises, notamment des agro-industries a été élaboré. Le manuel fournit des informations précieuses aux femmes désireuses de s'engager dans le secteur des affaires. Il donne un profil de certaines petites entreprises offrant les meilleurs potentiels de croissance. En outre, deux documents importants ont été établis dans le cadre du projet opérationnel intitulé : "Moyens d'améliorer l'accès des femmes au crédit grâce à une formation aux techniques de gestion et de crédit", avec le soutien financier de la Swedish International Development Authority (SIDA). Les documents élaborés étaient : "Guide on promotion and development of entrepreneurship for women" et "Increasing access of women to credit - an integrated approach". Une réunion d'experts chargés d'examiner ces deux documents a été organisée à Addis-Abeba du 2 au 5 avril. Les experts ont confirmé l'importance de ces deux documents pour la formation ainsi que pour tout programme ayant pour objet de promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes et d'améliorer leur accès au crédit. Les experts ont mis l'accent sur le fait que les groupes auxquels ces deux documents devraient s'adresser étaient les petits, moyens et grands entrepreneurs. Des projets - pilotes étaient en élaboration en Ethiopie, au Rwanda et en Ouganda pour expérimenter ces programmes de formation.

248. Un autre grand projet opérationnel a consisté à faire jouer un rôle accru aux femmes africaines dans le secteur non structuré - production et gestion - et a été exécuté dans quatre pays à savoir, le Burkina Faso, le Congo, la Gambie et la Zambie. Des monographies ont été établies au titre de ce projet dans les quatre pays. Les études ont permis au secrétariat d'examiner les conditions juridiques et politiques dans lesquelles les femmes entreprennent des activités économiques et d'identifier des mesures telles que les facilités de crédit, la délivrance des permis, l'accès à la terre, propres à instaurer un environnement propice dans le secteur non structuré. Il est prévu d'organiser des séminaires nationaux et sous-régionaux au cours desquels seraient élaborées des stratégies visant à améliorer les conditions de travail dans le secteur non structuré.

249. A l'avenir, le secrétariat poursuivra ses efforts visant à renforcer les mécanismes de promotion de la femme, à perfectionner les compétences des femmes et à accroître les possibilités pour les femmes grâce à des programmes de recherche, des services consultatifs et à des programmes de formation. Un accent particulier sera mis sur la promotion d'activités menées par des femmes dans les disciplines scientifiques, les secteurs du commerce, de l'agriculture, le secteur non structuré et dans le domaine du crédit. Des efforts seront en outre déployés pour faire appliquer la Déclaration d'Abuja et suivre l'évolution de la situation des femmes sur le plan économique et social dans la région.

## Statistiques

250. Au cours de la période considérée, le programme de travail du secrétariat a continué d'être axé sur les problèmes statistiques de la région africaine et les mesures prises pour améliorer la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données statistiques démographiques, sociales, économiques et de l'environnement au niveau national. Les efforts se sont poursuivis pour la mise en place d'un service régional d'informations statistiques.

251. Le Programme pour le développement de la statistique en Afrique (PDSA) et les services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques (RASDA) ont continué à figurer parmi les principaux projets exécutés par le secrétariat pour répondre aux besoins des services nationaux de statistiques. Dans le cadre du PDSA, 42 missions ont été effectuées à savoir 23 missions dans 14 pays africains dans le domaine des enquêtes sur les ménages; 12 missions dans 11 pays africains dans le domaine de la formation statistique; six missions dans trois pays africains dans le domaine de la comptabilité nationale et une mission dans le domaine de la mise en place de la base de données statistiques. En ce qui concerne le RASDS, 65 missions ont été effectuées dans 33 pays africains dans les domaines suivants : Organisation des recensements, cartographie censitaire, traitement des données, enregistrement des actes de l'état civil et collecte des statistiques de l'état civil et sondages pour les recensements et les enquêtes démographiques. Certaines des missions effectuées au titre du projet RASDS comportaient une formation dans le cadre du Programme de formation aux recensements à l'intention de l'Afrique subsaharienne, financé par le Gouvernement canadien par l'intermédiaire du FNUAP.

252. Au cours de la période six missions sur l'évaluation des capacités nationales en matière de statistique ont été effectuées dans le cadre du projet PNUD/BIRD/CEA relatif à la collecte des données concernant les programmes de développement et les flux d'aide en Afrique. En outre, des tableaux - questionnaires sur la population, la santé, l'éducation, l'environnement et le revenu ont été distribués à des spécialistes nationaux de 21 pays africains, qui les ont remplis. Ces tableaux feront partie du rapport sur les statistiques et indicateurs démographiques, sociaux et de l'environnement des pays africains, qui était en cours de rédaction.

253. Dans le domaine des statistiques économiques, un nombre limité de missions consultatives ont été effectuées dans les domaines des statistiques industrielles, des statistiques du commerce international, de la comptabilité nationale et des statistiques économiques de base. Concernant la révision du système de comptabilité nationale (SCN) de l'ONU, le secrétariat a participé à des réunions de groupes d'experts convoquées à cet effet par le Bureau de statistique de l'ONU.

254. Pour ce qui est de l'élaboration des statistiques de l'environnement dans les Etats membres, une mission a été effectuée dans le but de renforcer la coopération entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le secrétariat pour ce qui est de la convocation des futurs ateliers sur les statistiques de l'environnement.

255. Le secrétariat a produit les publications suivantes :

- a) Echos du PFSA nos. 17 et 18;
- b) Bulletin statistique nos. 71 et 72;
- c) Répertoire des centres de formation statistique et des centres associés participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique;
- d) Répertoire des centres ne participant pas au Programme de formation statistique pour l'Afrique.

256. Des imprimés d'ordinateur comportant des statistiques démographiques et sociales, des statistiques de l'environnement, des statistiques du commerce extérieur, des éléments de comptabilité nationale et d'autres

statistiques économiques ainsi que des statistiques démographiques sociales et économiques intégrées ont été produits et envoyés aux bureaux nationaux de statistique des pays africains.

257. D'autres publications à savoir, l'Annuaire statistique africain 1987, les indicateurs socio-économiques 1987, les Foreign Trade Statistics for Africa (Direction of Trade) Séries A nos. 31 et 32 et le no. 20 du Bulletin d'information statistique ont été mises au point et envoyées à l'impression. Deux autres publications, le Recueil africain des statistiques de l'environnement et des statistiques et indicateurs démographiques, sociaux et de l'environnement des pays africains étaient en préparation.

258. Au cours de la période considérée, les réunions suivantes ont été organisées :

- a) Atelier sous-régional sur la cartographie censitaire à l'intention des pays anglophones de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe à Nairobi (Kenya), 8 - 19 mai 1989;
- b) Groupe de travail sur les enquêtes sur les ménages, Addis-Abeba (Ethiopie), 16 - 20 octobre 1989;
- c) Groupe de travail bilingue sur les statistiques de la migration en Afrique, Addis-Abeba (Ethiopie) 6 - 10 novembre 1989;
- d) Sixième réunion des directeurs des centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) Addis-Abeba (Ethiopie), 4 - 8 décembre 1989;
- e) Séminaire de formation sur des sujets d'activité économique au cours des recensements de population, Addis-Abeba (Ethiopie), 11 - 15 décembre 1989;
- f) Sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, Addis-Abeba (Ethiopie), 15 - 20 janvier 1990.

#### Transports, communications et tourisme

##### Transport général et multimodal

259. Dans le domaine du transport général et multimodal, une publication technique contenant des directives pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes de formation a été élaborée et soumise aux ministères chargés des programmes de perfectionnement de la main-d'oeuvre du transport multimodal. Dans ce document, on a souligné la nécessité du développement des opérations nationales de transport multimodal en Afrique, qui restent dominées par des sociétés étrangères. Le développement rapide de la conteneurisation en Afrique a fait que les Etats se doivent d'appuyer les activités de formation dans le domaine du transport multimodal, en particulier l'expédition directe des conteneurs. Le document énumère par conséquent toutes les étapes à suivre en matière de formation, le type d'établissements appropriés et les méthodes de conception des programmes. On y recommande comme meilleure approche de commencer par la formation des formateurs dans le domaine du transit de marchandises.

260. Trois rapports ont été établis à l'intention des comités de suivi des MULPOC sur les questions suivantes :

- a) Stratégie et programme de travail de la deuxième Décennie;
- b) Planification et élaboration de projets dans le cadre de la deuxième Décennie;
- c) Stratégie de mobilisation des ressources en vue de l'exécution du programme de la deuxième Décennie.

261. Un rapport sur les accidents de la route en Afrique et leurs causes principales a été présenté au deuxième Congrès africain de la sécurité routière, organisé conjointement par l'OCDE et la CEA. Le document faisait ressortir la multiplication des accidents de la route et leur impact sur le développement socio-économique. Pour sa part, le Congrès a recommandé que la sécurité routière figure parmi les priorités de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique.

262. Le secrétariat a collaboré avec l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI) pour mettre au point des manuels de formation et faire des exposés à des séminaires à l'intention des responsables des transports des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe sur les orientations à adopter en vue de la promotion du transport multimodal dans la sous-région. L'objectif de ces séminaires était de sensibiliser les participants aux avantages du transport multimodal et à la nécessité pour les dirigeants de ne point sous-estimer le manque de préparation de la sous-région en ce qui concerne la promotion du transport multimodal. Les participants ont décidé de mettre en place des équipes spéciales nationales qui devront, selon les besoins, suivre le développement du transport multimodal dans leurs pays respectifs. Un séminaire de suivi destiné à évaluer les progrès accomplis par les différents pays a été organisé en collaboration avec l'Intergovernmental Standing Committee on Shipping (ISCOS) et l'ESAMI. Le secrétariat a collaboré également avec la CNUCED pour organiser un séminaire similaire, mais au niveau national, à l'intention de sociétés éthiopiennes ayant le potentiel pour entreprendre des activités de transport multimodal. Les entreprises participantes ont décidé d'effectuer une étude approfondie sur la législation existante et son impact sur le transport multimodal. Elles sont également convenues d'examiner la possibilité d'être parties contractantes aux conventions des Nations Unies sur le transport multimodal international et le transport de marchandises par mer (Règles de Hambourg). Des séminaires nationaux de ce genre sont prévus, en collaboration avec les institutions spécialisées et les établissements de formation s'occupant de transport multimodal.

263. Le secrétariat collabore avec diverses institutions spécialisées des Nations Unies pour mettre au point une approche aux problèmes de la mise en valeur des ressources humaines et de la création d'institutions dans les domaines des transports et des communications en Afrique. C'est ainsi que la CNUCED, le BIT, la Banque mondiale, l'OACI, l'OMI et l'UIT ont commencé, pour le compte du PNUD, à préparer les monographies nationales et le matériel didactique, l'accent étant mis sur la gestion et l'organisation de l'entreprise et, en particulier, sur les facteurs qui favorisent ou compromettent le rendement de la main-d'oeuvre de l'ensemble des modes de transport et de communication. Le secrétariat envisage d'utiliser les monographies nationales pour organiser des séminaires sous-régionaux et régionaux ayant pour but de favoriser une meilleure compréhension et une diffusion de l'information concernant les obstacles recensés, et ce, en faveur des responsables gouvernementaux et des chefs d'entreprise de l'Afrique subsaharienne.

264. En outre, dans le cadre de la collaboration entre la CEA et la Banque mondiale, une série de séminaires a été organisée sur les politiques d'entretien routier en Afrique subsaharienne. Les derniers en date ont été organisés à l'intention des pays africains d'expression française et se sont tenus à Dakar, à Libreville et à Antananarivo (janvier et février 1990). Les objectifs de ces séminaires étaient, entre autres de sensibiliser les responsables gouvernementaux à l'ampleur du problème de la détérioration des routes; d'identifier les moyens d'action opérationnels, financiers, organisationnels ou autres pouvant être utilisés pour résoudre ce problème; enfin, de donner aux responsables gouvernementaux l'occasion d'examiner ensemble la pertinence et l'applicabilité de ces moyens d'action à leurs circonstances particulières.

#### Transport maritime, ports et transport par voies d'eau intérieures

265. Au titre de ce sous-programme, le secrétariat a réalisé les études et les publications techniques ci-après :

a) Etude portant évaluation et harmonisation dans les différentes sous-régions africaines des services, pratiques et politiques maritimes (TRANSCOM/266);

b) Principes directeurs en vue de la formulation et de la mise en oeuvre de politiques de perfectionnement de la main-d'oeuvre dans le domaine du transport maritime (TRANSCOM/237);

c) Principes directeurs concernant la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes de perfectionnement de la main-d'oeuvre du transport par voies d'eau intérieures en Afrique (TRANSCOM/269);

d) Evaluation et harmonisation des services, pratiques, réglementations et politiques portuaires dans les pays africains, y compris des directives pour la facilitation du trafic international dans le domaine portuaire, à l'intention des cadres supérieurs des ports. Cette publication a passé en revue les obstacles qui entravent l'écoulement du trafic dans les ports, notamment la complexité de la documentation exigée, l'insuffisance des cadences de manutention, etc.;

e) Principes directeurs concernant la formulation et la mise en oeuvre de politiques et programmes de perfectionnement de la main-d'oeuvre pour les opérations portuaires en Afrique, à l'intention des cadres supérieurs des ports. Cette publication a évoqué la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans les ports et l'absence d'une planification des programmes de perfectionnement de la main-d'oeuvre, problème qui a atteint des proportions endémiques en Afrique. Cette étude est destinée à fournir aux responsables portuaires des directives concernant la planification et le perfectionnement de la main-d'oeuvre compte tenu des besoins particuliers des ports maritimes;

f) Mécanisation et automatisation des opérations de manutention de marchandises dans les ports maritimes. Cette publication aborde l'absence de matériel de manutention adapté dans les ports africains et décrit les méthodes et équipements modernes de manutention de marchandises afin d'aider les responsables des ports africains à prendre des décisions concernant les besoins en matière de manutention de marchandises. Les activités qui sont directement liées à cette publication et dont l'exécution est prévue pour 1990 comprennent la promotion d'une utilisation efficace du matériel de manutention de marchandises et d'un accroissement du rendement, la commercialisation des activités portuaires et la coopération entre les ports africains.

266. Au cours de la période le secrétariat a assuré le service technique de la réunion inaugurale du Comité de transport pour l'Afrique du Nord (novembre 1989) et de la réunion intergouvernementale d'experts et de cadres supérieurs des ports africains sur les moyens d'améliorer le rendement portuaire (janvier 1990). Cette réunion a également examiné les questions relatives à la coopération et à la commercialisation des activités portuaires et a arrêté les modalités d'une intensification de la coopération entre les ports africains.

267. Dans le domaine des activités opérationnelles, le secrétariat a fourni des services consultatifs à l'Ethiopie concernant les implications de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer; une assistance technique au Comité des transports de la ZEP concernant la restructuration de l'ISCOS (octobre 1989); une assistance technique au Conseil de l'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à sa quinzième réunion. Un document portant sur les objectifs, stratégies et principes directeurs de la deuxième Décennie a été présenté dans le but d'amener les organisations intergouvernementales à prendre une part active aux préparatifs de la deuxième Décennie; une assistance technique à un séminaire régional sur l'organisation et la gestion portuaires à l'intention des cadres supérieurs des ports, tenu à Leningrad (URSS) du 7 au 10 août 1989. Ce séminaire a rassemblé 27 cadres supérieurs et moyens de 23 pays africains.

#### Routes et transport routier

268. Dans le but de mieux faire prendre conscience de l'importance de l'entretien routier, le secrétariat a organisé, conjointement avec la Banque mondiale, une série de séminaires sur les politiques d'entretien routier, à l'intention des pays anglophones de l'Afrique subsaharienne. Conjointement avec l'OCDE, le secrétariat a également organisé à Addis-Abeba le deuxième Congrès africain sur la sécurité routière, qui a rassemblé des représentants de 30 Etats membres africains ainsi que d'organisations européennes et internationales. Ce Congrès s'est inquiété de l'augmentation constante des accidents de la route en Afrique et a recommandé des mesures correctrices.

269. La deuxième réunion conjointe des autorités des routes transafricaines s'est tenue en marge de la septième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la

planification, à Tanger (Maroc) en novembre 1989. Y ont été présentés des rapports sur la liquidation du secrétariat de l'Autorité de la route transafricaine Lagos-Mombassa et sur la relance d'un bureau centralisé des routes transafricaines au sein du secrétariat de la CEA.

270. Dans le cadre des efforts visant à fabriquer du matériel de transport, la CEA a présenté à la réunion conjointe des autorités des routes transafricaines deux rapports portant examen des politiques, plans et projets destinés à promouvoir une industrie africaine en appui du secteur des routes et du transport routier. Ces rapports ont uniquement porté sur la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour laquelle la CEA disposait d'informations et ont été axés sur la rationalisation de la fabrication de véhicules utilitaires à faible coût, pièces de rechange et d'autres accessoires.

271. Une attention a également été donnée à la main-d'oeuvre et à la formation aux fins du développement du transport routier. Une publication technique a été élaborée à l'intention de hauts responsables du secteur des routes et du transport routier, elle portait sur les principes directeurs, la formulation et la mise en oeuvre de politiques et programmes de perfectionnement de la main-d'oeuvre compte tenu de la participation croissante des femmes.

272. Le secrétariat a également fait des exposés sur la facilitation du trafic international et le transport par route de conteneurs, au cours d'un séminaire organisé par l'ESAMI. Deux documents y ont été présentés sur le transport par route de conteneurs; et la facilitation du trafic international dans le domaine du transport routier, avec un accent particulier sur l'application de la Convention TIR.

#### Chemins de fer et transport ferroviaire

273. Au titre de ce sous-secteur, le secrétariat a élaboré et présenté à l'ensemble des régies de chemins de fer d'Afrique un document sur les aspects commerciaux de la mise au point et de la gestion des techniques de porte à porte en matière de transport ferroviaire. Cette publication avait pour principal objet de montrer aux régies nationales comment garder leur part du trafic grâce à une bonne coordination des opérations et à une amélioration de la qualité des services que leur permettent d'offrir les techniques porte à porte favorisées par l'expansion rapide de la conteneurisation dans la région. Cette publication a également été présentée à l'Union africaine des chemins de fer (UAC) et, à l'avenir, le secrétariat collaborera étroitement avec la Commission technique de l'UAC sur les activités commerciales dans le domaine du transport ferroviaire pour aider à la formulation de plans d'action visant une bonne coordination des opérations et une amélioration de la qualité des services offerts.

274. Le secrétariat a également établi et présenté aux régies africaines une autre publication sur les principes directeurs concernant la formulation et la mise en oeuvre de politiques de perfectionnement de la main-d'oeuvre ferroviaire, l'objectif étant d'aider les régies à élaborer des plans intégrés de perfectionnement de la main-d'oeuvre. Les régies africaines y sont invitées à éliminer le problème posé par leurs effectifs pléthoriques en établissant une corrélation entre les prévisions du trafic et leurs besoins en main-d'oeuvre. Etant donné que la plupart des chemins de fer africains ont des effectifs préthoriques, cette publication les aidera à adapter leur réseau au volume du trafic et à disposer du personnel optimal requis pour une exploitation efficace de leur réseau. Il a également été recommandé aux régies d'effectuer, une fois leur plan terminé, une étude des besoins en formation pour l'ensemble des catégories de personnel retenues et de mettre l'accent sur la formation non classique en prévoyant, si besoin est, des accords de jumelage.

275. Suite à une requête de l'UAC, le secrétariat a examiné les recommandations faites au cours des dix dernières années par la Commission technique de l'UAC chargée du transport et des études économiques et a présenté à l'UAC un rapport soulignant les recommandations qui n'étaient plus pertinentes et celles qui méritaient d'être appliquées.

276. S'agissant de la promotion de l'industrie ferroviaire, le secrétariat a élaboré des rapports sur l'identification des établissements industriels et des ateliers de chemins de fer existant sur la région ainsi qu'un autre destiné à l'Assemblée générale de l'UAC, sur la promotion de l'industrie ferroviaire en Afrique. Le secrétariat a

également apporté une assistance à la Compagnie de chemins de fer djibouto-éthiopienne en vue d'améliorer l'efficacité et d'accroître le rendement dans les ateliers d'entretien et de réparation du matériel roulant et à l'UAC concernant l'évaluation des activités menées de 1976 à 1989 par la Commission du matériel et la Commission Voie-interconnexions-signalisation et télécommunications.

277. Ces actions ont permis d'établir des contacts permanents avec l'UAC et les réseaux de chemins de fer nationaux et de créer un cadre propice pour l'échange d'activités entre les réseaux en vue de l'accroissement de la coopération Sud-Sud dans le domaine du développement des infrastructures ferroviaires, de leur maintenance, de leur gestion et de la promotion des transports ferroviaires en Afrique.

278. Dans le même cadre, le niveau de développement des établissements industriels et des ateliers de chemins de fer existant dans différentes sous-régions du continent a été évalué et leurs rôles ont été redéfinis pour faciliter une meilleure utilisation des capacités existantes et une meilleure planification des investissements en matière d'équipements ferroviaires.

279. Ces actions devraient avoir un impact sur l'interconnexion future des voies ferrées africaines grâce aux efforts de modernisation, de normalisation et de standardisation du matériel ferroviaire (roulant, fixe et installations connexes).

### Transport aérien

280. Au cours de la période considérée, le secrétariat a produit une publication technique sur les lignes directrices, la conception et la mise en oeuvre des politiques de perfectionnement de la main-d'oeuvre. Les recommandations contenues dans cette publication devraient aider les responsables des directions de l'aviation civile et des compagnies aériennes et mieux formuler leurs politiques de formation de la main-d'oeuvre et à mieux planifier.

281. En tant qu'organisme directeur de la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro, la CEA, en collaboration avec l'OUA, la CAFAC et l'AFRAA, a aidé des pays et organisations à formuler des politiques communes dans le domaine du transport aérien et à identifier les activités de coopération aérienne à entreprendre en ce qui concerne le bruit des aéronefs; les activités commerciales et techniques; les droits de trafic; la formation, etc..

282. Le secrétariat a également établi un rapport sur l'état de la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro dans chaque sous-région. Ce rapport contient une série de recommandations relatives à l'harmonisation des politiques aéronautiques.

283. En novembre 1989 et en avril 1990, le secrétariat a organisé deux régions des cinq ministres coordonnateurs chargés de la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro au niveau sous-régional. Des organisations telles que l'OUA, la CAFAC, l'AFRAA et la BAD ont également participé à ces réunions. Le but de celle-ci était d'étudier les stratégies de mise en oeuvre et d'adopter des lignes directrices pour l'application de la Déclaration ainsi que les actions futures à entreprendre.

284. Le secrétariat a aussi réalisé trois études sous-régionales, notamment pour les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est. Ces études, qui portaient sur le renforcement de la coopération aérienne, ont aussi contribué à la mise en oeuvre de la phase I de la Déclaration de Yamoussoukro.

285. S'agissant de la coopération avec d'autres organisations, la CEA a aidé la CAFAC et l'AFRAA à identifier les problèmes qui entravent le développement des services aériens africains. Elle a apporté un appui technique à l'Assemblée générale de l'AFRAA et à la réunion du bureau de la CAFAC. En étroite collaboration avec la CAFAC et l'AFRAA, elle a aussi aidé les Etats africains à préparer et à présenter à la vingt-septième Assemblée générale de l'OACI, une position commune au sujet du bruit des aéronefs et du système informatisé de réservation. Les documents établis et l'appui technique que la CEA a apporté aux Etats membres lors de la



vingt-septième session de l'Assemblée générale de l'OACI, ont permis l'adoption par l'OACI de décisions qui tiennent compte de la situation économique du continent et des intérêts des compagnies aériennes africaines.

### Tourisme

286. Au cours de la période considérée, le secrétariat a assuré le service technique des réunions de la Conférence des ministres africains du tourisme tenue à Addis-Abeba du 20 au 25 novembre 1989. Les travaux de la Conférence ont porté sur la coopération intra-africaine, le produit touristique et la gestion. Les points saillants des travaux ont été notamment la mise en place de mécanismes de concertation entre organisations intergouvernementales, le renforcement de la capacité des entreprises africaines de tourisme et l'établissement de circuits touristiques entre Etats.

287. Conformément à l'arrangement de travail entre la CEA et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le secrétariat a apporté sa contribution aux réunions ci-après organisées par l'OMT :

a) Réunion de la Commission de l'OMT pour l'Afrique à Paris le 26 août 1989. Au cours de cette rencontre, le secrétariat a fourni des informations sur ses activités dans le domaine du tourisme, principalement en ce qui concerne le suivi des résolutions adoptées par la Conférence des ministres africains du tourisme (Kinshasa, 18-22 novembre 1987);

b) Première réunion du comité ad hoc pour la préparation du programme de célébration de l'Année du tourisme africain en 1991;

c) Séminaire commun des administrations nationales de tourisme et du secteur opérationnel le 26 août 1989 qui a permis l'instauration du dialogue nécessaire entre les administrations nationales de tourisme et les opérateurs, surtout privés;

d) Assemblée générale de l'OMT à Paris du 28 août au 2 septembre 1989, qui a adopté le programme de la Commission de l'OMT pour l'Afrique, à la définition duquel le secrétariat a été associé.

288. Le secrétariat a également apporté une assistance : a) aux pays membres de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) concernant l'élaboration d'un projet de protocole pour la création d'un programme "Tourisme" au sein de la CEAO et du cadre de référence sur les possibilités d'établir des circuits inter-Etats dans la sous-région; et b) ESAMI, concernant un module "Tourisme" dans le cadre du programme du cours qu'organise l'ESAMI et intitulé "Transport Economics and Management for Tourism".

289. Des missions ont été effectuées à la ZEP, à la SADCC, à l'OMVS, à la BAD et dans des Etats membres d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique australe en vue du renforcement de la coopération; par la suite un comité de coordination du développement du tourisme en Afrique a été créé en novembre 1989.

290. Le secrétariat a participé activement aux activités préparatoires de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, particulièrement en ce qui concerne les problèmes liés au mouvement des personnes, à la facilitation des voyages et séjours touristiques en Afrique ainsi qu'à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement naturel et humain.

291. Un séminaire sur la gestion hôtelière et la participation de la femme africaine au développement du tourisme a été organisé à Addis-Abeba du 18 au 25 septembre 1989. Il a regroupé des hauts fonctionnaires des administrations nationales du tourisme. Il a permis l'élaboration du manuel sur les "Lignes directrices pour la gestion de petites et moyennes entreprises hôtelières" et des directives en vue de la définition d'une position commune africaine sur les relations contractuelles entre les propriétaires d'hôtels africains et les STN de gestion hôtelière ainsi que des "actions en vue de l'amélioration de la participation au développement du tourisme africain". Des publications techniques seront établies à partir des travaux du séminaire sur la gestion hôtelière. Un programme d'actions de suivi est en cours de réalisation sous forme de séminaire et ateliers de travail.

## Communications

292. Au titre de ce sous-secteur, le secrétariat a fourni à l'Office ougandais des postes et des télécommunications des services consultatifs concernant l'élaboration de stratégies et de plans de développement des télécommunications en zone rurale.

293. En sa qualité de membre du Comité de coordination interinstitutions sur la réalisation de l'étude de faisabilité du Système régional africain de communications par satellite (CCII-RASCOM), la CEA a continué de contribuer aux activités des institutions de supervision et du Comité technique en vue de terminer les études régionales et d'établir le rapport final.

294. En tant que membre du Comité de coordination du réseau PANAFTTEL (aux côtés de l'OUA, de la BAD, de l'UIT et de l'UPAT), la CEA a apporté un appui technique aux activités liées à l'examen des progrès accomplis dans la mise en place des chaînons manquants du réseau PANAFTTEL, y compris la formation de stratégies et de politiques d'exploitation, d'entretien et d'utilisation des installations existantes. A cet égard, le Comité a organisé une réunion extraordinaire pour procéder à un examen approfondi de la situation du réseau en Afrique du Centre et pour déterminer les mesures que chaque Etat membre ou Organisation doit prendre en vue d'accélérer le développement du réseau. Les conclusions et recommandations du Comité ont été présentées à la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, à sa septième réunion tenue du 7 au 16 novembre 1989 à Tanger (Maroc).

295. Aux termes d'un accord de coopération technique avec la République fédérale d'Allemagne, le secrétariat a organisé en janvier et février 1990 à Nairobi un séminaire sur les aspects économiques de l'expansion et de la modernisation des réseaux nationaux de télécommunications, à l'intention des pays anglophones. Ce séminaire avait pour objectif premier d'améliorer, grâce à un court stage de formation, les connaissances et les compétences techniques des hauts fonctionnaires chargés de l'orientation, de la planification et de l'exploitation des réseaux nationaux de télécommunications. S'agissant de la planification des installations et des services de télécommunications en Afrique, on a souligné les aspects économiques de l'introduction de techniques modernes dans le développement global des réseaux.

296. Les publications techniques ci-après ont été élaborées et distribuées à l'ensemble des ministères des postes et télécommunications, aux organismes nationaux de télécommunications ainsi qu'aux institutions des Nations Unies et organisations régionales compétentes :

- a) Méthodes de contrôle des acheminements postaux en Afrique (E/ECA/CMU/34);
- b) Les réseaux de télécommunications rurales existant en Afrique (E/ECA/CMU/35);
- c) Analyse de l'évaluation des séminaires sur les télécommunications rurales par les participants et les administrations (E/ECA/CMU/37).

297. Les rapports ci-après ont été établis et présentés à des réunions intergouvernementales :

- a) Rapport à la vingt-troisième Conférence régionale annuelle sur les télécommunications (ARTC/PANAFTTEL) pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, sur les activités entreprises pour le développement du réseau panafricain de télécommunications (E/ECA/CMU/33);
- b) Rapport à l'Union panafricaine des postes (UPAP) sur les mesures à prendre pour la facilitation du transport avion du courrier (E/ECA/CMU/32);
- c) Rapport à la septième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, sur l'état d'avancement de l'étude de faisabilité du système RASCOM (DEC/TRASCOM/EXP/VII/XII). Ce rapport a été établi en collaboration avec le CCII-RASCOM.

298. Les diverses activités susmentionnées ont sans aucun doute aidé les Etats membres à atteindre leurs objectifs grâce à une utilisation accrue des circuits existant aux niveaux national et régional, à de meilleures liaisons entre les pays d'une même sous-région au moyen du réseau régional à la mise en valeur des ressources humaines nécessaires pour une bonne exploitation des installations et des services de base et à une prise de conscience du rôle crucial des services de communication dans le développement d'une nation.

299. Outre la préparation du programme de la deuxième Décennie pour résoudre certains des problèmes en suspens, notamment le développement, l'utilisation et la gestion du réseau PANAFTEL, le secrétariat continuera d'apporter un appui technique en vue de la réalisation complète de l'étude de faisabilité du système RASCOM. Parmi les autres activités, figurent la fourniture d'une assistance technique, les préparatifs en vue de l'exécution d'un projet pilote en matière de télécommunications rurales, la collecte et l'analyse de données, enfin l'établissement de rapport et la réalisation d'études visant à résoudre les problèmes liés à la gestion et à l'entretien des installations de communications existantes ainsi qu'à leur modernisation.

#### Préparation du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1991-2000)

300. Sur la base des recommandations figurant dans le rapport de synthèse sur l'évaluation de la première Décennie (E/ECA/TCO/55), la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification a, à sa sixième réunion tenue en 1988, adopté la résolution E/ECA/UNTACDA/Res.88/73 dans laquelle elle a demandé que soit proclamée une deuxième Décennie. Cette résolution a été par la suite entérinée par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/179 relative à la Décennie pour les transports et les communications en Afrique.

301. La CEA est l'organisme directeur pour l'exécution du programme et le CCII, composé d'organisations intergouvernementales africaines et d'institutions des Nations Unies s'occupant du développement des transports et des communications en Afrique est l'organe consultatif technique.

302. Le CCII a tenu sa treizième réunion en juin 1989 dans le but de poursuivre l'élaboration des objectifs, des stratégies et des principes directeurs de la deuxième Décennie. Cette réunion a permis de réviser les objectifs, les stratégies et les principes directeurs en y incorporant le mandat du Comité de mobilisation des ressources (CMR), de définir les critères de sélection des projets et d'arrêter le projet d'ordre du jour de la septième réunion intergouvernementale d'experts. Le CCII a décidé de tenir une autre réunion avant la tenue de la septième réunion de la Conférence des ministres.

303. Le CCII a ensuite tenu sa quatorzième réunion en novembre 1989 à Tanger (Maroc). Lors de cette réunion, le Comité a notamment examiné les points suivants : mise en place et composition des groupes de travail sous-sectoriels et sous-régionaux; mandat du Comité de mobilisation de ressources (CMR); coordination et financement des activités du CMR; définition des critères de sélection de projets; enfin, création des comités nationaux de coordination (CNC).

#### Séminaire d'experts de haut niveau sur la deuxième Décennie

304. Le secrétariat a organisé du 25 au 28 septembre 1989 un séminaire d'experts sur le développement des transports et des communications, en vue d'avoir des opinions indépendantes sur les questions des transports et des communications en Afrique en général, et sur le programme de la deuxième Décennie en particulier tel que proposé par le CCII. Ce séminaire a rassemblé 22 experts d'Afrique et d'ailleurs. Les divers aspects du développement macro-économique et leur impact probable sur le développement des transports et des communications en Afrique au cours de la Décennie ont été analysés et des recommandations ont été faites quant à l'orientation globale du programme de la Décennie. Certaines de ces recommandations ont été incorporées dans le document approuvé concernant les objectifs, les stratégies et les principes directeurs.

### Définition des critères de sélection des projets

305. Un Comité ad hoc spécial a été mis sur pied par le CCIL pour définir les critères de sélection des projets devant être inscrits au programme. Ces critères ont été examinés et approuvés par les ministres et font partie des principes directeurs qui seront portés à la connaissance de tous les participants en vue de la préparation du programme.

### Mobilisation des ressources

306. Une nouvelle approche, qui n'existait pas lors de la première Décennie, concerne la mise sur pied d'un Comité spécial chargé d'aider les Etats membres à mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution du programme. Composé de la BAD (Président), de l'OUA, de la Banque mondiale, de la CEE, du PNUD et de la CEA (secrétariat), le Comité de mobilisation des ressources, a pour mandat de renforcer la coopération entre ses membres et d'amener les autres institutions financières à participer au financement des projets conformes aux objectifs globaux de la Décennie.

307. Depuis sa création, le CMR a tenu deux réunions, la première en juin 1989 et la seconde en novembre de la même année. Lors de ces réunions, le CMR a arrêté son programme de travail, qui a été approuvé par la Conférence des ministres en novembre 1989.

### Réunions préparatoires

308. Réunie à Tanger (Maroc) en novembre 1989, la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification a examiné les progrès accomplis dans la préparation du programme. La Conférence a notamment approuvé les objectifs et les stratégies du programme ainsi que les principes directeurs et le cadre institutionnel en vue de la préparation dudit programme. Elle a en particulier approuvé la création des CNC ainsi que leur mandat et a adopté le calendrier de l'exécution finale des activités préparatoires.

309. La première réunion des coordonnateurs des CNC s'est tenue à Addis-Abeba du 6 au 8 février 1990 et a rassemblé des représentants de 24 Etats membres de la CEA ainsi que de l'OUA, de la BAD et du PNUD. Cette réunion avait pour principal objectif d'informer les coordonnateurs de la stratégie pour la préparation du programme et d'élaborer les principes directeurs pour faciliter le travail des CNC.

310. La première réunion des organisations sous-régionales africaines qui constituent les groupes de travail sous-régionaux pour le programme de la deuxième Décennie s'est tenue à Addis-Abeba du 19 au 24 mars 1990. Elle a vu la participation de représentants d'OIG africaines ainsi que de membres du CMR, à savoir l'OUA, la BAD, le PNUD et la CEA. Certains pays y ont également participé, notamment l'Egypte, le Soudan et la Tunisie. Cette réunion avait été organisée pour instituer officiellement les quatre groupes de travail sous-régionaux et arrêter leurs fonctions et leur programme de travail.

### C. Relations avec d'autres organes des Nations Unies

311. Comme par le passé et comme déjà indiqué dans les divers programmes d'activité, notamment celui relatif aux transports, aux communications et au tourisme, le secrétariat a continué à maintenir des relations étroites avec d'autres organismes des Nations Unies.

312. Au cours de l'application de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la CEA a participé aux travaux de la douzième session du Comité des établissements humains qui s'est tenue à Cartagène (Colombie) en mai 1989.

313. Pour faire suite à l'approbation par le PNUD d'un projet prévoyant une formation des cadres des organismes de commerce d'Etat pour la création et la gestion des organismes de commerce d'Etat dans les pays de l'Afrique subsaharienne, le secrétariat a, en collaboration avec l'Association des organismes de commerce d'Etat des pays en développement, organisé deux séminaires, l'un pour les pays anglophones et

---

l'autre pour les pays francophones. Ces séminaires se sont tenus au siège de l'Association des organismes de commerce d'Etat des pays en développement, à Ljubljana (Yougoslavie) en juin 1989. En outre, un deuxième Colloque régional sur les organisations de commerce d'Etat en Afrique, organisé conjointement par la CEA et l'Association, s'est tenu à Port-Louis (Maurice) en octobre 1989.

314. Le secrétariat a collaboré avec la CNUCED pour l'exécution du projet RAF/87/157 financé par le PNUD et, conçu pour aider l'Afrique dans le cadre des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay afin de doter les pays africains des moyens de négociation indispensables grâce à des séminaires régionaux, sous-régionaux et nationaux et à la diffusion de l'information de base. Il est envisagé d'organiser un certain nombre de séminaires nationaux pour le Lesotho, la République centrafricaine, Madagascar et le Malawi.

315. Le secrétariat coopère avec la CNUCED et l'UNITAR dans le cadre du projet RAF/88/046 financé par le PNUD et relatif à la gestion de la dette extérieure et des ressources en Afrique.

316. Le Groupe mixte collabore de façon permanente avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales pour la collecte de données et de renseignements sur les investissements étrangers directs, les sociétés étrangères affiliées aux transnationales et sur les instruments juridiques ayant une incidence sur les activités des sociétés transnationales en Afrique.

317. Le Groupe mixte a aussi apporté une aide au Groupe intergouvernemental de travail d'experts sur les normes internationales d'établissement des comptes et des rapports, pour le compte du Centre sur les sociétés transnationales, la Banque mondiale et l'OIT en entreprenant une étude des besoins de l'Afrique en matière de comptabilité dans laquelle il était chargé de l'Ethiopie.

318. Le secrétariat a coopéré avec la Division de la population au Siège à New York, pour préparer la révision des estimations et projections démographiques de 1990 pour les Etats membres de la CEA. Il a également collaboré avec la Division de la population à New York en ce qui concerne l'acquisition de logiciel de données concernant les politiques en matière de population. Le secrétariat a collaboré avec le FNUAP pour établir un document sur l'évaluation des politiques en matière de population en Afrique, sur la base du Programme d'action de Kilimandjaro et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Le secrétariat a participé à la réunion consultative interinstitutions organisée par le FNUAP pour tirer certains enseignements de la Déclaration d'Amsterdam en ce qui concerne les activités futures.

319. Le secrétariat a collaboré avec l'Unesco aux préparatifs de la première réunion des directeurs d'institutions scientifiques et technologiques africaines; il a participé à la réunion, qui s'est tenue du 19 au 21 juillet 1989 et à laquelle il a présenté un document sur l'harmonisation des programmes scientifiques et technologiques en Afrique. Il a également collaboré avec les autres organismes des Nations Unies en participant, les 26 et 27 mars 1990, à une réunion de l'Equipe spéciale du CAC sur la science et la technique, à laquelle les divers organismes ont examiné des mesures concernant la coopération et l'harmonisation de leurs programmes et activités dans le domaine scientifique et technologique. Le secrétariat a également coopéré avec l'ONUDI dans le cadre de l'atelier conjoint CRAT-ONUDI-FIIRO mentionné plus haut.

320. S'agissant de la coopération avec les autres institutions et organisations des Nations Unies, le secrétariat a fourni un appui au centre pour le développement social et les affaires humanitaires en organisant la réunion régionale préparatoire de la huitième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants à Addis-Abeba les 5 et 6 juin 1989. Le secrétariat a travaillé étroitement avec les services de l'Office des Nations Unies à Vienne s'occupant de la prévention du crime et de la justice pour mineurs, de la jeunesse, des personnes âgées et des personnes handicapées pour ce qui est de la coordination et de l'exécution des différentes activités relatives au développement social.

321. Le secrétariat a participé à des séminaires et réunions organisés par l'Unicef, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et la Commission de la condition de la femme et y a fait par de son expérience.

322. Dans le domaine de la statistique, le secrétariat a collaboré activement avec ces institutions et organismes pour ce qui est des ateliers/séminaires, missions communes ayant pour objet de résoudre des problèmes précis et dans une certaine mesure d'exécuter des projets communs.

323. S'agissant des ateliers et séminaires organisés par le secrétariat, des documents ont été élaborés et présentés par d'autres institutions et organismes tels que le Bureau de statistique de l'ONU, la FAO et la Banque mondiale. Le secrétariat a également donné suite à des demandes émanant de ces organisations ainsi que d'autres.

324. Le secrétariat a organisé conjointement des missions avec le Bureau de statistique de l'ONU, la FAO, etc. dans le domaine des enquêtes sur les ménages ainsi que de la formation et de l'évaluation des projets. Un projet a été exécuté conjointement lorsque la Banque mondiale a chargé la CEA d'entreprendre en sous-traitance des activités déterminées dans le cadre du projet "Afrique".

325. Dans le cadre de la préparation du programme de la deuxième Décennie, le secrétariat a tenu des réunions consultatives avec l'OCDE dans le but de recenser les domaines de coopération future en matière de recherche sur la sécurité routière et avec la Banque mondiale pour préparer le projet de transport de passagers et de marchandises en zone rurale, qui est un volet du Programme de la Banque mondiale et de la CEA sur les transports en Afrique subsaharienne.

326. La coopération touristique entre la CEA et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales évolue positivement. Le Centre, après avoir contribué aux travaux de la deuxième réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme, organise en novembre 1990, un atelier de travail de haut niveau sur les relations contractuelles entre les propriétaires d'hôtels africains et les sociétés transnationales de gestion hôtelière, faisant suite à celui organisé en septembre 1989 sur la gestion hôtelière et la participation de la femme au développement du tourisme en Afrique.

## CHAPITRE III

### VINGT-CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION ET SEIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

#### A. Participation et organisation des travaux

327. La vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des ministres s'est tenue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne), du 15 au 19 mai 1990. La réunion a été officiellement ouverte par Son Excellence le Commandant Abdul Salam Ahmed Jalloud, Premier Ministre et Membre du Groupe de la Grande Révolution du 1er septembre. Des déclarations ont également été faites par Monsieur Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, l'Ambassadeur B.N. Dede, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine et le Camarade Mersie Ejigu, Ministre de la planification d'Ethiopie, Président sortant de la vingt-quatrième session de la Commission. Un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S.E. M. Javier Perez de Cuellar, a été lu par M. A. Blanca, Directeur général au développement et à la coopération internationale. Son Excellence M. Rachidi El Gazawi, Ministre marocain du Plan a, au nom de tous les représentants, proposé une motion de remerciements.

328. Ont assisté à la réunion les représentants des Etats membres de la Commission désignés ci-après : Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zaïre.

329. Des observateurs ont représenté les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ci-après, non membres de la Commission : Argentine, Autriche, Bulgarie, Chine, Corée du Sud, Cuba, Finlande, France, Grèce, Inde, Iran, Japon, Malaisie, Philippines, République démocratique allemande, République fédérale d'Allemagne, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Viet Nam. Le Saint-Siège, non membre de l'ONU, était représenté par un observateur.

330. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient représentés : Bureau de liaison avec les commissions régionales de New York, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Centre du commerce international (CCI), Programme alimentaire mondial, Centre d'information des Nations Unies (UNIC), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Fonds international de développement agricole (FIDA) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

331. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) était aussi représentée.

332. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD), Banque africaine de développement (BAD), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Organisation pour la solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie, Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Bureau hydrographique international (BIH), Banque islamique de développement (BID), Union postale panafricaine (PAPU), Union panafricaine des télécommunications (UPAT), Centre régional de

services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, Regional Institute for Population Studies (RIPS) et Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD).

333. Des observateurs représentaient les organisations non gouvernementales suivantes : Secrétariat du Commonwealth, Université d'Etat Imo, Fédération mondiale luthérienne (LWF), Université d'Ibadan et Université de Zambie.

334. La Conférence a, à l'unanimité élu le bureau suivant :

Président	:	Dr. Mohamed Lutfi Farhat (Jamahiriya arabe libyenne)
Premier vice-Président	:	M. D.N. Magang (Botswana)
Second vice-Président	:	M. Ndanga Badel (Cameroun)
Rapporteur	:	M. Michel Kamano (Guinée)

#### B. Ordre du jour

335. Le 15 mai 1990, la Conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Election du bureau.
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
5. Débat général sur la transformation, le redressement et l'ajustement :
  - a) Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA durant la période 1988-1989;
  - b) Progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et leur effet sur les économies africaines :
    - i) Rapport économique sur l'Afrique, 1990;
    - ii) Rapport intérimaire sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;
    - iii) Préparatifs pour l'examen final et l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies, 1991;
    - iv) Efficacité des programmes d'assistance technique en Afrique;
  - c) Au-delà du redressement et sur la voie de la transformation: Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) :



- i) Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS;
  - ii) Questions relatives à la mise en oeuvre du CARPAS : systèmes de taux de change multiples, politique des taux d'intérêt différentiels et subventions à la production;
  - iii) Rapport de la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique.
- 6. Rapport et recommandations de la onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier soumis à l'examen de la vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des ministres sur les points suivants:
  - a) Rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les résultats des MULPOC en vue de les renforcer et d'accroître leur efficacité;
  - b) La situation alimentaire et agricole en Afrique:
    - i) Coopération multinationale pour le développement de la pêche côtière, marine et dans les eaux intérieures;
    - ii) Contribution des fonds de stabilisation des offices de commercialisation au développement des infrastructures de commercialisation rurales;
  - c) Le développement industriel en Afrique :  
 Rapport intérimaire commun CEA/OUA/ONUDI sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique et les préparatifs de la deuxième Décennie.
  - d) Ressources naturelles et environnement en Afrique :
    - i) Le point sur l'aménagement des bassins fluviaux et lacustres en Afrique;
    - ii) Rapport de la réunion de plénipotentiaires sur la création de la Commission africaine de l'énergie nucléaire;
    - iii) Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement durable;
    - iv) Rapport intérimaire sur les mesures visant à rendre opérationnel le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD);
  - e) Commerce international et financement du développement :
    - i) Quatrième Convention ACP-CEE : Les principaux aspects et l'intérêt qu'ils présentent pour le développement de l'Afrique;
    - ii) Coopération internationale en vue de la facilitation du commerce;
  - f) Transports et communications en Afrique :  
 Rapport intérimaire sur la préparation du programme pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
  - g) Population :

Questions de population dans les Etats membres de la CEA au cours des années 90;

h) **Coopération et intégration économiques :**

Rapport intérimaire sur la création de la Communauté économique africaine;

i) **"Priorité : Afrique" (point proposé par l'Unesco);**

j) **Activités opérationnelles :**

i) **Rapport sur les projets de coopération technique exécutés par la CEA;**

ii) **Activités de CTPD/CEPD en Afrique : Progrès accomplis;**

iii) **Activités, programmes de travail et budgets des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA;**

k) **Recommandations des organes subsidiaires et des organes sectoriels de la Commission:**

i) **Neuvième réunion de la Conférence des ministres de l'industrie;**

ii) **Septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique;**

iii) **Cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales;**

iv) **Septième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification;**

v) **Sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts sur la science et la technique;**

vi) **Quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement;**

vii) **Dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce;**

viii) **Deuxième réunion de la Conférence des ministres du tourisme;**

ix) **Sixième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;**

x) **Rapport de la réunion des chefs de secrétariat des organisations intergouvernementales africaines;**

xi) **Onzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;**

xii) **Neuvième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés;**

xiii) **Rapport de la réunion des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA;**

**l) Questions statutaires :**

Suivi des résolutions pertinentes adoptées par la Commission à sa vingt-quatrième session et des décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social et intéressant l'Afrique :

- i) Suivi d'autres résolutions d'intérêt adoptées par la vingt-quatrième session de la Commission/quinzième réunion de la Conférence des ministres;
  - ii) Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1989 et par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session dans les secteurs économiques et sociaux intéressant l'Afrique;
- m) Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants :
- i) Financement du PNUD;
  - ii) Règlement du personnel;
- n) Situation et perspectives en ce qui concerne l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques;
- o) Programme de travail et ordre de priorité de la Commission :
- i) Propositions en vue de l'actualisation du budget-programme 1990-1991;
  - ii) Rapport du Comité ad hoc sur le plan à moyen terme 1992-1997;
  - iii) Auto-évaluation des programmes de la CEA.
7. Rapport de la dixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés.
8. Rapport de la cinquième réunion du Comité ministériel de suivi des Dix de la Conférence des ministres africains responsables de la planification, de la mise en oeuvre et de l'utilisation des ressources humaines.
9. Questions diverses.
10. Date et lieu de la vingt-sixième session de la Commission/dix-septième réunion de la Conférence des ministres et questions y relatives.
11. Examen et adoption du rapport et des résolutions de la réunion.
12. Clôture de la réunion.

**C. Compte rendu des travaux**

**Discours d'ouverture**

336. En ouvrant la réunion, Son Excellence le Commandant Abdul Salam Jalloud, membre du groupe des dirigeants historiques de la Révolution du 1er septembre, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a déclaré que le thème de la Conférence était particulièrement approprié. Si des programmes et des actions concrets et efficaces en découlaient, cela aiderait à jeter les bases de l'émancipation politique et économique du continent.

Cependant l'Afrique ne pourrait pas traduire ce thème en réalité concrète dans la mesure où les pays occidentaux ne voulaient pas qu'il y ait un développement réel sur le continent. Pour aller de l'avant, il fallait que les pays africains néanmoins aient la volonté politique d'élaborer des actions et des programmes concrets. Dans cette marche en avant, l'instauration d'un environnement propice, notamment l'institution de la démocratie, l'établissement de régimes populaires, le renforcement de la coopération, le développement des transports et des communications et l'établissement de relations véritables avec le reste du monde constituaient d'importants éléments. La Communauté économique africaine devrait aussi être créée et les possibilités offertes par la coopération Sud-Sud devraient être pleinement exploitées.

337. Il a reconnu qu'il était nécessaire que l'Afrique s'ouvre au monde extérieur car aucun pays, aucun continent ne pouvait évoluer sans coopérer avec d'autres. Malheureusement, dans un monde interdépendant, l'Afrique avait été la perdante en dépit de ses immenses potentialités. Il avait été impossible aux pays africains de tirer un avantage significatif quelconque de la coopération Nord-Sud dans la mesure où le Nord avait toujours tenté d'empêcher l'indépendance politique et d'entraver les efforts déployés par les pays africains pour se rallier derrière des buts et objectifs communs. C'est ainsi qu'à la suite de la révolution du pétrole menée par la Libye et au cours de laquelle le prix du pétrole était contrôlé par le producteur, le Nord s'était organisé pour veiller à ce qu'une telle révolution ne se fasse pas pour d'autres produits, les produits agricoles notamment. Le Nord en particulier avait tout fait pour produire des substituts synthétiques à de nombreux produits pour lesquels l'Afrique avait un avantage. Il n'était donc pas surprenant que l'Afrique compte 28 des pays les moins avancés du monde. La situation était critique et empirerait avec le recul du marxisme dans le bloc des pays de l'Est. Les pays africains en seraient davantage marginalisés car leurs alliés se préoccuperaient de plus en plus de leurs problèmes intérieurs. C'était l'Ouest qui, sous prétexte d'apporter la démocratie aux peuples du bloc des pays de l'Est, avait créé cette situation.

338. Le Nord, craignant que les pays africains et arabes se serrent les coudes à la suite de la constitution de l'Union maghrébine arabe, avait créé des tensions entre le Sénégal et la Mauritanie, deux pays musulmans frères. Les médias du Nord s'étaient hâtés d'attribuer le litige à l'utilisation du fleuve et aux différends entre musulmans noirs et musulmans arabes. Ces actions s'inscrivaient dans le cadre des manœuvres du Nord pour diviser et contrôler l'Afrique. Il a exhorté les habitants des deux pays frères à être conscients de cette situation et à ne pas laisser ces manœuvres les induire eux et l'Afrique en erreur.

339. Le FMI et la Banque mondiale participaient à cette conspiration en fournissant une aide financière à un pays donné tout en veillant à en extraire dix fois plus de ce pays.

340. Il incombait à la Commission d'analyser tous ces problèmes et de trouver des solutions radicales pour mettre fin à la conspiration du Nord contre l'Afrique. Celle-ci n'était pas responsable de la crise de la dette, étant donné que les emprunts étaient contractés sur les conseils du Nord et étaient utilisés sous sa supervision pour des activités qui n'apportaient aucune contribution au développement. Finalement, il a prié les participants d'aborder les problèmes dans une optique nationaliste.

341. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a exprimé la profonde gratitude de la CEA à Son Excellence le Colonel Moammar Al-Kadhafi, Guide de la grande et glorieuse révolution Al-Fatah ainsi qu'au vaillant peuple libyen. La Jamahiriya était le seul pays qui ait accueilli deux sessions de la Commission en une décennie, depuis sa création.

342. Au cours de la décennie des années 90, l'Afrique devait répondre à quelques questions fondamentales : quelles difficultés attendaient les populations africaines ? L'Afrique réussirait-elle à se défaire du processus et des politiques qui marginalisaient ses populations pour appliquer avec vigueur une stratégie et des programmes de développement axés sur l'homme ? L'Afrique se mettrait-elle à regagner le terrain perdu en matière d'économie internationale par rapport aux autres régions pour jeter les bases d'un véritable partenariat, au lieu de rester perpétuellement à la traîne de l'économie mondiale dans la dépendance ? Comment réagirait-elle à la montée du régionalisme qui allait caractériser les années 90, avec notamment la zone de libre échange nord-américaine, l'Europe de 1992 et le groupement du Pacifique ? En réaction, l'Afrique allait-elle relancer et renforcer ses groupements économiques régionaux tels que la ZEP pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, la CEDEAO

---

pour l'Afrique de l'Ouest, la CEEAC pour l'Afrique centrale et l'UMA pour le Maghreb, et progresser dans l'application de l'Acte final de Lagos préconisant la création d'une communauté économique africaine pour l'an 2000?

343. Les partenaires de l'Afrique dans le développement devaient se garder de commettre l'erreur impardonnable de continuer de tenter d'intégrer le développement au processus d'ajustement. Il fallait cesser de penser que les programmes d'ajustement continueraient d'évoluer ou qu'il fallait en élaborer une nouvelle génération.

344. Avec la publication récente de son étude prospective à long terme consacrée à l'Afrique subsaharienne : de la crise à la croissance durable, la Banque mondiale s'était rapprochée du CARPAS. Il fallait espérer qu'une fois qu'elle se mettrait à traduire son étude prospective en programmes opérationnels, elle suivrait la voie de la logique et abandonnerait complètement les programmes actuels ainsi que les PAS dits de la nouvelle génération. Le moment était venu pour les institutions de Bretton Woods et en particulier la Banque mondiale de renverser la vapeur et d'en revenir au développement et à la transformation, en inscrivant l'ajustement dans leur cadre, et non l'inverse. Les gouvernements et les peuples africains, ainsi que leurs dirigeants, devaient reconnaître que la réalisation d'un consensus autour du CARPAS serait une tâche de longue haleine. Il leur fallait donc continuer de faire pression sur la communauté internationale dans toutes les instances.

345. La voie de la transformation s'inscrivait dans un schéma à six volets. Premièrement, l'Afrique devrait réfléchir soigneusement et prendre des mesures décisives au sujet des questions vitales qu'étaient la démocratie, la responsabilité et la pleine participation des populations africaines à leur propre développement. Deuxièmement, chaque pays devait se doter d'un cadre de politique générale compatible avec le CARPAS et le plan à moyen terme. Troisièmement, le CARPAS devait entrer dans le vocabulaire courant et devenir un schéma directeur le plus accessible possible. Quatrièmement, il fallait adopter à l'égard du CARPAS une approche sous-régionale. Cinquièmement, il fallait se doter d'instruments d'intervention efficaces en concevant, en formulant et en appliquant uniquement des instruments adaptés aux différents milieux économiques et sociaux. Le dernier volet était la création d'un environnement économique international plus favorable qui facilite les réformes générales en vue du redressement et de la transformation socio-économiques.

346. Malgré les sombres perspectives, l'Afrique devait continuer d'essayer tous les moyens et toutes les stratégies possibles pour résoudre ces problèmes critiques. Il fallait certes reconnaître les risques qu'il y avait à emprunter à court terme pour financer des projets à long terme ou à emprunter à des taux d'intérêt flottants pour financer des projets essentiellement improductifs, mais il était tout aussi important d'insister pour que l'on procède à une révision du pouvoir économique et financier exercé par les institutions de Bretton Woods sur les économies africaines afin de réduire leur mainmise sur la destinée économique du continent. Il importait d'amener les pays donateurs à voir la futilité d'un arrangement qui avait tellement contribué à saper et à réduire l'indépendance de l'élaboration de politiques et de la gestion économique nationale et, partant, il fallait que les institutions de Bretton Woods et surtout la Banque mondiale en reviennent au développement et à la transformation. La solution du problème de la dette multilatérale devait consister en partie à l'annuler ou à la rééchelonner. Il fallait que durant les années 90, le monde abandonne les efforts visant à refinancer la dette pour s'employer à en réduire sensiblement le volume. Il importait également de s'attacher d'urgence à augmenter les apports de ressources à l'Afrique, à des conditions libérales, en vue de son développement à long terme.

347. La grande question était de savoir si les peuples, les gouvernements et les dirigeants africains pourraient mobiliser une volonté politique suffisante pour assurer l'émergence d'une Afrique nouvelle au cours de cette décennie.

348. Le Secrétaire général adjoint de l'OUA a déclaré que le fait que la Libye accueillait pour la deuxième fois la Conférence des ministres de la CEA était la preuve de son attachement aux idéaux de la coopération et de l'intégration africaines. Il existait une coopération et une collaboration étroites entre l'OUA et la CEA. Les questions examinées par la Commission servaient souvent d'apport aux réunions de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

349. Il a passé en revue les grands événements qui s'étaient produits à travers le monde et notamment la constitution de blocs économiques et commerciaux ainsi que les développements politiques et socio-économiques en Europe de l'Est, qui pouvaient avoir des répercussions sur l'Afrique. L'accès de la Namibie à l'indépendance, le 21 mars et la libération de Nelson Mandela, le 11 février 1990, auguraient bien de la décennie.

350. Le début de la décennie était en outre le moment opportun pour passer en revue les années 80 et élaborer des stratégies. Les années 80 avaient été une "décennie perdue" mais il fallait attacher l'importance voulue aux grandes stratégies de développement élaborées pendant cette période : le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la position commune de l'Afrique au sujet de la crise de la dette extérieure et le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS). Il ne fallait pas oublier la sécheresse dévastatrice, le fléau acridien, la famine et l'aide alimentaire massive fournie par la communauté internationale. Les années 80 avaient vu de grands schémas directeurs et des stratégies être promulgués et diverses institutions dont la Banque mondiale exposer des objectifs de développement.

351. La question à laquelle la réunion devait répondre était de savoir ce que voulait l'Afrique au cours des années 90. Il était indispensable d'évaluer les mesures prises au niveau national pour exécuter les divers programmes régionaux et mondiaux ainsi que les obstacles tels que les différends et les conflits internes. Il fallait espérer que les Etats membres se pencheraient sur ces questions.

352. Il était essentiel de créer un environnement propice à l'accélération du développement socio-économique et d'examiner, entre autres facteurs, la participation populaire et de redéfinir le but et les objectifs des gouvernements concernant les gouvernés. Il fallait également aborder la crise de la dette et l'incertitude entourant les cours des exportations et les recettes d'exportation.

353. Pour terminer, l'orateur a passé en revue la coopération intra-africaine et les efforts d'intégration déployés au cours des années 80 pour créer des groupements et des institutions économiques. Ces institutions étaient trop nombreuses, faisaient double emploi et manquaient d'une assise financière suffisante; il fallait donc les restructurer et les réorienter pour faciliter la création de la communauté économique africaine.

354. Le Camarade Mersie Ejigu, Ministre éthiopien du Plan et président sortant de la Conférence, a déclaré que la communauté internationale risquait de porter désormais son attention sur le rapprochement Est-Ouest dans le cadre d'un nouvel alignement politique et de se désintéresser de l'Afrique. Celle-ci risquait de se trouver de plus en plus marginalisée et livrée à elle-même pour s'attaquer à la tâche redoutable de la réalisation du développement économique dans le contexte d'une véritable explosion démographique et de la détérioration de l'environnement. L'Afrique devrait faire son possible pour que les grands pays donateurs continuent de s'intéresser à ses problèmes. Au cours de la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, il importait de continuer de faire pression sur la communauté internationale pour qu'elle honore ses engagements envers l'Afrique et, à tout le moins, double les apports d'APD aux PMA africains d'ici à 1995. Les pays africains devaient aussi tout faire pour faciliter l'accès de leurs exportations aux marchés des pays développés, inclure les produits de base agricoles dans le programme du GATT, éliminer les conditionnalités des prêts multilatéraux, dissocier l'aide bilatérale des sources d'approvisionnement, et transférer durablement les technologies appropriées à l'Afrique, par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

355. L'aboutissement des tendances économiques des années 80 était que l'Afrique subsaharienne était désormais la partie du monde la moins développée et la plus vulnérable sur le plan économique. Les récents événements d'Europe ne devaient pas dissuader les Africains de procéder à un examen et à une évaluation approfondis des politiques économiques adoptées au cours de la décennie écoulée ni d'analyser les grandes tendances de l'économie mondiale qui, malgré les disparités de plus en plus marquées entre pays en développement, avaient débouché sur des problèmes communs aux pays africains et non africains. L'Afrique devrait rechercher un terrain d'entente avec les autres pays en développement au sujet de questions telles que

le rééchelonnement de la dette ou les mécanismes compensatoires visant à stabiliser les recettes d'exportation et le volume des importations, le transfert de technologie et la coopération technique.

356. Il était significatif que tant les gouvernements que les organismes donateurs aient commencé à reconnaître la nécessité urgente d'accorder la priorité à l'élimination des obstacles structurels à long terme qu'étaient par exemple une forte croissance démographique, la détérioration de l'environnement et l'absence de sécurité alimentaire. Il était désormais largement convenu qu'à moins d'aller de pair avec des dispositions spéciales visant à sauvegarder le bien-être des couches les plus vulnérables de la société, la dévaluation accompagnée de déflation était insoutenable. La gestion économique, la mise en valeur des ressources humaines et l'environnement propice à la prospérité de divers types d'entreprises étaient de plus en plus en évidence dans les programmes de réforme pour les années 90. La récente convergence de vues et les efforts consacrés à l'élaboration et à l'articulation des positions exposées dans le CARPAS n'avaient pas peu contribué au changement des attitudes face aux problèmes de développement de l'Afrique. L'un des mérites du CARPAS avait été de cerner avec précision les programmes d'ajustement économique qui, pour avoir quelque chance de succès, devaient être conçus et appliqués au niveau national. La question n'avait pas été de savoir si une transformation économique était nécessaire, mais de déterminer le type de transformation structurelle qui convenait le mieux à l'Afrique. Avec la Déclaration de Khartoum, le CARPAS avait administré la preuve que les programmes de transformation économique devaient être organisés de façon à ne pas réduire les niveaux dérisoires des dépenses sociales en Afrique. Il offrait le moyen d'exprimer le mécontentement de l'Afrique à l'égard des PAS orthodoxes.

357. A l'aube de la dernière décennie du siècle, les partenaires dans le développement devaient tirer parti de la convergence de vues vers laquelle ils avaient tendu sans relâche. Quatre principes importants devaient régir la formulation de la politique économique au cours de la décennie à venir. Premièrement, le taux de croissance de la production globale devait être accéléré et auto-entretenu. Deuxièmement, les augmentations du taux de croissance économique devaient s'accompagner de préoccupations pour la justice économique, tant dans la conduite de la politique économique internationale et dans le fonctionnement des institutions internationales que sur le plan intérieur. Troisièmement, l'environnement devrait être une préoccupation commune à tous. Enfin, quatrièmement, l'Afrique devait recevoir la part qui lui revenait de la révolution technologique, qui transformait rapidement les méthodes de production. Elle devait cesser d'être simple spectatrice ou la victime innocente de technologies ayant pour effets un déplacement de main-d'oeuvre et la substitution de produits, pour participer activement au transfert des technologies et à leur adaptation à ses besoins en matière de développement.

358. L'Ethiopie avait mis en place une série de mesures visant à relever sensiblement le niveau des investissements. Les quotas obligatoires imposés aux ménages agricoles avaient été abandonnés, les mouvements interrégionaux de céréales et de main-d'oeuvre avaient été libéralisés; les droits usufruitaires sur la terre avaient été reconnus, de même que les droits à la propriété privée de biens immeubles dans les zones urbaines. Toutes les entreprises étaient censées fonctionner selon les principes de la concurrence et de la recherche du profit. Les initiatives prises au niveau national pour résoudre les problèmes à long terme d'ordre structurel comprenaient, entre autres, un certain nombre de programmes spéciaux en matière de sécurité alimentaire, la préparation aux catastrophes, la création d'emplois, une politique de conservation et une politique démographique.

359. La principale leçon à tirer de cette expérience était que l'Afrique ne devait pas hésiter à faire connaître ses réserves et ses préoccupations touchant les questions de politique économique. Elle devrait se réjouir de l'unanimité dans la pensée en matière de développement et de l'esprit de dialogue qui commençait à se faire jour sur la scène internationale tout entière. Il fallait que tous se défassent de leurs théories favorites, mais tout à fait dépassées. Durant la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, la recherche d'une croissance économique durable et la satisfaction des besoins fondamentaux des populations devraient constituer des impératifs moraux qui aboutissent à la réalisation du rêve que caressait depuis longtemps le système des Nations Unies, le rêve d'un monde qui soit un.

360. Dans le message qu'il a adressé à la Conférence, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a décrit les événements très positifs qui s'étaient produits sur la scène politique africaine : la naissance

de la nation namibienne, la libération de Nelson Mandela, la levée de l'interdiction des activités politiques en Afrique du Sud et l'ouverture d'un dialogue national. C'étaient là les signes précurseurs si longtemps attendus d'une paix et d'une stabilité véritables en Afrique.

361. Malgré ces signes encourageants, il était clair que la paix et la stabilité en Afrique passaient par le règlement de ses problèmes économiques et sociaux. Au cours des années 80, la situation s'était sensiblement aggravée. Le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique avait été adopté à point nommé pour servir de cadre à la participation de la communauté internationale.

362. L'Assemblée générale ferait le bilan de ce programme en 1991 mais il était d'ores et déjà évident que certaines des initiatives importantes qu'il avait suscitées pourraient servir de base à la réalisation de l'objectif à long terme du développement de l'Afrique.

363. La situation alimentaire s'était quelque peu améliorée au cours des dernières années et un nombre croissant de pays avaient enregistré un excédent. Il subsistait cependant des poches de famine et des cas de déficit vivrier dans certaines régions d'Afrique et ce, en raison de la sécheresse cyclique et de troubles civils.

364. Le problème des réfugiés et des personnes déplacées s'aggravait en Afrique. Malgré l'hospitalité traditionnelle des collectivités locales et des pays voisins, l'afflux de ces populations représentait un danger pour la stabilité des pays d'accueil et menaçait leurs perspectives de développement économique et social.

365. Il importait de mettre un terme à la désindustrialisation qui avait marqué les années 80 et de prendre des mesures efficaces pour moderniser et transformer le secteur industriel afin qu'il puisse jouer dans l'économie africaine son rôle de moteur de la croissance et du développement.

366. Des problèmes d'ordre écologique avaient continué d'entraver les efforts de développement en Afrique. Il fallait de ce fait attacher une importance particulière aux recommandations et au Programme d'action adoptés par la Conférence régionale sur l'environnement et le développement durable, qui s'était tenue en juin 1989 à Kampala (Ouganda).

367. L'accumulation de la dette demeurait le principal obstacle à la croissance et au développement en Afrique. Il fallait réduire le volume de la dette si l'on voulait que le redressement économique de l'Afrique soit une réalité durable. Il était réconfortant que les grands créanciers aient accepté cette vérité.

368. Dans sa conclusion, le Secrétaire général a fait référence aux rapports sur trois grands instruments de politique générale à mettre en oeuvre dans le contexte du CARPAS à savoir les taux de change multiples, les politiques de taux d'intérêt différentiels et les subventions à la production. La controverse née récemment des mauvais résultats des programmes d'ajustement classiques montrait bien que l'efficacité de ces programmes était mise en doute. Les attitudes étaient en train de changer et l'on adoptait une nouvelle approche tenant compte des impératifs de la transformation socio-économique en Afrique.

369. Prenant la parole au nom des participants, S.E. Rachidi El Gazawi, Ministre marocain du Plan, a proposé une motion de remerciements au Gouvernement et au peuple libyens et en particulier au Guide de la Révolution du 1er septembre, pour l'hospitalité chaleureuse et fraternelle qui avait été offerte à tous les représentants, ainsi que pour les installations mises à la disposition de la Conférence.

370. L'allocution prononcée par le Commandant Jalloud devait être considérée comme un aperçu global des problèmes de l'Afrique, en particulier eu égard à son analyse des défis que devaient relever les pays africains. Ceux-ci devaient cristalliser leur volonté de traduire le CARPAS en un développement et en une transformation réels.



Débat général sur la transformation, le redressement et l'ajustement (point 5 de l'ordre du jour)

- a) Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA durant la période 1988-1989;
- b) Progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et leur effet sur les économies africaines :
  - i) Rapport économique sur l'Afrique, 1990;
  - ii) Rapport intérimaire sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;
  - iii) Préparatifs pour l'examen final et l'évaluation du Programme des Nations Unies, 1991;
  - iv) Efficacité des programmes d'assistance technique en Afrique;
- c) Au-delà du redressement et sur la voie de la transformation: Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) :
  - i) Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS;
  - ii) Questions relatives à la mise en oeuvre du CARPAS : systèmes de taux de change multiples, politique des taux d'intérêt différentiels et subventions à la production;
  - iii) Rapport de la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique.

371. Le représentant du Maroc a déclaré que le rapport du Comité technique préparatoire plénier ainsi qu'un certain nombre de documents établis sous la direction du Secrétaire exécutif de la CEA constituaient des éléments essentiels pour la réunion de la Conférence des ministres, qui avait pour tâche de définir le cadre des priorités pour le développement de l'Afrique. Il a souligné l'impérieuse nécessité de mettre au point des stratégies à long terme en vue de faire face à l'évolution de la coopération dans le bassin de la Méditerranée et en Europe.

372. La coopération Sud-Sud exigeait entre autres le renforcement de la coopération afro-arabe et notamment entre les pays arabes africains et les pays africains au sud du Sahara. Par ailleurs, et en vue de concrétiser les décisions, il était essentiel de constituer un conseil consultatif de la planification africaine qui aurait à définir des stratégies à long terme concernant les grands problèmes de développement en Afrique tels que la démographie galopante, l'emploi et d'autres problèmes et à conseiller et suivre la mise en oeuvre des résolutions que la Conférence adopterait. Il était nécessaire de mettre en place une banque de données économiques africaines.

373. La capacité de gérer des programmes devrait être renforcée par une meilleure sélection des projets concrets afin que la relance économique soit facilitée. A cet égard le Ministre marocain a déclaré et réitéré que son pays a acquis une expérience très appréciable de formation dans ce domaine et qu'il mettait cette expérience à la disposition des pays frères africains qui en manifestaient le désir. Il a souligné en outre que le CARPAS était pour l'Afrique un programme vital qui devrait être exécuté d'une manière progressive et souple en concertation avec les partenaires multilatéraux de développement et notamment les institutions de Bretton Woods. Il a proposé de renforcer la coopération de l'Afrique avec la Direction générale de la coopération et du développement en vue de faire pression sur ces institutions pour qu'elles prennent en compte les besoins essentiels des populations, ceux du développement et de la réalisation d'un minimum de croissance. Enfin, il a félicité la Commission, instrument efficace de promotion du développement et de la coopération en Afrique,

et à sa tête le Secrétaire exécutif pour les efforts inlassables et louables qu'il ne cesse de déployer en faveur de ce continent.

374. Le représentant du Botswana a déclaré que les documents dont était saisie la Conférence étaient d'une haute qualité et que les principales questions dignes d'intérêt y avaient été abordées.

375. Il a souligné que plusieurs enseignements pouvaient être tirés des mauvais résultats obtenus au cours des années 80 et en particulier des nombreuses orientations et directives formulées durant cette période.

376. L'Equipe chargée d'évaluer la structure, le fonctionnement et l'organisation des MULPOC avait rempli sa mission avec compétence. La nécessité des MULPOC ne faisait l'objet d'aucun doute et il a salué les efforts visant à rationaliser les activités des MULPOC et à les harmoniser avec celles des organisations intergouvernementales de la région. Il a cependant souligné que des ressources tant humaines que financières étaient nécessaires aux MULPOC pour assurer leur survie.

377. Il a ensuite passé en revue les résultats économiques obtenus par le Botswana au cours des années 80, les objectifs de développement du pays ainsi que les défis et perspectives pour la prochaine décennie. Les résultats des années 80 avaient été nettement meilleurs que prévu, essentiellement en raison de la reprise sur le marché international du diamant (principal produit d'exportation) et d'une évolution favorable des taux de change. Cependant, les ressources naturelles du Botswana étaient vulnérables à l'environnement économique international. Le pays était devenu fortement tributaire du diamant. Les perspectives à long terme dépendraient des résultats quant à l'élargissement de la base de production et des mesures dans ce sens étaient déjà en cours d'application.

378. En dépit des progrès accomplis, la pauvreté n'était toujours pas éliminée, en particulier dans les zones rurales. Il a brièvement abordé les questions de l'emploi dans son pays, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et la nécessité d'élargir la base technologique du pays.

379. Pour terminer, le représentant du Botswana a déclaré que l'élaboration du prochain plan de développement de son pays fournirait l'occasion, selon que de besoin, de choisir parmi les différentes politiques et stratégies formulées par la CEA au cours des années.

380. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a souligné l'importance du thème de la Conférence. Les années 80 avaient quasiment été une décennie perdue pour les pays cherchant à améliorer le niveau de vie de leur population. En dépit de l'exécution de programmes de redressement économique et d'ajustement structurel, la situation économique et sociale en Afrique s'était détériorée.

381. Pour son pays, les années 90 constituaient le plus grand défi pour ce qui est de formuler et d'appliquer des politiques permettant de créer les conditions nécessaires au "décollage" de l'économie.

382. Reconnaissant la nécessité du soutien de la communauté internationale, il a attiré l'attention des participants sur le peu d'efforts faits par cette communauté pour ce qui est de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies, notamment l'insuffisance des apports de ressources ainsi que les conditionalités et les conditionalités croisées du système monétaire international actuel.

383. La démocratisation des systèmes socio-économiques en Afrique devrait s'accompagner de l'élimination de l'injustice économique dont était victime l'Afrique à travers des taux d'intérêt élevés sur les prêts et des termes de l'échange défavorables. Ceux-ci avaient pour conséquence un transfert réel de ressources des pays en développement vers les pays développés de l'Ouest. Il a souligné que l'Afrique était aujourd'hui suffisamment mûre pour savoir ce qu'elle voulait, à savoir la croissance économique et, en particulier, le développement économique sans destruction, conditions essentielles pour permettre aux populations du continent de jouir d'une meilleure qualité de vie. L'Afrique devrait elle-même prendre la direction des efforts visant à diagnostiquer et à cerner les difficultés socio-économiques réelles de son économie ainsi qu'à formuler et à appliquer les stratégies de développement les mieux adaptées.

384. Le représentant de la Zambie a énuméré les mesures prises par son gouvernement en vue de la diversification de l'économie zambienne. Il a ainsi cité la dévaluation progressive du kwacha, l'introduction d'un nouveau guichet pour les opérations de change au taux du marché, l'élimination du contrôle des prix sur tous les produits de base sauf le maïs, la mise en oeuvre d'une politique monétaire stricte, la réduction des subventions sur le maïs et les engrais (qui avaient entraîné une augmentation de 450 % du prix à 374 kwacha le sac de 50 kg) et, enfin, l'élargissement de l'assiette fiscale pour inclure davantage de biens et transférer des ressources du secteur de la consommation aux secteurs agricole et industriel. Ces mesures avaient permis de réduire le déficit budgétaire et d'accroître les recettes d'exportation. Le code d'investissement du pays était en cours d'amélioration en vue d'attirer davantage d'investisseurs nationaux et étrangers.

385. A propos des différents documents régionaux tels que la Stratégie de Monrovia, le Programme d'action des Nations Unies et le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, il a déclaré qu'en dépit de leur existence, le redressement économique de l'Afrique restait un mirage. La question était de mettre le doigt sur la pierre d'achoppement. Il a souligné le fait que les programmes avaient été cohérents et réalistes et qu'ils traduisaient fidèlement l'approche et les actions novatrices adoptées par l'Afrique face à ses problèmes économiques. Cependant, une dimension faisait défaut, à savoir la volonté politique, la confiance et la détermination. Les pays africains n'avaient pas pris en compte dans leurs plans de développement et dans leurs budgets respectifs, les stratégies qui avaient été adoptées au niveau continental. On en voulait pour preuve la désaffection actuelle des Etats membres pour les institutions régionales et sous-régionales africaines qu'ils avaient eux-mêmes créées. Il a demandé le renforcement des MULPOC et leur utilisation lors de la mise en oeuvre du CARPAS, initiative qui devrait être couronnée de succès si l'on voulait éviter que les années 90 soient pour l'Afrique une autre décennie perdue.

386. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a souligné la nécessité d'intensifier la coopération entre les pays africains dans le cadre de la mise en oeuvre de stratégies de développement. Il a ajouté que l'Afrique était à la croisée des chemins en matière de développement et qu'elle devait choisir entre, d'une part, la promotion de la coopération sous-régionale et régionale et, d'autre part, l'imitation de modèles de développement étrangers. Il a insisté sur la nécessité de promouvoir l'autosuffisance alimentaire, la réalisation d'activités en coopération avec d'autres pays en développement.

387. Soulignant la nécessité de tenir compte du CARPAS qui définissait des stratégies à long terme pour le développement de l'Afrique, il a décrit l'expérience de son pays après la grande révolution Al Fatah et a noté, en particulier, le développement social et économique du pays. Au cours des 20 dernières années, la Jamahiriya avait consacré des sommes énormes (plus de 80 milliards de dollars) à l'exécution de projets dans le cadre du nouveau plan de développement du pays. La grande rivière artificielle, dont l'objectif était la mise en valeur des ressources en eau et l'autosuffisance alimentaire, en était à la fin de la première phase. Il a ajouté que cette rivière permettrait également à la Jamahiriya de mettre en valeur ses ressources en eau, de lutter contre la désertification et la sécheresse, de promouvoir le développement agricole et industriel ainsi que la sécurité alimentaire et, enfin, d'exporter des excédents alimentaires vers les pays limitrophes.

388. Le représentant de la Tunisie a déclaré que face aux changements structurels et aux mutations technologiques du moment, les pays africains devraient resserrer les rangs et entreprendre des actions communes. La perspective de l'Europe de 1992, l'unification de l'Allemagne et les autres changements en cours devaient également inciter à l'unité et au renforcement de la coopération entre les Etats africains. L'impact des biotechnologies sur l'agriculture constituait un véritable défi pour l'Afrique. C'est pour cela que les pays du continent devaient coopérer dans le domaine de la recherche-développement en vue d'une meilleure productivité.

389. S'agissant du fardeau de la dette, il a indiqué que celui-ci demeurerait un problème réel en dépit des efforts considérables déployés en vue du remboursement. Ce problème aurait de grandes répercussions sur l'investissement et le développement. Encore une fois, toutes les parties intéressées se devaient de coopérer et d'identifier des projets rentables et productifs.

390. Il a mis en exergue les efforts faits par son pays dans le domaine de réformes structurelles destinées à assainir la situation financière et économique. La création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) témoignait de l'utilité d'efforts concertés en vue de l'intégration de la sous-région de l'Afrique du Nord,

391. Le représentant de l'Algérie a déclaré que la tenue de la vingt-cinquième session de la Commission coïncidait avec la fin d'une décennie particulièrement difficile pour le continent sur les plans tant économique que social. Ce fait avait été souligné par la CEA dans le Rapport économique sur l'Afrique, 1990. La chute du revenu par habitant au cours de la décennie traduisait la détérioration de la situation économique du continent et un environnement économique international extrêmement hostile.

392. L'Afrique était dotée de vastes ressources humaines et compétences mais elle avait continué à se tourner vers les experts des autres continents à cause du manque d'organisation et de l'absence de politiques appropriées. Les ressources en eau de l'Afrique étaient parmi les plus importantes du monde, mais le continent avait continué, faute de gestion, de souffrir de la sécheresse et de la désertification et n'avait pas été en mesure de combler ses déficits alimentaires.

393. La réalisation de l'autosuffisance était une nécessité. A cet égard, la création d'entités sous-régionales sur le continent africain était destinée à renforcer le pouvoir de négociation de l'Afrique et à lancer le processus d'intégration de ses économies.

394. S'agissant de la dette de l'Afrique, il a déclaré que c'était là un fardeau véritable qui gênait les efforts de développement et qui menaçait la stabilité sociale et politique de l'Afrique. La communauté internationale devrait revoir sa position sur cette crise et tracer les grandes lignes d'une solution qui ne devrait plus être axée sur les intérêts exclusifs des créanciers mais plutôt sur les exigences de développement des pays débiteurs. Il a réaffirmé l'attachement de l'Algérie à la Position commune de l'Afrique sur la dette, qui avait été adoptée par l'OUA. Trois domaines essentiels, à savoir la dette, le transfert des ressources et le commerce, devraient être considérés par les pays africains comme prioritaires lors des discussions avec les pays industrialisés dans le cadre des relations Nord-Sud. Concernant l'expérience de son pays, il a fait un bref exposé des réformes économiques menées par l'Algérie au cours des dernières années. Son pays avait mis l'accent sur les éléments suivants : la restructuration et l'autonomie des entreprises publiques visant à décentraliser les décisions et à libérer l'initiative; les mesures visant à mettre fin au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur; la redéfinition du système bancaire au sein duquel la Banque centrale jouerait un rôle déterminant quant aux problèmes de la monnaie et du crédit, ce qui permettrait à terme la convertibilité de la monnaie nationale et ouvrirait le champ à des formes diversifiées de coopération.

395. Le représentant de l'Egypte a souligné les relations cordiales et étroites existant entre son pays et la Jamahiriya arabe libyenne. Il a déclaré que le monde était témoin de changements politiques et socio-économiques rapides, entraînés notamment par la révolution scientifique et technique et par le réajustement des relations économiques internationales à travers la consolidation des blocs commerciaux régionaux. Aucun effort ne devrait être épargné pour faire en sorte que la région ait la place qui lui revenait dans cet ordre international en mutation. L'Afrique pourrait sauvegarder ses intérêts en participant activement aux négociations mondiales en cours, telles que les négociations d'Uruguay, à l'élaboration de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et à la prochaine Conférence mondiale sur l'environnement.

396. Il a parlé de l'analyse contenue dans le Rapport économique sur l'Afrique 1990, qui, à ses yeux, était une présentation réaliste des difficultés économiques et sociales actuelles de la région. Il a cité les politiques protectionnistes de certains pays industrialisés et la forte chute des cours des produits d'exportation intéressant l'Afrique parmi les principaux facteurs faisant obstacle à la transformation socio-économique en Afrique. Grâce à la mise en oeuvre efficace du CARPAS, la région avait de bonnes chances de résoudre ses problèmes de redressement et de transformation.

397. Il a souligné la nécessité de mobiliser les moyens de tous bords en vue de la coopération et de l'intégration économiques. A cet égard, les MULPOC ainsi que les institutions régionales et sous-régionales

parrainées par la CEA avaient un rôle vital à jouer. Par conséquent, tous les efforts devraient être faits pour rationaliser la structure, les ressources financières et la gestion de ces institutions. Il a parlé de la création de l'Union du Maghreb arabe, qui était complémentaire de tous les autres groupements économiques sous-régionaux d'Afrique, y compris la future Zone d'échanges préférentiels d'Afrique du Nord. Ces groupements étaient les précurseurs essentiels de la communauté économique africaine.

398. Pour terminer, il a mis en exergue les efforts faits par son pays en vue de la restructuration de son économie. L'accent était mis sur l'appui aux infrastructures, le rétablissement des déséquilibres démographiques, le renforcement des liens entre l'agriculture et l'industrie, la réduction des subventions sur certains produits de base et la privatisation des entreprises publiques peu performantes.

399. Le représentant du Soudan a rappelé l'allocution d'ouverture prononcée par le Commandant Jalloud et a convenu que l'absence de volonté politique était le principal problème sur lequel devait se pencher la Conférence.

400. Contrairement à la décennie précédente, les années 90 seraient d'une importance capitale pour la survie de l'Afrique, étant donné en particulier que le continent ne pourrait se soustraire aux événements qui se déroulaient de par le monde. Le problème auquel étaient en proie les pays africains était d'ordre structurel. Les pays devaient appliquer le CARPAS, tout en accompagnant leurs efforts de développement de mesures visant à faire participer les populations et à défendre la dignité de l'homme, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

401. S'agissant des pays les moins avancés, il s'est dit préoccupé par l'augmentation de leur nombre en Afrique et par la détérioration de leur situation économique. Il s'est félicité des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les PMA prévue en septembre 1990.

402. Concernant la crise de la dette, l'intervenant a indiqué qu'il fallait, en premier lieu, établir un lien entre la dette et le relèvement des cours des produits de base et en second lieu, un transfert de technologie vers les pays africains. Il a ajouté que l'allègement du fardeau de la dette était à la fois la responsabilité des créanciers et des débiteurs.

403. Enfin, il a souligné que l'Afrique devrait progresser sur la voie de la création de la communauté économique africaine, étant donné que les fondements d'une telle communauté existaient déjà.

404. Le représentant du Ghana s'est félicité des principales idées du thème de la Conférence puis a fait état de l'expérience de son pays au cours de la décennie passée. Il a réitéré l'appel de son pays pour l'instauration d'un nouvel ordre international juste et plus équitable.

405. Le Ghana avait eu l'occasion d'appliquer un grand nombre de politiques diverses visant à résoudre les problèmes économiques de l'Afrique. Pour le Ghana, la décennie perdue n'était pas celle des années 80, mais celle des années 70. Le pays avait appliqué une série de mesures d'ajustement depuis 1983 et partageait déjà son expérience avec des pays africains frères. L'intervenant a mentionné à cet égard la gestion du marché des changes et l'étalement prudent des obligations.

406. Il a ensuite espéré que la restructuration des MULPOC permettrait, au niveau national, de concevoir un ensemble satisfaisant de politiques d'ajustement et de stabilisation assurant la prise en compte des préoccupations sociales fondamentales dans les stratégies nationales pour les années 90. Il a exhorté le secrétariat à suivre et à coordonner efficacement les activités des MULPOC.

407. Enfin, l'intervenant a souligné la nécessité d'accélérer la création de la communauté économique africaine.

408. Le représentant du Zaïre a déclaré que la session se tenait au moment où la situation économique et sociale du continent devenait de plus en plus préoccupante malgré l'adoption de programmes d'ajustement structurel et de stabilisation par la plupart des pays africains. Cette préoccupation avait conduit à la formulation

et à l'adoption du CARPAS. Cependant, il ne suffisait pas d'élaborer des programmes de développement; il faudrait également faire preuve d'une volonté politique évidente pour les mettre en oeuvre. Il fallait aussi assurer une gestion plus responsable des ressources de l'Afrique au regard des contraintes qu'impose au continent l'environnement international.

409. Un autre facteur qu'il convenait de souligner au cours de la nouvelle décennie était la consolidation des groupements économiques régionaux. D'ici 1993, l'Afrique devrait affronter le marché commun européen. Elle devrait donc suivre l'exemple des pays d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale, d'Asie, etc. et renforcer ses groupements sous-régionaux, prélude à la création de la communauté africaine unique recommandée dans le Plan d'action de Lagos. Dans cette perspective, le Gouvernement du Zaïre estimait que l'expérience et la performance du MULPOC de Gisenyi confirmaient la capacité particulière de cette institution de la Commission économique pour l'Afrique à exécuter des projets d'intégration économique sous-régionale. La bonne prestation de ce MULPOC a été entravée par l'insuffisance de ressources humaines, techniques et financières mises à sa disposition pour exécuter les projets d'intégration économique de la sous-région des pays des Grands Lacs. C'était la raison pour laquelle, tout en réaffirmant son attachement aux MULPOC, le Gouvernement du Zaïre se prononçait en faveur de leur maintien et de leur renforcement en mettant à leur disposition les ressources nécessaires à l'exécution des projets qui leur sont confiés par les Etats membres.

410. S'agissant de la coopération entre les MULPOC, le PNUD et les autres institutions spécialisées des Nations Unies, le Gouvernement du Zaïre proposait une concertation permanente, organisée sous les auspices de la CEA et du PNUD, de façon à éviter le double emploi entre les projets nationaux ou d'intégration économique. Ces réunions de concertation devraient se tenir pendant l'élaboration des programmes biennaux des MULPOC et la préparation des cycles de programmation du PNUD afin de permettre aux parties concernées d'harmoniser les programmes d'assistance technique.

411. Le Zaïre a lancé son premier plan quinquennal en 1986, date à laquelle il s'est également engagé dans un processus d'ajustement structurel avec le concours du FMI et de la Banque mondiale. Cependant, les résultats demeuraient mitigés et la croissance économique inférieure à l'accroissement démographique. Le Zaïre tiendrait donc compte des dispositions du CARPAS dans l'élaboration de son prochain plan de développement. La première Décennie du développement industriel de l'Afrique n'avait pas non plus produit les résultats escomptés essentiellement du fait de l'insuffisance des ressources financières. Un accent particulier devrait donc être mis sur la mobilisation des ressources pour le financement de la deuxième Décennie.

412. Notant que la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste constituait un pont entre la sous-région de l'Afrique et la sous-région des Etats arabes, le représentant de l'Ouganda a indiqué qu'il faudrait mettre ensemble les énormes ressources naturelles de l'Afrique et les ressources financières des pays arabes pour accélérer le processus de transformation économique de toute la région. Les pays africains et arabes devraient en particulier rechercher les uns auprès des autres des marchés ainsi que des ressources qu'ils ne produisaient pas eux-mêmes et s'adapter aux possibilités qu'offrait un monde en transformation rapide.

413. L'intervenant a pris note avec préoccupation de l'évaluation des résultats de l'économie africaine en 1988-1989 faite par le secrétariat. Il a souligné que les guerres et les conflits dans les pays africains et entre ceux-ci constituaient un facteur supplémentaire à l'origine des mauvais résultats enregistrés par les économies. Les mécanismes devant servir à l'examen final du Programme d'action des Nations Unies et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique seraient d'une très grande importance pour l'Afrique car ils influenceraient les conclusions qui seraient arrêtées en ce qui concerne les programmes et mesures pour 1991. Il importait que la CEA envoie les missions proposées au moment opportun et que les données recueillies soient précises et à jour. S'agissant du CARPAS, l'intervenant a estimé qu'il était temps d'en éprouver la viabilité et l'acceptabilité en utilisant ses dispositions comme base des négociations menées au niveau national avec les institutions financières qui financent les programmes de développement en Afrique.

414. L'intervenant a loué la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation et fait état des efforts déployés par l'Ouganda pour assurer la participation des populations au développement. L'Ouganda avait également accueilli le séminaire de l'OUA sur le développement de l'énergie.

nucléaire au service du développement ainsi que la Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement durable. A cet égard, il a porté à la connaissance de la Conférence la Déclaration de Kampala sur le développement durable et demandé à la CEA et à l'OUA d'oeuvrer ensemble à la mise en oeuvre des recommandations adoptées par ces réunions.

415. S'agissant des institutions parrainées par la CEA et l'OUA, l'intervenant a estimé qu'il faudrait trouver des moyens radicaux pour assurer l'adhésion automatique à celles-ci de façon à faire partager la charge financière à un plus grand nombre de pays. Il a souhaité que la mise en oeuvre limitée des programmes de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique ne se répète pas dans le cas de la deuxième Décennie.

416. La création de la communauté économique africaine proposée était nécessaire pour que l'Afrique devienne une région économique viable dans un monde de concurrence acharnée. L'intervenant s'est réjoui de noter que la CEA, l'OUA et la BAD oeuvraient ensemble à la promotion de cette initiative louable. A cet égard, il faudrait maintenir les centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets de la CEA (MULPOC) afin qu'ils continuent de promouvoir l'intégration économique de l'Afrique. Cependant, pour qu'ils accomplissent effectivement cette tâche, il faudrait sérieusement examiner leur mandat et leur administration et veiller à un déploiement efficace de leur personnel. L'Ouganda était d'avis que le mémorandum adressé à l'Assemblée générale n'avait pas suffisamment mis l'accent sur les recommandations du Comité d'évaluation. L'intervenant s'est dit satisfait du rapport du secrétariat sur l'UNAFRI et a demandé aux pays qui n'avaient pas encore ratifié les statuts de l'Institut de le faire et de verser leur contribution afin de permettre à l'Institut d'accomplir la tâche qui lui a été assignée.

417. L'intervenant a enfin souligné la nécessité pour l'Afrique de mettre au point sa propre technologie pour promouvoir la recherche-développement et assurer ainsi un développement auto-entretenu. Il fallait un système qui assure l'introduction de matières techniques dans les programmes scolaires à un stade précoce et qui permette aux Africains de comprendre l'environnement dans lequel ils vivent. C'était la seule manière de résoudre les problèmes de façon rationnelle et réaliste.

418. Le représentant du Cameroun a indiqué que dès le début de la crise économique, son pays avait mis en place des mécanismes visant à enrayer la dégradation de l'économie et procédé à une reformulation de ses priorités et stratégies de développement de façon à tenir compte de la dimension sociale du développement. Le programme d'industrialisation du Cameroun s'inscrivait dans le cadre de l'effort visant à accorder la priorité à la mise en valeur des ressources nationales afin d'assurer la sécurité alimentaire. Le pays s'efforçait surtout, grâce à diverses activités, notamment la recherche agronomique et zootechnique, de préserver l'autosuffisance alimentaire actuelle. Cependant, l'intervenant a souligné que tous ces efforts seraient ruine d'énergie sans une maîtrise des problèmes d'environnement. A cet égard, le Cameroun consentait un effort particulier à sa campagne contre les effets de la sécheresse et à la prévention des catastrophes d'ordre météorologique et sismique.

419. Le Cameroun était conscient qu'il ne pourrait sortir seul de la crise actuelle et que l'intégration régionale et la coopération Sud-Sud étaient nécessaires. A cet égard, les pays de la sous-région de l'Afrique du Centre étaient convaincus de la nécessité d'harmoniser leurs politiques en matière de douane, de commerce et de transports. Le Cameroun réalisait par conséquent d'importants investissements à caractère communautaire, parmi lesquels on pouvait citer : l'aménagement de la zone UDEAC au port de Douala, dont l'exploitation était appelée à réduire considérablement les coûts des transports sur les importations des pays enclavés du MULPOC d'Afrique du Centre; la construction de la bretelle de la route transafricaine Lagos-Mombassa en direction du Gabon et de la Guinée équatoriale; la construction de couloirs de transport pour les pays enclavés de la sous-région. C'était dans ce contexte qu'il fallait placer l'adoption récente du code de la route de l'UDEAC et la signature de nouvelles conventions sur la répartition du fret, de même que la fixation des itinéraires entre le Cameroun d'une part, et le Tchad et la République centrafricaine, d'autre part.

420. Enfin, l'intervenant a souligné l'action remarquable des femmes camerounaises dans le domaine de l'entrepreneuriat et de la conquête des marchés régionaux et outre-atlantiques. Il a émis le voeu que la

deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique permette d'établir un lien entre les projets réalisés et ceux en cours et qu'un appui soit apporté à la réalisation des objectifs du programme PANAFTEL.

421. Le représentant du Kenya a dit que le CARPAS était un cadre dans lequel les gouvernements africains pourraient formuler des politiques nationales en vue du redressement économique et du développement. Notant les préparatifs en cours concernant l'examen final du Programme d'action des Nations Unies, il a lancé un appel en vue d'une coopération maximale entre les Etats membres de la CEA à cette fin. Le Kenya accueillait favorablement le rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les réalisations des MULPOC. L'intervenant a indiqué que les membres du MULPOC de Lusaka avaient senti la nécessité d'une telle évaluation et mis sur pied un comité ministériel de cinq pays pour étudier la question de la coordination des activités du MULPOC. L'intervenant a émis le vœu qu'en acceptant les recommandations de la mission d'évaluation en général, la Conférence n'occulte pas la nécessité de disposer d'un mécanisme chargé d'examiner à l'avenir les structures et la composition des MULPOC eu égard à l'évolution de la situation au sein des groupements sous-régionaux.

422. L'intervenant a mentionné le plan de développement du Kenya pour la période 1989-1993 dont le thème était "Participation en vue du progrès". Le plan avait mis le peuple au centre du processus de développement, en particulier en matière de définition des programmes prioritaires et de leur exécution au niveau local. Par conséquent, le Kenya faisait pleinement siennes les recommandations de la Conférence internationale sur la participation populaire tenue à Arusha. De par son expérience limitée en matière de politiques d'ajustement structurel, le Kenya avait réalisé qu'une politique monétaire prudente était primordiale pour le redressement et le progrès, et avait réussi à maintenir des taux d'inflation raisonnables tout en assurant des disponibilités monétaires grâce à des taux d'intérêt souples et à la gestion du crédit intérieur. Parallèlement, les prix des productions agricoles avaient été progressivement relevés à des niveaux rémunérateurs, efforts qui avaient entraîné un taux de croissance économique de 5,4 % par an.

423. L'intervenant était convaincu que les institutions parrainées par la CEA avaient été créées pour satisfaire les besoins particuliers de l'Afrique, et ne comprenait pas pourquoi les gouvernements africains s'en désintéressaient aussitôt après leur création. Un exemple éloquent était l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques qui a été créé à Nairobi en 1980 et qui a connu d'innombrables difficultés au fil des ans faute d'appui financier. L'intervenant a demandé instamment aux Etats membres de verser leurs contributions aux instituts afin de leur permettre d'atteindre les objectifs pour lesquels ils ont été créés.

424. Le représentant du Nigéria a exprimé sa satisfaction au secrétariat de la CEA pour les efforts inlassables déployés pour produire les différents documents qui permettront à l'Afrique de prendre les mesures appropriées visant à atteindre l'objectif du redressement et de la transformation socio-économiques au cours des années 90.

425. Les années 80 ont été une décennie perdue pour le continent africain. Les pays africains devaient donc relever le défi redoutable d'assurer la croissance au cours des années 90 pour réaliser la transformation requise. Le Nigéria poursuivait des politiques économiques conformes au thème de la Conférence depuis le lancement en 1986 du programme de redressement national. Ce programme était appuyé par des réformes conçues par le Nigéria, parmi lesquelles figuraient l'élimination progressive des subventions aux intrants agricoles, l'introduction de systèmes de distribution des engrais et pesticides bénéficiant d'un soutien efficace des prix, la libéralisation de l'accès au crédit agricole, l'interdiction des importations de certains produits afin de protéger les produits locaux et la privatisation de certaines sociétés publiques.

426. L'intervenant a souligné la nécessité pour l'Afrique de surmonter la crise de la dette en mettant au point une formule acceptable de façon à ce que ce problème ne ralentisse pas les efforts de redressement et de transformation socio-économiques. Il a lancé un appel aux gouvernements africains afin qu'ils coopèrent pour relever les défis à venir que constituent la formation de blocs économiques, les changements intervenant en Europe de l'Est et l'unification politico-économique envisagée en Europe de l'Ouest.



427. Il a demandé aux Etats membres de tirer les leçons de la scène politique internationale des années 80, caractérisées par un mouvement radical vers le règlement pacifique des différends dans la plupart des pays à l'exception des pays africains. Il a également demandé aux Etats membres de réfléchir sérieusement à ce désavantage et d'engager le dialogue plutôt que d'utiliser la force qui s'accompagne toujours de conséquences onéreuses.

428. S'agissant des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA, l'intervenant a indiqué qu'elles étaient inefficaces en raison notamment de l'appui général qui leur faisait défaut, notamment de l'insuffisance de leurs membres et de l'incapacité de ceux-ci à verser leurs contributions.

429. Le représentant de Madagascar a indiqué que son pays mettait en oeuvre depuis 1981 un programme d'ajustement structurel difficile qui n'a commencé à porter ses fruits qu'en 1989. Le taux de croissance économique a atteint 4% en 1989, dépassant pour la première fois depuis 1980 celui de la croissance démographique. Le problème n'était pas de choisir entre différents programmes structurels mais de faire en sorte que la croissance économique réelle et durable soit réalisée dans le respect de l'environnement.

430. Les problèmes de développement et de l'environnement n'avaient pas été suffisamment soulignés dans les documents soumis à la Conférence. Il n'existait pas de solutions toutes faites, chaque pays devant chercher sa propre voie. Dans ce contexte, l'intervenant a informé la Conférence que son pays mettait en oeuvre un plan d'action environnemental sur 15 ans dont la première phase avait été soumise aux bailleurs de fonds à Paris en 1990. L'objectif était de sauvegarder la flore et la faune du pays, avec deux volets : la formation d'experts locaux en techniques de gestion du développement et de l'environnement et l'assistance aux populations rurales afin qu'elles formulent et exécutent leurs propres programmes de développement.

431. L'observateur de l'URSS a souligné que son pays était convaincu que les problèmes mondiaux ne pouvaient être résolus sans qu'il soit tenu compte de la composante africaine. Le fait que les questions relatives à l'Afrique soient constamment examinées dans toutes les grandes instances du système des Nations Unies au cours de la décennie écoulée reflétait la gravité croissante des problèmes africains et la communauté internationale tout entière devait s'efforcer de leur trouver des solutions appropriées. Il a loué les efforts déployés par les pays africains pour tracer leur propre voie menant au développement, en particulier avec l'adoption du CARPAS et a indiqué que ce document présentait de manière harmonieuse les moyens de réaliser les objectifs définis dans le Plan d'action de Lagos ainsi que dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Le CARPAS pourrait être une base solide pour un dialogue constructif au niveau international ainsi que pour l'élaboration de programmes nationaux en vue de changements structurels. La viabilité du CARPAS dépendait aussi bien de l'attitude de la communauté internationale que de facteurs internes.

432. Les ressources physiques et humaines considérables du tiers monde étaient minées par des conflits régionaux et des dépenses d'armement. En effet, les dépenses actuelles de l'Afrique dans le domaine de l'armement étaient supérieures à ses dépenses globales dans les domaines de l'éducation, de la santé et d'autres besoins sociaux. Le tiers monde lui-même, pris dans son ensemble, avait dépensé un montant équivalent voire supérieur à la dette extérieure globale des pays africains, en achats d'armements.

433. Il a loué les efforts déployés par la CEA et par son Secrétaire exécutif pour réaliser des études scientifiques approfondies qui fournissaient aux Etats membres des modes d'intervention appropriés pour stimuler le développement économique. Le développement socio-économique du tiers monde était entravé par un cercle vicieux constitué par la dette - remboursement de la dette - manque de ressources financières - nouveaux emprunts. Il a déclaré que son pays approuvait l'adoption au niveau international d'approches à la solution du problème de l'endettement et était disposé à entamer des consultations au niveau international afin de parvenir à un consensus politique et formuler des principes généraux pour le règlement du problème de la dette du tiers monde. Au cours de la période 1986-1989, l'URSS a réduit le volume de la dette des pays en développement de 14 milliards de roubles et envisageait de réduire davantage le montant de la dette des PMA dont la majorité se trouvaient en Afrique.

434. L'endettement du tiers monde était aggravé par la fluctuation des cours des matières premières, la fluctuation des taux de change et des taux d'intérêt ainsi que le protectionnisme accru dans les échanges, tous des facteurs que ne maîtrisaient pas les pays en développement.

435. Finalement, il a indiqué que le renouveau économique de l'Europe de l'Est était partie intégrante de la transformation de l'économie mondiale et qu'une Europe orientale économiquement forte était plus intéressante pour les pays en développement dans la mesure où elle pouvait être un partenaire valable pour des échanges dynamiques et une source de ressources financières supplémentaires et de techniques. Bien que l'URSS connaisse des changements structurels, elle maintiendrait néanmoins son assistance technique au tiers monde.

436. L'observateur de la République fédérale d'Allemagne a noté que si le continent avait enregistré un taux de croissance économique d'environ 3 % au cours de l'année passée, la population s'était accrue au même taux. Cet accroissement démographique sans précédent accentuerait la pauvreté et représenterait une grave menace pour la restructuration axée sur l'environnement, la promotion de l'agriculture et le démantèlement de la bureaucratie, des mesures d'une importance vitale pour le développement.

437. L'Afrique demeurerait la principale cible des efforts de coopération de la République fédérale d'Allemagne en matière de développement. Un montant de 1,2 milliard de deutsche marks a été transféré vers le continent par des voies multilatérales. Une partie de ce montant a été utilisée pour soutenir la Banque africaine de développement dont les projets régionaux étaient suivis avec un intérêt particulier par son pays. Les problèmes de la dette africaine occupaient également le premier plan dans les efforts de la République fédérale d'Allemagne. Son gouvernement avait déjà annulé les dettes de 29 pays africains et était d'avis que des solutions appropriées au problème devraient être recherchées cas par cas. A cet égard, les échanges de biens étaient importants. La République fédérale avait actuellement un déficit commercial dans ses échanges avec l'Afrique mais était disposée à importer davantage du continent. Par ailleurs, de nombreux pays africains étaient certes ouverts aux investissements étrangers, mais les conditions d'investissement pouvaient être considérablement améliorées dans la région pour encourager le rapatriement de capitaux africains.

438. Il a évoqué la possibilité de la réunification allemande dans un avenir proche et a réassuré la Conférence que ceci ne se ferait pas au détriment des autres. Il était encouragé par les progrès réalisés sur le plan politique dans certains pays africains, en particulier en Namibie et en Afrique du Sud. En ce qui concernait cette dernière, son pays continuait de demander la levée totale de l'état d'urgence, la libération de tous les prisonniers politiques et une amnistie pour les représentants des mouvements anti-apartheid qui se trouvaient encore à l'extérieur. L'Afrique australe était une des régions les plus riches du continent et seule la levée des barrières politiques assurerait l'instauration de la paix, le développement économique et l'élimination de la faim.

439. Son gouvernement appuyait le programme de travail intensif de la CEA, la seule organisation économique panafricaine. Il a souhaité un succès continu à la Commission dans ses activités utiles.

440. L'observateur de la France a souligné l'attachement de son pays au développement des pays les moins avancés (PMA). A ce propos, il a indiqué que son pays ferait le nécessaire pour contribuer à l'amélioration de leur situation. En tant que pays hôte de la deuxième Conférence sur les PMA, prévue à Paris en septembre 1990, son pays souhaitait à la présente Conférence le plein succès qui passait par l'adoption d'un plan précis et concret fondé sur des engagements réciproques de tous les partenaires, y compris les organisations non gouvernementales.

441. Les pays africains ne devaient pas manifester trop d'inquiétude à la suite des changements actuels dans les pays de l'Europe de l'Est. Ces changements ne seraient en aucune manière un handicap à l'assistance et à la solidarité toujours portées au continent africain par ses partenaires européens. L'aide accordée aux pays de l'Europe de l'Est s'ajouterait à celle octroyée à l'Afrique et n'en serait pas retranchée. L'Europe de 1992 ne devrait pas être perçue comme une forteresse entourée de barrières protectionnistes. Elle représenterait plutôt une chance pour l'Afrique qui aurait à traiter en tenant compte d'une seule réglementation. Ce serait un marché ouvert et plus consommateur de produits africains que maintenant.

442. Il était d'avis que de nombreux changements survenant en Afrique étaient porteurs d'espoir. Il a mis l'accent sur la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation. On cernait mieux le rôle de l'Etat qui devait être considéré comme un régulateur social, laissant une certaine manœuvre aux opérateurs privés. Le CARPAS avait été utile et avait contribué à une meilleure compréhension des réalités africaines par la communauté internationale. Un consensus se dégagait sur les principales options de l'aide et de la coopération, ce qui permettait de penser que la décennie des années 90 serait plus positive pour l'Afrique que la précédente.

443. L'observateur de l'Iran s'est félicité de l'indépendance de la Namibie et de la libération de Nelson Mandela. Il s'agissait là d'événements encourageants dans la lutte pour l'élimination totale de l'apartheid. La Commission se réunissait à un moment de disparité accrue entre Nord et Sud. Les termes de l'échange des matières premières par rapport aux biens industriels avaient changé, plus au détriment des pays du tiers monde. Les concepts de croissance et de développement s'étaient transformés en de simples slogans dans de nombreux domaines et la crise de la dette avait hypothéqué les intérêts des générations futures.

444. Il a mis en relief des événements survenus depuis la révolution dans son pays. En dépit d'obstacles tels que les embargos économiques, les troubles ethniques, la chute des cours du pétrole et une guerre dévastatrice, l'Iran avait assuré l'approvisionnement de 66 % de sa population rurale en électricité et de 64 % en eau potable. Il avait accru son aide aux pays en développement en général et aux pays africains en particulier. L'Iran aidait un certain nombre de pays africains pour le développement et la vulgarisation d'une agriculture mécanisée et semi-mécanisée en vue d'accroître le rendement de cultures agricoles stratégiques comme le riz et le maïs.

445. L'observateur du Saint-Siège a déclaré que puisque le thème de la Conférence était l'Afrique durant les années 90 : en avant pour la transformation de l'économie africaine, que la désertification était un des obstacles majeurs au développement économique et social en Afrique, et que le Sahel était un motif d'inquiétude pour l'Afrique, il rappellerait certaines idées clés de l'appel solennel du Pape Jean-Paul II en faveur des pays du Sahel. En 1980, le Pape avait joint sa voix à toutes celles qui appelaient à une solidarité généreuse et efficace. Depuis lors, des efforts considérables ont été déployés en réponse à l'appel du Pape qui a suscité de grands et nouveaux élans de solidarité. Du côté catholique, il s'est concrétisé par la Fondation Jean-Paul II pour le Sahel. La Fondation desservait huit pays et son Conseil d'administration était implanté à Ouagadougou (Burkina Faso).

446. La responsabilité de ceux qui avaient la charge de diriger les instances politiques, économiques, sociales et culturelles était engagée, autant dans les pays du Nord que dans les pays d'Afrique pour servir de façon authentique, et ranimer l'espoir de ceux qui comptaient sur la sagesse de leurs responsables. C'était la raison pour laquelle aucune crainte ne devait subsister concernant un dialogue franc et ouvert.

447. Il fallait beaucoup de compétence, de tenacité, d'aptitude à l'organisation et de précision dans l'action en même temps que de la bonne volonté pour pallier les insuffisances des services publics et des infrastructures, pour améliorer l'emploi et pour mettre en valeur les ressources. En fait les idées ne manquaient pas. En énumérant ainsi ces aspects du développement et en signalant l'urgence des mesures à prendre pour stopper la désertification et pour promouvoir le développement total et l'ajustement, le Pape entendait rappeler à tous le devoir de solidarité et le devoir de servir la cause du développement, qui devait se fonder sur le partage des compétences et des richesses. C'était donc au nom de l'humanité que le Chef de l'Eglise lançait un appel solennel à l'humanité tout entière en faveur du Sahel.

448. L'opinion publique avait un rôle plus important que jamais à jouer. La solidarité impliquait que tous travaillent ensemble, avec détermination et persévérance pour le bien commun, chacun selon ses moyens. Le Pape lançait cet appel aux peuples favorisés pour qu'ils partagent leur technologie et leur expérience avec leurs frères d'Afrique, il était convaincu que les Africains apportaient en retour la beauté de leurs qualités réelles, leur amour de la vie, leur dignité, leur sens de l'entraide et de la solidarité et leur ouverture à la transcendance. C'était seulement ainsi que l'humanité réaliserait un développement total en harmonie avec son milieu.

449. L'Administrateur adjoint du PNUD et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique a fait observer que la situation économique de l'Afrique restait alarmante. Les efforts de la CEA avaient beaucoup contribué à sensibiliser le monde à la gravité de la crise frappant le continent. Le vieil ordre politique se trouvait confronté à une nouvelle génération plus exigeante. Cependant, cette crise était en un sens salubre car elle pouvait constituer la base permettant d'élaborer des modalités plus appropriées qui aideraient l'Afrique à sortir de l'impasse actuelle et à relever les défis qui se posaient à elle. L'intervenant a félicité le Secrétaire exécutif de la CEA pour les efforts remarquables qu'il avait déployés pour trouver des solutions africaines à la crise africaine. A titre d'exemples, il a mentionné le CARPAS qui avait adopté une perspective à long terme du développement, les MULPOC qui permettaient la décentralisation des activités de la CEA et rapprochaient celle-ci des Etats membres et des structures d'intégration et de coopération - telle que la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC).

450. La Libye avait fait preuve de courage en rappelant aux pays africains qu'ils étaient maintenant à l'ère de la productivité et de la concurrence et en leur demandant instamment de s'adapter à la nouvelle donne.

451. L'Administrateur adjoint du PNUD a rappelé les conclusions et les recommandations de la réunion commune tenue en avril 1989 par les représentants résidents du PNUD, les ministres du développement économique et de la planification et les ministres des finances. Le PNUD et le Secrétaire exécutif de la CEA avaient convenu que ces réunions auraient lieu tous les deux ou trois ans. Le PNUD appuyerait tous les efforts visant à promouvoir le développement à long terme de l'Afrique. Il attachait une importance particulière à la coordination des efforts de développement et à l'utilisation des chiffres indicatifs de planification pour aider les pays à concevoir leurs programmes de coopération technique. Par ailleurs, l'intervenant a insisté sur le rôle catalyseur du PNUD dans les contacts avec les institutions de financement qui intervenaient en Afrique. Pour conclure, il a souligné les relations harmonieuses existant entre le PNUD et la CEA, le PNUD et l'OUA et, plus récemment entre le PNUD et la Banque africaine de développement (BAD) et il a exposé les principales activités envisagées par le PNUD en collaboration avec ces institutions.

452. L'Administrateur adjoint du PNUD et Directeur du Bureau régional pour les Etats arabes et pour l'Europe a fait savoir que ce Bureau avait organisé en mai 1989, à Tunis, une série de réunions pour les ministres arabo-africains du Plan. Les recommandations issues de ces réunions s'inscrivaient dans le droit fil des recommandations adoptées par les réunions antérieures des ministres africains du Plan et des conclusions similaires relatives au processus d'ajustement structurel et à son incidence sociale en Afrique.

453. Les ministres arabo-africains du Plan avaient souligné le caractère indispensable d'une approche globale du développement et de la planification, d'une approche qui prenne en considération les dimensions économique, sociale, culturelle et institutionnelle. Bien que le Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes et l'Europe n'ait qu'un petit nombre de projets en cours d'exécution par la CEA, il avait jeté les bases d'un dialogue extrêmement constructif, qui s'ouvrirait par la question importante du commerce.

454. Parmi les activités dans lesquelles le Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes et l'Europe collaborait avec la CEA et le Bureau régional pour l'Afrique, figurait la mise en valeur du bassin du Nil. Les ressources en eau étant un produit stratégique aussi bien pour les nations arabes que pour les nations africaines et, de plus, susceptibles d'être une source de conflits et de discordes, le PNUD aidait les gouvernements à résoudre ce problème. Le Bureau régional pour les Etats arabes et l'Europe appuyait pleinement l'initiative du groupe UNDUGU pour laquelle il fournissait une assistance technique précieuse visant à resserrer les liens entre l'Afrique et les Etats arabes. Le Bureau régional pour les Etats arabes et pour l'Europe collaborait étroitement avec son homologue pour l'Afrique, avec lequel il parrainait des projets communs.

455. Par exemple, ces deux bureaux étaient engagés dans le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS). Parmi les autres projets communs figurait la mise à disposition par le PNUD d'équipes consultatives sur l'ajustement structurel pour l'Afrique. Cette idée avait été conçue dans le but de fournir aux gouvernements africains des avis stratégiques pour la définition de programmes de réforme et la mobilisation des fonds extérieurs requis; d'améliorer la capacité d'analyse et la capacité de négociation des équipes

spéciales nationales; de fournir une formation de type classique et une formation en cours d'emploi aux économistes nationaux; de contribuer au développement des moyens nationaux d'analyse macro-économique.

456. Par ailleurs, il existait des projets qui devraient impliquer une coopération arabo-africaine en vue d'éradiquer la lucilie bouchère. L'intervenant a espéré que les participants adopteraient une recommandation préconisant une action concertée en vue d'éradiquer ce fléau, précisant que le Bureau régional pour l'Afrique joindrait ses efforts à la lutte contre la sécheresse et la désertification.

457. De nombreuses préoccupations relatives à l'environnement étant partagées, un Centre régional pour l'environnement et le développement avait été créé pour la surveillance de l'environnement dans la région des Etats arabes. Il existait des plans visant la mise en place d'une banque de données et de systèmes d'alerte rapide et de télédétection.

458. En conclusion, il se joignait aux autres orateurs pour demander une coopération afro-arabe grâce à laquelle seraient assurés non seulement la survie du continent mais aussi son développement.

459. Le représentant de la FAO a souligné l'importance que son organisation attachait à la coopération avec la Commission économique pour l'Afrique. La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture recevait une aide d'environ 2 millions de dollars par période biennale.

460. Il a rappelé que la Conférence régionale des ministres africains de l'agriculture réunie à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) en 1986 avait approuvé un Plan d'action pour l'agriculture africaine fondé sur une étude détaillée effectuée par la FAO en collaboration avec les ministères africains de l'agriculture. Ce plan d'action couvrait le développement, à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale, de l'agriculture africaine pendant les 25 prochaines années; il préconisait essentiellement un changement fondamental de la structure des politiques, priorités et plans nationaux en vue de développer le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, d'améliorer sensiblement les intrants, les mesures d'incitation, les institutions et les infrastructures, d'appliquer des stratégies de revalorisation des terres africaines et de protection des sols et de faire bénéficier les gouvernements et les agriculteurs africains d'un soutien énergique de la communauté internationale. La Charte africaine de la participation populaire au développement constituait un reflet du Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, que les gouvernements africains et les organisations de masse mettaient en oeuvre depuis plus de 10 ans avec l'assistance des institutions du système des Nations Unies, la FAO étant chargée de la coordination. La FAO oeuvrait en permanence pour l'intégration des femmes au développement et avait acquis dans ce domaine une solide expérience qu'elle souhaitait partager avec la CEA et d'autres institutions spécialisées.

461. Il a conclu en rappelant que, malgré la réduction considérable de ses ressources au cours de ces dernières années, la FAO continuait d'accorder la priorité à l'Afrique. Ainsi, environ 45 % de son budget 1990-1991 étaient consacrés à l'Afrique.

462. L'observateur représentant le PAM a déclaré que l'aide alimentaire apportée par son organisation à l'Afrique, qui s'était élevée à 2 milliards de dollars depuis 1986, avait été utilisée dans le cadre de diverses activités liées au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, telles que le développement agricole, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la mise en valeur des ressources humaines, l'infrastructure rurale et les opérations de secours. Le PAM insistait sur l'importance de la mise en place d'installations et de moyens de stockage et de distribution; de la formation de personnel chargé de la gestion alimentaire; du décaissement rapide des fonds, du suivi et de l'évaluation de l'aide alimentaire au niveau national et à d'autres niveaux; de la coordination de l'assistance technique et de politiques agraires appropriées. Afin de faciliter le transfert des excédents alimentaires des pays ayant des excédents aux pays en situation de déficit, les gouvernements devraient lever tous les obstacles administratifs et fiscaux. Vingt pour cent de l'aide publique au développement en faveur de l'Afrique sub-saharienne allaient à l'aide alimentaire et ce pourcentage augmenterait encore dans les années 90. L'intervenant a lancé un appel aux pays africains pour qu'ils accroissent leur production alimentaire et cessent ainsi d'être tributaires de cette aide.

463. L'observateur du FNUAP a déclaré qu'au rythme actuel, la population africaine doublerait dans les 23 prochaines années. De plus, cette population se caractérisait par des taux de fécondité et de mortalité infantile et maternelle extrêmement élevés et par une très basse espérance de vie à la naissance. Ces caractéristiques avaient une grave incidence sur le processus de développement et demandaient à être corrigées grâce à des politiques démographiques appropriées et à des programmes efficaces. C'était pourquoi le FNUAP aidait les Etats membres de la CEA par le biais de ses programmes par pays et de ses programmes régionaux et sous-régionaux exécutés en coopération avec la CEA et l'OUA. Il apportait son soutien à des centres régionaux de formation et de recherche et dispensait des services consultatifs en matière de population et de démographie. Il avait presque doublé son assistance financière aux pays africains au cours des quatre dernières années et prévoyait de l'augmenter encore. L'aide du FNUAP portait essentiellement sur les domaines suivants : programmes d'information, d'enseignement et de communication en matière de population; santé maternelle et infantile/planification familiale; collecte de données; recherche et études démographiques; définition, application et évaluation de politiques en matière de population; programmes spéciaux, tels que l'intégration de la femme au développement.

464. L'observatrice du CRAC a exprimé sa reconnaissance à tous ceux qui soutenaient son organisation dans son travail, notamment le Secrétaire exécutif et le personnel de la CEA, et à toutes les organisations intergouvernementales et aux Etats membres qui contribuaient à l'intégration de la femme au développement. Cependant, malgré tous ces efforts, dans bon nombre de pays, les femmes vivaient toujours dans un dénuement total et l'aggravation de la crise de la dette et les programmes d'ajustement structurel classiques n'arrangeaient guère cette situation.

465. Elle a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils fassent largement connaître la Déclaration d'Abuja et invité le PNUD à faire en sorte que les programmes et les activités en faveur des femmes soient renforcés.

466. L'observateur de l'Unesco a déclaré que d'importants nouveaux programmes tels que le CARPAS, la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et la Décennie mondiale du développement culturel étaient cruciaux pour le développement de l'Afrique.

467. Le programme propre de l'Unesco intitulé "Priorité : Afrique" couvrait la période 1990-1995 et son but était d'apporter une contribution constructive et précise au Programme d'action des Nations Unies, dans les domaines de compétence de l'Organisation. Une coopération très étroite avec les autres organismes des Nations Unies serait nécessaire pour la réalisation d'activités généralement négligées par les organismes fournissant l'aide internationale et pour obtenir l'appui des Etats membres et des sources multilatérales et bilatérales de financement du développement. Il était essentiel que "Priorité : Afrique" soit entièrement axé sur la mise en valeur du potentiel en ressources humaines grâce à une approche multisectorielle et pluridisciplinaire dans les domaines essentiels que sont l'éducation; les sciences humaines et sociales, les sciences naturelles, la culture et la communication. La mission de l'Unesco pour la promotion de la paix et de la solidarité et pour la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'apartheid en particulier ne pourrait être menée à bien que par un recours constant à la communication : organes de diffusion (en langues locales), presse rurale, agences d'information, télévision et autres supports permettant aux peuples de participer au développement.

468. Grâce à la coopération entre Etats membres et leurs partenaires, l'exécution du programme "Priorité : Afrique" au cours de la période 1990-1991 administrerait à la communauté internationale la preuve que l'Afrique prenait ce programme sérieusement et assurerait ainsi un flux de ressources pour l'exécution des deuxième et troisième phases durant la période 1992-1995.

469. L'observateur de l'ONUDI a d'abord indiqué que les mauvais résultats de l'économie africaine avaient débouché sur la mise en place de nombreux plans et programmes dont le programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique qui visait à promouvoir une industrialisation autonome et endogène. Malheureusement cette première décennie n'avait pas donné les résultats escomptés en raison de l'inefficacité des programmes d'ajustement structurel, de l'utilisation par la majorité des industries de substitution de facteurs

de production importés, ce qui avait entraîné des coûts de production élevés, la diminution des investissements et l'utilisation d'un fort pourcentage des recettes d'importation pour assurer le service de la dette, etc.

470. L'échec de la première Décennie avait conduit à proclamer une deuxième Décennie pour les années 90. L'observateur de l'ONUDI a exposé les activités préparatoires telles qu'envisagées par la Conférence des ministres africains de l'industrie.

471. Le programme de la deuxième Décennie comporterait des volets nationaux et sous-régionaux et les trois secrétariats avaient déjà élaboré et soumis aux gouvernements et aux organisations en Afrique des directives pour la préparation de ces programmes. Une coopération étroite entre les ministères du plan et de l'industrie était indispensable pour une meilleure intégration de la décennie au plan de développement national. L'ONUDI organiserait prochainement une réunion consultative avec les organisations et institutions appropriées en vue de coordonner les activités et rationaliser l'utilisation des ressources disponibles pour la décennie.

472. S'agissant de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, qui serait célébrée le 20 novembre de chaque année, il a indiqué que son organisation voulait ainsi sensibiliser l'opinion africaine et internationale à l'importance du rôle de l'industrie dans le processus de développement, mobiliser le soutien de la communauté internationale pour l'industrialisation de l'Afrique et attirer l'attention sur la nécessité d'allouer des ressources financières accrues au secteur industriel africain. Pour la célébration de la première Journée de l'industrialisation, l'ONUDI avait mis en oeuvre différentes activités centrées autour du thème "Liens entre l'agriculture et l'industrie" et avait produit un film intitulé: "Mieux produire pour mieux nourrir" qu'elle avait distribué aux chaînes nationales africaines de télévision.

473. L'observateur de l'OMS a estimé que l'adoption du Plan d'action de Lagos n'avait pas été suivie d'actions concrètes et qu'en fait la crise économique s'était aggravée et avait eu des conséquences désastreuses sur les économies africaines vulnérables. Certains pays avaient cherché à remédier à cette situation en adoptant des programmes d'ajustement structurel classiques dont les résultats avaient été décevants. Devant cette situation, l'UNICEF et l'OMS avaient lancé l'idée de l'"ajustement à visage humain" à la Conférence de Bamako. C'est ainsi qu'était née l'initiative de Bamako dont la mise en oeuvre n'était encore qu'au stade préliminaire.

474. En raison de l'état de santé particulièrement alarmant des populations africaines, les ministres africains de l'OMS avaient, en 1985, lancé une initiative micro-économique en matière de santé pour renforcer les réseaux sanitaires nationaux et mettre en place des services de santé faisant appel à la communauté. Cette action avait été suscitée par la Déclaration faite en juillet 1987 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur la santé en tant que fondation du développement et faisait suite à l'ouvrage du directeur régional du Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS intitulé : "Réalisation accélérée de la santé pour tous les Africains : scénario de développement de la santé en trois phases". Grâce à ces efforts, la situation sanitaire sur le continent ne s'était pas détériorée.

475. Il a déclaré que le CARPAS était une initiative audacieuse et révolutionnaire que l'Afrique dans son ensemble devait reconnaître en tant que telle et soutenir pour assurer sa mise en oeuvre intégrale.

476. Pour conclure, il a souligné qu'il était nécessaire de poursuivre l'action à trois niveaux à savoir, recherche d'un consensus, renforcement des capacités et mise en place d'institutions pour traduire les aspirations de l'Afrique en réalités d'ici 1999.

477. L'observateur de l'OMM a noté que les représentants à la Conférence, tout comme les documents, ont traité de la situation des économies africaines au cours des années 90 compte tenu du climat et des aspects qui y ont trait. Le rôle de la météorologie et de l'hydrologie appliquée dans le processus de transformation et de redressement avait été reconnu clairement dans le Programme d'action des Nations Unies ainsi qu'à la Conférence de Kampala sur l'environnement et le développement durable. Cela avait débouché sur la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement. En ce qui concerne les plans futurs, la météorologie pourrait être utilisée pour aider l'Afrique pour ce qui est de toutes les questions concernant le temps et l'environnement. Déjà plusieurs projets régionaux tels que AGRHYMET et les centres d'Afrique de l'Est

et de l'Afrique australe pour la surveillance de la sécheresse avaient pour objet de résoudre les questions liées au temps et au climat dans les sous-régions respectives.

478. Il a souligné l'importance attachée au changement climatique dû à l'effet de serre. La communauté mondiale avait examiné son incidence sur l'agriculture, les ressources en eau, l'énergie, les transports, l'environnement et toutes les formes de l'activité humaine. Il a prié les participants de tenir compte du changement climatique dans leurs activités de planification et de se préparer à des négociations sur le cadre éventuel d'une convention relative au climat, telle que définie par la résolution 44/207 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les perspectives du climat mondial pour les générations actuelles et futures.

479. L'observateur de l'UIT a informé la Conférence du rôle accru des télécommunications dans le monde. Les mesures visant à assurer la transformation économique devaient tenir compte des progrès technologiques dans ce domaine car des télécommunications efficaces et dynamiques étaient vitales pour la transformation de l'Afrique. Il était donc essentiel que les politiques et plans des pays incluent les systèmes de télécommunications et l'observateur a invité les pays à tirer parti de l'assistance technique offerte par son organisation pour développer leurs systèmes de télécommunication et de diffusion. Il a informé la Conférence que le 17 mai 1990 était la Journée mondiale des télécommunications et qu'elle marquerait le cent vingt-cinquième anniversaire de l'UIT.

480. L'observateur de l'OIT a informé la Conférence que son organisation s'intéressait aux questions concernant la transformation et le redressement de l'Afrique depuis le milieu des années 80. L'OIT avait poursuivi son assistance aux Etats membres par le biais d'une vaste gamme de programmes dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines, de la promotion de l'emploi, du développement rural, des programmes spéciaux de travaux publics et par la mise en place d'infrastructures. L'OIT avait organisé un symposium tripartite sur "l'ajustement structurel et l'emploi en Afrique" en octobre 1989. Il a rappelé les conclusions du symposium qui, entre autres, soulignaient le fait qu'il n'était pas possible de ne pas procéder à l'ajustement et que la consultation et la participation au processus de développement étaient essentielles à tous les niveaux.

481. L'observateur de la CNUCED, dans une déclaration distribuée aux participants a exposé en détail la contribution de son organisation au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique ainsi que les activités entreprises à cet égard. Parmi les activités entreprises dans d'autres domaines, il a cité la coopération étroite établie avec la CEA en ce qui concerne la contribution aux travaux du groupe d'experts créé par le Secrétaire général pour examiner les problèmes des produits de base africains, le service des réunions organisées par ce groupe, la recherche dans le secteur minier et le service de séminaires sur les produits de base agricoles.

482. Dans le domaine du commerce, la CNUCED a collaboré avec la CEA pour l'exécution du projet visant à fournir un appui à l'Afrique lors de la série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et à apporter un soutien au secteur extérieur des pays africains. La CNUCED a en outre fourni un soutien général aux groupements existants ou nouveaux de coopération et d'intégration économiques. Finalement, il a informé la Conférence des activités entreprises par son organisation dans les domaines de la dette extérieure et du transport maritime.

Rapport et recommandations de la onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier soumis à l'examen de la vingt-cinquième session de la Commission/seizième réunion de la Conférence des ministres (point 6 de l'ordre du jour)

483. Le Président de la onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier a présenté le document E/ECA/CM.16/40 qui contenait le rapport de cette réunion. La réunion avait mené ses travaux en séances plénières et avait aussi créé trois sous-comités. Il a signalé qu'en ce qui concernait l'ordre du jour, il n'y avait pas eu une divergence de point de vue vraiment sérieuse méritant d'être portée à l'attention des ministres.

484. La réunion avait consacré beaucoup de temps à l'examen des instruments de politique concernant la mise en oeuvre du CARPAS. Cet examen a été mené compte tenu de l'évaluation qu'elle a faite des conditions



économiques et sociales actuelles en Afrique. Le rapport de l'Equipe d'évaluation créée pour évaluer la structure, l'organisation et le fonctionnement des MULPOC était un autre point qui a été examiné de façon approfondie. Le Comité a élaboré un projet de memorandum et adopté un projet de résolution sur ce sujet pour examen par les ministres. Les difficultés rencontrées par les institutions parrainées par la CEA sur les plans financier et opérationnel étaient également parmi les questions qui ont fait l'objet d'un débat exhaustif. En tout, le Comité a adopté 25 projets de résolution pour examen par la Conférence des ministres.

485. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants ont examiné le rapport et les annexes présentés par le Président et ont proposé des corrections. La Conférence a chargé le secrétariat d'incorporer dans le rapport et les annexes toutes les révisions telles que présentées.

486. Le représentant de l'Algérie a réaffirmé qu'il faudrait reconvoquer, en lui confiant le même mandat, le Comité spécial créé en vertu de la résolution 477 (XVIII) de la Commission relative à l'évaluation et à l'harmonisation des activités des institutions multinationales parrainées par la CEA, pour qu'il examine les problèmes auxquels se heurtent ces institutions.

487. La Conférence a fait sien le document E/ECA/CM.16/40 et adopté les projets de résolution ainsi que le memorandum concernant le rapport de l'Equipe d'évaluation sur la structure, l'organisation et le fonctionnement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, avec les modifications nécessaires. Elle a également approuvé la proposition tendant à ce que soit convoqué, avec le même mandat, le Comité spécial créé en vertu de sa résolution 477 (XVIII) du 2 mai 1983.

Rapport de la dixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (point 7 de l'ordre du jour)

488. Le Président de la dixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés a présenté le document E/ECA/CM.16/35.

489. La Conférence a passé en revue la situation des PMA africains et noté que le nouveau Programme substantiel d'action n'avait pas été efficace. Elle a également pris note des questions relatives au cours des produits de base et à l'allègement de la dette et qui n'avaient pas été réglées par la réunion d'experts. Le Président a alors attiré l'attention de la Conférence sur l'annexe I : Déclaration de la dixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés concernant le projet de programme d'action pour les PMA au cours des années 80, qui avait été élaboré en vue de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, prévue en septembre 1990. Les quatre principes qui y étaient énoncés constitueraient la base des négociations.

490. Après examen du document, la Conférence a décidé de supprimer les mots "et décevante" et "très" aux paragraphes 20 et 21 respectivement.

491. Un représentant a proposé que les deux dernières phrases du paragraphe 25 soient supprimées et un autre a proposé de changer "institutions financières" à la page 2 de l'annexe I en "institutions financières multilatérales".

492. La Conférence a pris note du document tel que modifié.

Rapport de la cinquième réunion du Comité ministériel de suivi des Dix de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (point 8 de l'ordre du jour)

493. Le Président de la cinquième réunion du Comité ministériel de suivi des Dix a présenté le rapport du Comité (document E/ECA/CM.16/12). Huit des dix membres du Comité à savoir, le Botswana, l'Egypte, l'Ethiopie, la Gambie, le Maroc, l'Ouganda, le Soudan et le Togo avaient assisté à la réunion qui s'était tenue

du 14 au 16 mai 1990 à Tripoli. Cinq observateurs étaient aussi présents à savoir, l'OIT, le PAM, le FNUAP, l'Unesco et le PNUD.

494. La réunion avait passé en revue les activités entreprises par l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, un cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines ainsi qu'un rapport de situation sur la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique.

495. La Conférence a pris note du rapport.

#### Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)

496. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie, pays abritant le Comité de libération de l'OUA, a proposé l'élaboration d'un projet de résolution non seulement pour féliciter la Namibie à l'occasion de son accession à l'indépendance mais aussi pour demander qu'une aide lui soit accordée. Il a ajouté que l'indépendance de la Namibie survenait à un moment de crise économique mondiale et que le pays avait été détruit par la guerre, les plus affectés ayant été les groupes vulnérables, à savoir les femmes et les enfants. Par conséquent, la résolution devrait également mentionner la détresse des femmes et des enfants.

497. La Conférence a entériné cette proposition.

498. Le représentant du Togo, tout en félicitant le secrétariat de la qualité de son travail, lui a demandé de tout faire pour que les documents parviennent aux Etats membres à temps, ce qui permettrait l'organisation de réunions interministérielles pour dégager une position nationale sur les points inscrits à l'ordre du jour avant le départ des délégations.

499. Le Secrétaire exécutif a informé la Conférence qu'une réunion entre la Conférence et le Ministre néerlandais de la coopération économique, M. Pronk, avait été prévue pour le 19 mai 1990, à la lumière du consensus qui se dégagait sur le CARPAS. Une autre réunion était prévue le même jour avec M. Saby, Président de la Commission de la coopération internationale du Parlement européen, pour des consultations sur la Convention de Lomé IV.

#### Date et lieu de la vingt-sixième session de la Commission/dix-septième réunion de la Conférence des ministres et questions y relatives (point 10 de l'ordre du jour)

500. Le Secrétaire exécutif a rappelé le paragraphe 298 du rapport du Comité technique préparatoire plénier et les dates qui y figurent. Il a indiqué que la Conférence tiendrait sa session en avril 1991 à Addis-Abeba, conformément au règlement intérieur de la Commission. Les dates exactes seraient fixées en consultation avec le Président.

#### Rencontre avec M. Nelson Mandela, vice-président de l'African National Congress

501. Le 19 mai, la Conférence a accueilli M. Nelson Mandela, vice-président de l'African National Congress à l'occasion de sa vingt-cinquième session et seizième réunion.

502. Après avoir souligné l'importance de la réunion de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et de la planification, M. Mandela a indiqué que ces réunions offraient l'occasion aux pays développés et aux pays en développement d'oeuvrer de concert dans l'intérêt de leurs populations. Les aspirations politiques des populations étaient certes primordiales, mais il n'en était pas moins impératif de s'occuper des problèmes économiques, car ceux-ci pouvaient saper tous les droits politiques. La Commission économique pour l'Afrique, dont l'objectif premier était d'aborder ces problèmes, devait donc être félicitée.

503. M. Mandela a ensuite informé la Conférence des derniers développements intervenus dans son pays, dont les discussions directes préliminaires qu'il avait eues avec le Président F.W. de Klerk et les rencontres ultérieures

qui avaient eu lieu les 2, 3 et 4 mai entre l'ANC et le Gouvernement sud-africain. Ces discussions visaient à lever certains obstacles aux négociations. Toute la stratégie de l'ANC était d'éliminer entièrement l'apartheid.

504. Au cours de ces pourparlers, la position de l'ANC était la suivante : premièrement, le retour de tous les exilés politiques dans le cadre d'une amnistie générale; deuxièmement, la libération de tous les prisonniers politiques, y compris les condamnés à mort; troisièmement, la cessation de toute détention politique; quatrièmement, le retrait de toutes les troupes des villes; et cinquièmement, la levée de l'état d'urgence. Quant à la position du gouvernement, elle visait à la cessation de la lutte armée menée par l'ANC et à la fin de la violence dans les villes, en particulier au Natal.

505. Le compromis suivant s'était dégagé : si le Gouvernement levait les obstacles aux négociations, l'ANC serait disposé à envisager une trêve au cours de laquelle il négocierait le démantèlement de l'apartheid. A cette fin, un groupe de travail composé à parts égales de représentants de l'ANC et du gouvernement avait été constitué pour mettre au point les détails pratiques de l'élimination de l'apartheid et faire rapport le 21 mai 1990 au plus tard.

506. L'orateur a souligné combien l'ANC était attaché à la paix. S'il avait eu recours à la lutte armée, c'était parce que le gouvernement avait instauré un climat de violence qui ne lui laissait pas d'autre choix. Par ailleurs, il fallait savoir que les pourparlers avaient eu lieu uniquement à l'initiative et à la demande de l'ANC.

507. Les pourparlers avec le gouvernement avaient été rendus possibles par les opérations armées de l'ANC et les pressions de toute la communauté internationale, pressions exercées au moyen de l'application de sanctions et qui étaient devenues un instrument de paix efficace en Afrique du Sud et avaient aidé la lutte armée.

508. Néanmoins, la levée des sanctions sur la base des espoirs suscités par l'honnêteté du Président de Klerk en temps qu'homme n'était pas sans danger. Tout en appréciant cette honnêteté, M. Mandela continuait d'affirmer que la politique de l'ANC n'était pas déterminée par l'opposition à une personne, mais par l'opposition au régime odieux d'apartheid.

509. Pour conclure, il a indiqué que la suite des discussions concernerait la nouvelle constitution et les participants aux négociations. L'ANC tenait à rester un participant privilégié et tenait à faire reconnaître ce fait. En outre, les participants aux discussions devaient être démocratiquement élus. Enfin, les craintes de certains Blancs que le gouvernement par la majorité n'aboutisse à la domination d'une race étaient sans fondement.

510. Au nom des participants, le représentant du Cameroun, en sa qualité de second vice-président, a proposé une motion de remerciements à M. Mandela. Les participants avaient été ravis d'entendre son allocution et d'être informés de l'évolution de la situation en Afrique du Sud.

511. La Conférence a félicité M. Mandela et son parti de leur action et les a assurés de son appui indéfectible.

#### Réunion avec M. Saby, Président de la Commission de la coopération internationale du Parlement européen

512. M. Saby, Président de la Commission de la coopération internationale du Parlement européen, a déclaré que la solidarité réelle qui se nouait entre les pays de l'Europe de l'Ouest et ceux de l'Europe de l'Est ne devrait susciter aucune inquiétude dans les pays en développement. Il donnait cette assurance parce que le Parlement européen venait de ratifier la quatrième Convention de Lomé entre la CEE et les pays ACP dans laquelle étaient prises en compte des questions comme la détérioration des termes de l'échange et la diminution des flux commerciaux dans les pays en développement. En outre, le budget voté pour la quatrième Convention de Lomé s'élevait à 12 milliards de dollars E.-U. contre 8 milliards pour la troisième Convention.

513. L'objectif de la Communauté économique européenne était de mettre en place une Europe ouverte plutôt qu'une Europe qui serait une forteresse. Ainsi l'année 1992 verrait la création d'un nouvel espace économique et commercial qui ferait avancer les intérêts tant de l'Europe que des pays en développement.

514. L'Assemblée constituante des représentants des pays de la CEE et ACP, qui avait passé en revue les accords de Lomé, avait introduit dans la quatrième Convention de nouveaux instruments ayant trait à des questions telles que l'environnement, le rôle des femmes et l'épanouissement de l'être. A cet égard, la conservation des plantes et de la faune partout dans le monde devrait préoccuper tout un chacun car l'humanité était un dépositaire de la terre et devrait léguer une terre habitable aux générations futures. Il était inconcevable que les pays en développement notamment les pays africains deviennent le dépotoir des déchets industriels des pays développés.

515. Les femmes devaient être au centre de tous les projets de développement car elles jouaient un rôle important dans l'agriculture et le développement économique national. De même, la dimension humaine du développement économique devrait être liée à la question des droits de l'homme. C'était là une approche difficile à adopter mais elle avait été reconnue dans la quatrième Convention de Lomé. S'agissant du dollar des Etats-Unis, il s'est demandé si cette monnaie répondait aux caractéristiques techniques nécessaires d'une monnaie de règlement international et a indiqué que la création d'une monnaie européenne pourrait assurer une certaine stabilité monétaire.

516. Il s'est dit convaincu que seuls des accords au niveau mondial sur chaque produit pourraient stopper la détérioration des termes de l'échange et estimé que les institutions de Bretton Woods devraient tenir compte du facteur humain dans l'élaboration des programmes d'ajustement structurel. Il a ensuite lancé un appel aux pays en développement pour qu'ils créent de vastes groupements économiques au sein desquels circuleraient librement les capitaux, la main-d'oeuvre, les biens et services sans aucun obstacle d'ordre monétaire.

517. Dans sa conclusion, il a souligné qu'il ne pouvait y avoir de développement économique sans un minimum de démocratie. C'était pourquoi toutes les mesures s'inscrivant dans ce nouveau partenariat devraient se fonder sur les populations, leur développement et leur mieux-être.

#### Examen et adoption du rapport et des résolutions de la réunion (point 11 de l'ordre du jour)

518. A sa deux cent soixante-septième réunion tenue le 19 mai, la Commission a adopté le présent rapport ainsi que les résolutions figurant dans le présent document.

#### Clôture de la réunion (point 12 de l'ordre du jour)

519. Le représentant du Niger en sa qualité de rapporteur a lu le communiqué final de la Conférence qui passait en revue les réunions ayant mené à la Conférence, la participation, les travaux, les préoccupations et les décisions de la Conférence.

520. Le Secrétaire exécutif a remercié le rapporteur d'avoir résumé d'excellente façon les conclusions de la vingt-cinquième session de la Commission. Il a exprimé ses remerciements au président et au bureau pour avoir mené à bien les travaux de la Conférence ainsi qu'au secrétariat pour l'appui apporté à la réunion.

521. Il a rappelé la session prophétique et historique de 1982 de la Commission, qui s'était aussi tenue en Jamahiriya arabe libyenne et ajouté que la session de 1990 était également historique en ce sens qu'elle marquait un tournant dans l'histoire du continent.

522. L'Afrique n'était pas pauvre et ne manquait pas de ressources. Ce qu'il fallait, c'était que les pays africains travaillent de concert et prennent en main leur destinée. Autrement, elle serait encore plus marginalisée. Il a ensuite lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils agissent ensemble et utilisent le CARPAS comme un instrument de promotion du développement économique et de la transformation de l'Afrique. Il les a exhortés à faire du peuple le centre du développement et à utiliser la Charte africaine de la participation populaire au développement et la transformation comme un moyen à cette fin.

523. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, en sa qualité de président, s'est félicité de l'issue de la Conférence et a souligné la nécessité impérieuse d'assurer l'autosuffisance collective. Certes l'Afrique était plus

consciente de ses potentialités, mais les Africains ne pourraient en tirer profit que s'ils travaillaient tous ensemble. Il a remercié le Secrétaire exécutif des efforts remarquables qu'il déployait pour l'Afrique et la CEA et a exprimé sa gratitude au Comité technique préparatoire plénier pour avoir facilité les travaux de la Conférence en examinant comme d'habitude de façon approfondie les questions dont il était saisi. Il a aussi exprimé sa gratitude aux experts, techniciens ainsi qu'au personnel d'appui pour leur contribution au succès de la réunion.

524. Dans une motion de remerciements proposée par le représentant du Cameroun en sa qualité de second vice-président, la Conférence a exprimé sa profonde gratitude à Son Excellence le Colonel Moammar Al-Qaddhafi, Dirigeant de la grande et glorieuse révolution de la Jamahiriya arabe libyenne ainsi qu'au peuple courageux et militant de la Jamahiriya arabe libyenne pour leur hospitalité et l'accueil fraternel et chaleureux réservés à toutes les délégations qui ont participé aux diverses réunions tenues à Tripoli du 2 au 19 mai 1990 ainsi que pour la coopération totale avec la Commission économique pour l'Afrique qui avait permis d'assurer le succès de ces réunions. La Conférence a aussi noté, avec une profonde satisfaction, le discours éloquent et instructif de S.E. le Commandant Abdu Salam Jalloud.

525. Le Président, après avoir une fois de plus remercié la Conférence, a déclaré la réunion close.

LISTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE  
DES MINISTRES A SA SEIZIEME REUNION

<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
678 (XXV).	Les intérêts accumulés du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)	97
679 (XXV).	Amélioration de la circulation de l'information en Afrique	97
680 (XXV).	Avenir de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)	98
681 (XXV).	Avenir des instituts africains de formation démographique	99
682 (XXV).	Amélioration des moyens techniques de la Commission économique pour l'Afrique	100
683 (XXV).	Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90	101
684 (XXV).	Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90	105
685 (XXV).	Les femmes et l' <u>apartheid</u>	106
686 (XXV).	Les femmes et les stratégies mondiales et régionales	107
687 (XXV).	Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement	108
688 (XXV).	Etablissement du Comité technique consultatif pour le développement de la science et de la technologie nucléaires en Afrique	108
689 (XXV).	Renforcement de la capacité de l'Afrique pour le développement de la science et de la technique au cours des années 90	109
690 (XXV).	Mesures visant à rendre opérationnel le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD)	110
691 (XXV).	La Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (Arusha, 1990)	111
692 (XXV)	Services de levés hydrographiques et de cartographie marine	112
693 (XXV).	Proposition de projet concernant la coopération inter-régionale pour la facilitation du commerce et en particulier pour l'application échelonnée de EDIFACT là où cela est jugé approprié	112
694 (XXV).	La coopération halieutique en Afrique	113
695 (XXV).	Planification, programmation, suivi et évaluation	115
696 (XXV).	Programme "Priorité : Afrique" de l'Unesco	116

<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
697 (XXV).	Renforcement du rôle de la femme dans le secteur non structuré : Production et gestion	117
698 (XXV).	Examen final et évaluation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990	118
699 (XXV).	Renforcement de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques	119
700 (XXV).	Projet de création de la Communauté économique africaine	120
701 (XXV).	Contribution des Etats membres aux institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique	121
702 (XXV).	Transformation et renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de la Commission économique pour l'Afrique	122
703 (XXV).	Menace présentée par la lucilie bouchère	126
704 (XXV).	Assistance d'urgence à la Namibie	127

## CHAPITRE IV

### RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE LORS DE LA VINGT-CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION/ SEIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE

678 (XXV). Les intérêts accumulés du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 288 (XII) réaffirmant la détermination des Etats membres de la Commission à créer les conditions et les mécanismes visant à assurer une croissance auto-entretenu et des politiques de développement autonomes pour l'Afrique grâce à des annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA),

Rappelant également la résolution ultérieure 37/139 de l'Assemblée générale des Nations Unies invitant tous ses Etats Membres et les organisations internationales à contribuer généreusement au FASNUDA,

Ayant examiné le rapport sur les activités hors budget entreprises par la CEA en 1989 et les informations figurant en annexe relatives aux intérêts échus des contributions au Fonds spécial du FASNUDA,

Considérant les dispositions de la circulaire ST/SGB/188 du Secrétaire général relative à la gestion des fonds d'affectation spéciale,

Considérant en outre la nécessité de compléter les ressources du Fonds général du FASNUDA pour les activités opérationnelles dans le cadre du programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Autorise le Secrétaire exécutif à utiliser les intérêts échus des contributions au Fonds spécial du FASNUDA pour l'exécution de projets conformes aux objectifs du FASNUDA;

2. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de faire rapport sur l'utilisation de ce fonds.

267ème séance,  
19 mai 1990.

679 (XXV). Amélioration de la circulation de l'information en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 498 (XIX) du 26 mai 1984 relative au Système panafricain de documentation et d'information,

Rappelant en outre sa résolution 600 (XXII) du 24 avril 1987 sur le développement des systèmes d'information en Afrique,

Ayant à l'esprit sa résolution 658 (XXIV) du 7 avril 1989 sur le renforcement des systèmes d'information pour le développement en Afrique,

Notant avec satisfaction les résultats obtenus par le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) en matière de fourniture d'assistance technique aux Etats membres,



Appréciant les efforts déployés par le Système panafricain d'information pour le développement en vue de mettre en place un système d'information visant à aider les Etats membres dans leur développement,

Notant avec préoccupation la situation précaire du gros du financement mis à la disposition du Système panafricain d'information pour le développement aux fins de l'assistance technique et auquel il est prévu de mettre fin le 31 décembre 1990,

Reconnaissant la nécessité d'assurer dans la région une formation adéquate aux techniques modernes de l'information,

Préoccupée par l'insuffisance du matériel informatique moderne dont dispose le Système panafricain d'information pour le développement et qui doit être utilisé au service des Etats membres,

1. Félicite les Etats membres qui ont déjà désigné leurs centres nationaux participant au réseau du PADIS et invite ceux qui ne l'ont pas encore fait à désigner leurs centres participants;

2. Rappelle aux centres participants leur rôle à l'égard du réseau du PADIS et notamment celui qui consiste à fournir des informations;

3. Prie instamment les Etats membres abritant le siège des centres sous-régionaux d'accélérer la mise en place de ces centres;

4. Insiste vivement auprès du Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il fasse en sorte que le Système panafricain d'information pour le développement continue ses activités d'assistance technique en faveur des Etats membres, en augmentant les fonds alloués au projet RAF/86/053 afin de permettre le maintien des experts et des agents pendant toute la durée du cinquième cycle;

5. Exhorte les Etats membres à inclure le Système panafricain d'information pour le développement dans leurs annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

6. Lance un appel aux donateurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils poursuivent et renforcent leur aide au Système panafricain d'information pour le développement;

7. Demande au Secrétaire exécutif d'étudier d'autres moyens permettant d'obtenir des postes inscrits au budget ordinaire pour le Système panafricain d'information pour le développement;

8. Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir au Système panafricain d'information pour le développement l'équipement informatique nécessaire pour lui assurer un fonctionnement efficace.

267ème séance,  
19 mai 1990.

680 (XXV). Avenir de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 669 (XXIV) relative au financement futur des activités de l'Institut de développement économique et de planification (IDEP),

Rappelant le Mémoire spécial du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification,

Considérant les excellentes réalisations de l'Institut dans le domaine de la formation de planificateurs et de spécialistes africains du développement,

Considérant en outre le besoin persistant et croissant qu'ont les gouvernements des pays africains des services de l'Institut dans les domaines de la formation, de la recherche et des services consultatifs,

Considérant par ailleurs le fait que le PNUD pourrait retirer son financement à l'Institut à la fin de 1990 et que celui-ci est le seul établissement régional capable de fournir des services de formation et de recherche à tous les Etats membres de la Commission dans le domaine du développement économique et de la planification,

Notant avec une profonde préoccupation que le déficit persistant et important dans les contributions des Etats membres à l'Institut contraindra inévitablement celui-ci à fermer ses portes si aucune mesure correctrice n'est prise,

1. Lance un appel pressant aux Etats membres de l'Institut pour qu'ils :
  - a) Versent immédiatement à l'Institut leurs contributions pour 1990 et leurs arriérés au titre de 1989;
  - b) Paient à l'Institut tous leurs arriérés selon un calendrier à arrêter avec la direction de l'Institut;
  - c) Versent à temps leurs contributions annuelles ordinaires à l'Institut selon des modalités à fixer avec la direction de l'Institut;
2. Lance un appel à l'Assemblée générale des Nations Unies pour qu'elle approuve d'urgence l'inscription au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies de quatre postes essentiels pour l'IDEP à savoir, ceux de directeur, de chef de l'administration et des finances et de deux maîtres de conférence conformément à la recommandation faite par le Conseil économique et social dans sa résolution 1985/62 du 26 juillet 1985 afin que l'IDEP puisse exécuter son programme de travail approuvé et s'acquitter régulièrement de ses fonctions statutaires;
3. Exhorte le Programme des Nations Unies pour le développement à aider l'Institut à survivre à sa crise financière actuelle et, en particulier :
  - a) A organiser rapidement la mission d'évaluation annoncée en octobre 1989;
  - b) A accorder tout son appui au programme de formation à court terme, aux activités de recherche et aux services consultatifs de l'Institut;
  - c) A continuer de financer les activités de l'Institut en 1990 et au-delà;
4. Félicite le Conseil d'administration de l'IDEP pour les mesures d'assainissement et de rationalisation des ressources qu'il a prises et invite la direction de l'IDEP à continuer sur cette voie.

267ème séance,  
19 mai 1990.

#### 681 (XXV). Avenir des instituts africains de formation démographique

##### La Conférence des ministres,

Rappelant la décision 37/444 du 21 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée générale a approuvé les statuts des deux instituts africains de démographie : l'Institut régional des études de la population (RIPS) et l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD);

Rappelant également sa résolution 489 (XIX) du 26 mai 1984, par laquelle elle a pris note de la précarité de la situation financière de ces instituts résultant de l'insuffisance et de l'irrégularité des contributions de leurs Etats membres,

Considérant que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) prévoit de réduire progressivement le soutien financier qu'il accorde à ces instituts, conformément à la résolution 84/21 de son Conseil d'administration,

Rappelant en outre sa résolution 625 (XXIII) du 15 avril 1988 par laquelle elle demandait instamment aux gouvernements africains de maintenir leur appui à ces deux instituts et de concrétiser cet appui en s'acquittant de leurs arriérés et en payant régulièrement leurs contributions annuelles à l'avenir,

Pleinement convaincue que la restructuration du Regional Institute for Population Studies et de l'Institut de formation et de recherche démographiques, demandée par sa résolution 577 (XXI) du 19 avril 1986, dépend dans une très large mesure du paiement des contributions des Etats membres,

1. Attire l'attention des Etats membres sur le fait que le non-paiement des contributions aux instituts pourrait entraîner la fermeture de ceux-ci;
2. Demande instamment aux Etats membres d'assumer pleinement la responsabilité de la survie des instituts;
3. Fait appel à tous les Etats membres pour qu'ils fournissent un appui financier suffisant aux instituts en vue de leur bon fonctionnement;
4. Exprime sa profonde gratitude au Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population pour le précieux soutien apporté aux instituts;
5. Exprime aussi sa profonde gratitude aux pays hôtes, aux gouvernements africains et non africains ainsi qu'aux organisations internationales qui accordent une aide administrative et financière à ces instituts et leur demande de maintenir leur assistance.

267ème séance,  
19 mai 1990,

682 (XXV). Amélioration des moyens techniques de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Reconnaissant la nécessité de fournir un équipement adéquat et d'assurer une formation dans la région à la technologie moderne de l'information,

Préoccupée par l'insuffisance, à la Commission économique pour l'Afrique, de matériel bureautique et d'équipement informatique modernes,

Préoccupée en outre par les contraintes que cette situation impose à la Commission économique pour l'Afrique dans les efforts qu'elle déploie pour aider convenablement les Etats membres africains à renforcer leur capacité de planification et de suivi,

Prie instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique le matériel bureautique et l'équipement informatique nécessaires pour assurer son fonctionnement optimal et lui permettre de mieux servir ses Etats membres.

267ème séance,  
19 mai 1990.

683 (XXV). Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 469 (XVIII) du 2 mai 1983 intitulée "Services statistiques africains",

Considérant l'importance du rôle de la statistique dans la formulation, le suivi et l'évaluation des programmes relatifs aux réformes de politique économique,

Considérant en outre que la stratégie pour l'obtention de données statistiques adéquates et à jour devrait recevoir une attention particulière,

Notant que bon nombre de services statistiques africains ne sont pas encore en mesure de fournir ces données à temps et d'une façon satisfaisante à cause d'importantes contraintes interdépendantes qui ont été identifiées au cours de l'évaluation de la capacité statistique des Etats membres effectuée dans le cadre du projet sur la "Collecte des données relatives aux programmes de développement et aux flux d'aide en Afrique",

Réaffirmant le rôle important que la Commission économique pour l'Afrique pourrait jouer pour le développement et la promotion de la statistique en Afrique,

Considérant les travaux de la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains,

1. Adopte le rapport de la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;

2. Adopte le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90;

3. Exhorte les Etats membres à utiliser ce Plan d'action comme cadre pour le développement de la statistique dans leurs pays respectifs, à prendre les mesures nécessaires pour le renforcement de leurs moyens institutionnels dans le domaine de la statistique et à promouvoir le dialogue entre producteurs et utilisateurs de données;

4. Recommande que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées poursuivent leurs efforts en vue d'assurer la coordination des activités de coopération technique dans tous les aspects de l'information quantitative;

5. Lance un appel aux organisations intergouvernementales, aux organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux pour qu'ils poursuivent et renforcent leur assistance dans le domaine de la statistique dans la région, dans le contexte dudit Plan d'action;

---

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de prendre les mesures propres à aider les Etats membres dans l'application du Plan d'action.

267ème séance,  
19 mai 1990.

## ANNEXE A LA RESOLUTION 683 (XXV)

### LE PLAN D'ACTION D'ADDIS ABEBA POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE DANS LES ANNEES 90

#### PREAMBULE

La Conférence des ministres,

Après examen du développement de la statistique en Afrique au cours des 30 dernières années,

Après étude des capacités actuelles en statistique dans les pays africains,

Après examen des principaux facteurs de succès ou de faiblesse en ce qui concerne les résultats des services nationaux de statistique,

Après avoir souligné le rôle stratégique de l'analyse quantitative pour l'amélioration des décisions concernant le développement,

Consciente de l'accroissement des besoins en données pour la formulation, le suivi et l'évaluation des réformes et des plans de développement,

Notant avec une grande inquiétude la baisse continue de l'intérêt accordé aux services nationaux de statistique et la détérioration de leurs conditions de travail,

Préoccupée par le peu d'intérêt accordé aux plans et priorités nationaux et par certains doubles emplois dans les programmes de développement statistique au niveau international,

Réaffirmant l'engagement collectif des planificateurs, statisticiens et démographes africains d'accélérer le rythme du développement économique et social autonome pour le bien-être des populations africaines,

Adopte le Plan d'action pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90.

#### PRINCIPES ET OBJECTIFS

##### Principes

1. La statistique est un instrument vital dans la planification du développement national;
2. Les services statistiques africains doivent devenir entièrement autosuffisants;
3. Les programmes statistiques devraient correspondre aux engagements pris par les gouvernements africains en vue d'un développement autosuffisant;
4. La coopération et l'assistance internationales dans le domaine de la statistique devraient répondre aux priorités et aux programmes des services nationaux de statistique (SNS);
5. Des données statistiques adéquates et fiables sont un préalable indispensable pour la conception, le suivi et l'évaluation des projets;

6. La communication accrue à tout moment entre utilisateurs et producteurs de statistiques est en soi un processus important qui, une fois amorcé, pourrait générer d'autres ressources du fait de l'attrait de son produit;
7. Toute amélioration du système statistique constitue une partie intégrante du développement économique et social;
8. La CEA devrait être reconnue comme la principale institution régionale responsable du développement et de la promotion de la statistique en Afrique.

### Objectifs

1. Atteindre l'autosuffisance nationale dans la production statistique, y compris la création d'une base de données statistiques nationale d'ici à la fin du siècle;
2. Améliorer la fiabilité et la pertinence des données statistiques produites dans les pays africains;
3. Entreprendre la production des données requises pour la formulation, le suivi et l'évaluation des programmes conçus pour la restructuration et la transformation des économies africaines;
4. Améliorer les délais de production et de diffusion de l'information statistique;
5. Sensibiliser les utilisateurs à l'importance de l'information statistique;
6. Renforcer et soutenir les programmes de formation statistique des diverses institutions à tous les niveaux;
7. Promouvoir le contact et le dialogue parmi les statisticiens africains;
8. Encourager l'amélioration de la structure organisationnelle des SNS et assurer leur autonomie;
9. Améliorer la coordination de tous les programmes de développement statistique tant aux niveaux national qu'international.

## RECOMMANDATIONS

### A. AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES DE LA CEA

#### Développement statistique

1. Un rang de priorité plus grand devrait être accordé aux activités statistiques et les statistiques devraient être considérées comme fondamentales pour la formulation des plans et des stratégies;
2. Des ressources financières adéquates devraient être allouées aux activités statistiques;
3. Une assistance devrait être fournie pour la création d'un Fonds de développement statistique avec des contributions provenant des secteurs public et privé;
4. Les gouvernements devraient s'assurer que la législation régissant les services statistiques de leur pays garantissent leur efficacité maximale;
5. La journée du 18 novembre, journée de la CEDEAO, devrait être adoptée comme Journée africaine de la statistique en vue de sensibiliser davantage le public à l'importance du rôle que joue la statistique dans tous les aspects de la vie économique et sociale;

6. Les gouvernements africains sont priés de continuer à fournir un appui à l'Association africaine de statistique.

#### Organisation des services de statistique

7. L'organigramme des SNS devrait être examiné soigneusement et être révisé; si nécessaire, afin de répondre aux divers besoins en matière de données;
8. Pour attirer et retenir le personnel approprié, les gouvernements sont priés instamment d'élaborer des conditions d'emploi attrayantes pour les statisticiens.

#### Programme de travail

9. Les SNS devraient préparer un programme de développement de la statistique à long terme (c'est-à-dire 5 ou 10 ans) conforme aux plans nationaux de développement. Un tel programme servirait de guide et de cadre pour les programmes de travail nationaux annuels ou biennaux;
10. Un document budgétaire indiquant les apports et les produits finals des SNS devrait être élaboré pour chaque exercice budgétaire.

#### Comités statistiques

11. Il est demandé aux pays de mettre en place des conseils nationaux de statistique composés de hauts fonctionnaires, de représentants des universités, des organisations non gouvernementales et du secteur privé. De tels conseils devraient faire office de conseils consultatifs sur les politiques en matière de statistique.
12. Des comités (utilisateurs/producteurs et producteurs/producteurs) devraient être réactivés dans les pays où ils existent ou créés là où ils n'existent pas. Ces comités permettent des échanges de points de vue relatifs au développement de la statistique, à l'utilisation des statistiques disponibles et à l'établissement des priorités pour les activités statistiques des pays.

#### Etablissement des priorités statistiques

13. Conformément au Plan d'action de Lagos et à l'Acte final de Lagos, à l'avenir, les programmes des services nationaux de statistique devraient considérer les domaines ci-après comme prioritaires: alimentation et agriculture, industrie, ressources humaines, transports et communications, commerce et finances, environnement, énergie, femmes et développement, population et développement et secteur non structuré.

#### Formation statistique

14. Les SNS et les institutions de formation statistique au niveau national devraient organiser des sessions spécialisées de formation de courte durée en statistique;
15. Les SNS sont exhortés à établir et à appliquer des programmes de perfectionnement du personnel qui les aideraient à utiliser pleinement les établissements de formation existants;
16. Les liens entre les SNS et les autres institutions de formation statistique devraient être favorisés là où ils n'existent pas et renforcés là où ils existent;
17. Tous les gouvernements devraient apporter leur soutien aux centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA).

## Séminaires

18. Des séminaires nationaux couvrant des domaines spécifiques ou généraux, avec la participation des services de l'Etat, des institutions de recherche ou de formation, devraient être régulièrement organisés et inclus dans le programme de travail.

## Qualité des données et diffusion

19. En vue d'améliorer la qualité des informations rassemblées, les SNS sont priés d'envisager la création en leur sein d'une unité administrative sur les méthodes et les normes.
20. Les SNS sont instamment priés de s'assurer que les données sont publiées dans un délai minimum.
21. La recherche est un élément essentiel dans le développement statistique et les SNS sont invités à en faire une partie intégrante de leurs activités statistiques.

## B. AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

22. Le PNUD et les autres organismes bilatéraux et multilatéraux sont instamment priés d'élargir le champ et l'application du projet "Programme de développement statistique pour l'Afrique" (PDSA) et des autres programmes;
23. Une utilisation plus efficace de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains de la CEA, du Sous-comité sur les activités statistiques du Comité administratif de coordination ainsi que de la Commission de statistique de l'ONU, devrait être faite en tant que mécanismes institutionnels visant à améliorer la coordination entre les organismes internationaux;
24. La CEA devrait prendre l'initiative de réunir un groupe de travail pour approfondir et développer les principes, les objectifs et les recommandations du Plan d'action et formuler des stratégies détaillées pour sa mise en oeuvre.

267ème séance,  
19 mai 1990.

684 (XXV). Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90

### La Conférence des ministres,

Ayant examiné de façon approfondie la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90 telle qu'adoptée par la Conférence régionale africaine sur l'intégration de la femme au développement à sa quatrième réunion tenue à Abuja (Nigéria) du 6 au 10 novembre 1989,

Ayant noté que les questions soulevées et les préoccupations exprimées par la Conférence au sujet de l'application des Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique ont un rapport avec la Déclaration susmentionnée et renforcent le mandat de cette Conférence,

Se souciant de la nécessité d'accélérer le rythme d'application des Stratégies d'Arusha et de mener une action concertée pour obtenir un appui de tous les secteurs afin de promouvoir la participation et l'intégration des femmes dans le processus de développement,

Ayant présente à l'esprit la promotion d'une stratégie socio-économique pour les années 90 permettant aux femmes de jouer pleinement leurs rôles et d'assumer leurs responsabilités en ce qui concerne l'évaluation,



la planification et l'exécution de programmes entraînant une transformation socio-économique à long terme soutenue,

Vivement préoccupée par les effets dévastateurs de la crise socio-économique et les mesures d'ajustement structurel à court terme qui ont aggravé la dégradation sociale et le manque d'opportunités économiques pour les femmes,

Se félicitant de l'initiative prise par la Conférence et qui représente une contribution essentielle aux efforts sur les plans national, régional et international pour améliorer la condition humaine en Afrique,

1. Félicite les organisateurs de la Conférence pour cette initiative louable visant à évaluer le degré d'application des Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique, à identifier les problèmes entravant leur effet général et à recommander des mesures globales dont l'application aux niveaux national, sous-régional, régional et international accélérerait l'intégration des femmes au développement;

2. Exprime ses remerciements au Gouvernement de la République fédérale du Nigéria pour avoir accueilli si généreusement la Conférence et en particulier à S.E. le Président de la République fédérale et à Mme Maryam I. Babangida pour les initiatives qu'ils ont prises afin d'assurer le succès de la Conférence;

3. Exprime en outre ses remerciements sincères aux gouvernements participants qui ont tenu à envoyer à la Conférence des représentants de haut niveau et pleinement motivés, aux organismes des Nations Unies, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement, aux organisations non gouvernementales et intergouvernementales et aux autres donateurs multilatéraux et bilatéraux qui ont généreusement contribué à l'organisation de la Conférence qui a débouché sur la Déclaration d'Abuja;

4. Entérine les conclusions et recommandations de la Conférence telles qu'énoncées dans la Déclaration d'Abuja concernant le développement avec la participation des femmes africaines au cours des années 90;

5. Prie instamment les Etats membres de faire appliquer intégralement les recommandations de la Déclaration d'Abuja en faisant des femmes une partie intégrante et essentielle de leurs programmes de redressement et de développement à long terme;

6. Prie instamment en outre les institutions financières internationales, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les organisations intergouvernementales africaines pour qu'ils appliquent d'urgence les recommandations figurant dans la Déclaration d'Abuja;

7. Demande au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des Nations Unies de veiller à ce que des mesures de suivi appropriées et rapides de l'application des recommandations figurant dans la Déclaration d'Abuja soient prises;

8. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de diffuser la Déclaration d'Abuja aussi largement que possible, particulièrement aux Etats membres, à tous les organismes et institutions des Nations Unies, aux pays et organismes bailleurs de fonds, aux organisations régionales et sous-régionales, aux organisations non gouvernementales, aux établissements d'enseignement supérieur et aux instituts pour la mise en valeur de la main-d'oeuvre en Afrique;

9. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la CEA de coordonner et de suivre l'application des recommandations contenues dans les Stratégies d'Abuja et de présenter des rapports complets sur ce sujet à la Conférence des ministres de la CEA.

267ème séance,  
19 mai 1990.

685 (XXV). Les femmes et l'apartheidLa Conférence des ministres,

Considérant que le régime d'apartheid en Afrique du Sud a été le principal facteur de déstabilisation économique, social et politique des pays de l'Afrique australe causant des centaines de milliers de personnes déplacées, réfugiées, mutilées, d'orphelins et de personnes abandonnées,

Considérant en outre que plus de 70 % de la population les plus touchés sont des femmes et des enfants dont les conditions de vie sont extrêmement difficiles,

Consciente du fait que l'apartheid est un obstacle majeur à la promotion de la femme en Afrique du Sud et de la paix en Afrique australe tout entière,

Tenant compte du fait que la paix est une condition indispensable au développement et à l'intégration de la femme au développement socio-économique de l'Afrique,

1. Appuie les actions menées par les femmes sud-africaines à l'intérieur de leur pays en vue de l'élimination totale de l'apartheid;
2. Lance un appel aux Etats membres afin qu'ils demandent le maintien de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud;
3. Appuie toutes les mesures visant à faire échec aux actes de déstabilisation perpétrés par le régime d'apartheid contre les Etats de première ligne et les pays voisins;
4. Demande à la Commission économique pour l'Afrique d'établir des mécanismes pour renforcer la Southern African Development Co-ordination Conference et appuyer les activités qui profitent directement ou indirectement aux femmes de la sous-région.

267ème séance,  
19 mai 1990.

686 (XXV). Les femmes et les stratégies mondiales et régionalesLa Conférence des ministres,

Considérant l'importance qu'il y a à inclure les questions relatives à la promotion de la femme dans les stratégies globales et les programmes de développement du continent,

Se souciant de la nécessité pour les femmes africaines de formuler des stratégies de survie face à la rigueur des programmes d'ajustement structurel,

Reconnaissant les services fort appréciables rendus par les gouvernements, les organisations gouvernementales, les organisations non gouvernementales et internationales ainsi que les bailleurs de fonds pour la cause de la femme africaine,

Tenant compte de la nécessité d'harmoniser et de coordonner les efforts de promotion de la femme africaine déployés par divers organismes régionaux et sous-régionaux dans la région,

1. Demande que lors des négociations avec les organismes de développement, la Commission et les Etats membres tiennent compte des conclusions de la Conférence d'Abuja et veillent à ce que les besoins des femmes soient pris en compte dans ces accords;

2. Propose vivement à la Commission économique pour l'Afrique d'organiser une session d'information sur le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel au cours de laquelle un comité d'experts examinerait des stratégies visant à réduire au minimum les effets pervers sur les femmes des programmes d'ajustement structurel en cours;

3. Demande à la Commission d'instituer trois prix lors des prochaines conférences régionales sur l'intégration de la femme au développement. Ces prix devraient contribuer à promouvoir l'intégration de la femme au développement;

4. Apprécie la décision de la sous-région ouest-africaine de mettre à la disposition de la Commission et du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement les services de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest.

267ème séance,  
19 mai 1990.

687 (XXV). Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement

La Conférence des ministres,

Considérant le rôle important que joue le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement dans la coordination et le suivi des actions relatives à l'intégration de la femme au développement en Afrique,

Considérant en outre la nécessité de s'adapter à l'évolution actuelle de l'action en faveur de l'intégration des femmes,

1. Demande aux Etats membres de mettre en place un centre de liaison qui s'occuperait des activités concernant les femmes;

2. Prie la Commission économique pour l'Afrique de renforcer les effectifs du Centre africain de recherche et de formation pour la femme afin qu'il soit mieux en mesure de servir le Comité régional africain de coordination.

267ème séance,  
19 mai 1990.

688 (XXV). Etablissement du Comité technique consultatif pour le développement de la science et de la technologie nucléaires en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique qui, au paragraphe 294 c) de son chapitre XI, a invité les Etats membres de l'Afrique à favoriser l'établissement d'une agence africaine de l'énergie nucléaire en vue de suivre le progrès de la technologie nucléaire, de formuler et d'harmoniser les programmes d'exploitation de l'énergie nucléaire en Afrique et d'assurer la formation de la main-d'oeuvre dans le domaine nucléaire,

Rappelant en outre la résolution 572 (XXI) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique qui demande au Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec les chefs de secrétariat des organismes et institutions spécialisées compétents des Nations Unies, de faciliter et de promouvoir l'accès des pays africains à la maîtrise des techniques nucléaires et de les associer dès le début aux activités de recherche-développement en matière nucléaire,

Consciente des énormes possibilités de progrès social, économique et technique qu'offrent au continent africain et à ses populations les multiples applications de l'énergie nucléaire qui pourraient venir s'ajouter aux autres technologies existantes,

Consciente également des efforts pour mettre en place au niveau régional un cadre organisationnel adéquat pour promouvoir le développement de la science et de la technologie nucléaires et leurs applications pour résoudre les problèmes de développement socio-économique du continent,

1. Décide de créer un comité technique consultatif pour le développement de la science et de la technologie nucléaires en Afrique, chargé de constituer un système pour l'acquisition et le transfert de la technologie dans le domaine nucléaire dans la région, afin de permettre de réaliser un développement soutenu de la capacité de l'Afrique en matière de science et de technologie nucléaires;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique et les chefs de secrétariat des autres organisations internationales compétentes de fournir une assistance technique et financière aux programmes et projets africains visant au développement de la capacité de l'Afrique en matière de science et de technologie nucléaires;

3. Prie également la communauté internationale et en particulier les pays développés de coopérer pleinement au développement de la capacité nucléaire en Afrique dans l'esprit des recommandations de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

267ème séance,  
19 mai 1990.

689 (XXV). Renforcement de la capacité de l'Afrique pour le développement de la science et de la technique au cours des années 90

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 386 (XV) du 12 avril 1980 sur le renforcement de la capacité de l'Afrique de mettre la science et la technique au service du développement,

Soulignant l'importance croissante que revêtent la science et la technique pour le développement de l'Afrique compte tenu de l'évolution rapide de l'environnement économique international,

Convaincue que la science et la technique jouent un rôle vital dans l'amélioration de la qualité de la vie et l'élimination de la pauvreté, dans le cadre de la promotion de la croissance économique et du développement durable en Afrique,

Soulignant la nécessité d'améliorer la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines afin d'accroître la capacité endogène des pays africains en matière de science et de technique, en particulier pour relever les défis en matière de développement et de progrès technique que pose la révolution scientifique et technique actuelle,

Notant que l'information scientifique et technique à travers la propriété industrielle est d'une importance vitale pour le transfert et le développement des techniques en Afrique,

Notant en outre que le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique est tenu de faire face dans l'avenir à de nouvelles responsabilités dans la promotion de la science et de la technique en Afrique,

---

Préoccupée par la diminution constante des ressources consacrées au développement et à l'application de la science et de la technique dans les Etats membres,

1. Considère que la science et la technique devraient figurer parmi les principaux éléments des programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux de développement socio-économique en Afrique;
2. Prie instamment les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique d'allouer des ressources supplémentaires au développement et à l'application de la science et de la technique et de s'efforcer d'atteindre l'objectif de 1% du produit national brut, ainsi qu'il est préconisé dans le Plan d'action de Lagos adopté en 1980 par les chefs d'Etat et de gouvernement;
3. Prie les Etats membres d'accroître leur appui financier aux activités des groupes de travail concernant l'exécution de projets sous-régionaux;
4. Prie instamment en outre chaque Etat membre de mettre en place un fonds pour la science et la technique au service du développement;
5. Demande que les moyens humains et financiers du Programme du secrétariat de la Commission relatif à la science et à la technique soient augmentés afin que le Programme puisse s'acquitter efficacement des responsabilités accrues qui lui incombent dans la région;
6. Exhorte les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique à utiliser pleinement les services d'information technique dont disposent l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle, l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et à appuyer ces organisations;
7. Exhorte en outre les organismes et organisations compétents du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à dégager des ressources financières suffisantes pour le renforcement des moyens scientifiques et techniques en Afrique.

267ème séance,  
19 mai 1990.

690 (XXV). Mesures visant à rendre opérationnel le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD)

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 621 (XXII) relative à la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement,

Considérant que le Centre est appelé à contribuer à assurer un développement durable et à permettre de comprendre et de concevoir les politiques générales liées aux modifications écologiques et climatiques qui ont des répercussions sur la vie quotidienne des populations africaines,

Notant avec satisfaction les ressources déjà disponibles et l'engagement pris par la communauté des donateurs,

Prenant note avec satisfaction des ressources mises par le pays hôte, le Niger, à la disposition du Centre,

Préoccupée par le fait que peu de pays africains ont ratifié les statuts du Centre,

Préoccupée en outre par le fait que les pays qui ont versé leurs contributions sont encore moins nombreux,

1. Se déclare convaincue de la nécessité de rendre le Centre opérationnel d'ici octobre 1990, conformément au plan établi;

2. Exprime sa gratitude aux Etats membres qui ont déjà ratifié les statuts du Centre et versé leurs contributions ainsi qu'aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation météorologique mondiale pour l'efficacité avec laquelle ils ont donné suite aux précédentes décisions de la Conférence des ministres;

3. Demande instamment aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de prendre d'urgence des mesures en vue de ratifier les statuts et de verser leurs contributions afin que le Centre puisse être opérationnel;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale de poursuivre, en coopération avec les chefs de secrétariat des autres instituts et organismes intéressés, leurs efforts visant à amener les Etats membres, les donateurs, les organisations régionales et internationales et les institutions financières à prendre des mesures appropriées propres à assurer le démarrage du Centre dans les meilleurs délais.

267ème séance,  
19 mai 1990.

691 (XXV). La Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (Arusha, 1990)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Rappelant également sa résolution 664 (XXIV) relative à la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement économique et de développement de l'Afrique,

Notant avec intérêt les décisions et recommandations issues de la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement et de développement en Afrique, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 12 au 16 février 1990 et en particulier le dispositif de sa résolution 2 où il est stipulé, entre autres, que le 11 février de chaque année serait proclamé Journée de la participation populaire en Afrique,

1. Exprime sa satisfaction au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie pour avoir généreusement accueilli la Conférence;

2. Adopte la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (Arusha 1990) comme exprimant la stratégie qui devrait être intégrée dans les politiques de développement adoptées par les gouvernements africains en vue de promouvoir la participation populaire au développement en encourageant les peuples et leurs organisations populaires à prendre des initiatives de développement autonome;

3. Recommande que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie soumette la Charte à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-cinquième session ordinaire, au Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa cinquante-deuxième session et à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à sa vingt-sixième session;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de diffuser largement la Charte et d'amener les Etats membres à créer un mécanisme pour la mise en oeuvre et le suivi des activités énoncées dans la Charte aux niveaux sous-régional et régional et de présenter régulièrement des rapports à la Conférence annuelle des ministres de la Commission et aux organes appropriés de l'Organisation de l'unité africaine.

267ème séance,  
19 mai 1990.

#### 692 (XXV) Services de levés hydrographiques et de cartographie marine

##### La Conférence des ministres,

Reconnaissant que d'importantes zones des plateaux continentaux, des zones économiques exclusives et des lacs et fleuves demeurent insuffisamment hydrographiées et que de nombreuses cartes marines sont périmées ou déficientes,

Reconnaissant en outre que l'absence de levés et d'information marine appropriés retarde gravement le développement des pays maritimes africains, non seulement en ce qui concerne la sécurité de la navigation mais également pour ce qui est de la protection de l'environnement marin et de l'écologie côtière, l'amélioration des installations portuaires, le développement de l'industrie de la pêche et l'exploitation et la gestion des ressources de haute mer biologiques et non renouvelables, la délimitation des eaux territoriales maritimes et le développement du tourisme et des activités maritimes récréatives,

Notant qu'en Afrique, il existe une pénurie de données sur les ressources hydrographiques disponibles et que seuls quelques pays maritimes ont la capacité d'exécuter des levés et des cartes,

Considérant que le levé hydrographique et la cartographie modernes nécessitent l'utilisation de navires et d'équipement spécialisé relativement onéreux par des experts géomètres et des cartographes marins qualifiés,

Sachant que l'Organisation hydrographique internationale est disposée à fournir, à la demande des pays en développement, des conseils techniques pour le développement de services hydrographiques nationaux et régionaux tenant compte des besoins et des ressources de chaque pays ou région en développement,

Prenant note des moyens techniques dont dispose l'Organisation hydrographique internationale pour entreprendre des activités dans le domaine de l'hydrographie et de la cartographie marine,

1. Attire l'attention des pays africains sur la disponibilité, au sein de l'Organisation hydrographique internationale, de capacités techniques pouvant être mises à profit dans leurs activités en matière d'hydrographie et de cartographie marine ainsi que pour la création de comités nationaux dans le domaine de l'hydrographie et de la cartographie marine;

2. Prie instamment en outre la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec les institutions spécialisées africaines compétentes et l'Organisation hydrographique internationale, d'étudier la possibilité d'élaborer un projet pour développer les centres régionaux existants pour l'entretien de l'équipement hydrographique et pour la formation à la cartographie marine;

3. Prie l'Organisation hydrographique internationale d'apporter une assistance pour la nomination et la prise en charge de conseillers régionaux au Centre régional pour promouvoir le développement de l'hydrographie en Afrique.

267ème séance,  
19 mai 1990.

693 (XXV). Proposition de projet concernant la coopération interrégionale pour la facilitation du commerce et en particulier pour l'application échelonnée de EDIFACT là où cela est jugé approprié

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 1989/118 du Conseil économique et social des Nations Unies sur la coopération interrégionale en vue de faciliter le commerce international, dans laquelle il était demandé aux commissions régionales et à la CNUCED d'élaborer conjointement une proposition de projet à ce sujet,

Reconnaissant que les pays africains doivent coopérer réellement avec le reste du monde et participer à la facilitation du commerce international, notamment à l'échange d'informations électroniques pour la transmission de la documentation commerciale,

Consciente de la nécessité urgente pour l'Afrique de constituer, de renforcer et d'améliorer les moyens permettant de cerner les problèmes et les besoins relatifs à la facilitation du commerce international et intra-africain, notamment l'analyse des pratiques, procédures, lois, réglementations, politiques et documents qui régissent le commerce international, et consciente du fait que la mise en place de ces moyens serait utile aux ministères et services gouvernementaux s'occupant de la planification, du commerce, des transports, de l'administration douanière, des statistiques et du traitement des données,

1. Décide d'appuyer sans réserve la proposition de projet sur la coopération internationale en vue de faciliter le commerce international élaborée conjointement par les commissions régionales et la CNUCED;
2. Recommande que le Conseil économique et social approuve cette proposition et la recommande pour financement par les donateurs;
3. Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à appuyer la proposition de projet;
4. Prie le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, les banques de développement régionales et les bailleurs de fonds bilatéraux de fournir des ressources financières suffisantes pour assurer la réalisation intégrale du projet;
5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport à la Commission à sa vingt-sixième session sur l'application de la présente résolution.

267ème séance,  
19 mai 1990.

694 (XXV). La coopération halieutique en Afrique

La Conférence des ministres,

Consciente des vastes ressources halieutiques et aquacoles que possède le continent africain, notamment avec l'extension des juridictions nationales dans les zones économiques exclusives,

Considérant la nécessité pour les pays africains de développer la coopération inter-Etats en vue de favoriser le développement du secteur des pêches,

Convaincue de la volonté des pays africains de surmonter les difficultés rencontrées dans les domaines de la mise au point et de l'acquisition de nouvelles technologies en matière d'exploitation des ressources halieutiques,



Reconnaissant l'importante contribution que la pêche peut apporter à l'autosuffisance alimentaire, à l'amélioration des éléments nutritionnels et à la diversification des exportations,

Considérant la dynamique existant au sein de la Commission de l'océan Indien et les préoccupations communes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la Commission économique pour l'Afrique et des Etats membres de la Commission de l'océan Indien en matière de coopération multinationale pour la mise en valeur des ressources halieutiques,

Considérant que la dynamique amorcée par la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique qui s'est tenue à Rabat du 30 mars au 1er avril 1989 incite les pays du Sud à se regrouper afin de promouvoir le secteur de la pêche,

1. Demande aux Etats africains de mettre en place des programmes de recherche en commun, en particulier sur l'évaluation et le suivi des stocks partagés;
2. Demande aussi aux Etats africains de favoriser une meilleure intégration du secteur de la pêche et de l'aquaculture dans les économies nationales afin d'augmenter sa contribution au développement;
3. Exhorte les pays africains à établir un réseau d'information interafricain sur les bateaux de pêche menant des opérations illégales et à proposer l'adoption de mesures d'exclusion de ces derniers dans un cadre juridique régional;
4. Demande à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, au Programme des Nations Unies pour le développement, en association avec la Commission économique pour l'Afrique, d'aider les Etats africains à créer un tel réseau;
5. Prie aussi les institutions spécialisées du système des Nations Unies et notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation maritime internationale ainsi que la Commission économique pour l'Afrique de soutenir les recommandations de la première Conférence halieutique de Rabat;
6. Demande aux Etats africains de renforcer leur coopération en matière d'exécution de projets d'aménagement, d'exploitation et de commercialisation des produits halieutiques et aquacoles, aux plans bilatéral, sous-régional et régional;
7. Prie la Commission économique pour l'Afrique, aux fins de cohérence et d'efficacité, de ne ménager aucun effort pour s'assurer que les activités concernant les ressources halieutiques continentales et marines, les ressources non vivantes de la mer et les aspects juridiques qui s'y rattachent gardent une unicité d'orientation;
8. Prie les Etats membres :
  - a) d'utiliser pleinement les centres de formation marine avancée en Afrique et d'en renforcer le rôle;
  - b) de favoriser les échanges d'informations, d'utiliser ces centres pour mettre au point et exploiter un système statistique normalisé concernant tous les aspects de la pêche au niveau sous-régional;
  - c) de promouvoir les négociations en commun d'accords de pêche concernant les flottes hauturières des pays non africains qui ne fassent aucune discrimination raciale, quelle qu'elle soit;
  - d) de privilégier le développement des pêcheries artisanales lorsque cela est possible, en raison de leur meilleure intégration dans l'économie africaine et de leur plus grande capacité d'adaptation aux exigences socio-économiques en Afrique;

e) d'améliorer les conditions de vie des pêcheurs africains, notamment en matière de scolarisation et de santé, ce qui actuellement représente un frein certain au développement;

f) de privilégier la coopération multinationale dans le secteur de la commercialisation et de la conservation pour :

- i) faciliter la pénétration des produits africains sur les marchés du Nord (informations sur les marchés, promotion, infrastructures d'exportations, etc.);
- ii) arriver à l'autosuffisance alimentaire dans le cas de certaines ressources halieutiques à travers l'aménagement du commerce intra-africain, et en particulier l'harmonisation de la fiscalité pour les produits de la pêche;

9. Prie en outre les Etats membres de promouvoir le développement de l'aquaculture en Afrique et de regrouper dans la mesure du possible les moyens financiers et humains nationaux au sein d'organismes de recherche appliquée sous-régionaux;

10. Exhorte les Etats membres à examiner les possibilités de rapprochement entre les entrepreneurs nationaux et les entreprises étrangères en vue de créer des entreprises conjointes dans un cadre de coopération mutuellement avantageux.

267ème séance,  
19 mai 1990.

#### 695 (XXV). Planification, programmation, suivi et évaluation

##### La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 674 (XXIV) et 675 (XXIV) du 7 avril 1989 sur le projet de Plan à moyen terme et le projet de Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1990-1991,

Rappelant également la résolution 37/234 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1982 relative à la planification des programmes,

Ayant examiné le rapport de la réunion du Comité ad hoc sur le projet de Plan à moyen terme 1992-1997<sup>6</sup>, les propositions de modifications au budget-programme 1990-1991<sup>7</sup>, le rapport biennal du Secrétaire exécutif 1988-1989<sup>8</sup> et l'auto-évaluation des programmes à la CEA<sup>9</sup>,

Rappelant en outre la section B de la résolution 44/201 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1989 sur la Commission économique pour l'Afrique relative à l'adéquation des ressources et à l'examen de la situation des services de traduction et d'interprétation,

Se félicitant de l'appui du Groupe des Etats d'Afrique à New York et des représentants africains au Comité du programme et de la coordination, ainsi qu'au Conseil économique et social,

---

<sup>6</sup> E/ECA/CM.16/29.

<sup>7</sup> E/ECA/CM.16/28.

<sup>8</sup> E/ECA/CM.16/2.

<sup>9</sup> E/ECA/CM.16/30.

Appréciant hautement les efforts faits par le Groupe des Etats d'Afrique à New York pour que davantage de ressources soient allouées à la CEA pour la période biennale 1992-1993,

Notant avec satisfaction le taux d'exécution élevé du budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989,

1. Approuve le rapport de la réunion du Comité ad hoc sur le projet de Plan à moyen terme 1992-1997;
2. Fait siennes les propositions de modifications au budget-programme pour la période 1990-1991;
3. Approuve les modifications au budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989, notamment les produits reformulés, les éléments reportés, les propositions d'annulation de certains éléments et les produits ajoutés à l'initiative du secrétariat conformément aux facteurs nécessitant de telles modifications;
4. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'inclure ces modifications dans le document qu'il soumettra au Comité du programme et de la coordination;
5. Engage les membres africains du Comité à appuyer les modifications au budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989;
6. Engage également le Groupe des Etats d'Afrique à New York à continuer d'appuyer les efforts visant à accroître les ressources de la CEA pour la période biennale 1992-1993 conformément au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

267ème séance,  
19 mai 1990.

696 (XXV). Programme "Priorité : Afrique" de l'Unesco

La Conférence des ministres,

Ayant entendu l'exposé du représentant du Directeur général de l'Unesco sur les objectifs du Programme "Priorité: Afrique" et tenant compte des précisions qu'il a données en réponse aux questions des participants,

Constatant avec satisfaction que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a inscrit le Programme "Priorité : Afrique" à l'ordre du jour de la Conférence,

Prenant note de la priorité que le Directeur général de l'Unesco a accordée à cette question et à l'Afrique,

Consciente de l'accent mis dans le Programme sur l'éducation, l'alphabétisation, l'environnement, les sciences (naturelles et sociales), la culture et la communication,

1. Accueille avec satisfaction le Programme "Priorité : Afrique";
2. Remercie le Directeur général de l'Unesco d'avoir pris l'initiative de lancer ce programme et d'avoir constitué dans son cabinet un groupe chargé de son exécution;
3. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de collaborer, dans le cadre du mécanisme de concertation CEA-Unesco et OUA-Unesco, à l'exécution du Programme et à la mobilisation des ressources nécessaires;
4. Prie également le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Directeur général de l'Unesco de relancer le mécanisme de coopération, la réunion commune de concertation pour revigorer les relations entre les deux organisations et intensifier la formulation, la planification et l'exécution en commun de programmes et de projets;

5. Lance un appel aux organisations internationales, aux institutions financières et à la communauté des donateurs pour qu'ils appuient l'exécution du Programme "Priorité : Afrique";

6. Prie les Etats membres africains de collaborer pleinement à l'exécution du programme de l'Unesco.

267ème séance,  
19 mai 1990.

697 (XXV). Renforcement du rôle de la femme dans le secteur non structuré : Production et gestion

La Conférence des ministres,

Ayant examiné la résolution LC/Res.151 (XII) adoptée par la Commission de travail de l'Organisation de l'unité africaine à sa réunion tenue à Addis-Abeba du 23 au 29 avril 1990,

Ayant pris note des activités du projet RAF/87/042 sur le renforcement du rôle de la femme dans le secteur non structuré : production et gestion,

Considérant l'importance de l'attention que l'Organisation de l'unité africaine, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation internationale du Travail, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme accordent à l'exécution du projet et au renforcement du rôle de la femme dans le secteur non structuré,

Appréciant les efforts considérables déployés par les institutions intéressées en vue de renforcer le rôle de la femme dans le secteur non structuré : production et gestion,

Reconnaissant l'importance du projet RAF/87/042 pour le développement économique aussi bien des pays bénéficiaires que des autres pays de l'Afrique,

Rappelant la nécessité d'associer l'ensemble des agents économiques des pays africains aux efforts nationaux visant à sortir de la crise actuelle,

Convaincue que les opérations du secteur jouent un rôle important dans la production de biens et de services utiles aux communautés les plus démunies et à l'ensemble des groupes sociaux de certains secteurs de la vie socio-économique,

1. Prend note de la résolution susmentionnée et remercie sincèrement et félicite les institutions pour l'élaboration et l'exécution d'un tel projet;

2. Appuie sans réserves et encourage la poursuite des activités au titre du projet dans les meilleures conditions:

3. Prie instamment les pays africains de prendre toutes les mesures pour rassembler les données statistiques indispensables sur les activités des femmes en général et, plus particulièrement, des opérateurs du secteur non structuré;

4. Recommande aux pays africains d'examiner favorablement les moyens juridiques de favoriser la protection des activités et des bénéfices des opérateurs du secteur non structuré et d'accroître le rôle des femmes dans le secteur non structuré;

5. Prie les gouvernements africains de ne ménager aucun effort pour inclure les activités des opérateurs du secteur non structuré dans leurs plans et programmes nationaux de développement (statistiques et politiques);

6. Recommande aux Etats africains de formuler de nouvelles politiques de formation, d'information et de crédit en vue de renforcer le rôle de la femme dans le secteur non structuré;

7. Prie les services techniques intéressés de recenser les secteurs d'intervention prioritaires pour l'appui aux opérateurs du secteur non structuré, et ce, afin d'éviter le double emploi dans ce domaine;

8. Prie en outre les Etats membres de prendre les mesures appropriées pour faire en sorte, d'une part, que le projet se poursuive au-delà du retrait des organisations internationales et, d'autre part, que soit réduite la mobilité du personnel de contrepartie chargé de l'exécution du projet dans les pays.

267ème séance,  
19 mai 1990.

698 (XXV). Examen final et évaluation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990

La Conférence des ministres.

Rappelant la résolution 43/27 de l'Assemblée générale en date du 18 novembre 1988 dans laquelle l'Assemblée générale a décidé que l'examen final et l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique devraient être effectués à sa quarante-sixième session devant se tenir en 1991,

Notant avec satisfaction les deux rapports du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'exécution du Programme d'action des Nations Unies ainsi que les préparatifs pour l'examen final et l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies,

Notant en outre avec satisfaction le travail du Comité directeur de l'Organisation des Nations Unies et de l'Equipe spéciale interinstitutions de l'Organisation des Nations Unies sur le suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies,

Convaincue du fait que l'examen final et l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies par l'Assemblée générale devraient être une occasion pour une évaluation approfondie des actions menées par toutes les parties participant à la mise en oeuvre du Programme et de prendre les mesures nécessaires pour assurer une croissance accélérée et le développement en Afrique au-delà de 1991,

Convaincue en outre de la nécessité pour les Etats membres de la Commission de procéder à une évaluation complète de la mise en oeuvre du Programme et aussi du fait qu'une telle évaluation devrait être aussi actualisée que possible,

Préoccupée par la détérioration continue des conditions économiques et sociales en Afrique et des tendances qui se dessinent au cours des années 90,

1. Recommande que les mécanismes pour l'examen final et l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies soient semblables à ceux qui ont été mis en place pour l'examen à mi-parcours du Programme et qu'à cette fin un comité plénier ad hoc de l'Assemblée générale soit créé pour évaluer le Programme et proposer des mesures propres à assurer le développement durable en Afrique au-delà de 1991;

2. Décide qu'un mémorandum spécial, à l'intention du Comité plénier ad hoc de l'Assemblée générale, sur l'examen final et l'évaluation du Programme sera élaboré en mai 1991 par la Conférence des ministres de la Commission à sa dix-septième réunion et que le projet de ce mémorandum spécial sera examiné par un groupe intergouvernemental d'experts dont la réunion se tiendra immédiatement avant celles du Comité technique préparatoire plénier et de la Conférence des ministres;

3. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission à organiser des missions multisectorielles spéciales dans tous les Etats membres de la Commission au cours du dernier trimestre de 1990 pour qu'elles rassemblent des données à jour sur la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies, qui permettront d'élaborer le mémorandum spécial de la Commission;

4. Demande à l'Assemblée générale de mettre à la disposition du secrétariat de la Commission les ressources financières qui sont nécessaires pour l'organisation de ces missions spéciales sur l'examen et l'évaluation de l'exécution du Programme;

5. Prie instamment les Etats membres et leurs organismes de développement et de planification de participer activement à l'élaboration du mémorandum spécial.

267ème séance,  
19 mai 1990.

#### 699 (XXV). Renforcement de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques

##### La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 348 (XIV) du 27 mars 1979 portant création de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques, institut régional devant desservir tous les Etats africains dans les domaines du développement et de la recherche technologiques,

Rappelant aussi sa résolution 547 (XX) du 29 avril 1985 appelant le renforcement de la capacité opérationnelle et d'exécution de l'Institut,

Réaffirmant que la transformation structurelle des économies africaines dépend essentiellement de la mise sur pied d'une base technologique et scientifique adéquate,

Appréciant l'appui et les moyens institutionnels provisoires fournis à l'Institut par le Gouvernement kényen, ainsi que la contribution et l'assistance d'autres Etats membres,

Appréciant également l'appui fourni à l'Institut par la Commission économique pour l'Afrique,

Rendant hommage au Programme des Nations Unies pour le développement pour le soutien qu'il a offert jusqu'à présent à l'Institut pour lui permettre de développer ses programmes de formation et de recherche,

Convaincue que l'Institut est appelé à jouer un rôle central dans la réduction du fossé technologique qui sépare les pays africains des autres pays du monde et dans la promotion, dans la région, d'un processus de restructuration et de développement socio-économique soutenu et durable,

Gravement préoccupée par la situation financière catastrophique de l'Institut et le nombre relativement réduit d'Etats membres qui ont souscrit à ses statuts depuis sa création, il y a dix ans, ce qui non seulement menace l'existence même de l'Institut mais aussi constitue un obstacle à la transformation et au développement socio-économique de l'Afrique,

Consciente de la nécessité d'affermir la situation financière de l'Institut et la composition de ses Etats membres et d'ainsi lever les principaux obstacles qui l'ont maintenu dans un état de stagnation,

1. Exhorte tous les Etats africains qui ne l'ont pas encore fait de souscrire à titre prioritaire aux statuts de l'Institut;
2. Prie les pays membres de l'Institut de verser dans les meilleurs délais leurs contributions à son budget;
3. Lance un appel aux membres de l'Institut en retard de paiement pour qu'ils règlent leurs arriérés afin de doter l'Institut des ressources financières dont il a besoin pour fonctionner;
4. Lance également un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il continue de financer l'Institut;
5. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de poursuivre ses efforts pour mobiliser des fonds extrabudgétaires au moyen de programmes d'assistance technique pour compléter les ressources du budget ordinaire de l'Institut;
6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de continuer de fournir à l'Institut des services d'appui technique et administratif pour lui permettre de se développer.

267ème séance,  
19 mai 1990.

700 (XXV). Projet de création de la Communauté économique africaine<sup>10</sup>

La Conférence des ministres,

Rappelant les dispositions pertinentes du Plan d'action de Lagos et de son Acte final adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains, en avril 1980,

Convaincue plus que jamais que le développement de l'Afrique incombe au premier chef, aux Africains eux-mêmes, et qu'il ne peut se réaliser que dans le cadre d'une meilleure coordination d'efforts, et d'une mobilisation collective des ressources du continent, à l'intérieur des espaces économiques mieux réaménagés,

Considérant les événements qui se déroulent dans le reste du monde où se constituent des blocs économiques pour faire face aux grands défis du 21ème siècle,

Se référant au paragraphe 11 du dispositif de la résolution 44/17 sur la coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-quatrième session,

Avant été saisie du rapport du secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD sur l'évolution des travaux du Comité directeur permanent de l'Organisation de l'unité africaine sur le projet de création de la communauté économique africaine (document E/ECA/CM.16/38),

1. Prend note du rapport Intérimaire préparé par le secrétariat conjoint et se félicite de cette initiative conjointe des secrétariats de l'Organisation de l'unité africaine, de la Commission économique pour l'Afrique et de la Banque africaine de développement;
2. Se félicite du travail remarquable accompli par le Comité directeur permanent de l'Organisation de l'unité africaine dans l'élaboration du projet de traité portant création de la communauté;

---

<sup>10</sup> La délégation marocaine a émis des réserves sur le paragraphe 5 du préambule et sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif de cette résolution.

3. Se félicite en outre des dispositions prises par la communauté internationale, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour appuyer les efforts de l'Afrique dans le processus de la réalisation accélérée du projet;

4. Prend note avec appréciation de l'assistance financière et technique fournie par le Programme des Nations Unies pour le développement dans le cadre de cet important projet, et exhorte cette institution à continuer à accorder au secrétariat conjoint et au Comité directeur permanent toute l'assistance nécessaire;

5. Lance un appel à tous les Etats membres pour qu'ils prennent les dispositions aux niveaux national, sous-régional et continental, pour la réalisation du projet selon le calendrier indicatif déjà arrêté;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission, au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et au Président de la Banque africaine de développement, et ce, dans le cadre du secrétariat conjoint, de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la coordination et l'harmonisation des projets et programmes d'intégration économique des communautés économiques sous-régionales et d'autres organisations intergouvernementales afin d'éviter chevauchement et double emploi, et pour que ces mêmes organisations intergouvernementales africaines contribuent à l'édification de la communauté;

7. Demande aux responsables des communautés économiques existantes et autres organisations intergouvernementales africaines compétentes de prendre une part plus active dans les travaux du Comité directeur relatifs à la mise en place accélérée de la communauté, et plus particulièrement au moment des négociations des protocoles;

8. Demande au secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD de présenter un rapport sur la mise en oeuvre de cette résolution à la prochaine réunion de la Conférence.

267ème séance,  
19 mai 1990.

701 (XXV). Contribution des Etats membres aux institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Ayant examiné le rapport sur les activités, les programmes de travail et les budgets des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission économique pour l'Afrique,

Consciente du rôle crucial de ces institutions dans la promotion de la coopération régionale et sous-régionale dans les domaines vitaux,

Convaincue que ces institutions sont des outils essentiels au service des pays africains pour faire face à la crise économique et financière que traverse actuellement le continent,

Notant avec satisfaction que certaines de ces institutions s'efforcent d'être financièrement autonomes pour leurs opérations courantes,

Préoccupée cependant par les difficultés que rencontrent la plupart de ces institutions et qui gênent non seulement leur expansion mais menacent même leur survie,

1. Demande à tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à ces institutions et de leur fournir l'appui financier nécessaire en versant régulièrement leurs contributions;

2. Prie instamment tous les Etats membres de verser leurs contributions, y compris en particulier les arriérés accumulés afin d'assurer la survie de ces institutions;



3. Invite tous les Etats membres à accorder une attention particulière aux institutions parrainées par la Commission dans le but de promouvoir leurs activités et de leur permettre de générer les ressources nécessaires à leur fonctionnement.

267ème séance,  
19 mai 1990.

**702 (XXV). Transformation et renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de la Commission économique pour l'Afrique**

**La Conférence des ministres,**

Rappelant sa résolution 311 (XIII) du 1er mars 1977 portant création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Reconnaissant que les MULPOC ont, au cours des années, joué un rôle important dans la promotion de la coopération et de l'intégration économiques au niveau sous-régional et que les objectifs qui ont motivé leur création sont aujourd'hui plus valables qu'il y a treize ans,

Considérant l'impérieuse nécessité de la participation positive et effective des femmes à la conception et à l'exécution des programmes qui visent leur intégration au processus de développement au niveau de chaque sous-région,

Préoccupée par l'insuffisance des prestations et résultats des MULPOC durant ces dernières années due en grande partie à la faiblesse des ressources financières et humaines et à leur inadéquation aux nouvelles tâches à mener en vue du redressement et de la transformation économiques,

Se félicitant de la résolution 43/216 de l'Assemblée générale des Nations Unies approuvant les rapports financiers et les états financiers vérifiés du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui a "vivement recommandé que les réalisations des MULPOC soient évaluées de façon complète en vue de voir si cette expérience devrait se poursuivre ou si le mandat, le nombre et la structure de ces centres devraient être complètement revus",

Notant avec satisfaction la décision du Secrétaire général de désigner une équipe d'évaluation dont le mandat était entre autres d'examiner la structure et l'organisation des MULPOC en vue de déterminer s'ils étaient appropriés pour l'exécution de leurs tâches, compte tenu de la résolution de l'Assemblée générale mentionnée plus haut.

Notant que la répartition et la localisation actuelles des MULPOC répondent à l'esprit de l'Acte final de Lagos sur la nécessité de promouvoir la coopération et l'intégration dans le cadre de groupements économiques sous-régionaux,

1. Prend note du rapport de l'Equipe d'évaluation qui conclut à la nécessité de maintenir, transformer et renforcer la structure, l'organisation et les opérations des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission économique pour l'Afrique;

2. Félicite vivement l'Equipe d'évaluation pour la manière complète et objective dont elle a effectué sa tâche et pour ses conclusions et recommandations à cet égard;

3. Appuie vigoureusement les conclusions de l'Equipe d'évaluation tendant à ce que l'institution du MULPOC soit transformée et renforcée pour qu'elle fournisse aux Etats membres l'assistance technique et les services consultatifs nécessaires pour l'exécution de leurs projets communs dans le cadre des organisations intergouvernementales;

4. Adopte le nouveau mandat des MULPOC tel que proposé par l'Equipe d'évaluation;

5. Prie instamment l'Assemblée générale des Nations Unies de doter les MULPOC de ressources humaines et financières supplémentaires pour leur permettre de s'acquitter plus efficacement de leurs obligations en matière de programmation multinationale et multisectorielle sur la base des priorités définies par les Etats membres et de faire en sorte que les ressources essentielles minimum leur soient fournies;

6. Décide que, compte tenu des contraintes financières et de la nécessité d'une meilleure coordination des MULPOC et des organisations intergouvernementales, les MULPOC rendront directement compte au Conseil des ministres de la Commission économique pour l'Afrique par le truchement de comités intergouvernementaux d'experts qui superviseront les activités des MULPOC au niveau sous-régional;

7. Prie l'Assemblée générale et les organismes d'assistance technique et de financement de doter les MULPOC de ressources suffisantes pour l'élaboration et l'exécution de programmes visant la participation effective des femmes au processus de développement de leur sous-région;

8. Recommande que le nombre et la composition des MULPOC soient maintenus étant entendu qu'ils correspondent à la configuration des groupements économiques sous-régionaux existants. Toutefois, cette distribution pourrait être reconsidérée à l'avenir conformément à l'évolution des groupements économiques sous-régionaux;

9. Soumet le mémorandum ci-joint sur le renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets au Conseil économique et social pour examen;

10. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils continuent leur appui et leur assistance aux MULPOC par le biais du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) et/ou par tout autre moyen approprié;

11. Prie les organismes d'assistance technique et de financement d'apporter leur appui pour la mise en oeuvre des recommandations de l'Equipe d'évaluation relatives à la nécessité de doter les MULPOC de moyens financiers et humains suffisants pour une bonne exécution de leur mandat.

267ème séance,  
19 mai 1990.

## ANNEXE

### MEMORANDUM DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE SUR LE RAPPORT DE L'EQUIPE D'EVALUATION CONCERNANT LA STRUCTURE, L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DES CENTRES MULTINATIONAUX DE PROGRAMMATION ET D'EXECUTION DE PROJETS ADOPTE LORS DE LA VINGT-CINQUIEME SESSION DE LA COMMISSION/SEIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE

1. Nous soumettons le présent mémorandum pour faire suite à la résolution 43/216 intitulée "Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes", par laquelle l'Assemblée générale a approuvé les observations et recommandations concordantes du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) concernant les MULPOC. Dans cette même résolution, l'Assemblée a demandé que soit menée une évaluation exhaustive des réalisations des MULPOC afin de décider s'il y a lieu de poursuivre cette expérience ou, au contraire, de repenser complètement le mandat, le nombre et la structure de ces centres.

2. En application de cette résolution, le Secrétaire général, en collaboration avec l'Administrateur du PNUD, a nommé une équipe d'évaluation indépendante et lui a confié le mandat suivant :

- a) Examiner le mandat initial tel que contenu dans le document E/ECA/CM.8/26 du 8 avril 1982 afin de décider s'il reste valable;
- b) Examiner la structure et l'organisation des MULPOC afin de déterminer si elles permettent une bonne exécution des tâches confiées aux MULPOC, compte tenu des recommandations faites au paragraphe 14 du rapport du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (document A/43/5);
- c) Suite au rapport établi par Rwambuya et Saïd en date du 23 août 1988, examiner l'ensemble des aspects de la gestion des MULPOC et établir un rapport;
- d) Evaluer les ressources disponibles pour voir si elles sont suffisantes et faire des recommandations destinées à renforcer les MULPOC en vue de leur permettre de mieux remplir leur mandat;
- e) Evaluer l'efficacité des relations avec les divisions organiques et les différents services de la CEA;
- f) Examiner toutes les autres questions relatives à un fonctionnement efficace des MULPOC;
- g) Faire rapport, si possible au plus tard le 10 mars 1989, au Secrétaire exécutif de la CEA et au Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion.

3. Nous remercions le Secrétaire général de nous avoir permis de faire part de nos observations sur le rapport de l'Equipe d'évaluation, conformément à notre demande contenue dans la résolution 659 (XXIV) sur l'examen des réalisations des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission. Nous tenons encore une fois à exprimer notre satisfaction devant la décision prise par l'Assemblée générale d'examiner et d'évaluer les MULPOC, car nous estimons qu'un tel examen vient à un moment opportun. Enfin, nous devons exprimer notre sincère gratitude à l'Equipe d'évaluation pour la qualité de son travail et pour les recommandations qu'elle a formulées.

4. Nous désirons, dans le présent mémorandum, faire des observations sur les propositions et recommandations de l'Equipe d'évaluation afin que l'Assemblée générale puisse disposer de notre opinion sur cette question. Nos vues sont le fruit du long débat dont a fait l'objet le rapport lors de notre vingt-cinquième session/seizième réunion, précédé d'un débat tout aussi approfondi lors de la réunion du Comité technique préparatoire plénier tenue à Tripoli du 5 au 12 mai 1990.

5. Notre étude critique des propositions de l'Equipe d'évaluation nous a permis d'approuver sans réserves les conclusions de l'Equipe d'évaluation, à savoir que les objectifs et les buts pour lesquels les MULPOC avaient été créés sont aujourd'hui plus valables qu'il y a 13 ans, étant donné les défis socio-économiques qui attendent les pays africains dans les années 90. Les Etats membres se prononcent vigoureusement en faveur du maintien, de la transformation et du renforcement des MULPOC, dotés des moyens humains, techniques et financiers complémentaires nécessaires à l'exécution de leurs projets communs dans le cadre des organisations intergouvernementales.

6. Nous recommandons de ne rien changer au nombre et à la composition des MULPOC, qui correspondent au nombre et à la composition des groupements économiques sous-régionaux existants. Notre Conférence continuera de porter toute l'attention voulue à la répartition géographique des MULPOC en vue d'assurer une exploitation efficace des ressources et en fonction de l'évolution des groupements sous-régionaux.

7. Nous tenons à saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude aux MULPOC pour les services rendus et le rôle qu'ils ont joué pour ce qui est d'appuyer les efforts des pays membres dans la promotion de la coopération et de l'intégration économiques sous-régionales et régionales, et ce, en apportant une assistance technique aux organisations intergouvernementales de nos différentes sous-régions. Nous souhaitons en

particulier souligner le rôle des MULPOC dans la création de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ainsi que ses efforts visant à assurer la coordination entre la quarantaine d'organisations intergouvernementales que compte l'Afrique de l'Ouest.

8. Nous approuvons les conclusions de l'Equipe d'évaluation concernant l'importance des MULPOC en tant qu'institutions chargées de nous fournir un appui technique pour étayer nos efforts concernant les groupements sous-régionaux et reconnaissons la nécessité de redéfinir le mandat des MULPOC sur la base de l'expérience et compte tenu des défis qui nous attendent. Par conséquent, nous approuvons le mandat suivant proposé par l'Equipe d'évaluation;

a) Fournir aux Etats membres et aux organisations intergouvernementales une assistance technique (services consultatifs) pour la définition et la planification de projets et pour la définition des programmes et projets multisectoriels à exécuter par les MULPOC avec la collaboration des secrétariats des organisations intergouvernementales (OIG) et des institutions spécialisées des Nations Unies;

b) Offrir aux Etats membres et aux OIG des services consultatifs de courte durée dans le domaine de la planification du développement et aider à la concrétisation de ces plans en programmes et projets multinationaux et multisectoriels, y compris l'identification et la formulation de programmes et de projets devant être exécutés par eux ou, à leur demande, par les PSAT (MULPOC) eux-mêmes, en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies, le cas échéant;

c) Réaliser des études de pré faisabilité et de faisabilité, des travaux de recherche et d'analyse sur les domaines prioritaires identifiés par les Etats membres et les OIG, afin de favoriser la coopération et l'intégration sous-régionales;

d) Fournir une assistance et un appui pour la mise en valeur des ressources humaines et pour l'organisation de stages de formation, de séminaires, de conférences, de journées d'étude et de tables rondes, dans le but de renforcer la capacité institutionnelle et organisationnelle des Etats membres à exécuter des programmes et des projets multinationaux favorisant le développement socio-économique;

e) Instaurer, à la lumière de ce qui précède, des relations de travail efficaces avec les gouvernements, les OIG, les bureaux du PNUD et les autres organisations internationales dans le but d'harmoniser la conception, la programmation et l'exécution de programmes d'assistance technique au niveau sous-régional;

f) Elaborer et exécuter des programmes visant une participation plus effective des femmes à tous les aspects des efforts de développement au niveau sous-régional;

g) Rassembler et diffuser au niveau sous-régional des informations et des données statistiques sur les indicateurs macro-économiques des Etats membres et aider ceux-ci à mettre en place des systèmes compatibles permettant l'échange d'informations entre eux-mêmes et avec leurs partenaires dans le développement.

9. Les MULPOC devraient également contribuer à la création de la Communauté économique africaine en procédant à des études en vue de l'harmonisation et du rapprochement progressif des divers groupements économiques sous-régionaux. Ils devraient également contribuer à l'application, au niveau sous-régional, des stratégies énoncées dans les études prospectives globales effectuées par le secrétariat de la CEA.

10. Nous avons toujours été conscients que c'est essentiellement l'insuffisance des ressources financières qui a freiné les MULPOC dans l'accomplissement de leurs tâches. Le recrutement de leur personnel a gravement souffert de la crise financière à laquelle l'ONU a dû faire face pendant presque toutes les années 80. De la même manière, leurs activités opérationnelles ont été sévèrement réduites par l'insuffisance des ressources financières et humaines. Nous sommes préoccupés par l'effet négatif qui s'est ainsi produit sur le niveau d'efficacité des MULPOC au cours des dernières années. La CEA a exploité jusqu'au bout ses possibilités de détacher du

personnel et de dégager des ressources en faveur des MULPOC malgré ses propres difficultés. Par conséquent, il n'est pas surprenant que l'action des MULPOC ait de moins en moins d'incidence.

11. Nous approuvons donc entièrement la proposition de l'Equipe d'évaluation, selon laquelle il faudrait accroître sensiblement les ressources financières et humaines des MULPOC, proposition figurant au chapitre 6 du rapport d'évaluation. Nous proposons que les MULPOC soient dotés d'un effectif de base minimum, selon le meilleur rapport coût-efficacité, qui leur permette d'avoir un impact immédiat dans leurs sous-régions respectives.

12. Nous n'excluons pas la possibilité de changer le nom des MULPOC, possibilité que nous garderons à l'esprit à la lumière de l'évolution de leur mandat et de leurs activités.

13. Enfin, nous tenons à réaffirmer notre ferme attachement aux MULPOC. Comme par le passé, nous continuerons de déployer tous les efforts possibles pour créer un environnement propice à l'amélioration de l'efficacité des MULPOC.

#### 703 (XXV). Menace présentée par la lucilie bouchère

##### La Conférence des ministres,

Considérant que la présence de la lucilie bouchère, insecte nuisible aux animaux à sang chaud, a été découverte par les chercheurs libyens dans le voisinage de Tripoli il y a environ deux ans et qu'il s'agit du premier cas enregistré en dehors des Amériques,

Consciente des sérieux dangers que la lucilie bouchère présente pour les animaux à moins d'une éradication par la lutte biologique,

Notant qu'un appel international a été lancé par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds international de développement agricole, l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture avec la pleine collaboration des autorités libyennes pour la mobilisation de 80 à 100 millions de dollars en vue d'éradiquer complètement ce fléau et de l'empêcher de s'étendre aux pays africains voisins ainsi qu'aux autres pays méditerranéens, européens y compris,

Reconnaissant pleinement les dangers potentiels présentés par la lucilie bouchère à l'intérieur et au-delà des limites de notre continent si elle n'est pas éradiquée,

Extrêmement impressionnée et reconnaissante devant les mesures promptes et efficaces prises par la Jamahiriya pour lutter contre ce fléau avec les moyens techniques dont elle dispose et pour sensibiliser la communauté internationale,

1. Rend hommage à la Jamahiriya pour ses initiatives courageuses;

2. Lance un appel pressant à tous les pays donateurs, aux institutions des Nations Unies et à tous les autres organismes compétents pour qu'ils fassent sans tarder des propositions en vue du lancement à partir de la Jamahiriya d'une opération massive visant à éradiquer ce fléau potentiel.

267ème séance,  
19 mai 1990.

704 (XXV). Assistance d'urgence à la Namibie

La Conférence des ministres,

Se félicitant de l'indépendance de la Namibie après des années de lutte pour l'autodétermination,

Ayant examiné la situation difficile des femmes et des enfants gravement affectés par les nombreuses années de guerre pour la libération de la Namibie,

Ayant présent à l'esprit le besoin d'assistance qu'ont ces femmes et ces enfants pour satisfaire leurs besoins sociaux fondamentaux,

Consciente de leur droit à une vie exempte de privation et de dénuement au plan économique et de leur droit à un développement endogène,

1. Félicite le Gouvernement et le peuple namubiens pour leur accession à l'indépendance;
2. Prie instamment tous les Etats membres de contribuer à cet effort pour aider le peuple namibien au cours de cette période d'indépendance;
3. Charge le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'élaborer, dans la limite des ressources disponibles, un programme d'assistance d'urgence en faveur de la Namibie;
4. Fait appel au système des Nations Unies, aux organisations internationales et aux organisations multilatérales afin qu'ils fournissent des ressources qui permettraient à la Commission économique pour l'Afrique de mettre en oeuvre un programme d'assistance d'urgence en Namibie.

267ème séance,  
19 mai 1990.

## ANNEXE I

RAPPORT DE LA ONZIEME REUNION DU COMITE TECHNIQUE PREPARATOIRE PLENIER  
(5-13 MAI 1990) TEL QU'ADOPTÉ PAR LA VINGT-CINQUIEME SESSION DE LA  
COMMISSION/SEIZIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)  
15-19 mai 1990

A. Participation et organisation des travaux

1. La onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier s'est tenue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) du 5 au 13 mai 1990. La réunion a été ouverte officiellement par Son Excellence Dr. Lutfi Farhat, Ministre libyen de la planification. Des déclarations ont été faites également à la cérémonie d'ouverture par M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et par M. Dender Wolde Mariam, Chef du Département de la planification macro-économique, bureau du Comité national de la planification centrale d'Ethiopie, Président de la dixième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
2. Ont assisté à la réunion les représentants des Etats membres ci-après de la Commission : Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie.
3. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies indiqués ci-après et non membres de la Commission étaient représentés comme observateurs : Chine, France, Hongrie, Inde, Pays-Bas, République démocratique allemande et Union des Républiques socialistes soviétiques.
4. Les organes et institutions spécialisés des Nations Unies ci-après étaient également représentés : Bureau de liaison des commissions régionales à New York, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation météorologique mondiale (OMM), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI) et Programme alimentaire mondial (PAM).
5. L'Organisation de l'unité africaine était représentée aussi.
6. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs : Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD), Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Banque africaine de développement (BAD), Organisation sur la solidarité entre les peuples d'Afrique et d'Asie (AAPSO), Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Bureau hydrographique international (IHO), Centre du commerce international (CCI), Centre régional africain de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Regional Institute for Population Studies (RIPS), Institut de formation et de recherche démographique (IFORD), et Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS).
7. Des observateurs représentaient les organisations non gouvernementales suivantes : Secrétariat du Commonwealth, Fédération mondiale luthérienne, Université d'Etat d'Imo, Université d'Ibadan et Université de Zambie.

8. Le Comité a, à l'unanimité, élu le bureau suivant :

Président	: Jamahiriya arabe libyenne
Premier Vice-Président	: Guinée
Second Vice-Président	: Rwanda
Rapporteur	: Zambie

9. Le Comité a décidé de créer un sous-comité à composition non limitée chargé d'examiner les questions relatives à la mise en oeuvre du CARPAS : systèmes de taux de change multiples, politique de taux d'intérêt différentiels et subventions à la production, sous-comité qui serait présidé par le premier Vice-Président.

10. Le Comité a également créé un autre sous-comité à composition non limitée, qui serait présidé par le deuxième Vice-Président, chargé d'élaborer un projet de position au sujet du rapport de l'Equipe d'évaluation des résultats des MULPOC en vue de les renforcer et d'accroître leur efficacité.

11. Un troisième sous-comité, a été constitué pour examiner les projets de résolutions.

#### B. Ordre du jour

12. Le 5 mai 1990, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA durant la période 1988-1989.

#### PREMIERE PARTIE. Transformation, redressement et ajustement

5.1 Progrès accomplis dans l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et leur effet sur les économies africaines :

- a) Rapport économique sur l'Afrique, 1990;
- b) Rapport intérimaire sur l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;
- c) Préparatifs pour l'examen final et l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies, 1991;
- d) Efficacité des programmes d'assistance technique en Afrique.

5.2 Au-delà du redressement et sur la voie de la transformation : Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) :

- a) Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS;



- b) Questions relatives à la mise en oeuvre du CARPAS : systèmes de taux de change multiples, politique des taux d'intérêt différentiels et subventions à la production;
- c) Rapport de la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement et de développement en Afrique.

DEUXIEME PARTIE. Questions, études et rapports sur la coopération régionale pour le développement en Afrique

- 6. a) Rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les résultats des MULPOC en vue de les renforcer et accroître leur efficacité;
- b) La situation alimentaire et agricole en Afrique :
  - i) Coopération multinationale pour le développement de la pêche côtière, marine et dans les eaux intérieures;
  - ii) Contribution des fonds de stabilisation des offices de commercialisation au développement des infrastructures de commercialisation rurales;
- c) Le développement industriel en Afrique :
  - Rapport intérimaire commun CEA/OUA/ONUDI sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique et les préparatifs de la deuxième Décennie;
- d) Ressources naturelles et environnement en Afrique :
  - i) Situation en ce qui concerne l'aménagement des bassins fluviaux et lacustres en Afrique;
  - ii) Rapport de la réunion de plénipotentiaires sur l'établissement de la Commission africaine de l'énergie nucléaire;
  - iii) Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement durable;
  - iv) Rapport intérimaire concernant l'entrée en service du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD);
- e) Commerce international et financement du développement :
  - i) Quatrième Convention ACP-CEE : Principaux aspects et son utilité pour le développement de l'Afrique;
  - ii) Coopération internationale en vue de mesures facilitant le commerce;
- f) Transports et communications en Afrique :
  - Rapport intérimaire sur la préparation du programme pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
- g) Population :
  - Questions de population dans les Etats membres de la CEA au cours des années 90;

- h) Coopération et intégration économiques :
  - Rapport intérimaire sur la création de la Communauté économique africaine;
- i) "Priorité : Afrique" (point proposé par l'Unesco).
- j) Activités opérationnelles :
  - i) Rapport sur les projets de coopération technique exécutés par la CEA;
  - ii) Activités de CTPD/CEPD en Afrique : Progrès accomplis;
  - iii) Activités, programmes de travail et budgets des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA.

TROISIEME PARTIE. Recommandations des organes subsidiaires et organes sectoriels de la Commission

- 7. a) Neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie;
- b) Septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique;
- c) Cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales;
- d) Septième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification;
- e) Sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts sur la science et la technique;
- f) Quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement;
- g) Dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce;
- h) Deuxième réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme;
- i) Sixième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains;
- j) Rapport de la réunion des chefs de secrétariat des organisations intergouvernementales africaines;
- k) Onzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement;
- l) Neuvième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés;
- m) Rapport de la réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA.

#### QUATRIEME PARTIE. Questions concernant les organes statutaires

8. Suivi des résolutions d'intérêt adoptées par la vingt-quatrième session de la Commission, et des décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social et intéressant l'Afrique :
  - a) Suivi d'autres résolutions d'intérêt adoptées par la vingt-quatrième session de la Commission/quinzième réunion de la Conférence des ministres;
  - b) Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1989 et par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session dans les secteurs socio-économiques intéressant l'Afrique.
9. Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants :
  - a) Financement du PNUD;
  - b) Règlement du personnel.
10. Situation et perspectives en ce qui concerne l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques.

#### CINQUIEME PARTIE. Programme de travail et ordre de priorité de la Commission

11.
  - a) Propositions pour la mise à jour du budget-programme, 1990-1991;
  - b) Rapport du Comité ad hoc sur le plan à moyen terme 1992-1997;
  - c) Auto-évaluation des programmes de la CEA.
12. Questions diverses.
13. Date et lieu de la douzième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
14. Adoption du rapport.
15. Clôture de la réunion.

### C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

#### Allocutions d'ouverture

13. Dans son allocution d'ouverture, S.E. le Dr. Lutfi Farhat, Secrétaire au plan, a souhaité aux participants la bienvenue en Jamahiriya arabe libyenne. Il a déclaré que la réunion en cours coïncidait avec le soixante-quinzième anniversaire de la victoire libyenne sur la répression et la tyrannie à la bataille de Kerdabbia ainsi qu'avec la fin de la première phase de la Grande rivière artificielle. Cette période marquait également la première année de réalisations du pays dans les domaines du développement industriel et agricole ainsi que de la lutte contre la désertification et la sécheresse.

14. Comme souligné dans les documents dont était saisie la réunion, l'Afrique traversait une grave crise économique et sociale, en dépit de tous les efforts et de toutes les mesures antérieurs dans les domaines tels que la coopération économique, l'autosuffisance et la sécurité alimentaires, les transports et les communications, le développement scientifique et la mise en valeur des ressources humaines. Les efforts déployés dans ces domaines avaient été compromis par les rigidités structurelles héritées de la période coloniale, la dépendance

à l'égard de l'exportation de quelques produits de base, les mesures protectionnistes et restrictives ainsi que les politiques monétaires et financières des pays développés. Les pays africains avaient également à faire face à un endettement extérieur croissant et à de lourdes obligations au titre du service de la dette. L'insuffisance des infrastructures de transport et des services sanitaires et éducatifs avait affaibli davantage la capacité de ces pays à faire face de manière efficace à des catastrophes naturelles.

15. Des problèmes de cette nature exigeaient des sacrifices toujours plus importants afin d'améliorer la situation économique et sociale des populations, en particulier celles des zones rurales. En essayant de résoudre ces problèmes, on devrait prendre en compte la dimension humaine et la nécessité de faire en sorte que les pays africains exercent pleinement leur souveraineté sur leurs ressources.

16. La tâche était certes ardue, mais elle n'était pas insurmontable, comme l'avait démontré l'expérience libyenne. Le Dr. Farhat a souligné le rôle joué par les plans de développement et insisté sur la nécessité pour les pays africains de coopérer entre eux.

17. Pour conclure, il a rendu hommage à la lutte du peuple namibien et souhaité au Comité plein succès dans ses travaux.

18. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, le Secrétaire exécutif de la CEA a rendu hommage à S.E. le Colonel Moammar Al-Kadhafi, Guide de la Grande et glorieuse révolution Al-Fatah et a exprimé sa gratitude au Chef et au peuple de la Jamahiriya pour leur chaleureuse hospitalité et les excellentes dispositions prises pour assurer le succès de la réunion. Il a également remercié le représentant de la Jamahiriya, le Dr. Lutfi Farhat, pour avoir présidé la cérémonie d'ouverture.

19. Il a indiqué que la dernière réunion de la Commission tenue à Tripoli remontait à 1982. Lors de cette réunion, la principale préoccupation des participants avait été de savoir comment traduire dans les faits les principes directeurs et les objectifs du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos; à cette fin, des recommandations d'une portée considérable avaient été faites. Malheureusement, en dépit du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, les années 80 s'étaient révélées être la décennie la plus difficile et la plus décevante de l'histoire économique et sociale de l'Afrique.

20. Le Secrétaire exécutif a ensuite passé en revue les résultats économiques globaux obtenus par l'Afrique au cours de la période 1988-1989, tels qu'ils figurent dans le Rapport économique sur l'Afrique, 1990, établi par la CEA. Il a souligné que si, du point de vue économique, le continent se trouvait dans une situation nettement plus favorable qu'il y avait quelques années, les événements encourageants de 1988 et 1989 représentaient peu de chose à côté des résultats socio-économiques globaux de l'Afrique au cours de la décennie des années 80 prise dans son ensemble.

21. Le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), qui avait été adopté lors de la dernière session de la Commission, faisait suite à l'amère déception causée par la décennie des années 80 et aux questions profondes que les Africains se posaient alors que la décennie tirait à sa fin : pourquoi, par exemple, en dépit de toutes les décisions de principe prises au cours de la décennie, enregistrait-on partout en Afrique des résultats économiques décevants? Et pourquoi le continent africain n'arrivait-il toujours pas à enregistrer une croissance réelle et à effectuer une transformation structurelle, deux des principaux objectifs clairement énoncés dans le Plan d'action de Lagos et dans l'Acte final de Lagos et réaffirmés dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique? On s'était également demandé si les principes énoncés dans les différents plans et déclarations n'avaient pas cédé la place à une préoccupation exagérée concernant la réalisation d'un équilibre financier et monétaire sur les plans extérieur et intérieur à travers l'exécution de programmes d'ajustement structurel classiques.

22. Le Secrétaire exécutif a fait remarquer que la contradiction entre les impératifs d'ajustement structurel à court terme et les objectifs de développement à long terme, qui avait caractérisé les années 80 et pénalisé

l'économie africaine, devrait être éliminée. La transformation de l'économie africaine exigerait des mesures analogues et liées portant sur une vaste gamme de domaines. Le souci le plus immédiat concernait la mise en oeuvre du CARPAS aux niveaux tant national que sous-régional.

23. Le secrétariat était pleinement conscient qu'une telle mise en oeuvre devrait être étayée par des études approfondies sur la mise en application de certains moyens d'action spécifiques recommandés dans le CARPAS ainsi que par la mise au point de modèles types qu'il serait possible d'adapter aux conditions spécifiques des pays. La première série des études était déjà terminée. Elle portait sur trois moyens d'actions spécifiques proposés dans le CARPAS, à savoir les subventions à la production, les systèmes de taux de change multiples et la politique des taux d'intérêt différentiels. Le Secrétaire exécutif a invité les participants à les examiner.

24. Le secrétariat était certes très préoccupé par la concrétisation du CARPAS, mais le Secrétaire exécutif a fait valoir que cette tâche incombait au premier chef à chacun des Etats. Les Etats membres devaient donc prendre d'urgence des mesures dans le contexte de leurs propres objectifs et priorités pour, entre autres, assurer la popularisation la plus large possible du CARPAS au niveau national, procéder à une analyse et à un débat élargis des diverses orientations pouvant être adoptées conformément au CARPAS, concevoir et exécuter des programmes concrets.

25. L'être humain devait être au centre des processus de transformation. Dans ce contexte, il a appelé l'attention sur la *"Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation"*, adoptée par la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique et qui serait inscrite à l'ordre du jour de la réunion.

26. Le Secrétaire exécutif a ensuite évoqué les divers problèmes, études et rapports ainsi que les recommandations des organes subsidiaires de la Commission qui avaient été portés à l'attention du Comité. Il a souligné l'importance de la Convention ACP-CEE pour le développement de l'Afrique; les impératifs de la coopération et de l'intégration économiques régionales et la nécessité de créer dans les meilleurs délais la Communauté économique africaine; la question du statut des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la CEA (MULPOC) ainsi que le rapport établi à ce sujet par l'Equipe d'évaluation constituée en application de la résolution 43/216 de l'Assemblée générale relative aux rapports financiers, aux états financiers vérifiés et aux rapports du Comité des commissaires aux comptes et les propositions concernant le Programme de la deuxième Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique ainsi que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique.

27. Le représentant de l'Ethiopie, président sortant du Comité, s'est joint aux orateurs qui l'avaient précédé pour souhaiter la bienvenue aux participants. Il a exprimé sa gratitude au Gouvernement et au peuple de la Jamahiriya pour les excellents moyens et services mis à la disposition du Comité et pour la généreuse hospitalité offerte à tous les participants.

28. Rappelant les circonstances dans lesquelles la dixième réunion du Comité technique s'était tenue à Addis-Abeba, il a indiqué que cette réunion avait marqué le dixième anniversaire du Comité; elle avait également marqué le passage de l'Afrique de la décennie des années 80 à celle des années 90. C'était également la première fois que le Comité se réunissait après l'examen et l'évaluation à mi-parcours, par l'Assemblée générale, des progrès accomplis dans l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Enfin, lors de cette réunion, l'Afrique s'était pour la première fois, par l'intermédiaire du Comité technique, mise à la recherche d'un cadre africain de rechange aux programmes d'ajustement structurel classiques, ses économies ayant considérablement souffert de l'application de ces programmes pendant la plus grande partie de la décennie des années 80.

29. La dixième réunion avait adopté 22 projets de résolution qui avaient été ultérieurement adoptés par la Conférence des ministres. Grâce au CARPAS, l'Afrique pouvait réaliser une croissance à long terme et opérer une transformation socio-économique et il était opportun que la réunion en cours du Comité technique examine la portée opérationnelle de ce cadre africain de référence.

---

30. Le Président sortant a exposé les différentes autres propositions que le Comité avaient présentées aux ministres, dans le contexte des dernières années du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire. Ces propositions couvraient un large éventail de domaines et portaient notamment sur l'alimentation et l'agriculture, l'environnement, le développement industriel en Afrique, les transports et les communications, le développement social et la population. Un nombre assez élevé de ces propositions appelaient des mesures de la part de la communauté internationale, par le mécanisme du Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies.

31. Dans sa conclusion, il a indiqué que l'ordre du jour de la réunion était fondé sur les progrès accomplis dans ces domaines depuis la dernière réunion du Comité. Les problèmes auxquels l'Afrique était confrontée n'avaient rien perdu de leur ampleur. Toutefois, étant donné la réputation bien établie de sérieux du Comité technique et son attachement indéfectible à l'intégrité et au progrès de l'Afrique, il ne doutait pas que le Comité relèverait le défi.

32. Au nom du Comité, le représentant de l'Egypte a remercié le Gouvernement et le peuple de la Jamahiriya de leur chaleureuse hospitalité traditionnelle. Il a prié le Ministre du Plan de transmettre la gratitude du Comité au Colonel Moammar Al-Kadhafi, Guide de la Grande et glorieuse révolution Al-Fatah de la Jamahiriya arabe libyenne socialiste et populaire, et, par son intermédiaire, au peuple de la Jamahiriya.

Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA durant la période 1988-1989 (point 4 de l'ordre du jour)

33. Le Secrétaire exécutif a présenté le document E/ECA/CM.16/2.

34. Il s'agissait d'un compte rendu global des activités menées par le secrétariat pendant la période biennale 1988-1989. La présentation du rapport était essentiellement la même que celle des rapports précédents. L'annexe contenait une analyse de l'exécution effective des programmes au niveau des produits par rapport aux engagements figurant dans le budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. Cette analyse serait présentée au Comité du programme et de la coordination vers la fin du mois, puis à l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session. Dans l'ensemble, l'exécution par le secrétariat des produits pour lesquels il avait été mandaté avait été satisfaisante pour la plupart des programmes, à l'exception des affaires maritimes qui n'avaient pas disposé de fonds du budget ordinaire au cours de l'exercice; de l'environnement, le PNUE ayant cessé son financement; et de l'énergie et du développement, qui avaient également souffert de restrictions budgétaires. La qualité des produits s'était améliorée et les programmes prioritaires en matière d'alimentation et d'agriculture, de questions et politiques de développement et de ressources naturelles avaient tous été exécutés de manière satisfaisante.

35. Le Comité a pris note du rapport et a adopté le projet de résolution 18 (XI).

## PREMIERE PARTIE

### TRANSFORMATION, REDRESSEMENT ET AJUSTEMENT

Progrès accomplis dans l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et leur effet sur les économies africaines (point 5.1 de l'ordre du jour)

#### a) Rapport économique sur l'Afrique, 1990

36. Un représentant du secrétariat a présenté le Rapport économique sur l'Afrique (document E/ECA/CM.16/3). Il a déclaré que ce rapport avait pour objet de résumer les tendances économiques et sociales de 1989, et de fournir des prévisions pour 1990. On avait étudié l'évolution enregistrée en 1989 en prenant pour

toile de fond les tendances à long terme de la décennie des années 80: le rapport traitait des résultats sous-régionaux dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, des industries manufacturières, de l'infrastructure économique et sociale, de la situation sociale, des courants d'échange et de ressources et de la situation en matière de dette.

37. Au cours du débat, plusieurs participants ont félicité le secrétariat pour la qualité du rapport. Toutefois, certains ont estimé qu'il y avait des parties trop descriptives. Il aurait fallu une analyse plus fouillée des données et des tendances en ayant en vue la définition de politiques. D'autres ont fait observer que l'on avait accordé peu d'attention à des volets aussi importants que le rôle du secteur privé, les co-entreprises, l'élevage et la pêche, la coopération régionale, la science et la technologie, la culture et le sous-secteur des communications. Il aurait fallu mentionner les guerres et autres conflits parmi les obstacles. D'autres participants auraient souhaité une analyse plus poussée des répercussions éventuelles des récents événements survenus en Europe orientale; ils ont souligné l'importance de la prise de conscience des questions sociales dans les efforts de redressement.

38. Un certain nombre de représentants ont relevé des inexactitudes dans l'information concernant leurs pays respectifs. Le représentant du Maroc a fait observer, se référant au paragraphe 14, que l'allusion qui y est faite laissait à entendre que la récession avait commencé dans son pays en 1989 alors qu'il y avait eu simplement un ralentissement du taux de croissance par rapport aux taux exceptionnellement élevés enregistrés au cours des précédentes années. Il a également fait remarquer que dans le même paragraphe, le montant donné pour le service de la dette représentait en fait le total de l'encours de la dette du pays. Au paragraphe 55, il faudrait insérer les mots "à but multiple" après "hydro-électrique". Pour ce qui est de l'évaluation de l'incidence de l'existence de la Communauté européenne sur les exportations de certains produits textiles des pays nord-africains, donnée au paragraphe 43, l'intervenant a déclaré que, pour le moment, cette incidence n'était pas très alarmante. Toutefois, les négociations entre les parties concernées devaient continuer afin d'éviter des difficultés à l'avenir et surtout dans la perspective du marché commun européen de 1992.

39. Le représentant de l'Egypte a demandé la suppression de l'expression "du tourisme" dans l'avant-dernière phrase du paragraphe 14 puisque les recettes provenant de ce secteur étaient en réalité en progression.

40. Le représentant de la Tunisie a noté que son pays avait été omis de la liste des pays constituant l'Union du Maghreb au paragraphe 37. En outre, il estimait que l'incidence de l'existence de la Communauté européenne sur les exportations de textiles de la sous-région de l'Afrique du Nord était surestimée. Il a ajouté que dans l'intérêt mutuel, les parties concernées étaient appelées à trouver des dispositions adéquates en cas de difficultés dans ce domaine à l'avenir.

41. Le représentant de Madagascar a souligné que son Gouvernement s'efforçait d'améliorer le cadre du développement grâce à l'adoption d'un certain nombre de mesures, notamment l'incorporation de la dimension sociale dans les programmes de réformes, l'élaboration d'un programme d'action en faveur de l'environnement avec la collaboration de ses partenaires dans le développement, la révision du code des investissements et la promotion des petites et moyennes entreprises.

42. Dans les perspectives pour les années 90, le fardeau de la dette constituait l'un des obstacles majeurs qui entravaient le développement des pays africains. La position commune africaine sur le règlement de la dette avait suscité beaucoup d'espoir. A cet égard, il a été reconnu lors de la sixième réunion ministérielle du Groupe de contact sur la dette africaine tenue en décembre 1989 à Addis-Abeba, que l'idée émise par le Président du Zaïre à la tribune des Nations Unies pourrait constituer une des solutions appropriées. Cette idée pourrait se résumer au repaiement du service de la dette en monnaie nationale et les fonds ainsi constitués alimenteraient un fonds bilatéral du financement du développement. L'expérience était actuellement en cours pour le règlement de la dette du Zaïre à l'égard de la Belgique.

43. L'observateur représentant la France a regretté que le rapport, dans l'ensemble, demeure surtout descriptif et n'analyse pas suffisamment en profondeur tant le bilan des années 80 que les perspectives pour les années 90. Il a approuvé l'évaluation selon laquelle les années 80 avaient constitué une "décennie perdue", et s'est déclaré d'accord avec la CEA sur son analyse de la situation sociale, sur la menace représentée par la dette

et sur l'importance accordée à la participation populaire. Il a critiqué en revanche la thèse selon laquelle la crise des pays africains proviendrait essentiellement de la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel; il a critiqué également l'insuffisante couverture de la question importante de l'environnement, ainsi que plusieurs affirmations du rapport sur les effets de l'élargissement de la CEE, de la nouvelle Convention de Lomé et de la création du marché commun en 1992 : les exportations africaines n'étaient pas systématiquement contrariées et la question des relations entre l'Afrique et l'Europe devait se poser en termes de coopération renforcée et non de confrontation.

44. L'observateur représentant l'OUA a fait observer que la préface devrait être considérée comme partie intégrante du document. Il aurait fallu une analyse plus poussée qui débouche sur la définition de mesures améliorant la transition vers les années 90. Concernant les perspectives pour 1990, il a ajouté que l'ampleur des invasions acridiennes pourrait être un facteur décisif s'ajoutant aux conditions climatiques pour la détermination des perspectives agricoles.

45. L'observateur représentant l'OMM s'est déclaré d'accord avec la conclusion selon laquelle les conditions climatiques restaient déterminantes pour les perspectives de croissance économique. Il a fait savoir que la science et les instruments fondamentaux de prévision météorologique à moyen et à long terme existaient. La plupart des pays africains utilisaient déjà les informations météorologiques dans la planification du développement et dans le suivi de l'environnement. Le programme AGRHYMET avait appliqué avec de bons résultats des techniques agro-météorologiques pour promouvoir l'autosuffisance alimentaire dans la région du Sahel. Des programmes similaires étaient en cours d'élaboration en Afrique de l'Est et en Afrique centrale.

46. L'observateur représentant l'Unesco a pris note avec satisfaction de l'attention croissante apportée à l'étude de la situation sociale. Néanmoins, il déplorait que le rapport n'ait pas mis en relief la dimension culturelle et il partageait la préoccupation de certaines délégations devant l'absence d'information relative à l'état de la science et de la technologie dans la région. En outre, il estimait que le concept de communication aurait dû être pris dans son sens le plus large et inclure la transmission de l'information par des méthodes audiovisuelles. Par ailleurs, il a souligné la nécessité de réorienter le secteur privé pour lui permettre de jouer un plus grand rôle dans le développement.

47. L'observateur représentant l'OMS s'est déclaré satisfait du lien établi dans l'analyse entre la détérioration de la situation sanitaire et le déclin généralisé des conditions économiques et sociales dans la région. Il a demandé instamment à la CEA de tirer parti au maximum des abondantes données et informations dont elle dispose pour mettre au point des modèles macro-économiques permettant de définir et d'évaluer l'incidence des divers freins au processus de croissance et de développement. A son avis, cette initiative permettrait de développer largement les moyens du secrétariat de la CEA en matière d'analyse et de prévision.

48. L'observatrice du CRAC a fait remarquer que le rapport contenait des renseignements précieux et en a recommandé une large diffusion, en particulier auprès des établissements d'enseignement et des institutions de recherche de la région. Les pays africains devraient imiter les efforts déployés par les autres pays et régions pour surmonter les obstacles climatiques et autres obstacles naturels à leur développement. Par ailleurs, les graves difficultés que connaissait actuellement le développement de l'Afrique pouvaient être résolues grâce à un travail plus assidu. A son avis, l'aide réservée aux PMA pourrait être mieux rentabilisée si on la consacrait à l'aide aux groupes vulnérables de la société, notamment les femmes et les enfants.

49. L'observateur de l'ONUDI a indiqué que la relance et la transformation durables des économies africaines devaient être fondées avant tout sur la complémentarité de l'industrie et de l'agriculture. Il importait de ce fait de définir les différents domaines se prêtant à l'établissement de liens et d'y consacrer des études approfondies. A cet égard, son organisation était disposée à collaborer étroitement avec la CEA.

50. L'observateur de l'OIT a souligné la détérioration persistante de la situation de l'emploi, malgré la timide reprise de l'économie en 1988 et 1989, ce qui donnait à penser que des mesures spéciales devaient être prises pour renverser les tendances actuelles en matière de chômage.



51. L'observateur de la FAO a regretté que le scénario sur les perspectives de l'agriculture en 1990 n'ait pas été développé. A son avis, l'un des principaux problèmes communs aux pays du continent était la détérioration incessante des terres arables. Son organisation continuerait à collaborer avec la CEA pour définir les divers facteurs déterminant la croissance agricole et à collaborer avec la Commission pour développer la section du rapport consacrée à l'agriculture. Tout en saluant la priorité que l'OUA et la CEA proposaient de donner au développement de l'agriculture, le représentant de la FAO a attiré l'attention du Comité sur les conséquences catastrophiques que la mise en oeuvre de cette priorité entraînerait si des solutions radicales n'étaient pas mises en oeuvre pour arrêter la dégradation des sols et du couvert végétal. Il a annoncé que la prochaine Conférence régionale des ministres africains de l'agriculture, qui aurait lieu au mois de juin 1990 au Maroc, se pencherait sur le problème de la réhabilitation des terres africaines. Il a lancé un appel pour un renforcement de la coopération entre l'OUA, la CEA et la FAO dans ce domaine.

52. Le représentant du secrétariat a assuré les participants que l'on avait pris bonne note des diverses propositions, qui serviraient à améliorer le document. Il en serait également tenu compte pour la préparation de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, publiée annuellement et constituant un document technique plus détaillé. Les conditions atmosphériques constituaient un élément déterminant des perspectives futures en raison de leur caractère imprévisible et du fait que l'Afrique n'avait pas suffisamment développé ses capacités d'irrigation. Le rapport n'avait pas pour objet de refléter le thème de la Conférence, à savoir la concrétisation du CARPAS, mais, en exposant les faits et en les interprétant, il présentait le cadre socio-économique de ce thème.

53. Le Comité a pris note du rapport.

b) Rapport intérimaire sur l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique

c) Préparatifs de l'examen final et de l'évaluation du Programme d'action des Nations Unies, 1991

54. Un représentant du secrétariat a présenté les documents E/ECA/CM.16/4 et 5. Le premier décrivait les activités menées dans le cadre du PANUREDA par le Comité directeur des Nations Unies et le Groupe spécial interinstitutions sur l'application du Programme d'action, par l'Assemblée générale et le système des Nations Unies dans son ensemble depuis la présentation d'un rapport à ce sujet à la Conférence des ministres de la CEA lors de sa précédente réunion.

55. Il était rappelé dans le document E/ECA/CM.16/5 que, par sa résolution 43/27, l'Assemblée générale avait décidé que l'examen final et l'évaluation de l'application du PANUREDA seraient effectués à sa quarante-sixième session. L'Equipe spéciale interinstitutions sur l'application du Programme d'action avait approuvé le schéma du rapport du Secrétaire général sur l'évaluation finale ainsi que les propositions relatives aux mécanismes et au calendrier de l'examen final. Des recommandations définitives sur ces trois questions seraient soumises à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session. Entre autres recommandations concernant les mécanismes de l'examen et de l'évaluation, il était proposé que la CEA envoie des missions sur le terrain et des questionnaires aux Etats membres au début de 1991 pour recueillir des renseignements à jour sur l'application du Programme. Les membres du Comité étaient invités à donner leur point de vue sur les propositions figurant dans le document.

56. Au cours de la discussion qui a suivi, les représentants ont rendu hommage au secrétariat de la CEA, au Groupe spécial interinstitutions et au Comité directeur pour les efforts qu'ils avaient déployés afin d'assurer le succès de l'application du Programme d'action. Ils souhaitaient vivement que l'évaluation finale prenne en compte les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la coopération économique et au développement ainsi qu'aux problèmes auxquels les pays africains auraient à faire face au cours des années 90, en particulier ceux de la dette, de l'environnement et des droits de l'homme. Il a été proposé que tout soit fait pour que l'évaluation donne la mesure des progrès accomplis en matière de réformes générales et d'investissement, au regard des objectifs précis du Programme.

57. Plusieurs participants ont suggéré que les missions et questionnaires proposés soient envoyés au cours du dernier trimestre de 1990 et non pas au début de 1991, afin que l'on puisse réunir et analyser des données les plus complètes possible.

58. L'observateur de l'OUA a présenté les activités menées par son organisation pour appliquer le Programme dans le cadre du Comité directeur permanent de l'OUA, ainsi que la contribution du secrétariat de l'OUA aux travaux du Groupe spécial interinstitutions et du Comité directeur des Nations Unies. Le secrétariat de l'OUA avait de son côté organisé une série de séminaires sous-régionaux pour populariser le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies. Il a engagé les Etats membres à fournir sans délai des renseignements à jour en vue de l'examen final et de l'évaluation. A cet égard, il était impératif que la CEA dispose de ressources suffisantes pour procéder à l'évaluation. Le Secrétaire exécutif a fait observer qu'il revenait aux Etats membres de décider de la manière dont l'examen final serait effectué. Les recommandations devaient être concrètes et porter également sur l'après-1991. Le problème de la collecte de données était ardu, car si les données étaient réunies tôt, elles seraient périmées au moment de l'évaluation. Si l'on voulait respecter le calendrier, la collecte des données devrait se faire rapidement en 1991. A ce propos, il serait possible d'organiser un examen intergouvernemental des données au milieu de 1991.

59. Le Comité a pris note des rapports et a adopté le projet de résolution 21 (XI).

d) Efficacité des programmes d'assistance technique en Afrique

60. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/6. Etabli par plusieurs institutions, ce rapport présentait l'expérience du PNUD et de la Banque mondiale, principaux agents de financement de la coopération technique dans le système des Nations Unies, ainsi que l'expérience de l'OCDE, de la CEA et d'autres agents d'exécution. L'objet du rapport était d'appuyer des mesures propres à améliorer la coopération technique, définie comme étant une aide au développement fournie sous forme de conseillers, de services consultatifs, de bourses de formation, etc..

61. L'assistance technique était difficile à mesurer. Toutefois, elle était d'un volume élevé et représentait jusqu'à 23 % du PIB de certains petits pays africains. Il y avait certes des raisons valables de poursuivre cette assistance, mais l'on pouvait craindre qu'en comptant sur la coopération technique, on aboutirait à des résultats pervers. Les objectifs de la coopération technique étaient parfois mal définis, d'où la difficulté à la suivre et à l'évaluer. La compétence des experts était également un sujet de préoccupation. De surcroît, la coopération technique reposait sur les fournitures et traduisait les intérêts des donateurs. Par ailleurs, les bénéficiaires préféraient les experts étrangers aux experts nationaux, les premiers étant considérés comme étant impartiaux et utiles pour solliciter des fonds.

62. L'intervenant a souligné les recommandations visant à améliorer la coopération technique et figurant au paragraphe 7 du document. On s'accordait de plus en plus à privilégier les objectifs à long terme, l'articulation d'objectifs précis, la réduction du recours à des conseillers résidents recrutés pour une longue durée et l'élément formation des programmes de coopération technique.

63. L'observateur de la Banque mondiale a ajouté que l'on s'efforçait dans de nombreux domaines d'améliorer la coopération technique. Des programmes nationaux d'évaluation de la coopération technique en étaient un exemple. Il fallait aussi renforcer la capacité des gouvernements africains de déterminer leurs besoins en coopération technique et d'en définir les formes.

64. Les participants ont félicité le secrétariat de la qualité du document. Ils ont confirmé que la coopération technique soulevait des problèmes. Les consultants locaux étaient indispensables et il fallait encourager leur utilisation, mais souvent, les pays en développement n'avaient pas le choix : des experts nationaux étaient rejetés parce qu'ils manquaient d'expérience ou ne répondaient pas à un profil donné et, dans certains cas, les services d'experts étrangers étaient fournis sans frais.

65. Un représentant a indiqué que, dans son pays, l'assistance technique n'était recherchée que pour répondre à des besoins bien précis et était utilisée seulement lorsqu'elle pouvait avoir des effets multiplicateurs. Un comité national était chargé de définir ces besoins.

66. Le Comité a estimé qu'il fallait se préoccuper d'améliorer la qualité et non pas la quantité de la coopération technique. A cet égard, il fallait encourager le recours aux séminaires nationaux ainsi qu'à l'EPNCT. Il était indispensable de disposer d'informations sur les experts et consultants disponibles dans d'autres pays africains et de créer à cet effet une base de données. Le PNUD a été prié de fournir une assistance à cet égard.

67. L'observateur de la France a déclaré que traditionnellement son pays accordait une priorité élevée à la coopération technique et appuyait les exercices NATCAP menés par le PNUD. Afin de faire face aux effets des programmes d'ajustement structurel, il suivait une approche pragmatique, comme par exemple dans le domaine du système d'éducation, ou dans celui des politiques macro-économiques, en aidant les ministères des finances et du Plan. Depuis une dizaine d'années, la France avait, en dialogue avec les pays africains, sensiblement réduit le nombre de ses coopérants techniques.

68. L'observateur du PNUD a félicité le secrétariat pour la qualité du document. Il a relevé la concordance de vues qui existait entre les préoccupations du rapport et celles du PNUD qui a déjà mis en application plusieurs des recommandations mentionnées dans le document, notamment l'utilisation des NATCAP et tables rondes, les actions prises pour améliorer qualitativement l'assistance technique par l'utilisation de consultants et experts africains ainsi que celle de consultants ponctuels de courte durée; la mise en place de programmes de formation pour préparer les nationaux à prendre la relève des experts internationaux; l'assistance financière à l'Association panafricaine de consultants. Il a également insisté sur le fait que le PNUD était plus que jamais soucieux de recruter un personnel d'assistance technique expérimenté et qualifié.

69. Le Comité a pris note du document.

Au-delà du redressement et sur la voie de la transformation : Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS)

a) Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS

70. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/7 intitulé "Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS". Il a indiqué que le rapport portait sur les huit premiers mois qui se sont écoulés depuis l'adoption du CARPAS en 1989. Le rapport traite des différentes activités menées, notamment la présentation du CARPAS à différents instances et ateliers, des consultations avec des institutions de financement et de développement, des donateurs et des ONG, des études approfondies de certains modes d'intervention, la formulation de modèles d'analyse des politiques du CARPAS et les activités menées aux niveaux national et sous-régional.

71. Les représentants ont félicité le secrétariat pour les efforts déployés pour faire connaître le CARPAS tant en Afrique qu'hors du continent et réaffirmé que le CARPAS était un cadre africain que la communauté internationale devrait accepter.

72. L'observateur de la France a indiqué que son pays avait appuyé le CARPAS dès le départ et s'est félicité de ce que les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale aient accepté un dialogue avec la CEA sur cette question.

73. L'observateur de l'OIT a réaffirmé l'appui de son organisation au CARPAS et souhaité une coopération accrue avec la CEA à cet égard. L'OIT avait organisé un colloque au cours duquel le CARPAS avait été examiné. La Confédération panafricaine des employeurs avait participé à ce colloque.

74. L'observateur de l'OMS a demandé au secrétariat de veiller à ce que les planificateurs africains soient pleinement associés à ses efforts visant à établir un modèle du CARPAS. Il a également exhorté les pays

africains à s'engager financièrement à mettre en oeuvre le CARPAS au lieu de dépendre de l'aide extérieure pour le rendre opérationnel. La Conférence des ministres devrait, par conséquent, explorer les moyens de financer des séminaires régionaux s'inscrivant dans le cadre du processus visant à faire connaître le CARPAS.

75. Le Secrétaire exécutif a exprimé sa satisfaction à la communauté internationale et en particulier à la France pour leur appui au CARPAS. Il a toutefois souligné que les efforts n'étaient qu'à leur début. Il a demandé aux Etats membres de ne pas ménager leurs efforts, erreur qui avait été commise après l'adoption du Plan d'action de Lagos. Des efforts intenses, notamment en matière d'élaboration de programmes d'investissement et de politiques macro-économiques, étaient toujours nécessaires pour rendre pleinement opérationnel le CARPAS.

76. Le Comité a pris note du rapport.

b) Questions relatives à la mise en oeuvre du CARPAS : systèmes de taux de change multiples, politique des taux d'intérêt différentiels et subventions à la production

77. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a présenté les documents suivants : Etude des systèmes de taux de change multiples (E/ECA/CM.16/8), Etude des politiques de taux d'intérêt différentiels (E/ECA/CM.16/9) et Etude des subventions à la production agricole (E/ECA/CM.16/10). Les premières versions de ces documents avaient été examinées par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa sixième réunion. Ces études étaient les premières d'une série que le secrétariat envisageait d'effectuer dans le cadre de ses efforts visant à mettre en oeuvre le CARPAS.

78. Le document E/ECA/CM.16/8 analyse les raisons de l'utilisation des taux de change comme un important instrument de la politique de développement. On y examine la faisabilité des systèmes des taux de change multiples (STCM) et les modalités de leur application pratique dans les pays africains. Y sont analysés les types de STCM, leurs avantages et leurs insuffisances éventuelles, leur pertinence pour les réalités africaines et les circonstances qui justifiaient leur utilisation.

79. Le document E/ECA/CM.16/9 traitait des questions relatives au contrôle sélectif du crédit et à la politique de taux d'intérêt différentiels et contenait des propositions en vue de la formulation et de l'application de ces politiques dans les pays africains.

80. Le document E/ECA/CM.16/10 examinait le rôle important que pourraient jouer les subventions à la production agricole et les autres mesures de soutien des prix dans la réalisation de l'autosuffisance alimentaire en Afrique. On y analyse la question des subventions à la production alimentaire en Afrique, leur financement et leur coordination avec d'autres modes d'intervention.

81. Au cours du débat qui a suivi, de nombreux représentants ont rendu hommage au secrétariat pour l'initiative courageuse prise pour la mise en oeuvre du CARPAS. Cette initiative a permis dans une large mesure de dissiper le scepticisme dont ont fait preuve certains milieux à l'égard du CARPAS. Les représentants ont souligné l'importance des modes d'intervention que la CEA a choisis d'étudier de manière approfondie et souhaité que les pays africains tirent les leçons de leur expérience des années 80 afin de faire bon usage de ces instruments.

82. L'examen des bases théoriques des instruments contenus dans chaque document a été accueilli favorablement. Toutefois, les participants ont estimé qu'un plus grand accent aurait dû être mis sur les effets éventuels de l'utilisation de ces instruments sur la production, le commerce et la consommation de biens et services ainsi que sur la répartition du revenu aux niveaux national et sous-régional. Il a été demandé à la CEA d'appliquer ces instruments dans un modèle qui aiderait les analystes de politique dans leurs activités quotidiennes. Un tel modèle devrait être assez dynamique et général pour permettre des adaptations aux niveaux national et sous-régional.

83. La plupart des représentants ont reconnu le bien-fondé des taux de change multiples comme un instrument utile pour la gestion de l'économie. Cependant, étant donné l'existence de distortions au niveau des

politiques, il est souvent impossible de maintenir les effets positifs que cet instrument pourrait avoir sur l'économie. La réunion a noté avec intérêt l'intervention du représentant du Zaïre, pays qui a eu une grande expérience de la plupart des variantes des politiques de taux de change.

84. L'existence de plusieurs monnaies et de politiques monétaires différentes dans une même sous-région a été considérée comme un obstacle à l'utilisation effective des systèmes de taux de change multiples en raison de l'interdépendance des économies. C'était particulièrement le cas de la sous-région de la CEDEAO où le franc CFA existe en même temps que de nombreuses monnaies nationales. Si la zone du franc CFA a adopté un taux de change fixe par rapport au franc français depuis sa création, les autres pays, notamment le Nigéria, expérimentaient différentes formes de politiques de taux de change. D'une manière générale, la multiplicité des monnaies et le manque de coopération dans la sous-région ont été perçus comme des obstacles majeurs à l'utilisation effective de la politique des taux de change.

85. Le représentant du Zaïre a émis des réserves sur l'efficacité de l'utilisation de taux de change multiples car son pays n'avait pas été satisfait de leur application. Il a estimé que la loi de l'offre et de la demande serait la meilleure option sur le marché des devises, à condition qu'elle s'accompagne d'autres politiques d'intervention susceptibles d'influer positivement sur l'offre dans l'économie. En outre, il a demandé à la CEA d'approfondir la réflexion en y associant des banques centrales et les ministères des finances qui constituaient les autorités monétaires des différents pays africains.

86. L'observateur de la France a émis un doute quant au recours à la dévaluation généralisée. L'expérience avait montré qu'une telle politique avait des effets secondaires considérables sur les efforts faits par les pays voisins pour développer leurs économies. Il devrait y avoir plus de consultations et de coopération entre les pays de différentes zones monétaires dans le cadre des groupements sous-régionaux.

87. L'observateur de la Banque africaine de développement (BAD) a indiqué que les recommandations faites dans le rapport n'étaient étayées par aucune preuve empirique. Il a en particulier attiré l'attention sur la complexité de l'application des politiques de taux de change, étant donné que la liste des produits bénéficiant de taux de change favorables était souvent manipulée par les groupes de pression. Il a également indiqué que les données figurant au tableau 1b du document E/ECA/CM.16/8 pouvaient faire l'objet d'autres interprétations que celle proposée dans le document.

88. Certains représentants ont fait remarquer la prédominance du secteur informel sur le continent et le lien existant entre celui-ci et l'utilisation de taux d'intérêt différentiels. La plupart des opérateurs de ce secteur se situent en dehors du système bancaire, ce qui entrave l'utilisation effective de ce mode d'intervention. D'autres ont estimé que l'utilisation effective des taux d'intérêt différentiels permettrait au secteur informel d'avoir confiance dans le système bancaire et de s'y intéresser. L'expérience du Zaïre a été à nouveau citée en exemple pour relever les faiblesses de cette politique. Il a été proposé de tenir compte du secteur informel dans la transformation de l'économie de façon à voir comment intégrer les opérateurs de ce secteur dans le cadre du système bancaire.

89. Etant donné l'étroitesse de l'assiette fiscale dans la plupart des pays de la région, un représentant a recommandé le financement de la politique discriminatoire sur le marché des taux d'intérêt, en particulier lorsque cela reviendrait à fixer un taux en deçà du niveau de compensation du marché.

90. Le représentant du Zaïre a estimé que la meilleure option était de laisser les forces du marché déterminer le taux d'intérêt applicable, et a mis en garde contre les interventions du gouvernement visant à manipuler les taux.

91. L'utilisation de subventions à la production pour réaliser l'autosuffisance alimentaire a été pleinement reconnue. La plupart des représentants ont posé la question fondamentale de savoir comment financer ces subventions, étant donné que les fonds devraient être dégagés dans le cadre de l'autosuffisance et qu'il faudrait assurer une production soutenue. Les représentants ont examiné certaines recommandations contenues dans le rapport visant à financer les programmes de subvention et fait des observations pertinentes quant à leur

application. Il a été recommandé que, face aux changements intervenant dans les habitudes alimentaires des consommateurs africains du fait de l'importation de denrées alimentaires des pays développés, des mesures soient prises pour transformer davantage d'aliments de base parallèlement aux améliorations de la production consécutives à l'octroi de subventions. De même, on pourrait faciliter le commerce intra-africain grâce à une amélioration des infrastructures de développement et à l'assouplissement des procédures administratives relatives à l'acheminement des biens d'un pays africain à l'autre.

92. L'observateur de la France a rendu hommage au secrétariat pour la qualité du document sur les subventions à la production. L'Afrique devrait sérieusement viser à atteindre l'objectif de l'autosuffisance alimentaire même si elle devait prendre des mesures protectionnistes contre l'importation de produits alimentaires subventionnés à partir des pays développés, comme l'admettait le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Afrique.

93. L'idée que la production de cultures d'exportation jouait toujours au détriment des cultures vivrières ne lui semblait pas pertinente : les progrès du coton, par exemple, avaient souvent eu un effet d'entraînement sur les céréales traditionnelles dans les pays du Sahel.

94. L'observateur du Programme alimentaire mondial (PAM) a énuméré certaines des difficultés rencontrées par son Organisation dans ses efforts visant à aider les pays africains à réaliser l'autosuffisance alimentaire. Les informations incomplètes relatives aux normes concernant les produits, le mauvais état des infrastructures et la lourdeur des formalités administratives à remplir pour conclure un accord ou acheminer des produits constituaient des facteurs limitants qu'il fallait éliminer pour faciliter le commerce entre les pays africains.

95. Le Secrétaire exécutif a exprimé sa satisfaction face aux interventions utiles des représentants. Il a reconnu la nécessité d'examiner tous les trois modes d'intervention dans un cadre général en même temps que d'autres facteurs pertinents, notamment les facteurs d'ordre politique. Bien qu'il reste toujours à susciter l'interaction entre les différents instruments dans un cadre général, l'analyse des questions a jusque-là montré qu'une dévaluation généralisée ne pouvait assurer la transformation des économies et que les subventions à la production étaient nécessaires pour stimuler la production en vue d'une plus grande autosuffisance alimentaire.

96. Le Secrétaire exécutif a reconnu la situation difficile dans laquelle se trouvaient les pays africains lorsqu'ils appliquaient certains des instruments de politique. Toutefois, l'Afrique devait faire preuve de la volonté politique voulue pour appliquer les réformes nécessaires et assurer ainsi la transformation de son économie.

97. Le Comité a pris acte des rapports et créé un sous-comité à composition non limitée pour les examiner de manière plus détaillée.

c) Rapport de la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement et de développement en Afrique

98. Un représentant de la République-Unie de Tanzanie, dont le pays avait assumé la présidence de la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement a présenté le document E/ECA/CM.16/11. Il a informé le Comité que la Conférence qui découlait des propositions présentées par les ONG au Comité plénier ad hoc de l'Assemblée générale sur l'examen et l'évaluation à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies, s'était tenue à Arusha en République-Unie de Tanzanie du 12 au 16 février 1990. Les travaux de la Conférence ont fait ressortir que la crise que traversait l'Afrique n'était pas seulement d'ordre économique mais aussi d'ordre juridique, politique et social. La Conférence avait adopté la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation qu'il soumettait au Comité pour approbation.

99. Il a mis l'accent sur l'appel lancé dans la Charte à accorder la première place au peuple dans le processus de redressement et de développement en définissant des mesures assurant une participation populaire à la prise de décisions, à l'allocation des ressources, à la planification, au suivi, à l'évaluation et à la responsabilisation.

Il a souligné les rôles du gouvernement, du peuple et de la communauté internationale et a rappelé la Convention no. 87 de l'OIT concernant la liberté d'association et la protection du droit à s'organiser ainsi que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Charte mettait aussi en place les moyens de mettre en oeuvre le CARPAS. Son pays tiendrait sa première conférence nationale sur la participation populaire dans le courant de la seconde moitié de 1990.

100. Un représentant a remercié le secrétariat pour le rapport et déclaré que la participation populaire était acceptée dans tous les secteurs de son pays et que les hommes et les femmes y participaient effectivement. Tous les outils de production étaient aux mains du peuple.

101. Le Comité a pris note du document et proposé la Charte africaine de la participation populaire au processus de développement et de transformation à la Conférence des ministres pour approbation et a adopté le projet de résolution 14 (XI).

## DEUXIEME PARTIE

### QUESTIONS, ETUDES ET RAPPORTS SUR LA COOPERATION REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

#### Rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les résultats des MULPOC en vue de les renforcer et d'accroître leur efficacité (point 6 a) de l'ordre du jour)

102. En présentant ce point, le Secrétaire exécutif a expliqué que le document E/ECA/CM.16/13 était un rapport indépendant rédigé et présenté par une équipe d'évaluation en application de la résolution 43/211 de l'Assemblée générale sur les rapports financiers, états financiers vérifiés et les rapports du Comité des commissaires aux comptes ainsi que de la résolution 659 (XXIV) de la Conférence des ministres.

103. Le chef de l'Equipe d'évaluation a résumé le rapport. Il a regretté la présence dans celui-ci de cartes représentant des zones contestées. Ces cartes seraient supprimées. Il était ressorti de l'évaluation que le but et les objectifs des MULPOC n'avaient rien perdu de leur pertinence. En fait, leur rôle était désormais d'autant plus critique que les Etats membres s'étaient engagés à créer la communauté économique africaine. Les Etats membres voulaient donc le maintien des MULPOC, mais étaient convenus qu'il fallait changer leur structure, leur organisation et leur nom. L'Equipe avait recommandé de les appeler "programmes sous-régionaux d'assistance technique de la CEA (PSAT)". Les propositions contenues dans le rapport portaient aussi sur les mandats et objectifs des centres; leurs taille, nombre, nature et composition; leur cadre institutionnel et leurs besoins en ressources humaines et financières.

104. Au cours du débat qui a suivi, certains représentants ont fait remarquer qu'ils n'avaient pas reçu le document à temps. Un fonctionnaire du secrétariat a indiqué que le document avait été envoyé en mars.

105. Les représentants ont confirmé que l'importance du rôle des MULPOC restait d'actualité et qu'il fallait en redéfinir les objectifs et les fonctions. Leur mandat n'était pas clairement compris de tous, ce qui avait entraîné des problèmes de coordination avec les organisations intergouvernementales sous-régionales.

106. Plusieurs représentants ont estimé que l'appellation des MULPOC n'était pas aussi importante que leur rôle ou que l'état des ressources dont ils disposaient. Certains ont fait observer que le terme "programme" figurant dans l'appellation proposée était vague et ont suggéré d'autres appellations telles qu'"assistance économique et technique de la CEA" et "bureaux sous-régionaux de la CEA".

107. Certains représentants ont fait valoir que la recommandation tendant à supprimer les organes directeurs des MULPOC méritait un examen approfondi à la lumière des besoins propres à chaque sous-région. En effet, l'abolition de ces organes risquait de priver les MULPOC de toute orientation et d'alourdir les travaux de la Conférence des ministres de la CEA. Certains ont également estimé qu'avant de prendre une décision, il

importait de définir plus clairement les relations et responsabilités des organisations intergouvernementales sous-régionales et des PSAT.

108. D'autres représentants, notant que la participation aux réunions ministérielles des MULPOC allait en diminuant, ont estimé que l'on pourrait les supprimer. Toutefois, les réunions d'experts étaient indispensables et devaient être maintenues.

109. Plusieurs représentants ont insisté pour que l'on ne modifie pas la composition géographique des MULPOC, qui se fondait sur les groupements sous-régionaux. L'élargissement de la composition des MULPOC pourrait consolider les éléments envisagés pour la création de la communauté économique africaine.

110. Il a été confirmé que l'insuffisance flagrante des ressources humaines et financières était le principal handicap des MULPOC. Il était indispensable de recruter du personnel qualifié et de le redéployer rationnellement. Toutefois, il fallait se garder de décentraliser à l'excès le personnel du siège de la CEA, où les effectifs se trouvaient déjà en-dessous du niveau souhaitable. Certains représentants ont mis en doute les critères qui avaient servi à fixer le nombre de fonctionnaires et à déterminer les secteurs prioritaires indiqués au tableau 3 relatif aux priorités et aux besoins en effectifs des PSAT; il convenait de rationaliser ces propositions.

111. Plusieurs représentants ont engagé la CEA à mieux coordonner les activités des MULPOC et à accorder l'attention voulue aux besoins particuliers de chaque sous-région en matière de programmation.

112. L'observateur du PNUD a signalé que dans le cadre du quatrième cycle de programmation, la CEA était le principal agent d'exécution du PNUD en Afrique. Une bonne partie des fonds était allouée aux groupements régionaux et sous-régionaux. A cet égard, le PNUD était de plus en plus favorable à l'exécution des activités au niveau national et réduisait ses apports en vue de l'appui institutionnel. Il attendait qu'un consensus se soit dégagé entre les Etats membres lorsqu'il s'engagerait dans des consultations avec la CEA, dans le cadre du cinquième cycle de programmation.

113. L'observateur de l'Unesco a prié instamment la CEA d'inclure les objectifs du programme "Priorité : Afrique" dans les programmes des MULPOC. Il s'est par ailleurs déclaré satisfait de l'intensification des fonctions d'assistance technique qui était envisagée dans le rapport.

114. L'observateur de l'OIT a déclaré que son organisation était disposée à collaborer avec la CEA dans le domaine des activités opérationnelles et en particulier en fournissant aux Etats membres des avis consultatifs au sujet des problèmes d'emploi.

115. L'observatrice du CRAC a constaté qu'aucune femme ne figurait sur la liste des personnes avec lesquelles l'Equipe d'évaluation s'était mise en rapport. Elle a marqué sa préférence pour l'appellation PSAT et les fonctions envisagées par le cadre constitué par les alinéas a) et b) du paragraphe 78 du rapport de l'Equipe, tout en soulignant la nécessité d'axer les programmes sur les populations rurales. A son avis, le Conseil des ministres des MULPOC faisait double emploi et il importait de faire participer davantage les femmes aux discussions menées au niveau sous-régional.

116. L'observateur de la CEEAC a estimé que, bien qu'il existe un consensus quant à la nécessité de maintenir les MULPOC en place, il fallait examiner le rapport en détail à l'échelon sous-régional.

117. Dans sa réponse, le chef de l'Equipe a énuméré les points faisant à son avis l'objet d'un consensus : l'absence d'impact des MULPOC, le caractère redondant des activités et l'insuffisance des ressources. Il a prié instamment le Comité de réexaminer les propositions relatives au changement d'appellation des MULPOC, à la révision de leur mandat et aux nouveaux groupements de pays. Il a proposé que les recommandations soient examinées en bloc et non pas séparément.

118. Le Secrétaire exécutif a remercié les Etats membres de l'intérêt qu'ils portaient à la question. On pouvait dire que le système des MULPOC avait été victime de ses propres succès, tels que la création des groupements



économiques sous-régionaux. Toutefois, ces succès appartenaient désormais au passé et il fallait réexaminer le mandat des MULPOC afin de lui redonner toute son importance. La compétence de la direction et l'efficacité du personnel de base des MULPOC constitueraient à cet égard un facteur crucial. Il a convenu que le manque de ressources était un problème de taille et qu'une décentralisation à grande échelle des ressources du siège de la CEA n'était pas une solution viable compte tenu des limites des ressources dont celui-ci disposait.

119. Les membres du Comité ont remercié l'Equipe d'évaluation de son rapport et ont décidé de constituer un sous-comité à composition non limitée placé sous la présidence du Rwanda et qui serait chargé d'examiner le rapport. Les membres initiaux de ce sous-comité étaient les suivants : Algérie, Cameroun, Congo, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Togo, Zaïre, Zambie et le CRAC.

120. Le Comité a pris note du rapport et a adopté le projet de memorandum contenu dans l'annexe II de ce rapport ainsi que le projet de résolution 25 (XI).

#### La situation alimentaire et agricole en Afrique (point 6 b) de l'ordre du jour)

##### i) Coopération multinationale pour le développement de la pêche côtière, marine et dans les eaux intérieures

121. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/14. Il a indiqué que la pêche et la pisciculture constituaient un sous-secteur promoteur et leur exploitation efficace et rationnelle passait par une coopération régionale, sous-régionale et internationale. En effet, dans le domaine de la pêche marine, la nécessité d'une coopération a été accentuée par l'adoption en 1982 de la nouvelle Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui définit pour chaque pays une zone économique exclusive ou ZEE. Mais comme les poissons ne respectent pas les frontières nationales marines, même quand celles-ci sont tracées et définies par un organisme supra-national comme l'Organisation des Nations Unies, il était nécessaire de mettre en commun les moyens appropriés pour leur exploitation rationnelle.

122. Au cours du débat qui a suivi cette présentation, les participants ont félicité le secrétariat pour la qualité du document. Ils ont souligné l'importance d'une coopération multinationale pour le développement de la pêche côtière, marine et dans les eaux intérieures; une telle coopération devait porter sur les domaines de la recherche et de la formation, l'acquisition des technologies, la surveillance des côtes et elle devait concerner aussi la gestion des pêches y compris les circuits de commercialisation, de transformation et la conservation. Ils ont mis un accent particulier sur une coopération Nord-Sud afin de permettre aux pays africains de tirer profit, à travers des mécanismes de partenariat, des nouvelles technologies des pêches et de tirer aussi avantage du nouveau marché européen de 1992. Ce dernier pouvait offrir des débouchés pour les prises africaines obtenues à travers ces co-entreprises ou ce partenariat. Les représentants ont aussi indiqué la nécessité de la mise sur pied d'un mécanisme permettant l'échange d'information en matière de pêches.

123. Un représentant a souligné l'importance de la contribution que pourrait apporter l'aquaculture en matière de rationalisation de la gestion des ressources halieutiques, d'augmentation de la production dans ce domaine et ce, dans le cadre de la coopération multinationale.

124. Le Comité a été informé des résultats et des objectifs de la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'océan Atlantique, tenue à Rabat à l'initiative du Maroc du 30 mars au 1er avril 1989. Cette Conférence avait adopté des recommandations relatives à une coopération multinationale pour le développement des pêches en Afrique. Le Comité de suivi chargé de la mise en oeuvre des objectifs de cette Conférence tiendrait sa réunion à Rabat du 28 au 30 mai 1990.

125. Un représentant a souligné la nécessité d'interdire la pêche aux filets dérivants, qui entraînait l'extinction de plusieurs espèces de poissons et faisait que les flottes de pêche des pays développés étaient des facteurs de pollution.

126. L'observateur de la France a souligné qu'il était nécessaire que les Etats africains harmonisent leurs législations notamment en matière de maillage des filets. Il faudrait que les navires pêchant dans la Zone économique exclusive soient suffisamment reconnaissables; qu'il y ait une standardisation dans la présentation des statistiques et que l'on étudie à la fois un seul stock. Il a indiqué aussi qu'il serait utile d'assurer une formation commune à travers les institutions existantes.

127. L'observateur du CCI a indiqué que son organisation était prête à coopérer avec la CEA pour l'élaboration des études notamment au sujet de la commercialisation des poissons. Il a en outre proposé qu'une étude soit entreprise sur l'utilisation de certaines techniques de capture destructives telles que les explosifs.

128. Le représentant du secrétariat a remercié les participants pour leurs observations constructives.

129. Le Comité a pris note du document et a adopté le projet de résolution 17 (XI).

ii) Contribution des fonds de stabilisation des offices de commercialisation au développement des infrastructures de commercialisation rurales

130. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/15 qui est une analyse des problèmes posés par les fonds de stabilisation et les offices de commercialisation des produits d'exportation. Ces fonds et ces offices étaient destinés à stabiliser les prix à la production, à accroître les recettes des producteurs et à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectuait la production dans les zones rurales. Les ressources ainsi créées devaient être réinvesties dans les zones rurales afin de stimuler le développement et la transformation autonome de ces zones. Il était regrettable que, d'une manière générale, ces objectifs n'avaient pas toujours été atteints. Si des facteurs extérieurs étaient en partie responsables de l'échec des fonds et des offices, les facteurs internes avaient également leur importance. La bonne gestion des ressources créées avait souvent fait défaut et l'amélioration des infrastructures rurales, en particulier, avait été négligée. Cet état de choses avait compromis la productivité dans les zones rurales, qui étaient essentielles aux économies africaines. Dans les recommandations figurant dans le document, on avait tenu compte des changements structurels actuels sur la scène internationale, notamment l'introduction de produits biotechnologiques, l'évolution économique et technique et la nécessité d'une transformation radicale des structures de production.

131. Au cours du débat qui a suivi, les représentants ont salué la qualité technique du document et de ses recommandations. Ils ont estimé que celles-ci auraient été particulièrement utiles si elles avaient été formulées à l'époque où de nombreux offices étaient économiquement viables. La question restait de savoir si l'abolition des offices serait une bonne chose pour le paysan.

132. Des représentants ont souligné que le développement des zones rurales africaines était tributaire de l'amélioration des infrastructures de base telles que les routes d'accès et les installations de stockage, le crédit, la commercialisation et l'utilisation accrue de facteurs de production agricoles. Il convenait de transformer et de diversifier les produits agricoles traditionnels qui relevaient des fonds de stabilisation. Des représentants ont également été d'avis que les fonds n'avaient pas toujours été alloués conformément aux objectifs initiaux et que leur gestion n'avait pas toujours été judicieuse. D'ailleurs, l'utilité des politiques des prix était remise en question au moment où les prix étaient au plus bas, et il était à présent plus important de penser aux autres mesures qui pourraient être prises en faveur du paysan.

133. L'observateur de la France a salué le courage intellectuel et politique de la CEA qui a publié un document soulignant de façon réaliste l'importance des offices de commercialisation et la façon dont ceux-ci s'étaient écartés du rôle qui leur avait été confié. Il a estimé qu'une analyse plus approfondie des filières de production pour chaque produit serait utile, en particulier sur le rôle des différents participants et de la répartition des coûts et des recettes lors des étapes successives.

134. Le représentant du secrétariat a remercié les participants pour leur appui et leurs observations.

135. Le Comité a pris note du document.

Neuvième rapport intérimaire conjoint de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI sur la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et préparatifs en vue d'une deuxième Décennie [point 6 c) de l'ordre du jour]

136. Un représentant du secrétariat a présenté le rapport E/ECA/CM.16/16/Summary. Il a indiqué que les activités menées par les trois secrétariats en application de la résolution 656(XXIV) de la quinzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, pouvaient être regroupées en trois catégories : les activités de soutien portant sur des projets d'assistance spécifiques aux pays dans des sous-secteurs couvrant entre autres les agro-industries, les industries métallurgiques, chimiques et les petites et moyennes industries; les activités de développement des facteurs de production incluant par exemple des projets d'amélioration des capacités technologiques nationales et des activités diverses portant entre autres sur la réalisation d'études et l'organisation d'ateliers. Il a toutefois souligné que l'impact de ces activités sur le développement industriel des Etats était limité en raison de difficultés structurelles et conjoncturelles résultant de la crise économique qu'a connue l'Afrique dans les années 80. Il a conclu à l'échec de la première Décennie conformément à l'évaluation indépendante et souligné que cet échec était dû à plusieurs causes dont la coordination insuffisante entre les Etats et les trois secrétariats.

137. Le représentant du secrétariat a ensuite expliqué la procédure à adopter pour l'élaboration du programme de la deuxième Décennie (1991-2000). Le programme sera établi selon un calendrier arrêté par la résolution 2 (IX) de la neuvième Conférence des ministres africains de l'industrie et approuvé par le Conseil de développement industriel de l'ONUDI, le Conseil des ministres et le Sommet des chefs d'Etat de l'OUA et le Conseil économique et social. Les différentes étapes de la préparation du programme incluent la formation d'un groupe d'experts gouvernementaux. Le Groupe d'experts gouvernementaux devra mettre au point le programme (1er trimestre 1991) qui sera ensuite soumis à la dixième Conférence des ministres africains de l'industrie, à la dix-septième Conférence des ministres de la CEA, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale en 1991. Il a indiqué que 1,3 million de dollars des Etats-Unis avaient été alloués par l'Assemblée générale à la préparation du programme. Il a terminé en indiquant que jusqu'à présent, seuls 20 pays avaient constitué leur groupe de travail et a lancé un appel aux autres pour qu'ils en fassent autant.

138. Durant les discussions qui ont suivi, les représentants ont souligné que l'élaboration du programme de la deuxième Décennie devrait d'abord reposer sur les ressources intérieures disponibles. Plusieurs ont mis l'accent sur les aspects politiques de l'industrialisation. Il a été souligné que le programme de la deuxième Décennie devrait se situer dans le cadre du CARPAS et qu'une amélioration de l'environnement international était nécessaire au succès de l'industrialisation en Afrique. Se référant au paragraphe 205 du rapport, il a demandé des éclaircissements sur la composition du groupe de travail d'experts gouvernementaux.

139. Un représentant a souligné que les mécanismes mis au point durant la première DDIA n'étaient pas satisfaisants et que les Etats devraient en tenir compte durant la DDIA II. Les plans directeurs d'industrialisation en vigueur dans certains pays devraient être harmonisés avec les programmes nationaux afin d'éviter une dispersion des efforts. Il a souligné que les organisations internationales devraient non seulement participer à l'élaboration du programme mais aussi aider les pays dans la mobilisation des ressources.

140. Se référant au paragraphe 6 du rapport-résumé, le représentant du Nigéria a indiqué que son pays n'avait reçu aucune information concernant la constitution du groupe de travail intergouvernemental et a demandé à cet effet des éclaircissements. Il a soutenu les propositions contenues dans la section IV du rapport et tendant à accélérer l'application du programme de la deuxième Décennie.

141. L'observateur de l'ONUDI a apporté des informations supplémentaires portant sur la préparation du programme de la deuxième Décennie. Il a noté qu'un certain nombre d'innovations avait été introduites par la neuvième Conférence des ministres africains de l'industrie qui confiait aux Etats la responsabilité première dans la préparation et la mise en oeuvre du programme de la Décennie. Ce faisant, le programme tiendrait nécessairement compte des priorités et politiques de développement nationales. Par ailleurs au cours de l'élaboration du programme, l'approche traditionnelle projet par projet devrait être abandonnée, au profit d'une

---

approche programmatique intégrée. Une telle approche permettrait de tenir compte de toutes les relations interindustrielles et intersectorielles.

142. Le représentant de l'ONUDI a aussi réaffirmé que l'utilisation des experts nationaux permettrait un apport direct des Etats dans l'élaboration de leurs programmes et que les ministres du plan devraient accorder une priorité à la Décennie en soutenant les efforts des ministres de l'industrie. Il a indiqué que les gouvernements devraient avoir déjà mis en place leurs groupes de travail chargés de l'élaboration des programmes nationaux qui doivent être suffisamment avancés pour permettre l'utilisation des experts internationaux à fournir par l'ONUDI.

143. Contrairement à la première Décennie où seules l'OUA, la CEA et l'ONUDI étaient concernées, la deuxième Décennie devra aussi intéresser toutes les organisations compétentes appartenant ou non au système des Nations Unies et s'intéressant à l'industrialisation de l'Afrique telles que la BAD, la Banque mondiale, le Fonds européen de développement, le PNUD, le FMI. Des consultations étaient en cours. L'ONUDI avait déjà reçu des requêtes d'assistance de 45 Etats; ceci témoignait du degré d'intérêt élevé qu'ils portent à la deuxième Décennie.

144. L'observateur de l'OUA a souligné que le succès de la deuxième Décennie imposait une collaboration étroite entre les Etats membres d'une part, et entre ceux-ci et le groupe de travail d'experts gouvernementaux d'autre part ainsi que les organisations internationales à tous les niveaux. Il a rappelé que le 20 novembre a été déclaré Journée de l'industrialisation en Afrique par les ministres de l'industrie et qu'à cette date, des actions de sensibilisation devraient être menées dans chaque Etat.

145. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a remercié les différents intervenants de l'intérêt qu'ils portaient à la DDIA. Il a reconnu avec le représentant de l'Egypte qu'effectivement les problèmes d'industrialisation comporteraient de nombreux aspects politiques bien reflétés dans le CARPAS. Il a en outre rappelé la composition du groupe de travail d'experts gouvernementaux à savoir: la Gambie, le Sénégal et la Côte d'Ivoire pour l'Afrique de l'Ouest; le Zaïre, le Cameroun et la République centrafricaine pour l'Afrique centrale; l'Ethiopie, le Kenya et l'Ouganda pour l'Afrique de l'Est; l'Algérie et le Zimbabwe. Il a indiqué que deux autres pays sont attendus pour l'Afrique du Nord et pour l'Afrique australe. Le Rwanda était l'un des 20 pays qui avaient déjà créé des comités nationaux.

146. Le représentant du secrétariat a aussi souligné que le programme de la deuxième Décennie devrait nécessairement, tenir compte des plans directeurs d'industrialisation là où ils existaient et qu'un programme bien conçu faciliterait le rôle promotionnel de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI. Il a souligné la nécessité de diffuser davantage le calendrier de préparation du programme de la deuxième Décennie auprès des ministères du Plan.

#### Ressources naturelles et environnement en Afrique [point 6 d) de l'ordre du jour]

##### i) Situation en ce qui concerne l'aménagement des bassins fluviaux et lacustres en Afrique

147. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/17; il a donné un aperçu des activités entreprises par les organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres ainsi que des mesures prises jusqu'ici en vue de créer de nouvelles organisations. Il a rappelé le rôle important des fleuves et des lacs dans le processus d'intégration des pays africains et les possibilités qu'ils offrent pour le développement, notamment du secteur rural. L'étude des résultats obtenus par les institutions chargées de la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres avait permis de constater que, pour la plupart, ils étaient très décevants. Cela s'expliquait avant tout par l'insuffisance des ressources, en particulier des ressources financières.

148. L'intervenant a attiré l'attention des participants sur les recommandations du rapport, selon lesquelles il fallait renverser la tendance et créer de nouvelles institutions susceptibles d'exploiter pleinement les ressources en eau du continent. Il a souligné la nécessité d'établir ces institutions autour des programmes fondés sur l'autonomie; il a prié instamment les Etats membres d'accroître leur soutien financier et de nommer comme

auparavant les directeurs de ces institutions en prenant pour critères la compétence en matière de gestion et les compétences techniques.

149. Au cours des débats qui ont suivi, certains participants ont déclaré qu'il était encourageant de constater les progrès accomplis dans le rapprochement des Etats riverains du Nil par le biais d'une utilisation en commun de ses eaux. Un représentant a mentionné les réunions récentes organisées par la CEA et l'OUA pour le Groupe UNDUGU ainsi que la mission d'enquête du PNUD. Plusieurs délégations ont insisté sur le rôle crucial des bassins fluviaux et lacustres dans la transformation socio-économique des pays africains. On a noté avec préoccupation que, malgré l'abondance des ressources en eau du continent, la plupart des pays souffraient de pénuries alimentaires dues notamment à une mauvaise exploitation de ces ressources. Les problèmes de financement ont été signalés comme l'un des principaux obstacles.

150. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a informé le Comité des efforts déployés par son pays pour construire la Rivière artificielle.

151. L'observateur de la FAO a fait observer que la question de la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres revêtait un intérêt crucial, surtout dans le contexte de la création de la Communauté économique africaine. Il a fait valoir le rôle que la CEA pouvait jouer, avec la collaboration des institutions du système des Nations Unies, dans la mise en valeur des ressources en eau des 48 bassins qui existent en Afrique. Il a appelé l'attention du Comité, d'une part, sur les répercussions éventuelles d'une mauvaise gestion de ces bassins sur l'environnement et, d'autre part, sur les avantages que l'on pouvait tirer de leur exploitation optimale pour la transformation socio-économique du continent.

152. L'observateur de l'OMM a informé les participants des activités entreprises par son organisation pour aider les Etats membres à mettre en valeur les bassins fluviaux et lacustres. Il été prévu d'organiser avec le concours de la CEA, une conférence portant sur des études hydrologiques pour la fin de 1991.

153. En réponse à ces observations, le représentant du secrétariat a fait appel à la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne pour qu'elle fournisse sur la Rivière artificielle toutes informations utiles dont le secrétariat pourrait faire part aux autres Etats membres de la Commission.

154. Le Secrétaire exécutif a insisté sur l'importance des bassins dans le processus de transformation en Afrique. L'insuffisance des résultats obtenus par les institutions de mise en valeur des bassins s'expliquait essentiellement par le fait qu'elles consommaient des ressources et créaient peu de revenus. De plus, elles dépendaient excessivement de l'assistance extérieure. Le Secrétaire exécutif s'est déclaré préoccupé par l'absence de progrès dans la création d'organisations de mise en valeur des principaux bassins fluviaux et lacustres du continent, tel le bassin du Congo-Zaïre. Il a félicité la Jamahiriya arabe libyenne de l'initiative audacieuse qu'elle avait prise de construire une rivière artificielle. L'expérience acquise grâce à cette initiative était de celles qui pouvaient être utiles à tous les pays africains.

155. Le Comité a pris note du rapport.

#### **11) Rapport de la réunion de plénipotentiaires sur l'établissement de la Commission africaine de l'énergie nucléaire**

156. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/18. Les mandats à l'origine de l'initiative de la création d'une Commission africaine de l'énergie nucléaire étaient issus notamment des dispositions du paragraphe 294 du Plan d'action de Lagos, qui demande aux pays africains de créer une Commission africaine de l'énergie nucléaire, de la résolution 572 (XXI) demandant au Secrétaire exécutif de la CEA, avec le concours des directeurs des organes et institutions compétents du système des Nations Unies, d'aider les pays africains à maîtriser la science et la technologie nucléaires et d'entreprendre des travaux de recherche-développement et, enfin, de la réunion des experts africains en science nucléaire tenue en juin 1985, lors de laquelle il avait été demandé à la CEA, aux institutions compétentes des Nations Unies et aux institutions

financières internationales de passer des accords de coopération en vue de lancer et d'élargir les activités en matière d'application nucléaire au profit du développement économique et social de l'Afrique.

157. Les plénipotentiaires sur l'établissement de la Commission africaine de l'énergie nucléaire avaient recommandé que l'on crée un Comité consultatif technique de l'énergie nucléaire en Afrique au lieu d'une Commission. Ce Comité devrait être constitué de deux représentants nommés pour chaque sous-région, de représentants de centres pour l'énergie nucléaire, et de représentants de la CEA, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'OUA et du PNUD.

158. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant de l'Ouganda a signalé la nécessité d'actualiser le rapport en y incluant des activités récentes, telles que le séminaire de l'OUA sur la science nucléaire au service de la paix et du développement tenu à Kampala (Ouganda) en mars 1990, et en établissant le lien avec la création d'un Comité consultatif technique. L'intervenant a mis en relief les problèmes posés par les déchets nucléaires à la gestion desquels les pays développés devaient accorder une grande attention. Il a également fait noter les restrictions qu'impliquent pour les pays africains le transfert de technologie nucléaire à partir des pays développés.

159. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a fait valoir les avantages que l'on peut tirer de la science nucléaire et a déclaré que les pays africains ne devaient pas se laisser distancer et devaient tirer parti des avantages de l'utilisation pacifique de cette science et de la coopération dans ce domaine.

160. Le représentant de l'Algérie, mentionnant le paragraphe 27 du document, a informé la réunion que la sous-région de l'Afrique du Nord avait différé sa décision de nommer des représentants au Comité consultatif technique jusqu'à ce qu'elle ait reçu la liste des pays africains qui possédaient des centres pour l'énergie nucléaire. Il a en outre rappelé, en se référant au paragraphe 11 du document, que la CEA avait été priée en mai 1989 d'établir une telle liste en collaboration avec l'AIEA.

161. L'observateur de la France a souligné la nécessité de mettre ensemble les ressources financières et humaines sur le continent pour l'élaboration de programmes en matière d'énergie nucléaire, dans l'intérêt de tous. Il a aussi souligné que le développement de l'énergie nucléaire en Afrique contribuerait à réduire l'accumulation de l'oxyde de carbone dans l'atmosphère. Il a espéré que le Comité consultatif technique maintiendrait une collaboration étroite avec l'AIEA, ce qui permettrait de disposer d'éléments pour des programmes régionaux en matière de science et de technologie nucléaires.

162. L'observateur de l'Unesco a rappelé que son organisation avait contribué sur le plan financier à l'organisation du séminaire OUA/AIEA tenu à Kampala (Ouganda). Il a proposé que l'on fasse de la formation de personnel technique le point de départ de tous les programmes relatifs à la science et à la technologie nucléaires.

163. La représentante du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) a souligné qu'il fallait utiliser les programmes portant sur le domaine nucléaire pour promouvoir la paix et le développement et pour répondre aux besoins fondamentaux de l'Afrique, tels que l'alimentation, la santé, etc. Elle a appelé l'attention des participants sur le problème des déchets nucléaires que certains pays développés déversaient en Afrique et a préconisé la définition d'un cadre africain de référence relatif à l'énergie nucléaire.

164. En réponse, le représentant du secrétariat a déclaré que, lors du séminaire tenu à Kampala du 12 au 16 mars 1990, les participants à ce séminaire avaient accueilli favorablement l'idée de la création d'un Comité consultatif technique sur la science et la technologie nucléaires en Afrique comme instrument de coopération et de coordination dans ce domaine. Ils avaient recommandé que l'on établisse deux sous-comités (un sous-comité des réacteurs nucléaires et un sous-comité des applications nucléaires) dans le cadre du Comité consultatif technique.

165. Par ailleurs, les participants avaient prié l'AIEA d'établir un bureau régional en Afrique. En réponse à une question posée par le représentant de l'Algérie, le représentant du secrétariat a déclaré que des centres nucléaires existaient dans les pays possédant des réacteurs destinés à la recherche et qu'au moment du séminaire, ces pays comptaient notamment l'Algérie, l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne et le Zaïre.

166. Le Comité a approuvé la création d'un Comité consultatif technique sur la science et la technologie nucléaires en Afrique. Il a pris note du rapport et a adopté le projet de résolution 11 (XI).

### iii) Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement durable

167. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/19. La Conférence s'inscrivait dans le cadre des mesures du suivi du rapport "Notre futur commun" de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, des Perspectives en matière d'environnement jusqu'en l'an 2000 et au-delà ainsi que des résolutions 42/186 et 42/187. La Conférence s'inscrivait aussi dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement prévue au Brésil en juin 1992.

168. La Conférence était axée sur les questions suivantes : gestion des mouvements de la population et des pressions démographiques; recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires; exploitation efficace et équitable des ressources en eau; recherche d'une plus grande autosuffisance en matière d'énergie; optimisation de la production industrielle; préservation des espèces et des écosystèmes; lutte contre la désertification. Les participants avaient adopté un "Programme d'action en vue d'un développement durable en Afrique" et avaient fait paraître la Déclaration de Kampala dans laquelle ils prenaient l'engagement d'appliquer ce programme en faveur d'un développement sain pour l'environnement.

169. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs délégations ont noté que pour diverses raisons, certains Etats à la Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement durable n'ont pas ratifié la Convention de Bâle sur les mouvements transfrontières des déchets toxiques et que l'ensemble des mesures proposées n'était pas assorti des moyens financiers appropriés pour leur mise en oeuvre. Une délégation a noté que le rapport dont était saisi le Comité aurait dû faire allusion aux recommandations pertinentes de la Déclaration de Belgrade de septembre 1989 sur l'environnement. Il y avait lieu de distinguer les problèmes de dégradation de l'environnement liés au développement industriel des pays développés de ceux des pays en développement plutôt causés par la pauvreté. Dans les deux cas les moyens à octroyer doivent tenir compte de ces deux situations. Les participants ont aussi insisté sur la formation des cadres pour une saine gestion de l'environnement en vue d'un développement durable de l'Afrique ainsi que sur la nécessité de ne pas faire une conditionnalité de la gestion et/ou de la protection de l'environnement pour tout processus de développement comme c'est le cas avec les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale/FMI. Les Etats africains devraient coordonner leurs efforts en matière de gestion de l'environnement et instaurer une coopération sous-régionale en vue d'un développement durable.

170. L'observateur de la France a déclaré que ce rapport présentait plusieurs points positifs. Il était important de confier aux populations elles-mêmes une certaine responsabilité en matière de gestion de l'environnement rural. La France était en train de mettre sur pied l'observatoire du Sahara et du Sahel pour mesurer l'expansion du désert en vue de son contrôle.

171. L'observateur du PAM a attiré l'attention des participants sur le rôle joué par son programme en matière d'environnement et de développement durable. Ce rôle se caractérisait par la distribution de nourriture et l'exécution de projets de développement à long terme en matière d'environnement et de développement.

172. Les observateurs de l'UNESCO et de l'OMM ont exprimé leur intérêt pour coopérer avec la CEA à la mise sur pied des programmes de formation en matière d'environnement et de développement durable pour l'Afrique. L'observateur de l'OMM a souligné l'intérêt grandissant de la communauté mondiale pour les questions relatives aux changements climatiques.

173. L'observateur de l'OUA a informé les participants de la prochaine tenue de la réunion, à Bamako (Mali), sur l'environnement. Cette réunion à laquelle tous les Etats africains étaient invités à participer examinera un projet de Convention sur le mouvement transfrontières des déchets toxiques en Afrique.

174. La représentante du CRAC a indiqué qu'il fallait que le CRAC ou le CARFF soit invité à la réunion de Bamako compte tenu du rôle important joué par les femmes dans le domaine de l'environnement et du développement.

175. Répondant aux questions et remarques des participants, le représentant du secrétariat a indiqué que la prochaine réunion de Bamako élaborerait une convention africaine sur le mouvement transfrontières des déchets toxiques. Cela était important dans la mesure où les pays africains n'étaient pas satisfaits de la Convention de Bâle. Il a salué les efforts déployés par la France pour la mise sur pied de l'observatoire du Sahara et du Sahel. Enfin il a déclaré que le secrétariat était disposé à renforcer la coopération entre l'Unesco et l'OMM en matière de formation pour l'environnement en vue d'un développement durable.

176. Le Comité a pris note du rapport de la première Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement durable et des recommandations qui y ont trait.

iv) Rapport intérimaire concernant l'entrée en service du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD)

177. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/20. Il a rappelé les faits et les résolutions qui avaient mené à la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) ainsi que les efforts déployés tant par la CEA que par l'Organisation météorologique mondiale en vue de rendre le Centre opérationnel. Les progrès avaient été lents car les Etats membres n'avaient pas pu assurer le financement du Centre par la seule voie des contributions. Le soutien escompté des pays et organismes donateurs se faisait attendre car les Etats membres n'avaient pas suffisamment marqué leur intérêt pour le Centre. Douze pays seulement avaient ratifié les statuts et sur ces 12, quatre seulement avaient versé leurs contributions.

178. Le Secrétaire exécutif est intervenu pour souligner la gravité de la situation financière du Centre et a demandé instamment un débat franc sur son avenir.

179. Au cours de la discussion qui a suivi, plusieurs participants ont réaffirmé le soutien de leurs pays à l'ACMAD. Ils ont fait valoir que le retard dans la ratification n'était pas nécessairement dû à un manque d'intérêt mais à des délais imposés par les procédures nationales pour de telles questions. Une délégation a déclaré que son pays ratifierait sous peu les statuts de l'ACMAD et d'autres ont demandé que la question de la ratification soit portée devant la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa prochaine réunion.

180. Certains représentants ont souligné que l'ACMAD n'était que l'une des institutions intergouvernementales africaines traversant de telles difficultés, en raison de la crise économique qui frappe la région. Ils ont proposé que l'OMM se charge de l'administration du Centre jusqu'à ce que les Etats membres puissent assumer pleinement leurs responsabilités. La délégation marocaine a informé le Comité que la procédure de signature et de ratification des statuts de l'ACMAD par son pays était en cours.

181. L'observateur de l'OMM a expliqué que son organisation n'était pas un organisme de financement. Néanmoins, elle avait déjà investi une part considérable de ses ressources budgétaires ordinaires dans le Centre. Elle maintiendrait son assistance technique au Centre mais les Etats membres devraient donner des preuves concrètes de leur intérêt pour cet établissement. L'intervenant a fait savoir que les fonds déjà transférés au Centre par les donateurs ne pouvaient être utilisés tant que les Etats membres n'auraient pas ratifié les statuts et versé leurs contributions.



182. L'observatrice du CRAC a réaffirmé l'intérêt du CRAC pour l'ACMAD et a proposé que la CEA organise une campagne intensive de sensibilisation en faveur de la ratification des statuts de l'ACMAD et de la Convention relative à la discrimination à l'égard des femmes.

183. Le Comité a pris note du document et a adopté le projet de résolution 13 (XI).

Commerce international et financement du développement (point 6 e) de l'ordre du jour)

i) La quatrième Convention ACP-CEE : Ses principales caractéristiques et leurs incidences sur le développement de l'Afrique

184. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/31 sur les principaux nouveaux aspects de la quatrième Convention de Lomé. Il a indiqué que des améliorations et des innovations avaient été apportées à la nouvelle Convention dans les domaines suivants : développement agricole et autosuffisance alimentaire, développement industriel et industries manufacturières y compris la diversification horizontale et verticale; secteur des produits de base, notamment le traitement, la commercialisation et la distribution; dette extérieure et service de la dette; ajustement structurel et rôle de la femme dans le processus de développement.

185. En dépit des améliorations dans la formulation et l'élaboration des différentes conventions ACP-CEE, l'Afrique avait trouvé de plus en plus difficile de recueillir les avantages escomptés de ce cadre de coopération Nord-Sud. Il avait été en particulier difficile pour l'Afrique de maintenir sa part du marché de la CEE. En fait, tandis que la part de l'Asie sur le marché européen était en hausse, celle de l'Afrique était en baisse.

186. Il a recommandé que les participants envisagent la possibilité d'entreprendre des études approfondies aux niveaux national, sous-régional et régional des principaux secteurs en vue d'analyser les problèmes et de proposer des mesures correctrices visant à renverser la tendance à la dégradation et améliorer la capacité du continent à tirer profit des dispositions de la Convention. Ces études porteraient notamment sur l'incidence des changements survenus récemment en Europe de l'Est, les résultats des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, les accords concernant le marché unique européen de 1992 et la coopération ACP-CEE.

187. Au cours du débat qui a suivi, le Comité s'est félicité de l'information relative aux nouvelles caractéristiques de la Convention. Toutefois, certaines délégations ont déploré que le document soit essentiellement une description des nouvelles caractéristiques majeures de la Convention et ne traite pas suffisamment du deuxième aspect de ce point, à savoir les incidences de ces caractéristiques sur le développement de l'Afrique. Certains représentants se sont, en particulier, interrogés sur la signification de la dernière phrase du paragraphe 41 du document présenté qui se lisait comme suit : "L'expérience acquise avec les conventions précédentes permet d'affirmer que même si le tiers seulement des dispositions est appliqué intégralement, les économies africaines seront devenues plus prospères d'ici l'an 2000". Ils ont demandé que cette dernière phrase soit supprimée du document.

188. De nombreuses délégations ont fait leur proposition au secrétariat concernant les études à entreprendre sur des questions clés. Elles étaient également d'avis qu'une analyse complète devait être effectuée sur la dette et l'appui à l'ajustement structurel dans la Convention pour s'assurer en particulier que cette dernière était conforme au Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS).

189. L'observatrice du CRAC s'est félicitée des mesures prises par la CEE concernant l'inclusion du financement de programmes pour l'intégration de la femme au développement. Elle a instamment prié la CEA, qui était chargée de mobiliser des ressources pour l'exécution de projets en faveur des femmes, d'entamer des consultations avec la CEE en vue d'obtenir des fonds au titre de la nouvelle Convention.

190. L'observateur de l'OUA a rappelé les efforts de collaboration déployés par les secrétariats de la CEA et de l'OUA pour apporter un appui au Groupe africain au cours des négociations sur la quatrième Convention. Ces efforts avaient débouché sur l'adoption, par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA,

d'une résolution sur les principes directeurs et les directives pour les responsables gouvernementaux africains participant aux négociations sur la Convention. Il a noté qu'en termes réels, un accroissement significatif du niveau de financement n'avait pas été enregistré dans la Convention et que certaines questions intéressant l'Afrique n'étaient pas traitées de manière appropriée. Ces questions portaient en particulier sur la simplification des procédures d'accès aux ressources disponibles au titre du STABEX et sur l'évaluation des profits en monnaies autres que les monnaies locales. Les pays africains, à l'exception peut-être de la Côte d'Ivoire, de l'Ethiopie et du Sénégal avaient très peu profité du STABEX.

191. Il a indiqué que certaines dispositions contenues dans la Convention étaient assorties de conditions que devaient remplir préalablement les pays ACP avant de pouvoir accéder aux ressources financières. Il a appelé l'attention des participants sur la nécessité pour les pays africains de se montrer vigilants pendant les négociations commerciales multilatérales en particulier, celles en cours dans le cadre de l'Uruguay Round dans la mesure où la position de la CEE aurait une incidence particulière dans ces négociations.

192. L'observateur de la France a fourni un complément d'information sur la Convention qui avait été mise au point sous la présidence de son pays. Il a indiqué que la Convention était un bon exemple d'association entre les deux groupes de pays. Il a souligné l'importance de certaines des nouvelles caractéristiques de la Convention, en particulier sa durée et l'introduction d'un appui aux programmes d'ajustement structurel. Il était d'avis que le document de la CEA pouvait être amélioré grâce à l'inclusion d'informations sur la participation des Etats membres de la CEE au système de l'Unité monétaire européenne (ECU) et sur des questions relatives aux droits de l'homme et à la démocratisation du processus de développement. Il a exprimé sa préoccupation à propos des observations faites sur l'utilité du STABEX et l'accès par les pays africains aux technologies européennes.

193. Dans sa réponse aux questions soulevées, le représentant du secrétariat s'est félicité des observations utiles faites par le Comité et a assuré les participants que le document serait révisé à la lumière de ces observations. Il a indiqué que l'objectif majeur du rapport était plutôt de mettre en relief les nouvelles caractéristiques de la Convention que de faire une évaluation de ses dispositions.

194. Le Secrétaire exécutif a indiqué que la CEA était d'une manière générale en parfait accord avec les observations faites par le Comité. Il a réaffirmé le fait que l'objectif du document qui était une note d'information, était de présenter une description des principales caractéristiques de la quatrième Convention de Lomé et non d'effectuer une évaluation quelconque. A cet égard, il a convenu que les paragraphes 39 à 41 du document soient supprimés et a assuré le Comité que la version révisée serait préparée et distribuée aux délégations avant la fin de la réunion. La CEA était disposée à entreprendre, en collaboration avec d'autres organisations, notamment l'OUA, les différentes études que les participants avaient demandées sur l'évaluation de l'incidence de la Convention sur le développement de l'Afrique.

195. Les participants ont recommandé que la CEA, en collaboration avec l'OUA et d'autres organisations compétentes, entreprenne des études détaillées et globales sur la meilleure façon pour les pays africains de tirer le maximum de profit de la quatrième Convention de Lomé.

196. Les participants ont pris note du rapport.

## ii) Coopération internationale en vue de mesures facilitant le commerce

197. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/33. Il a attiré l'attention des délégations sur le fait que les pays africains étaient caractérisés par une perméabilité extrême de leurs économies, le commerce international jouant un rôle primordial dans le développement économique et social. Alors que les partenaires de développement de l'Afrique ont mis en place des réseaux commerciaux et d'information sophistiqués, les pays africains utilisent des informations commerciales incomplètes et des structures et formalités lourdes. La question de la coopération technique pour la facilitation du commerce revêtait de ce fait une grande importance pour le continent africain.

198. L'intervenant a présenté le projet interrégional proposé sur la coopération pour la facilitation du commerce international, lequel devrait, entre autres, permettre aux pays africains de définir leurs problèmes et besoins en matière de facilitation du commerce international et intra-africain et d'utiliser des systèmes tels que le Programme de facilitation du commerce de la CNUCED (FALPRO) et les Règles sur l'échange d'informations électroniques pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT) des Nations Unies. Le projet aiderait les pays africains à développer leurs capacités de traitement des informations commerciales et à surmonter les obstacles actuels à la facilitation du commerce.

199. Au cours du débat qui a suivi, plusieurs représentants ont souligné l'importance de cette question dans le développement global du continent. Ils ont exprimé le souhait que le projet examine convenablement les obstacles à la promotion du commerce intra-africain, les raisons de la faiblesse de la structure actuelle des échanges, la normalisation des données et le développement des capacités de façon à permettre aux pays africains de négocier efficacement avec le Nord sur un pied d'égalité.

200. Un représentant a noté que la sous-région d'Afrique du Nord n'était pas mentionnée dans le document. Etant donné que le projet allait être exécuté conjointement par le secrétariat de la CNUCED et les commissions régionales, il a exhorté le secrétariat de la CEA à remédier à cette omission.

201. L'observateur de la France a indiqué que son pays s'intéressait vivement à la facilitation du commerce international en particulier en tant que moyen de prévenir une marginalisation encore plus grande de la région de l'Afrique. Il a informé la réunion que son pays collaborait activement avec la CNUCED pour aider les Etats membres dans ce domaine. Il a mentionné un séminaire organisé récemment sur cette question à Yaoundé (Cameroun) avec la participation de la France. Il a lancé un appel en vue d'une plus grande coordination entre les institutions qui se sont engagées à aider le continent en matière de facilitation du commerce international.

202. Le représentant du secrétariat a répondu que le document serait révisé pour tenir compte des questions pertinentes soulevées. L'omission de la sous-région de l'Afrique du Nord était due aux différents arrangements sous-régionaux utilisés pour l'Afrique par le PNUD qui doit financer le projet. Le document révisé incluerait la sous-région de l'Afrique du Nord et le projet pourrait être exécuté dans le cadre de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et des MULPOC.

203. Le Comité a approuvé les recommandations contenues dans le rapport, étant entendu que la sous-région de l'Afrique du Nord serait incluse dans le projet sur la facilitation du commerce et a adopté le projet de résolution 16 (XI).

Rapport intérimaire sur la préparation du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (point 6 f) de l'ordre du jour)

204. Présentant le document E/ECA/CM.16/21, un fonctionnaire du secrétariat a déclaré que les activités préparatoires en vue de l'élaboration du programme de la deuxième Décennie avaient commencé en 1989 sous la direction du Comité de coordination interinstitutions et du Comité de mobilisation des ressources. Les objectifs généraux et la stratégie d'exécution du programme avaient à présent été définis. Cette stratégie avait pour éléments de vastes activités de promotion, un suivi strict, le recours à une approche multisectorielle partant de la base et la définition de critères spécifiques régissant le choix des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux. Des comités nationaux de coordination (CNC) devraient constituer la base de la deuxième Décennie au niveau tant de la préparation que de l'exécution du programme. Les Etats membres ont été invités à mettre en place très rapidement les CNC afin que le travail préparatoire puisse être mené à temps et soumis à l'examen de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification à sa réunion de décembre 1990 et de la Conférence des ministres de la CEA à sa réunion d'avril 1991. Le programme serait présenté au Conseil économique et social en juillet 1991 et à l'Assemblée générale en septembre de la même année.

205. Au cours du débat qui a suivi, des participants ont prié les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait de mettre en place leur CNC de toute urgence. Un représentant a demandé que le souci de protéger

l'environnement ne soit pas oublié lors de l'élaboration du programme de la Décennie. Un autre représentant a souligné l'importance qu'il y avait à exécuter des programmes échelonnés et équilibrés visant à mettre en place et à gérer les infrastructures de transport et de communication en Afrique. Le continent comptait par exemple des régions désertiques dépourvues d'infrastructures de transport. Par conséquent, il convenait de relancer le projet de route trans-saharienne, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. La réunion du Comité de liaison de ce projet, tenue les 4 et 5 mai 1990 à Tunis, était un pas encourageant dans cette direction.

206. Un représentant a réaffirmé la nécessité de fonder le programme de la deuxième Décennie sur les conclusions de l'évaluation de la première. Il a estimé que l'intégration du programme de la Décennie dans les programmes de développement économique garantirait l'efficacité des systèmes économiques nationaux, sous-régionaux et régionaux. Concernant la mobilisation des ressources, il a proposé que le PNUD apporte une aide aux CNC pour leur permettre de respecter les délais.

207. L'observateur de l'OUA a également invité les Etats membres à créer leur CNC afin que l'on puisse respecter les délais concernant la présentation du programme au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. Il a également prié le PNUD d'aider les Etats dans la préparation des programmes nationaux qui constitueraient la base du programme régional.

208. L'observateur du PNUD a souligné le rôle vital du secteur des transports et des communications dans le processus d'intégration économique. Au titre de son quatrième cycle de programmation, le PNUD avait alloué la somme de 5 millions de dollars à ce secteur. Les projets financés visaient à améliorer les ressources en main-d'oeuvre du continent en vue du développement des transports ainsi que la capacité de fabriquer du matériel de transport et des pièces de rechange.

209. L'observateur de l'Unesco a déclaré que son organisation avait participé activement à l'exécution du programme de la première Décennie. L'amélioration des ressources humaines, la participation de l'ensemble des populations, l'utilisation plus large des organes d'information et un concept plus vaste de la communication seraient cruciaux pour la réussite du nouveau programme.

210. L'observateur de l'OMM a souligné l'importance que son organisation attachait à la deuxième Décennie, en particulier dans les domaines du transport aérien et de l'échange d'informations. Il a indiqué que l'OMM aimerait contribuer à la mise en oeuvre des mesures de sécurité pour les compagnies aériennes et à l'élaboration du programme aux niveaux sectoriel et régional.

211. Le représentant de la CEEAC a souligné qu'à côté des CNC, les organisations sous-régionales devraient jouer aussi un rôle important dans l'élaboration du programme de la deuxième Décennie. Il a insisté sur la nécessité d'un échange d'informations entre les CNC, la CEA et les OIG pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le processus d'intégration.

212. Un représentant s'est demandé si la multiplication des comités à différents niveaux ne compromettrait pas leur efficacité. Le fonctionnaire du secrétariat a répondu que l'existence simultanée de différents comités ne gênerait pas l'efficacité et la rationalisation. Le rôle de chacun d'entre eux avait été bien défini et l'agent d'exécution veillerait à ce que chaque organe joue pleinement son rôle.

213. Le Comité a pris note du rapport.

Questions de population dans les Etats membres de la CEA au cours des années 90 [point 6 g) de l'ordre du jour]

214. Présentant ce point de l'ordre du jour, un fonctionnaire du secrétariat a tout d'abord annoncé qu'une exposition sur POPIN-AFRICA était organisée pendant la réunion.

215. Il a présenté le document E/ECA/CM.16/34 sur les problèmes de population dans la région dans le contexte de la crise économique actuelle et sur l'assistance que le secrétariat apportait aux Etats membres pour y faire face.

216. Au cours du débat qui a suivi, les représentants ont félicité le secrétariat pour la qualité et la présentation du document et ont demandé qu'il soit diffusé auprès de tous les Etats membres, des organismes compétents et des associations de femmes afin de leur permettre d'appliquer ses recommandations. Un représentant a estimé que les questions d'urbanisation et d'emploi seraient importantes au cours des années 90.

217. L'observatrice du CRAC a souligné la nécessité d'assurer une éducation à la vie familiale et de fournir des moyens modernes de contraception aux femmes rurales. Les grossesses à risque devaient être évitées. En outre, elle a proposé que la composante régionale de l'Année internationale de la famille, 1994, soit axée sur le rôle de la famille dans le processus de développement dans le contexte africain.

218. L'observateur de l'OMS a réaffirmé la nécessité d'intégrer la planification familiale dans les services de SMI. Il a préconisé une plus grande coordination entre le secrétariat et les institutions spécialisées et a mis en exergue certaines des raisons qui ont limité le succès des programmes de population passés, notamment la non-application de diverses résolutions, l'absence ou la quasi-inexistence d'un engagement politique quant aux ressources, l'utilisation peu rationnelle des ressources, l'adoption d'approches verticales pour la mise en oeuvre de programmes et l'absence de coordination entre les donateurs.

219. Dans sa réponse, le représentant du secrétariat a souligné la nécessité pour les gouvernements d'accorder la priorité à l'éducation à la vie familiale. A cet égard, il a été proposé d'inclure "la famille", en tant que thème important, dans les consultations africaines précédant la Conférence internationale de 1994 sur la population.

220. Le Comité a pris note du rapport.

Coopération et intégration économiques : Rapport intérimaire sur la création de la Communauté économique africaine [point 6 h) de l'ordre du jour]

221. Un représentant du secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD a présenté le document E/ECA/CM.16/38. Il a informé le Comité des mesures prises jusqu'alors en vue de la création de la Communauté économique africaine. Il a particulièrement souligné qu'un consensus se dégagait sur des questions comme le concept, le contenu et la portée de la Communauté et sur les relations entre la Communauté, l'OUA et les groupements économiques sous-régionaux. Il a informé le Comité de l'état d'avancement du projet et en particulier des progrès réalisés dans l'élaboration par le Comité directeur permanent de l'OUA des dispositions du projet de traité portant création de la Communauté.

222. Au cours du débat qui a suivi, les représentants se sont félicités du rapport intérimaire et ont loué les efforts communs des trois secrétariats pour mener à bien cette tâche importante qu'était la création de la Communauté économique africaine. La nécessité de la mise en place accélérée de la Communauté a été soulignée, compte tenu en particulier des changements observés dans les relations économiques et politiques internationales. La Communauté offrait à l'Afrique une occasion unique de résoudre ses problèmes économiques et sociaux, qui ne pouvaient pas ne pas être saisis. Les responsables politiques de la région ont été priés de respecter le calendrier établi pour la création de la Communauté avec une détermination farouche. A cet égard, le CARPAS et la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation devraient être inclus dans les documents directifs régionaux mentionnés dans ce rapport.

223. Le Comité a estimé qu'étant donné que les groupements économiques sous-régionaux existants étaient la clef de voûte de la Communauté, ces derniers devaient participer plus activement que par le passé au processus de consultation en cours, plus particulièrement au niveau de l'élaboration et des négociations des protocoles devant être annexés au Traité.

224. Certains représentants ont fait remarquer avec préoccupation que la période proposée pour que la Communauté voit le jour était trop longue. On a, en outre, fait observer que l'acronyme français de la Communauté pouvait porter à confusion avec la Commission économique pour l'Afrique et qu'il fallait trouver une dénomination plus appropriée pour la Communauté. Un observateur a mis en question l'à-propos du dernier paragraphe à la page 8 du document, qui a été considéré comme une provocation inopportune. Un participant était d'avis que l'Afrique devait se préparer à faire face à une opposition dans ses efforts pour créer la nouvelle Communauté. La délégation marocaine a déclaré que tout en étant convaincue de la nécessité vitale de la création de la Communauté économique africaine, elle émettait des réserves sur le rapport du secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD présenté à ce sujet, notamment sur le projet de Traité auquel ce document faisait référence, son pays n'ayant, en effet, participé ni à la rédaction ni à la discussion du Traité en question.

225. En réponse au débat, l'observateur de l'OUA a expliqué qu'en ce qui concernait la participation des groupements économiques sous-régionaux, aucun effort n'avait été épargné pour s'assurer que des représentants de ces groupements participent au processus de consultation. Il en a appelé aux membres du Comité pour qu'ils fassent en sorte que la question de la participation soit soulevée aux réunions des organes directeurs de ces groupements. La période prévue pour chaque phase de la création de la Communauté n'était proposée qu'à titre indicatif. Il était donc normal, et ce, conformément à l'esprit des auteurs du Traité, que les étapes soient raccourcies s'il était constaté que les objectifs assignés étaient atteints, même avant l'échéance prévue.

226. Le Comité a pris note du rapport et a adopté le projet de résolution 23 (XI).

Priorité : Afrique (proposé par l'Unesco) [point 6 i) de l'ordre du jour]

227. L'observateur de l'Unesco a présenté le document intitulé "Priorité : Afrique". Ce document avait été élaboré à l'initiative du Directeur général de l'Unesco après des consultations approfondies avec les gouvernements africains et avait été approuvé à l'unanimité par la Conférence générale de l'Unesco. C'est un programme d'action en faveur de l'Afrique pour la période 1990-1995 qui vise essentiellement à renforcer la coopération avec les Etats membres d'Afrique dans le domaine de compétence de cette organisation. Le Directeur général avait créé au sein de son cabinet un Groupe de coordination dirigé par un Africain de haut rang pour suivre l'exécution du programme. En ce qui concerne le financement, certaines activités seraient menées dans le cadre du budget ordinaire de l'Unesco et du programme de participation pour la période biennale 1990-1991. Cependant, l'essentiel du programme serait financé par des ressources extrabudgétaires estimées à 35 millions de dollars E.-U..

228. L'intervenant a souligné les excellentes relations existant entre la CEA, l'OUA et l'Unesco et exprimé le souhait que la CEA et l'OUA participent activement à l'exécution du programme "Priorité : Afrique".

229. Au cours du débat qui a suivi, des représentants ont félicité le Directeur général de l'Unesco pour cette excellente initiative et souhaité que le programme bénéficie d'un appui suffisant afin qu'il soit effectivement exécuté. Certains représentants ont demandé que le programme soit largement diffusé et présenté à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa prochaine session.

230. Le représentant du Maroc a demandé au représentant de l'Unesco des éclaircissements sur les pays concernés par le programme d'action intitulé "Priorité : Afrique" et qui sont mentionnés aux paragraphes 3 page 1 et 3 page 26 du document présenté. Le représentant de l'Unesco a indiqué que les pays concernés par ce programme et qui étaient visés aux paragraphes mentionnés étaient les pays africains membres de l'Unesco, à l'exception de l'Afrique du Sud. Il a ajouté que la Conférence générale de l'Unesco, à laquelle avait participé le Ministre de l'éducation du Royaume du Maroc, avait approuvé à l'unanimité le programme "Priorité : Afrique". Il a également exprimé la satisfaction du Directeur général pour les observations utiles faites à propos de cette entreprise conjointe unique entre l'Afrique et son organisation. Il a réaffirmé que le Directeur général ne ménagerait aucun effort pour traduire "Priorité : Afrique" en des programmes concrets et réalisables pour le bénéfice du peuple africain.

231. Le Comité a pris note du programme "Priorité : Afrique" et a adopté le projet de résolution 19 (XI).

Activités opérationnelles [point 6 j) de l'ordre du jour]

i) Rapport sur les projets de coopération technique exécutés par la CEA

232. Présentant les documents E/ECA/CM.16/22 et E/ECA/CM.22/Add.1, un représentant du secrétariat a indiqué que les ressources extrabudgétaires totales mobilisées par le secrétariat étaient passées de 13 millions de dollars en 1988 à 22 millions de dollars en 1989. Il a fait observer que le PNUD qui était le principal organisme de financement de la CEA, avait accru sa contribution de 6,4 millions de dollars en 1988 à 12,4 millions en 1989, dont une grande partie était allouée à des projets multisectoriels interrégionaux. Les contributions de la Belgique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Inde et des Pays-Bas représentaient une part notable des ressources extrabudgétaires bilatérales. La coopération entre la CEA et la Banque islamique de développement s'était concrétisée durant l'année et plusieurs activités conjointes avaient été organisées.

233. Les pays africains avaient également accru leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) lors de la Conférence d'annonce de contributions tenue en 1989. Toutes les contributions annoncées n'avaient pas été entièrement versées et il a prié les Etats membres ayant des arriérés de s'acquitter de leurs obligations. Il a informé le Comité que les intérêts échus sur le Fonds spécifique du FASNUDA constituaient une source potentielle de revenu que le secrétariat n'était pas en mesure d'utiliser faute d'une autorisation des donateurs spécifiques. Il y avait donc lieu que la Conférence autorise l'utilisation de ces intérêts échus.

234. Le Secrétaire exécutif a remercié les gouvernements pour les ressources complémentaires qu'ils ont mises à la disposition du secrétariat. Il a en particulier remercié le PNUD pour l'appui que celui-ci a apporté aux projets multisectoriels de coopération et d'intégration. Il a également remercié le FNUAP et d'autres institutions des Nations Unies pour leurs contributions. Il a souligné l'intensification de la coopération avec la Banque mondiale et la contribution de celle-ci aux activités du secrétariat. Il a également noté avec appréciation l'appui constant que le secrétariat a reçu tout au long de ces années du Gouvernement indien.

235. Au cours du débat qui a suivi, des participants ont félicité le secrétariat pour les efforts déployés en vue de la mobilisation des ressources. Ils ont estimé que l'accroissement des fonds budgétaires démontrait la volonté des partenaires de développement de l'Afrique d'appuyer les efforts de développement du continent. Toutefois, ils ont instamment recommandé la prudence dans l'utilisation des ressources extrabudgétaires car celles-ci ne constituaient pas une source de revenu sûre.

236. Le représentant du Togo a expliqué que le montant de 1639 dollars indiqué comme étant les arriérés dus par son pays résultait des retards enregistrés dans les opérations de change. Le montant en question devrait être épongé par sa dernière annonce de contribution au FASNUDA. Il a rappelé au secrétariat que la moitié de cette contribution était destinée au MULPOC de Niamey pour financer son programme d'activité. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a déclaré que son pays avait déjà épongé ses arriérés et a demandé au secrétariat de corriger les chiffres.

237. Le Comité a pris note des documents E/ECA/CM.16/22 et E/ECA/CM.16/22/Add.1 et a recommandé que soit approuvée la requête du secrétariat concernant l'utilisation des intérêts échus sur le Fonds spécifique du FASNUDA pour l'exécution de projets répondant aux objectifs du FASNUDA. Le secrétariat devrait rendre compte à la Conférence de l'utilisation de ces fonds. Le Comité a aussi adopté le projet de résolution 1 (XI).

ii) Activités de CTPD/CEPD en Afrique : Progrès accomplis

238. Présentant le document E/ECA/CM.16/23, un représentant du secrétariat a attiré l'attention des participants sur les carences de la coopération technique et économique entre les pays africains en développement, en dépit des efforts considérables déployés par des institutions telles que le PNUD pour la promouvoir. Le document

contenait plusieurs recommandations visant à accélérer le processus de CTPD/CEPD, notamment l'identification de domaines de coopération potentiels et de mécanismes de promotion des projets de CTPD tels que le futur Centre de promotion du partenariat Sud-Sud.

239. Au cours du débat qui a suivi, de nombreux participants ont félicité le secrétariat pour la qualité du rapport. Ils ont admis que la CTPD/CEPD pouvait jouer un rôle moteur pour ce qui est de mettre l'économie africaine sur la voie du développement autonome. Un représentant a informé le Comité des efforts déployés par son pays pour coopérer avec les pays frères dans des domaines tels que la création de co-entreprises, de banques notamment. Cependant, les Etats africains ont été exhortés à être compétitifs en offrant des biens et des services de qualité. A travers cette coopération, l'Afrique devrait chercher à mettre au point des techniques et des équipements qui soient fondés sur les ressources de la région et qui ne dépendent pas de ressources importées. La CTPD devrait également être encouragée au sein des pays eux-mêmes, grâce à une coopération entre les différents secteurs de la communauté.

240. L'observateur du PNUD a attiré l'attention du Comité sur les efforts déployés par son organisme pour promouvoir la CTPD/CEPD. Il n'était cependant pas d'accord avec le paragraphe 29 du rapport. Le PNUD envisageait de financer un projet d'assistance préparatoire en vue de la création du Centre de promotion du partenariat Sud-Sud.

241. L'observateur du CCI a déclaré qu'un montant considérable de fonds alloués à la promotion commerciale était disponible au titre des conventions précédentes et de la Convention actuelle de Lomé. Son organisme serait disposé à coopérer avec la CEA en vue d'aider les pays africains à utiliser ces fonds.

242. L'observateur de l'Unesco a souligné la nécessité de renforcer le pouvoir de négociation des pays africains. Il a proposé l'organisation d'une réunion interinstitutions pour examiner les questions pertinentes.

243. L'observateur de la FAO a indiqué qu'en matière de CTPD, son organisation avait une vaste expérience qu'elle pouvait partager avec les organisations soeurs. Il a proposé que l'on commence par identifier les domaines de coopération potentiels, notamment les produits de base qui pouvaient faire l'objet d'échanges au sein de l'Afrique elle-même.

244. Pour conclure, le représentant du secrétariat a insisté sur l'insignifiance des résultats de la CTPD. Il a indiqué qu'il fallait en chercher la cause dans le manque de liaisons intersectorielles au niveau national des pays africains engagés dans cette coopération.

245. Le Comité a pris note du document.

iii) Activités, programmes de travail et budgets des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA

246. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté un document qui comportait deux parties : E/ECA/CM.16/24 (première partie) et E/ECA/CM.16/24 (deuxième partie).

247. Au cours du débat qui a suivi, le Directeur d'ARCEDEM a attiré l'attention du Comité sur la crise financière très grave que traversait son institut. L'Institut avait survécu jusque-là grâce largement au soutien continu que lui apportaient le Gouvernement nigérian et le PNUD. Toutefois, l'Institut prévoyait de financer ses propres activités en commercialisant ses produits. Il avait cependant besoin à cet effet d'un capital de roulement. En conséquence, les contributions des Etats membres devaient être versées, au moins pour le moyen terme.

248. Un représentant a estimé que l'avenir de ces institutions dépendait du recrutement de cadres ainsi que d'un personnel compétents et motivés.



249. L'observatrice du CRAC a exprimé sa préoccupation quant à la situation financière des centres et a indiqué qu'il était nécessaire de rechercher les causes fondamentales de la crise financière que traversaient toutes ces institutions.

250. Le Secrétaire exécutif de la CEA a indiqué que la crise financière que connaissaient les institutions était une question qui datait de très longtemps. Tous étaient d'avis que ces instituts avaient joué un rôle important pour la promotion du développement économique de l'Afrique. Malheureusement, les Etats membres ne versaient toujours pas leurs contributions. Certaines institutions avaient survécu uniquement à cause du soutien que leur apportaient le PNUD et d'autres sources. Ainsi, de nombreuses institutions risquaient d'être fermées d'ici la fin de l'année 1990. Il a par conséquent demandé à tous les participants de faire part de la gravité de la situation à leurs gouvernements respectifs.

251. Le Comité a pris note du rapport et a adopté le projet de résolution 24 (XI).

### TROISIEME PARTIE

#### RECOMMANDATIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET ORGANES SECTORIELS DE LA COMMISSION

Neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie (point 7 a) de l'ordre du jour)

Septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (point 7 b) de l'ordre du jour)

Cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales (point 7 c) de l'ordre du jour)

Septième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification (point 7 d) de l'ordre du jour)

Sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts sur la science et la technique (point 7 e) de l'ordre du jour)

Quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement (point 7 f) de l'ordre du jour)

Dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce (point 7 g) de l'ordre du jour)

Deuxième réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme (point 7 h) de l'ordre du jour)

Sixième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (point 7 i) de l'ordre du jour)

Rapport de la réunion des chefs de secrétariat des organisations intergouvernementales africaines (point 7 j) de l'ordre du jour)

Rapport de la réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA (point 7 m) de l'ordre du jour)

252. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/25 intitulé "Réunions des organes subsidiaires et organes sectoriels de la Commission - Résumé des recommandations et résolutions". Le document est un résumé des rapports des réunions des organes subsidiaires de la Commission tenues depuis la vingt-quatrième session de la Commission/quinzième réunion de la Conférence des ministres.

253. Le représentant du Maroc, dont le pays a assuré la présidence de la septième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, a donné des précisions sur

les décisions et recommandations de cette réunion. Il a informé le Comité de la constitution dans son pays d'un comité de coordination pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Il a souligné l'importance des routes transafricaines et la nécessité de réaliser des progrès dans l'exécution des programmes y pertinents en cours. Il a informé le Comité de la décision prise par l'Union du Maghreb arabe de construire une route maghrébine qui accélérerait l'intégration économique de la sous-région de l'Afrique du Nord.

254. L'observateur de la FAO a mentionné la résolution sur la transformation structurelle et le développement des régions rurales en Afrique, adoptée par la Conférence des ministres africains des affaires sociales et a souligné qu'il fallait assurer l'efficacité et éviter le chevauchement des activités entreprises pour faire appliquer cette résolution et les conclusions issues de la Conférence mondiale sur la réforme agraire qui était organisée depuis 1979. A cet égard, la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, prévue en 1992, était l'instance appropriée pour discuter de la réforme agraire et du développement rural.

255. L'observateur de l'OIT a mentionné les difficultés rencontrées par l'Institut africain de réhabilitation (IAR) et que la Conférence des ministres africains des affaires sociales a examinées à sa cinquième réunion. L'OIT avait fourni une assistance technique à l'Institut mais les Etats membres devaient d'urgence accroître leur appui matériel et financier à l'Institut pour empêcher qu'il ferme les portes. Seuls 13 pays avaient signé l'Accord portant création de l'Institut, trois ou quatre seulement avaient ratifié les statuts et un seul avait versé sa contribution au budget pour 1990.

256. L'observateur du Bureau hydrographique international a présenté le document E/ECA/CM.16/37 sur les "Besoins hydrographiques pour la planification et le développement dans les eaux intérieures et côtières africaines". Ce sujet avait été traité par la septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique en septembre 1989 et deux résolutions avaient été prises qui recommandaient la création dans chaque pays africain côtier d'un comité hydrographique national et l'adoption de règles internationales pour la nomenclature des éléments sous-marins.

257. L'intervenant a informé le Comité des activités du Bureau et présenté les résultats de l'étude réalisée en collaboration avec le Département de la coopération technique des Nations Unies sur la situation des levés hydrographiques et cartes nautiques. Seulement 19 % des plans d'eau d'Afrique étaient jugés dans l'étude comme étant suffisamment hydrographiés alors que 64 % étaient considérés comme n'étant pas hydrographiés. Il a demandé à la CEA, d'élaborer, en collaboration avec le Bureau hydrographique international et les institutions spécialisées africaines, un projet de développement des centres régionaux existants en vue de l'entretien du matériel hydrographique et de la formation de cartographes des fonds marins. Le Bureau était disposé à fournir une assistance technique dans ces domaines.

258. Le représentant du secrétariat a assuré le Comité qu'acte avait été pris des questions soulevées. La proposition selon laquelle la CEA et la FAO devraient éviter le double emploi en se concertant quant à la réalisation des activités relatives à la réforme agraire et la transformation rurale a été bien accueillie.

259. Le Comité a pris note des rapports et a adopté les projets de résolution 2 (XI), 3 (XI), 4 (XI), 5 (XI), 6 (XI), 7 (XI), 8 (XI), 9 (XI), 10 (XI), 12 (XI) et 15 (XI).

Onzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement [point 7 k) de l'ordre du jour]

260. La Présidente du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) a présenté le document E/ECA/ATRCW/ARCC.XI/10.

261. Elle a indiqué que la onzième réunion du CRAC qui s'est tenue à Tripoli les 7 et 8 mai 1990, a discuté le suivi de la quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement. Le résultat de cette Conférence a été la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : le rôle de la femme dans les années 90. Cette Déclaration était la directive la plus importante pour l'intégration de la femme au développement

depuis l'adoption des Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme. Elle a lancé un appel pour un soutien en vue de sa mise en oeuvre.

262. La onzième réunion du CRAC a en outre examiné les questions suivantes: une étude comparative des textes de lois nationaux régissant les droits et la condition de la femme en Afrique; l'accès de la femme au crédit et la mobilisation d'un appui régional en faveur du projet relatif à l'amélioration du rôle de la femme africaine dans le secteur non structuré. Les participantes ont en outre examiné la question relative à la restructuration des MULPOC et son incidence sur les programmes en faveur de la femme.

263. Au cours du débat qui a suivi, des représentants ont exprimé leur soutien actif au CRAC dans ses efforts visant à promouvoir le rôle de la femme dans le processus de développement et ont demandé au PNUD d'apporter un appui aux activités des femmes.

264. Certains participants ont fourni des informations sur la condition et le rôle de la femme dans leurs pays. Dans un pays, le chef de l'Etat avait déclaré que les femmes étaient au coeur du processus de développement et un département spécial avait été créé pour elles. Dans un autre pays, les femmes étaient représentées dans le processus démocratique participatif, des villages à l'Assemblée nationale, dans les différentes professions, à l'université et dans tous les aspects de la vie politique et économique.

265. L'observateur de l'OIT a appelé l'attention du Comité sur la Convention et les recommandations concernant la protection des travailleuses et a souligné, par ailleurs, la participation de son organisation à l'exécution de projets visant à faire participer les femmes au développement.

266. Un représentant a mentionné l'absence de recommandations dans le rapport du CRAC. Un autre représentant a demandé des éclaircissements sur le terme "anomalies" figurant au paragraphe 33 du rapport.

267. La Présidente du CRAC a expliqué que le rapport ne contenait pas de recommandations étant donné qu'elles figuraient déjà dans la Déclaration d'Abuja. Il a en outre été souligné que le terme "anomalies" se référait à certains aspects de l'étude sur les textes de lois nationaux et non pas au Droit musulman à proprement parler. Elle a remercié les participants pour leurs observations véhiculant aussi bien leur encouragement que leur solidarité.

268. Le Comité a pris note du rapport et a adopté le projet de résolution 20 (XI).

Neuvième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés [point 7 I) de l'ordre du jour]

269. Le représentant du Togo, Président de la neuvième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés, a présenté le document E/ECA/LDCs.10/EXP.9/7.

270. Le Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés s'est réuni à Tripoli du 3 au 5 mai 1990 et a examiné, entre autres, les activités préparatoires pour la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Il a, en outre, examiné un rapport sur l'évaluation préliminaire de certains aspects des problèmes et politiques en matière d'emploi dans les pays africains les moins avancés.

271. Le Comité a pris note du rapport.

## QUATRIEME PARTIE

## QUESTIONS CONCERNANT LES ORGANES STATUTAIRES

Suivi des résolutions d'intérêt adoptées par la vingt-quatrième session de la Commission et des décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social et intéressant l'Afrique (point 8 de l'ordre du jour)

Suivi d'autres résolutions d'intérêt adoptées par la vingt-quatrième session de la Commission/quinzième réunion de la Conférence des ministres (point 8 a) de l'ordre du jour)

272. En présentant le document E/ECA/CM.16/26, un représentant du secrétariat a passé en revue la suite donnée par le secrétariat à certaines des 22 résolutions adoptées par la quinzième réunion de la Conférence des ministres. Il s'est référé en particulier aux résolutions suivantes : 658 (XXIV) sur le renforcement des systèmes d'information concernant le développement en Afrique; 659 (XXIV) sur l'examen des réalisations des MULPOC en vue de leur renforcement; 663 (XXIV) sur la constitution d'une association des économistes africains; 666 (XXIV) sur le renforcement des moyens des structures sous-régionales et régionales en matière d'intégration des femmes au développement et 671 (XXIV) sur la situation économique actuelle en Afrique.

273. Au cours de la discussion qui a suivi, le représentant de l'Egypte a dit l'intérêt que portait son pays au bon fonctionnement du système d'information pour le développement de l'Afrique du Nord (NADIS).

274. L'observateur de l'OMS, se référant à la résolution 663 (XXIV), a félicité la CEA de la création de l'Association des économistes africains. Il a formulé l'espoir que les Etats membres continueraient de créer des organisations telles que cette Association, traduisant ainsi leur volonté politique en mesures et programmes concrets.

275. Le Comité a pris note du rapport.

Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1989 et par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique [point 8 b) de l'ordre du jour]

276. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/27. Le Conseil économique et social avait été saisi de six résolutions adoptées par la Conférence des ministres de la CEA à sa quinzième réunion, à savoir les résolutions 656 (XXIV) sur la proclamation d'une deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique; 659 (XXIV) sur l'examen des réalisations des MULPOC en vue de les renforcer; 667 (XXIV) sur les mesures visant à renforcer le programme spécial de la CEA en faveur des pays africains les moins avancés, enclavés et insulaires; 669 (XXIV) sur l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP); 675 (XXIV) sur le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1990-1991 et 676 (XXIV) sur le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS).

277. Outre les résolutions présentées par la Commission, l'Assemblée générale avait adopté d'autres résolutions intéressant l'Afrique. Ces résolutions portaient sur l'élaboration de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 44/169), la recherche d'une solution durable aux problèmes de la dette extérieure (résolution 44/205), la coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (résolution 44/212) et l'action spécifique en rapport avec les besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral (résolution 44/214).

278. Le Comité a pris note du rapport.

Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (point 9 de l'ordre du jour)

a) Financement du PNUD

279. Le fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/32 et a informé les participants que les consultations récentes avec le PNUD avaient permis de régler à l'amiable les questions soulevées dans le document. Le PNUD avait déjà signé le descriptif de projet prévoyant un financement de l'UNAFRI par le PNUD et avait désigné la CEA comme agent d'exécution. Le PNUD avait également accepté que la question de la présidence du Conseil d'administration de l'UNAFRI soit examinée à la prochaine réunion du Conseil. Du fait de cette évolution il n'était pas donc nécessaire de présenter le document qui devrait être considéré comme ayant été retiré.

280. Le Secrétaire exécutif de la CEA a fait observer que ces événements récents témoignaient de la capacité des deux organisations à résoudre des problèmes communs. A cet égard, il a exprimé ses sincères remerciements au PNUD. Il a en outre exprimé sa gratitude au peuple et au Gouvernement ougandais pour leurs efforts continus et leur soutien à l'UNAFRI. En dépit des difficultés économiques et financières qu'il traversait, l'Ouganda avait fait plus que s'acquitter de ses obligations de pays hôte à l'égard de l'UNAFRI.

281. Le représentant de l'Ouganda a souligné les efforts faits par son pays en collaboration avec le secrétariat de la CEA pour appuyer l'Institut. Beaucoup restait à faire et il a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils adhèrent à l'UNAFRI et a invité ceux qui avaient déjà adhéré à l'Institut à verser leurs contributions le plus tôt possible. La viabilité de l'Institut devait être assurée en premier lieu par les Etats membres eux-mêmes.

282. Le représentant du Nigéria a adressé ses remerciements à la CEA, au Gouvernement ougandais et au PNUD pour les efforts considérables qu'ils avaient déployés pour permettre à l'UNAFRI d'entrer en service. Il a déploré la tendance des Etats membres à créer des institutions régionales sans leur fournir le soutien financier nécessaire. Il a espéré que les efforts supplémentaires que déploieraient la CEA et le Gouvernement ougandais pourraient amener les Etats membres à verser leurs contributions à l'Institut.

283. L'observateur de l'Unesco a réitéré l'attachement de cette organisation à l'UNAFRI. A ce sujet il a informé les participants que l'Unesco allait établir une publication technique sur la drogue qui était devenue une cause majeure de criminalité. Son organisation continuerait de coopérer avec d'autres organismes des Nations Unies.

284. Le Comité a considéré le document E/ECA/CM.16/32 comme retiré.

b) Règlement du personnel

285. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/36. Il a expliqué qu'aux termes de l'alinéa 6 f) de l'Article V des Statuts de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI), le Conseil d'administration de l'Institut "établit les règles administratives, financières, le règlement du personnel et autres règles régissant le fonctionnement et l'administration de l'Institut". De même, les dernières dispositions (Article 50) du projet de statuts stipulaient que "ces dispositions entrèrent en vigueur dès leur approbation par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) sur recommandation du Conseil d'administration".

286. En conséquence, les projets de statuts ci-joints ont été examinés et adoptés par le Conseil d'administration de l'Institut, à sa réunion inaugurale tenue à Kampala (Ouganda) en juin 1989.

287. Le Comité a pris note du document et a recommandé que les statuts du personnel soient approuvés par la Conférence des ministres.

L'état et les perspectives de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques (point 10 de l'ordre du jour)

288. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/CM.16/39.

289. Il a fait l'historique de la création du Centre qui se trouvait au Kenya. Le Centre connaissait des difficultés financières et de gestion qui affectaient sa capacité d'exécution. Les contributions versées par les Etats membres n'atteignant pas les niveaux souhaités, le Centre se heurtait à des problèmes de gestion dus à sa situation financière. Néanmoins, le pays hôte continuait d'apporter un appui au Centre. Il a informé le Comité des mesures prises par le Conseil d'administration pour faire face au problème.

290. Le représentant du Kenya a exprimé la préoccupation de son pays face aux problèmes que connaissait le Centre et a lancé un appel aux Etats membres afin qu'ils apportent un appui au Centre en versant les arriérés et les contributions. Il en a, également, appelé aux donateurs afin qu'ils soutiennent le Centre.

291. L'observateur du PNUD a fait part de sa préoccupation et a demandé que soit soigneusement examiné le paragraphe I de l'Annexe I du document qui contenait les décisions du Conseil d'administration. Le PNUD, à son tour, examinerait l'état du projet à la lumière de ces décisions.

292. Le Comité a pris note du document et a adopté le projet de résolution 22 (XI).

#### CINQUIEME PARTIE

#### PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE DE LA COMMISSION

Programme de travail et ordre de priorité de la Commission (point 11 de l'ordre du jour)

- a) Propositions pour la mise à jour du budget-programme 1990-1991
- b) Rapport du Comité ad hoc sur le plan à moyen-terme, 1992-1997 et
- c) Evaluation interne des programmes de la CEA

293. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté les documents E/ECA/CM.16/28, E/ECA/CM.16/29 et E/ECA/CM.16/30 intitulés: Propositions pour la mise à jour du budget-programme 1990-1991, rapport du Comité ad hoc sur le plan à moyen terme, 1992-1997 et évaluation interne des programmes de la CEA, respectivement. Pour le document E/ECA/CM.16/28 il a dit que l'objectif de ce document était de rendre compte de la suite donnée aux recommandations et aux décisions de la Conférence concernant le programme de travail et ordre de priorité et, à sa vingt-quatrième réunion, de faire approuver par la Conférence les activités supplémentaires prévues au titre de fonds extrabudgétaires ayant été obtenus après l'approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies du budget- programme pour la période 1990-1991.

294. Un représentant a demandé des précisions sur le taux de postes vacants au secrétariat de la CEA et sur les service de traduction, dans le service arabe en particulier. Il a demandé que le groupe africain soit prié d'intervenir auprès du Secrétaire général des Nations Unies pour qu'une augmentation des ressources soit accordée à ces services.

295. Le Secrétaire exécutif a d'abord remercié les Etats membres des efforts et du soutien que ces Etats membres accordent à la CEA. Concernant le taux élevé des postes vacants, il a dit que cela était causé par le gel du recrutement à la suite de la situation de crise que traversait l'Organisation. La situation globale s'était améliorée. Il avait été difficile de recruter des traducteurs du fait de conditions plus attrayantes dans d'autres postes d'affectation. On espérait que les nouveaux programmes d'incitation mis en place par l'ONU permettraient de redresser la situation. Dans l'intervalle, les Etats membres pourraient aider le secrétariat en appuyant les demandes de ressources additionnelles pour les services de traduction adressées aux organes directeurs de l'ONU.

296. Le Comité a pris note des rapports, approuvé les modifications aux programmes y figurant et adopté le projet de résolution 18 (XI).

Questions diverses (point 12 de l'ordre du jour)

297. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Date et lieu de la douzième réunion du Comité technique préparatoire plénier (point 13 de l'ordre du jour)

298. Le Président a informé les participants que, conformément à l'usage établi qui veut que les sessions annuelles de la Commission aient lieu une fois sur deux au siège de la CEA, la douzième réunion du Comité technique préparatoire plénier préparatoire de la vingt-sixième session de la Commission/dix-septième réunion de la Conférence des ministres se tiendrait à Addis-Abeba, en avril 1991 après le mois de Ramadan. Les dates exactes seraient fixées par le secrétariat.

Adoption du rapport (point 14 de l'ordre du jour)

299. Le 13 mai 1990, le Comité a, après avoir apporté les modifications jugées nécessaires, adopté le présent rapport et les projets de résolution ainsi que le Mémoire rédigé par le sous-comité qu'il avait créé pour examiner le rapport de l'Equipe chargée d'évaluer les structures, l'organisation et le fonctionnement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets.

Clôture de la réunion (point 15 de l'ordre du jour)

300. Le Président a exprimé sa gratitude aux membres du Comité et aux observateurs pour leur coopération et pour l'atmosphère fraternelle dans laquelle se sont déroulés les travaux. Il a félicité les sous-comités de leur travail et remercié le secrétariat et les services techniques de leur assistance.

301. Il a ensuite déclaré la réunion close.

## ANNEXE II

REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES AU COURS DE LA  
PERIODE CONSIDEREE (11 avril 1989 - 19 mai 1990)

Organe et bureau	Réunion ou session	Cote du document
<u>Conférence des ministres africains de l'industrie</u>	Neuvième réunion Harare (Zimbabwe) 29-31 mai 1989	CAMI.9/22/RV.1
Président : Zimbabwe Rapporteur : Ouganda		
<u>Conférence des ministres africains des affaires sociales</u>	Cinquième Conférence Arusha (Tanzanie) 27-28 octobre 1989	ECA/OAU/AMSA.V/25
Président : République-Unie de Tanzanie Rapporteur : Lesotho		
<u>Comité intergouvernemental d'experts pour le dévelop- pement de la science et de la technique</u>	Sixième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 6-9 novembre 1989	S&T/IGCESTD/6/10
Président : Algérie Rapporteur : Botswana		
<u>Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification</u>	Septième réunion Tanger (Maroc) 15-16 novembre 1989	E/ECA/TCD/66
Président : Maroc Rapporteur : Sénégal		
<u>Conférence des ministres africains du commerce</u>	Dixième réunion Addis-Abeba (Ethiopie) 17-18 novembre 1989	E/ECA/TRADE/89/28
Président : Ethiopie Rapporteur : Soudan		
<u>Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains</u>	Sixième session Addis-Abeba (Ethiopie) 15-20 janvier 1990	E/ECA/PSD.6/27
Président : Guinée Rapporteurs : Lesotho et Zimbabwe		



Organe et bureau	Réunion ou session	Cote du document
<u>Comité régional africain de coordination pour l'in- tégration de la femme au développement</u>	Onzième réunion Tripoli (Libye) 7-8 mai 1990	E/ECA/ATRCW/ARCC.XI/10/Rev.1
Président : Ghana Rapporteur : Rwanda		
<u>Réunion du Comité technique préparatoire plénier</u>	Onzième réunion Tripoli (Libye) 5-12 mai 1990	E/ECA/CM.16/40
Président : Jamahiriya arabe libye Rapporteur : Zambie		
<u>Conférence des ministres des pays africains les moins avancés</u>	Dixième réunion Tripoli (Libye) 14-15 mai 1990	E/ECA/CM.16/35
Président : République-Unie de Tanzanie Rapporteur : Ethiopie		

## ANNEXE III

## LISTE DES DOCUMENTS

- |                          |  |
|--------------------------|--|
| 1. E/ECA/TPCW.11/1/Rev.1 | Ordre du jour provisoire   |
| E/ECA/CM.16/1            | Ordre du jour provisoire   |
| 2. E/ECA/TPCW.11/1/Add.1 | Ordre du jour provisoire annoté  |
| E/ECA/CM.16/1/Add.1      | Ordre du jour provisoire annoté  |
| 3. E/ECA/CM.16/2         | Rapport Biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la CEA durant la période 1988-1989   |
| 4. E/ECA/CM.16/3         | Rapport économique sur l'Afrique, 1990   |
| 5. E/ECA/CM.16/4         | Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique   |
| 6. E/ECA/CM.16/5         | Travaux préparatoires en vue de l'examen du programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990)  |
| 7. E/ECA/CM.16/6         | La coopération technique en Afrique, comment la rendre plus efficace : problèmes et préoccupations   |
| 8. E/ECA/CM.16/7         | Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS   |
| 9. E/ECA/CM.16/8         | Etude des systèmes de taux de change multiples   |
| 10. E/ECA/CM.16/9        | Etude des politiques de taux d'intérêt différentiels   |
| 11. E/ECA/CM.16/10       | Etude des subventions à la production agricole   |
| 12. E/ECA/CM.16/11       | Rapport de la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique  |
| 13. E/ECA/CM.16/12       | Rapport de la cinquième réunion du Comité ministériel de suivi des Dix de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines |
| 14. E/ECA/CM.16/13       | Rapport de la mission d'évaluation chargée d'examiner les résultats des MULPOC en vue de les renforcer et accroître leur efficacité  |
| 15. E/ECA/CM.16/14       | Coopération multinationale pour le développement de la pêche côtière, marine et dans les eaux intérieures  |
| 16. E/ECA/CM.16/15       | Contribution des fonds de stabilisation des offices de commercialisation   |
| E/ECA/CM.16/15/Summary   | au développement des infrastructures de commercialisation rurales  |

17. E/ECA/CM.16/16 E/ECA/CM.16/16/Summary	Rapport intérimaire commun CEA/OUA/ONUDI sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique et les préparatifs de la deuxième Décennie
18. E/ECA/CM.16/17	Situation en ce qui concerne l'aménagement des bassins fluviaux et lacustres en Afrique
19. E/ECA/CM.16/18	Rapport de la réunion de plénipotentiaires sur la création de la Commission africaine de l'énergie nucléaire
20. E/ECA/CM.16/19	Rapport sur la Conférence régionale africaine sur l'environnement et le développement durable
21. E/ECA/CM.16/20	Rapport intérimaire sur le démarrage du programme du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement
22. E/ECA/CM.16/21	Rapport d'activité sur l'élaboration du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique
23. E/ECA/CM.16/22 E/ECA/CM.16/22/Add.1	Rapport sur les projets de coopération technique exécutés par la CEA
24. E/ECA/CM.16/23	Activités de CTPD/CEPD en Afrique : progrès accomplis
25. E/ECA/CM.16/24 E/ECA/CM.16/24/Summary	Activités, programmes de travail et budgets des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA
26. E/ECA/CM.16/25	Recommandations des organes subsidiaires et organes sectoriels de la Commission
27. E/ECA/CM.16/26	Suivi d'autres résolutions d'intérêt adoptées par la vingt-quatrième session de la Commission/quinzième réunion de la Conférence des ministres
28. E/ECA/CM.16/27	Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1989 et par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session dans les secteurs socio-économiques intéressant l'Afrique
29. E/ECA/CM.16/28	Propositions pour la mise à jour du budget-programme, 1990-1991
30. E/ECA/CM.16/29	Rapport du Comité <u>ad hoc</u> sur le Plan à moyen terme 1992-1997
31. E/ECA/CM.16/30	Auto-évaluation des programmes à la CEA
32. E/ECA/CM.16/31	La quatrième Convention ACP-CEE: ses principales caractéristiques et leurs incidences sur le développement de l'Afrique
33. E/ECA/CM.16/32	Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants
34. E/ECA/CM.16/33 E/ECA/CM.16/33/Rev.1 E/ECA/CM.16/33/Summary	Coopération internationale pour la facilitation du commerce internationale: l'expérience de l'Afrique

---

- |                    |  |
|--------------------|--|
| 35. E/ECA/CM.16/34 | Question de population dans les Etats membres de la CEA au cours des années 90   |
| 36. E/ECA/CM.16/35 | Rapport de la dixième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains   |
| 37. E/ECA/CM.16/36 | Approbation du projet de règlement intérieur de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants |
| 38. E/ECA/CM.16/37 | Besoins hydrographiques pour la planification et l'exploitation des ressources dans les eaux côtières et intérieures en Afrique                    |
| 39. E/ECA/CM.16/38 | Rapport intérimaire sur la création de la Communauté économique africaine présenté par le secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD                         |
| 40. E/ECA/CM.16/39 | L'état et les perspectives de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques  |
| 41. E/ECA/CM.16/40 | Rapport de la onzième réunion du Comité technique préparatoire plénier   |